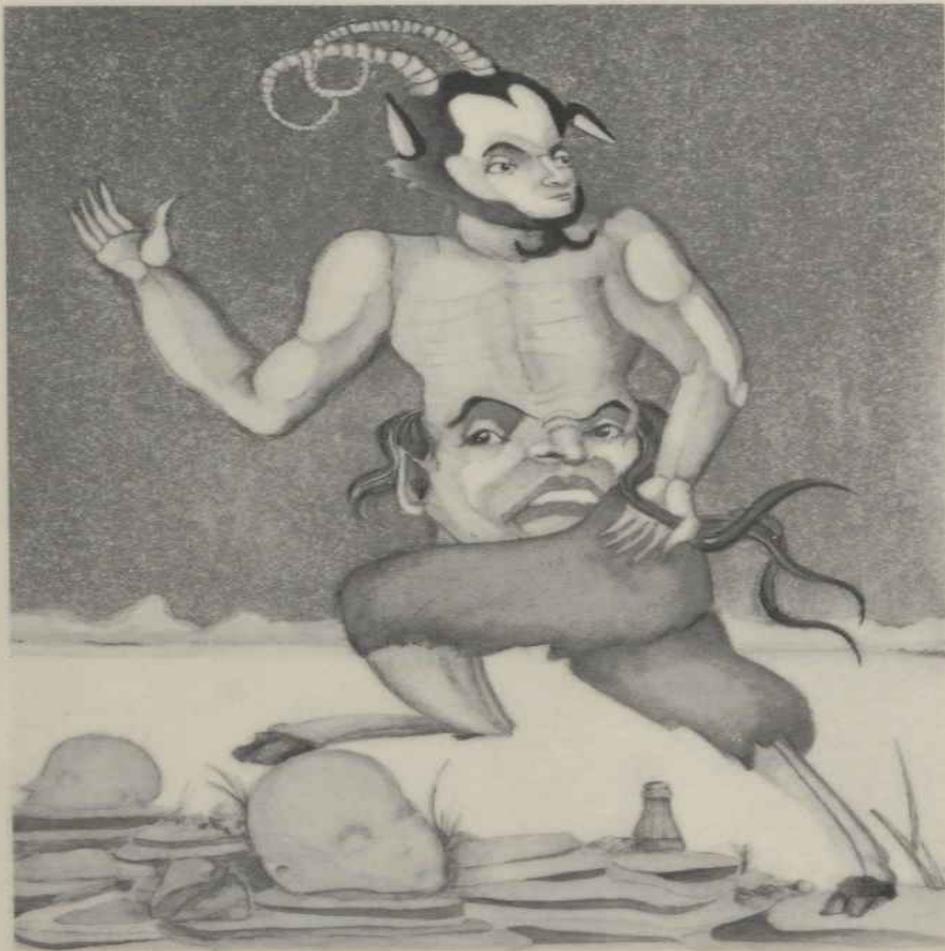


Michel Clouscard

La bête sauvage

Métamorphose
de la société capitaliste et
stratégie révolutionnaire



problèmes/éditions sociales

La Bête sauvage, *débridée et insatiable*, c'est l'image choisie par Hegel pour désigner la société civile lorsqu'elle n'est plus qu'un marché, lorsque se réalise l'hégémonie du libéralisme (ou néo-libéralisme). Alors, le conditionnement capitaliste devient tout-puissant...

Comment se fait-il que cette métamorphose *économique et spirituelle*, effectuée par la société française au cours des dernières décennies, soit totalement incomprise, prétexte à toutes les méprises, non-dit et non-su d'une époque qui croit tout dire et tout savoir ?

La prétendue dénonciation de la prétendue « société de consommation » par les prétendus freudo-marxistes n'a été que le meilleur camouflage de *la Bête sauvage*. L'idéologie du néo-capitalisme veut que son *libéralisme libertaire* soit confondu avec la liberté humaine.

Mais l'une des raisons essentielles de la méconnaissance de la nouvelle société ne réside-t-elle pas dans la dogmatisation du marxisme, responsable d'un important retard théorique (retard au demeurant souligné par le 24e Congrès du PCF) ? Le dogmatisme a engendré un très curieux phénomène *d'archaïsme polémique* : toute la vie culturelle et politique s'est agglutinée sur la défense ou la condamnation d'une autre société, d'une autre époque, d'une autre économie politique, d'une autre stratégie révolutionnaire.

Débusquer *la Bête sauvage* sera définir *l'ultime lutte des classes*, celle de l'affrontement de la stratégie capitaliste du pourrissement de l'histoire et de la stratégie révolutionnaire en pays « post-industrialisé ».

Michel Clouscard

La Bête sauvage

Métamorphose
de la société capitaliste
et stratégie révolutionnaire

Éditions sociales

Sommaire

Couverture

Présentation

Page de titre

Abréviations utilisées dans ce livre

Première partie - L'histoire de France (économique, politique, des mœurs) de la Libération à nos jours

1 - L'histoire comme stratégie du capitalisme

A. — LE BUT DE LA STRATÉGIE — LA SOCIÉTÉ CIVILE

B. — LA DÉFINITION DE LA STRATÉGIE

C. — LES CHAMPS OPÉRATOIRES

2 - Les trois stratégies locales

A. — L'OPPRESSION ÉCONOMIQUE — LA TERREUR BLANCHE

1. Une nécessaire approche théorique : le dépassement de la contradiction qui a fait le dogmatisme marxiste

2. L'histoire de l'oppression économique

a) L'implantation du CME

b) L'ascendance du CME

c) La crise généralisée

B. — LA PERMISSIVITÉ DES MŒURS VERS LA SOCIÉTÉ DE LA FORME MARCHANDE GÉNÉRALISÉE

1. Des besoins au désir
2. Le marché du désir — La nouvelle plus-value et la nouvelle forme marchande
3. Les modalités historiques de l'implantation du marché
4. Les dernières conquêtes de la forme marchande

C. — LE LIBÉRALISME POLITIQUE — LES NÉCESSITÉS SUPERSTRUCTURALES DU MARCHÉ

Deuxième partie - La lutte des classes de la société civile

1 - La nouvelle répartition et signification des classes sociales

A. — (PETIT) PRÉALABLE MÉTHODOLOGIQUE

1. Les deux objectivations de la société civile — Comment le moyen de gestion de la crise instaure la crise généralisée
2. La logique de la production

B. — LE « POSITIONNEMENT » DES CLASSES SOCIALES EN FONCTION DES NOUVELLES COUCHES MOYENNES

1. Selon le mode de production
2. Selon le procès de production
3. Selon le procès de consommation... et sa dialectique avec le procès de production

C. — DE LA SITUATION DE CLASSES AUX STRATÉGIES DE CLASSES

2 - La stratégie du libéralisme social-démocrate

A. — LA TECHNO-BUREAUCRATIE

1. Le corps élitaire — L'état-major de la gestion
2. Le corps d'exécution

B. — LE PROJET DE CLASSE UNIQUE

1. Le corps de classe unique
2. Les ancrages de classe — La classe unique au sommet et à la base
3. L'annexion des classes sociales antérieures au CME
4. La classe unique par le procès de consommation
5. Le bilan, entre le présent et le conditionnel

3 - La stratégie révolutionnaire

A. — DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE A LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE EN RÉGIME DE SOCIÉTÉ CIVILE

1. La contre-stratégie et... « la tradition » révolutionnaire
2. Les lois générales (de la logique de la production) — La ligne juste
3. La fin du modèle et la fin... du pathos
4. De Yalta à l'euro-communisme
5. De l'euro-communisme à la société civile française — Le grand paradoxe : les meilleures et les pires conditions révolutionnaires

- a) *Le creux de la vague — Le recul des conditions subjectives*
- b) *L'avancée des conditions objectives — Le nouveau schéma stratégique*

B. — LA RÉVOLUTION DU MODE DE PRODUCTION PAR LE MODE

DE PRODUCTION

1. La stratégie socialiste : ses axes, son originalité et ses conditions à priori : la paix et la démocratie
2. La socialisation de l'infrastructure
3. Comment la crise permet la participation des communistes au pouvoir superstructural
4. Au cœur de la stratégie : l'autogestion
 - a) *De la gestion à l'autogestion*
 - b) *Le champ autogestionnaire : les libertés et les nationalisations*
5. Les alliances politiques : union à la base ; union du travailleur collectif et des couches moyennes ; union du peuple de France
 - a) *La stratégie immédiate*
 - b) *L'accomplissement stratégique*

À propos de l'auteur

Notes

Copyright d'origine

Achevé de numériser

Abréviations utilisées dans ce livre

CCL :	Capitalisme concurrentiel libéral
CM :	Capitalisme des monopoles
CME :	Capitalisme monopoliste d'État
ITC :	Ingénieurs, techniciens, cadres
PME :	Petites et moyennes entreprises
OP :	Ouvrier professionnel
OS :	Ouvrier spécialisé
OQ :	Ouvrier qualifié

Première partie

*L'histoire de France (économique, politique, des
mœurs) de la Libération à nos jours*

L'histoire comme stratégie du capitalisme

A. — LE BUT DE LA STRATÉGIE — LA SOCIÉTÉ CIVILE

Nous nous proposons, tout d'abord, de reconstituer l'histoire de France, de la Libération aux années 80, d'après ce fil conducteur : *la stratégie du capitalisme*. Le néo-capitalisme porte en lui un *projet de société*, un choix de société (termes devenus familiers) ; il s'agit de mettre en place la société la plus favorable à la loi du profit, celle qui autorise le plus grand profit.

Le capitalisme a eu le pouvoir d'engendrer une société globale qui est aussi un marché généralisé. C'est l'actuelle société française.

Montrer comment ce projet stratégique s'est réalisé, c'est reconstituer l'histoire de France, puisque celle-ci n'est plus que l'histoire de l'économie politique et humaine imposée par le néo-capitalisme ; c'est établir par quels cheminements, économique, politique, de l'éthos (les mœurs, les mentalités) ce qui n'était qu'une virtualité est devenu le corps social.

Nous désignerons cette nouvelle société par le terme de *société civile*. Nous vivons en régime de société civile. La société française est une société civile. Nous avons choisi ce terme car il désigne, généralement, pour les spécialistes (de l'économie politique, des sciences humaines, de la philosophie politique...) le lieu de liberté possible dans la société.

Nous sommes donc déjà au cœur du problème, car définir la société voulue par le capitalisme comme étant la société civile, c'est vouloir établir que le conditionnement capitaliste de la société moderne a pu investir le lieu même de la liberté. Et même que ce conditionnement peut se proposer comme la liberté !

Notre thèse : le capitalisme a eu le pouvoir de modeler, de construire, d'édifier une société, notre société. Dire qu'il a le monopole de la gestion économique de cette société est insuffisant car il a eu d'abord le pouvoir de *produire* cette société (pour ensuite la gérer). C'est cette production qui est l'histoire de cette société.

La société civile représente le machiavélique pouvoir *d'identifier liberté et libéralisme*, de confondre l'idéologie du marché capitaliste et le concept de liberté, d'unifier la liberté du marché et la liberté humaine. La société civile fait de la liberté la liberté dans le système capitaliste.

Ne pas confondre liberté et libéralisme semble être le pont aux ânes de la philosophie. C'est une vérité de bon sens. La trahison quasi unanime des clercs — celle qui a fait le pouvoir de l'intelligentsia régnante — a pourtant consisté à habiliter cette confusion. C'est un péché contre l'esprit et l'esprit même de la contre-révolution. Cette idéologie ne peut s'accomplir que dans la collaboration de classes et l'anti-communisme.

Reconstituer l'histoire de France, sera donc étudier par quelle stratégie le capitalisme a produit la société civile, ce que Hegel appelait « la Bête Sauvage » : une société qui n'est plus qu'un marché (un marché « libre », bien entendu).

Cette métamorphose de la société capitaliste s'objective en une nouvelle distribution des classes sociales. Son étude nous permettra de définir la nouvelle lutte des classes, en régime de société civile, et d'établir les modalités de la nouvelle stratégie révolutionnaire, face à la Bête sauvage et à sa stratégie contre-révolutionnaire.

B. — LA DÉFINITION DE LA STRATÉGIE

Comment définir la stratégie capitaliste ? Alors que la tactique est un projet immédiat, partiel, concret, qui certes peut être caché, mais qui est su, réfléchi, codifié, quelque part, dans la tête d'un chef, dans un état major, dans un service, la stratégie capitaliste, au contraire, est un non-dit et un non-su... et du capitalisme lui-même ! Elle n'est pas pensée, théorisée, globalisée. Elle chemine en miettes, dans le fonctionnement du capitalisme. Nous la définirons comme Bergson définissait l'instinct : « Une finalité sans représentation de fin », ce qui veut dire, en termes moins savants : un but poursuivi sans connaître explicitement ce but. Et, paradoxalement, d'autant mieux poursuivi qu'il n'est pas représenté.

C'est que le capitalisme n'a pas à discourir sur sa nature : il est. Il est la fonctionnalité même. Il marche tout seul, vers sa finalité : le plus grand profit. Les lois du capital sont telles qu'elles garantissent un univers en constante expansion. Alors que le monde de Descartes a besoin de la pichenette originelle et de la création continuée (Dieu intervenant à tout moment pour que l'être persévère en lui-même) le monde capitaliste est une mécanique structuro-fonctionnelle en constante accélération.

Aussi la stratégie est immanente à ce système. Parce que l'effectivité stratégique ne doit avoir aucun recul sur l'action. Le capitalisme est, doit être la pratique qui répond immédiatement à une nouvelle situation. Le capitalisme se veut le terme historique le plus élaboré, ainsi il est le temps présent. Sans réflexion sur l'être, sans distance sur l'histoire. Pure présence qui doit devancer et interdire toute intervention extérieure.

La stratégie ne peut être représentée, dite, que par un témoin extérieur à ce système. Et par le témoin le plus concerné : l'ennemi de classe. Seul, le marxiste peut dire la stratégie du capitalisme. (Marx a pu dire ainsi les lois du capital. Ce qui n'intéresse pas le capitaliste, puisqu'il les pratique et les connaît par la possession du capital. Marx n'a fait que théoriser — quelle invention ! — une pratique banale.)

D'un côté : celui qui agit, et qui n'a pas besoin de savoir comment, qui ne doit pas savoir et qui ne veut pas savoir. De l'autre : celui qui n'a pas et qui est agi et qui a besoin, pour agir, de savoir comment et pourquoi... le capitalisme fonctionne.

Celui-ci, n'ayant pas la théorie, la représentation de sa stratégie, dispose alors d'une stratégie parfaite : celle qui n'a pas besoin de se cacher. Elle s'ignore elle-même, comment pourrait-elle se trahir ? Parfait camouflage. Le capitalisme fait ainsi une extraordinaire économie : on n'a pas à cacher aux autres ce que l'on ignore soi-même. Le capitalisme est une innocence fonctionnelle : il est, sans savoir pourquoi et comment. (Allez dire à Dassault, qui pourtant réfléchit, que la fin et le moyen du capitalisme est la société civile.)

Aussi la stratégie capitaliste peut s'étaler au grand jour en toute innocence. Comme la lettre cachée de Poe : elle est là, dans la réalité politique, économique, des mœurs, évidente mais ignorée, non sue comme telle. (Quoi de plus innocent qu'une partie de

flipper ? Et pourtant, c'est l'expression la plus condensée, concentrée de la civilisation capitaliste.¹⁾

Aussi dirons-nous que le marxiste qui ignore cette stratégie, ce qu'elle cache, fait le jeu du capitalisme. Il aide à camoufler ce que la stratégie doit cacher. Il témoigne alors de son impuissance à comprendre la modernité, celle du capitalisme monopoliste d'état en sa phase d'ascendance et en sa phase de dégénérescence.² Il prouve qu'il reste fixé à une problématique révolutionnaire du capitalisme concurrentiel libéral, du XIX^e siècle. Il est inapte alors à affronter la société voulue par cette stratégie : la société civile. Sa réponse ne pourra être que dogmatique : de vieux schémas imposés à une mutation radicale de la société française.

Et ce ne sera que par la parfaite connaissance de cette stratégie — la société civile — que l'on pourra définir la stratégie révolutionnaire. Celle-ci sera une contre-stratégie, car fondée sur la connaissance de la société française voulue par le CME.

C. — LES CHAMPS OPÉRATOIRES

La stratégie sait se cacher au point de se cacher même à elle-même ; les capitalistes ignorent ce qu'est le capitalisme. L'autre essentiel pouvoir de la stratégie est de multiplier ses pouvoirs en se sous-divisant en stratégies locales. Celles-ci pourront se spécialiser, approfondir l'investissement d'espaces sociaux spécifiques. Elles pourront cheminer en une action concentrée justement de par l'ignorance de l'action voisine. Elles pourront se différencier même jusqu'à la contradiction. Ce qui permet au capitalisme d'investir ses contradictions structurales et historiques dans les contradictions stratégiques de sa progression, de sa perfection. Extraordinaire renversement : la contradiction qui devrait bloquer l'expansion, au contraire, la sert. L'antagonisme relatif devient le moyen d'un dépassement, d'un contournement de l'antagonisme absolu, celui qui naît de la contradiction bourgeoisie-prolétariat.

Cette stratégie s'investit en trois champs de réalisation : l'économique, le politique, l'éthos (les mœurs). Trois actions spécifiques, diversifiées, contradictoires même (autre camouflage). Trois domaines, trois champs opératoires, trois catégories de manipulations.

Ce sont les instruments de l'action stratégique. Le jeu stratégique est le système des variables possibles dans un champ clos selon des catégories opérationnelles. La stratégie agit sur les champs sociaux par les catégories comme elle agit par les catégories sur des populations particulières. Ainsi la stratégie dispose d'un extraordinaire clavier, d'une manipulation totalisante et totalitaire (car ici le mot est adéquat), camouflée par le jeu formel de la démocratie. La stratégie qui produit la société civile dévoile l'aspect totalitaire du libéralisme.

Cette stratégie n'a donc rien de commun avec le capitalisme naïf, celui de la première grande crise mondiale de 1929. Celui-ci avait choisi une solution radicale : le fascisme. Nous verrons que le capitalisme de la société civile a su imposer une autre solution. Il a su tirer les leçons de l'histoire. Celle-ci ne se répète pas.

Le principe de la stratégie — qui permet de cheminer masqué — est d'établir une différence qui cache l'identité et qui, en dernière instance, l'établit même. Autrement dit, dans l'ensemble donné (le champ opérationnel) les catégories vont permettre une diversité qui peut en venir à la contradiction relative. Il faut que ces catégories aient atteint un degré de développement tel qu'il autorise une autonomie fonctionnelle relative. La prospective globale atteindra sa finalité par le jeu des actions locales et très différenciées des catégories et des champs opérationnels.

Le jeu des catégories se distribue selon trois axes fondamentaux :

1. *Oppression économique* sur les travailleurs en général, sur la classe ouvrière en particulier. Ce processus s'achève par l'austérité, le chômage généralisé, le productivisme, l'inflation.

2. *Libéralisme politique* : la démocratie bourgeoise perfectionne même les droits

formels et se justifie constamment par les droits de l'homme. L'alternance permet le partage politique du monopole économique, la stratégie de gestion des moments du mode de production et des phases du cycle capitaliste.

3. *Permissivité des mœurs* qui permet les conditions superstructurales et subjectives de la nouvelle consommation, celle du marché du désir.

Les trois stratégies locales

A. — L'OPPRESSION ÉCONOMIQUE — LA TERREUR BLANCHE

1. Une nécessaire approche théorique : le dépassement de la contradiction qui a fait le dogmatisme marxiste

Nous définirons la notion « d'oppression économique » en procédant à une double critique : celle de l'idéologie tendancielle dominante (la moderne idéologie de la société civile), et celle du dogmatisme marxiste.³ C'est dire à quel point cette notion d'oppression économique est importante : elle doit permettre de remettre à sa place le néo-idéalisme des nouveaux philosophes, par exemple, et le néo-positivisme de l'économisme, mais aussi et surtout de dénoncer et de dépasser l'aporie — la contradiction insurmontable — qui couronne le dogmatisme marxiste.

L'idéologie tendancielle dominante est aussi une stratégie : elle veut atteindre le marxisme par en haut et par en bas, par l'infrastructure et par la superstructure, par les faits et par les idées. Le marxisme sera soumis à un double jeu convergent, délimité par un double enveloppement idéologique.

D'une part, les paramètres, multiples et savants, de l'économisme. C'est la quantification du macro et même du micro-économique. De la croissance au revenu des ménages, tout est mesurable, maintenant. Des paramètres essentiels ont pu être établis, non seulement ceux de la mesure arithmétique (le niveau de vie) mais aussi ceux de l'appréciation qualitative (le genre de vie).

L'économisme est ce mélange de scientisme et d'idéologie qui permet la manipulation. Très vite ces techniques se sont faites technocratiques. L'INSEE, par exemple, dont le sérieux scientifique est évident, propose un tableau des catégories socio-professionnelles qui tend à représenter d'une manière combien empirique et artificielle la hiérarchie des classes (nous y reviendrons). La manipulation empirique des paramètres de l'économisme est la caractéristique fondamentale de la gestion de la crise (ainsi on peut faire baisser l'inflation, mais alors le nombre des chômeurs augmente, mais cela permet une relance de l'économie, puis ensuite une autre manœuvre économiste, ou « monétariste »).

Mais l'essentiel de la manipulation scientifique de l'économisme porte sur les paramètres, devenus déterminants, du niveau de vie et du genre de vie. Isolés des rapports de production, ils sont devenus les arbitres de la situation politique. L'économisme triomphe.

Notre définition de l'oppression économique consiste donc à dénoncer l'empirisme de l'économisme, mais aussi à situer les acquis relativement scientifiques que peuvent être des notions comme le niveau de vie (et même en une certaine mesure le genre de vie) dans la lutte des classes. C'est celle-ci qui sera leur mesure. Et non l'inverse.

D'un côté, les nouveaux économistes ; de l'autre, les nouveaux philosophes : l'idéologie de la société civile ne perd pas son temps. Tout est en place, le grand

capital est bien gardé.

Tout un nouveau discours sur le pouvoir, la répression, le maître... l'amour du censeur est apparu. Il est même devenu une essentielle composante de l'idéologie dominante. Nous avons déjà proposé une critique radicale de cette idéologie de la social-démocratie libertaire.⁴ Il nous suffira de rappeler le principe de son fonctionnement. Le pouvoir ne serait pas dans l'économique, dans les effets de première ou de dernière instance de l'économique. Mais exclusivement dans le politique : les nouveaux philosophes, faut-il le dire, ne sont pas... marxistes. Ce politique est une catégorie éternelle, qui transcende les rapports de production, les modes de production, l'histoire. Il engendre une causalité spécifique, d'ordre inter-subjectif, qui est une aliénation constitutive de l'homme. (Tout cela est implicitement ou explicitement fondé sur une anthropologie freudienne...) Tout pouvoir ne peut être qu'un abus de pouvoir..., etc.

Notre définition de l'oppression économique consistera donc à montrer que cette « aliénation », que toute aliénation n'est qu'un effet *caché* de l'économique. Les causes proposées par les nouveaux philosophes comme matricielles ne sont que des *effets* non sus de l'économique, du mode de production, du CME. L'extorsion de la plus-value est plus que jamais à l'origine de l'aliénation de l'homme. Mais selon des figures, des modalités très nouvelles, très originales qui ont échappé au dogmatisme de ce néo-idéalisme, lequel en dernière instance a mission idéologique de les cacher, d'interdire d'établir la vraie causalité.

L'oppression économique est à la fois aliénation culturelle et... oppression économique. Mais ce n'est ni l'aliénation définie par le néo-idéalisme ni les paramètres de l'économisme néo-positiviste et scientiste.

Le dogmatisme marxiste pourrait être défini comme un ensemble de déviations engendrées par la pression de l'idéologie dominante. La double composante de l'idéologie moderne nous semble être explicative du double aspect du dogmatisme. D'une part, une surestimation de l'économique, de ses mesures, de ses effets. D'autre part, une surestimation de la superstructure, de ses instances, de ses effets. La mesure du dogmatisme est double :

1° Son impuissance à mettre en relation dialectique et historique infrastructure et superstructure ;

2° Son impuissance à expliquer les rapports de production spécifiques du CME.

Les deux dogmatiques se réconcilient comme dénégation radicale de la société civile. C'est-à-dire comme total refus de reconnaître la spécificité de la nouvelle société française. Ces dogmatismes, par définition, doivent interdire d'expliquer le grand paradoxe de cette société : d'une part, le monopolisme d'État, d'autre part, le libéralisme politique et la permissivité des mœurs.

Ce dogmatisme est un danger mortel. Il débouche sur une impasse, une aporie — une contradiction progressivement apparue, insoluble, indépassable — qui serait la fin du

marxisme, du champ épistémologique et politique (« incontournable ») qu'il a instauré.

Toute une interprétation mécaniste du marxisme a glissé — nécessairement — vers une notion dogmatique de l'état (Althusser, Poulantzas). Dans la mesure où, justement, elle écartait *a priori* le rôle de la société civile dans les sociétés industrielles avancées. L'État est alors exclusivement l'appareil de domination d'une classe sociale ; il se réduit à n'être plus que l'État... wébérien, le lieu de la violence qui se dit légitime. Alors le prodigieux expansionnisme du capitalisme dans la société civile (expansionnisme qui est la société civile même) est passé sous silence.

Le dogmatisme est alors l'économique « en dernière instance »... laquelle est tellement dernière qu'elle n'apparaît plus, qu'elle n'apparaît jamais. Cet économique est insaisissable, toujours recouvert du politique, de l'effet de superstructure, de l'État. Les rapports de production alors définis seront un monolitisme fonctionnel, anti-dialectique et historique, qui interdit toute mise en relation de la société civile et de l'État, de la production et de la consommation, de l'infrastructure et de la superstructure. Ils sont réifiés en une structure éternelle en laquelle on ne voit pas comment « le changement » pourrait se glisser. La révolution ne pourrait être alors qu'un renversement total de la situation et on ne voit vraiment pas comment cela pourrait se faire.

Il faut noter que cette conception marxiste, mais dogmatique, réductrice, académique (au mauvais sens du terme), a alimenté l'essentiel du gauchisme. C'est toute la surestimation des instances superstructurelles (l'État, le père, l'école, l'armée, la police). Le gauchisme est un dogmatisme. Et il faut aussi noter que ce dogmatisme a circulé du gauchisme aux nouveaux philosophes. Le dogmatisme est la clé qui permet de comprendre le glissement du matérialisme au néo-idéalisme. C'est la même conception de l'État qui circule du dogmatisme althussérien aux nouveaux philosophes, par le truchement du gauchisme. (Le faux sérieux fonde la frivolité.⁵)

« La police avec nous », telle sera notre (provocante) réponse à ce superbe dogmatisme.⁶ Nous ne devons pas considérer les instances superstructurelles comme transcendantes aux rapports de production, comme des choses en soi qui produiraient des déterminismes autonomes. La répression ne tombe pas du ciel. Elle n'est pas cet archaïsme théologique et idéaliste venu de l'Ancien Testament, ou du courroux des Dieux, dont témoignent gauchistes, contestataires, etc. Les instances superstructurelles ne sont que des moyens, les lieux d'objectivation et de réalisation des rapports de production. Elles sont ce que ces rapports en font. Elles sont des effets et non des causes matricielles (nous reviendrons sur ce problème).

Nous proposerons une très brève approche historique du rôle de l'État. Ce rôle a été effectivement énorme à deux moments essentiels. Celui de l'implantation du mode de production capitaliste, période sauvage, de violence sanglante, d'autoritarisme implacable. Et celui de la crise d'un capitalisme qui n'avait pu atteindre la régulation qu'est la société civile. Alors l'État s'identifie au national-socialisme.

Avec le CME, l'État est totalement investi par l'économique, par les monopoles qui se sont étatisés et sont gérés par l'appareil d'État. Alors cet appareil d'État se moque de l'État croquemitaine du dogmatisme, du gauchisme, des nouveaux philosophes, des contestataires ou des terroristes. Il se moque de l'État hypostase, chose en soi qui assure d'immuables interdits. Bien au contraire : sa mission économique est de créer les conditions superstructurelles nécessaires à l'expansion économique du CME. Il faut mettre en place les modèles culturels de la nouvelle consommation, du nouveau marché du désir. Il faut libéraliser, révolutionner les mœurs. Pour servir au mieux les intérêts des multinationales que l'appareil d'État a fonction de gérer.

Parce que répressif au niveau de la production — productivisme, taylorisation, fordisme, cadences infernales — l'État doit organiser la libéralisation des mœurs qui permettra la meilleure circulation de la nouvelle marchandise. L'État a besoin d'une société civile qui dénonce... l'État. Aussi, le dogmatisme, le gauchisme, les nouveaux philosophes sont les fourriers de la société civile voulue par l'appareil d'État soumis aux multinationales.

Nous devons donc écarter, pour définir l'oppression économique, la définition de l'État qui... écarte la société civile, car alors cette oppression économique ne se manifestant que superstructurellement, en dernière instance qui renvoie l'économique aux calendes, se fait insaisissable. Elle est enfouie, cachée dans un ailleurs mystérieux, inaccessible, dans une opacité qui permet le plein accomplissement de l'économie capitaliste, et de l'ignorer. L'oppression est avant tout économique. Elle passe certes par l'aliénation des instances superstructurelles. Mais celle-ci n'est pas surdéterminante.

L'oppression ne peut être réduite à l'économique, comme l'autre dogmatisme le propose. Pour un certain marxisme, qui heureusement date de plus en plus, la paupérisation de la classe ouvrière seule comptait pour apprécier l'oppression capitaliste. « L'aliénation » était écartée comme une notion idéaliste et réformiste. L'exploitation de l'homme par l'homme était avant tout la radicalisation de la situation ouvrière. Plus la bourgeoisie prospère et plus la classe ouvrière se paupérise. Et paupérisation absolue : misère ouvrière totale.

Certes, cette notion de paupérisation absolue a été corrigée par la paupérisation relative. Mais la notion de paupérisation reste pour beaucoup un critère « indépassable » car sa critique semble remettre en question le fondement même de la lutte des classes.

Oui, mais alors, comment rendre compte de la spécificité économique du CME ? « En vingt-cinq ans la consommation a quadruplé ».⁷ La notion d'oppression économique doit nous permettre de concilier la notion de paupérisation et ce fantastique essor de la consommation. Elle montrera qu'effectivement l'oppression capitaliste est avant tout économique. Cette oppression du CME est pire que la paupérisation absolue sans être la paupérisation absolue. Et elle est bien plus que la paupérisation relative.

Cette oppression rendra compte de l'histoire : le CME de l'ascendance et celui de la

dégénérescence. Elle précisera les rapports du miracle économique et de la crise. Les nouvelles modalités de l'exploitation de l'homme par l'homme doivent être définies.

Résumons-nous : l'oppression économique est une notion à la fois critique et synthétique. Elle veut dépasser l'aporie marxiste née du dogmatisme. Elle est une critique de sa double face, de « l'aliénation », comme effet de superstructure, et de l'économisme. Ces dogmatismes débouchent sur deux déviations marxistes : l'économisme mécaniste — qui fait l'intégrisme stalinien — et la philosophie de l'aliénation — qui fait le révisionnisme, dérive de la philosophie idéaliste de la liberté.

L'oppression économique est aussi la synthèse de l'aliénation et de la paupérisation, comme relation historique et dialectique de l'infrastructure et de la superstructure. Mais cette oppression doit être définie selon des déterminations économiques et culturelles qui n'existaient pas du temps des doctrinaires de la paupérisation absolue et de l'aliénation. Si l'oppression économique a comme cause, plus que jamais, l'extorsion de la plus-value, son effet a lieu, maintenant, dans la société civile.

2. L'histoire de l'oppression économique

a) L'implantation du CME

Du plan Marshall à nos jours, s'est donc constitué un fabuleux paradoxe qui est constitutif de l'oppression économique : d'une part la consommation a quadruplé, d'autre part le productivisme, l'inflation, le chômage. Comment peut-on passer de « la société d'abondance » à la société d'austérité ? Notre méthode peut être maintenant résumée en deux phrases. Nous devons rendre compte de ce paradoxe en écartant l'empirisme des économistes bourgeois et le dogmatisme marxiste. En même temps, nous devons expliquer l'oppression économique en référence aux paramètres les plus élaborés de l'économisme (niveau de vie et genre de vie).

Nous allons reconstituer l'ensemble qui permet la mise en relation la plus synthétique. C'est la société française déterminée par le CME, une formation sociale particulière faite de trois phases : la mise en place, l'implantation, « le décollage » ; la phase d'ascendance ; enfin celle de la dégénérescence. Chacun de ces moments est fait d'un procès de production — le procès du travail, au sens large — et d'un procès de « consommation ». Tels sont les cadres historiques et économiques de notre étude de la Terreur blanche, de l'oppression économique spécifique du CME.

La brutalité de cette oppression, au moment du « décollage », a été particulièrement occultée par les idéologues du système (tous ceux qui « ignorent » sa finalité : la société civile). Ils n'ont retenu de cette répression totalitaire que des aspects partiels : ainsi la pollution. Du coup, la relation constitutive du mode de production (la spécificité des rapports nature-travail) est méconnue, ce qui a comme effet de proposer une conception de la nature d'une affligeante pauvreté (celle-ci n'est plus qu'un décor qui se doit d'être bucolique et agréable ; des fleurs et des oiseaux).

Mais un phénomène encore plus « structural » a échappé même aux analyses marxistes : c'est la récupération, l'intégration des acquis socialistes du Front populaire et de la libération par le CME. Il s'agit de ce qui pourrait être proposé comme une loi de la logique de la production, de la succession des modes de production : les acquis progressistes d'un mode de production sont relativement récupérés par le mode de production qui suit. Autrement dit : le mode de production capitaliste a récupéré la Révolution française. Ensuite le CME récupère les acquis progressistes du CCL et du CME. Il les intègre, les adapte à son fonctionnement car « structurellement » le mode de production capitaliste et le CME qui l'accomplit marquent un progrès objectif, technologique dans la logique de la production. L'oppression économique est donc un phénomène de structure très complexe, qui doit être saisi en sa totalité (nous reviendrons sur cette loi).

Mais comment cela a pu se faire ? Et si vite ? Comment même la dynamique politique de la Libération a-t-elle pu être débordée par la dynamique économique du CME, puis intégrée, récupérée au service de la société civile ?

Le CME a été (en France) une radicale mutation de société. Il a accompli une prodigieuse accélération de l'histoire. Il a transformé la France en quelques années comme cela ne s'était pas fait en huit siècles. En un peu plus d'une décennie, un peu moins d'une génération, le CME est passé du décollage économique à une quasi-hégémonie politique.

C'est que l'implantation du CME a pu se faire dans des conditions idéales. Cette prise de pouvoir d'un mode de production par... le mode de production a été parfaite. Cela tient essentiellement à quatre facteurs, convergents :

1° Le retard économique de la France (relativement aux pays industrialisés ou « post-industrialisés ») a été, paradoxalement, une chance pour le capitalisme moderne. Mais, surtout, il fallait « reconstruire » la France. Un champ de développement vierge permettait une création *ex-nihilo*. D'un coup, selon une programmation implacable (le Plan).

2° Un modèle de référence existait, qui permettait d'éviter les tâtonnements, les expériences inutiles, les erreurs : le modèle américain. Ce modèle permettait de profiter de certaines erreurs américaines de la croissance mal contrôlée.

3° Ce modèle s'est même greffé sur l'économie française, grâce à ce tuteur : le Plan Marshall.

4° Il a pu bénéficier d'une parfaite structure d'accueil : le centralisme dirigiste de l'État-Nation mis en place par la Royauté et la République. Aussi s'est-il très vite implanté. « Le Plan » a été dynamisé par le Plan Marshall. Le modèle américain a été géré à la française, selon un dirigisme « cartésien » qui a su intégrer le modèle américain.

Ces quatre facteurs se sont synthétisés pour donner, très vite, la perfection du CME. Sa caractéristique nous semble être la très rapide contraction de deux modes de

production : le capitalisme des monopoles et celui du monopolisme d'État.

La société française a dû très vite s'adapter aux nouvelles normes de la production et de la consommation. Elle a été soumise à une véritable Terreur blanche, à une oppression économique qui a porté sur toute la société, la société globale, la société traditionnelle. L'âme d'un peuple⁸ a été bafouée.

Il faut, pour rendre compte de ce phénomène, bien plus que les mesures de l'économisme (niveau de vie et *genre* de vie), bien plus que les catégories de la sociologie culturelle (acculturation), bien plus même que l'économisme marxiste (paupérisation). Nous proposerons le terme de « *colonisation intérieure* » de la Vieille France. Ce terme est plus que métaphorique, sans toutefois être identifiable au processus colonial. L'expression permet de rendre compte de l'acculturation radicale de la société globale. Pour mettre en place la société civile il faut détruire la culture de la France traditionnelle, France « profonde », France « réelle ».

Il faut constater qu'à ce moment le colonialisme — celui de l'Empire — s'écroule (Tunisie, Maroc, Indochine, Algérie). Bien sûr, le néocolonialisme va prendre la relève. Mais aussi en France, à l'image du pied-noir qui reproduira ses procédés d'exploitation dans l'hexagone. Tout un repliement stratégique, et tout un redéploiement se fait sur la métropole. Deux dynamiques vont alors s'identifier : celle du report des procédés colonialistes sur la métropole (dans la mesure où le sous-développement intérieur autorise la même exploitation que le sous-développement des « colonies ») et celle des nécessités de la croissance du CME. Ces deux dynamiques feront en particulier un nouveau marché du travail similaire à celui de l'exploitation colonialiste.

Cette malversation spirituelle du néocapitalisme s'ajoute à celle qui consiste (comme nous l'avons dit) à récupérer, intégrer les lois sociales du Front populaire et de la Libération, comme alibis, références d'un nouveau système économique-politique qui pourra se dire, plus tard, nouvelle société puis libéralisme avancé. L'acculturation de l'univers paysan complète la nouvelle politique sociale qui se met en place. A la ville comme à la campagne, le CME récupère, intègre, redécoupe, modèle.

Les deux Vieilles France sont soumises à cette marche forcée de la modernisation au profit du grand capital. Ces deux Vieilles France ont en commun la tradition républicaine et laïque. La Vieille France ouvrière venue du compagnonnage, qui a acquis sa conscience de classe à la Commune, qui a fait le Front populaire, la Résistance, la Libération, a forgé sa propre tradition, une synthèse unique, singulière, de la Révolution française et du socialisme. Toute la stratégie de la société civile consistera à récupérer cette dynamique sociale à son profit en effaçant cette culture historique.

De même, pour l'autre Vieille France, venue du fond des âges, de la société communautaire primitive puis de la société d'avant les classes sociales : la France coutumière, celle d'une paysannerie qui, certes soumise à la hiérarchie de classes des temps modernes, a su préserver cette culture et l'adapter aux acquisitions essentielles

de la Révolution française. En ce sens, on peut parler de culture paysanne.

Culture rurale, plus précisément. Car la culture paysanne a été aussi façonnée par le mode de production féodal : une économie de marché des biens de subsistance qui a produit un premier échange de la ville à la campagne. Mais échange à visage humain, circonscrit de la ferme isolée au bourg, puis à la petite ville. La culture rurale est ce relationnel, objectivé par un environnement urbanistique qui est devenu la douce France : un petit village, une église, une mairie, un bistrot, le tout sur une placette et la campagne alentour⁹ : (De cette subtile infrastructure de l'âme d'un peuple, la niaiserie social-démocrate n'a retenu que le mièvre thème de la conviviabilité, idéologie de consommateur et de parasite qui rêve de s'asseoir à la table rurale des produits « naturels »... qu'il n'aura pas produits.)

Cette Vieille France est bien alors une culture, qui a su intégrer le changement politique de la modernité (Révolution française et socialisme) dans la tradition coutumière venue du fond des âges. Évidemment, la culture de classes a créé d'énormes différences en cet ensemble homogène. Le face-à-face du serf et du noble, du paysan affranchi et du hobereau, du métayer et du bourgeois qui investit à la campagne a fait l'histoire de France. Mais dans une culture populaire, rurale, qui a intégré cette histoire dans son langage, dans sa vie quotidienne, dans son inconscient collectif.

Cette Vieille France, elle aussi, sera dévastée par le monde de production qu'est le CME : elle devra fournir l'essentiel de la main-d'œuvre de l'industrialisation forcenée, massive, brutale (exode rural). Et, en retour, elle recevra les produits de l'industrialisation de série : elle deviendra un marché.

Un troisième terme parachève ce conditionnement quasi colonial : l'exploitation de cette matière première qu'est « la nature » et le soleil par l'industrie du loisir et du plaisir. Cette nature n'est autre que la région de France la plus sous-développée : le Midi, la montagne, le bord de mer. C'est une mine d'or.

Un véritable déplacement de population sera le corollaire de l'implantation industrielle du CME. Ce sera une migration massive : du paysan à la ville, de la petite ville vers la grande ville et dans la grande ville de l'ouvrier vers les banlieues. (Migration qui doit se compléter de la migration du travailleur étranger.) C'est tout un processus de désertification des campagnes et d'urbanisation sauvage de ces déracinés (HLM).

Cette stratégie de déplacement de population atteint la culture de la Vieille France en son infrastructure. Elle a été particulièrement efficace, il faut le constater. La résistance populaire a perdu l'essentiel de ses assises. C'est une véritable déstabilisation de la nation des travailleurs. Déstabilisation des classes dangereuses : le paysan rouge et l'ouvrier-paysan militant ont été globalement mis « en résidence ».

Nous avons montré aussi¹⁰ la deuxième étape de ce déplacement de population : l'affrontement qui naît de la promiscuité des cités ouvrières, entre le sous-prolétariat et le prolétariat, entre le travailleur immigré de l'intérieur et celui de l'extérieur, entre le

chômeur et le travailleur. Le néo-capitalisme a pu instaurer ainsi la guerre civile chez les pauvres. Quelle dérision ! Et quelle chute de la Vieille France, de la culture populaire radicalement coupée de sa tradition, de ses assises, de son âme.

Maintenant le travailleur est soumis à un autre rythme, à une impossible organisation de ses spatio-temporalités (du travail, du loisir, du transport). De là, fébrilité et anxiété, incivisme de la conduite (et en particulier sur la route du travail ou du loisir). Plus de lieu naturel, mais la banlieue anonyme. Tout un acquis de civilisation — le chez soi même du plus pauvre, l'harmonie de la vie privée et de la vie domestique dans une nature humanisée par le travail de l'homme, le pas de porte, ouvert sur la vie communautaire et sur cette nature humanisée (ce que Holderling appelle « le national », qui est le lieu commun de l'éternelle poésie et de la culture populaire) — a été anéanti peut-être à jamais.

Mais il faut bien saisir la totalité du phénomène : symétrique, mais de sens contraire à cette migration, une autre migration : du Nord au Sud, de la ville vers la campagne, du bourgeois vers les terres et maisons abandonnées, du loisir vers le lieu de travail désaffecté, de la consommation vers l'ancien mode de production.

Les deux dynamiques doivent être mises en complémentarité, comme double composante de l'aliénation radicale de la culture de la société traditionnelle. Il y a une occupation du territoire après expropriation — spoliation. Et une occupation qui est une récupération des spatio-temporalités antérieurement industrielles. Sur les terres traditionnelles de la pauvreté : bords de mer, montagne, terres arides (de l'ensoleillement), triomphe une industrie — importée aussi — du loisir et du plaisir, qui n'apporte pas grand-chose aux autochtones qui subsistent.

L'implantation du CME est donc une oppression économique qui déborde de beaucoup les notions d'aliénation et de paupérisation qui ne suffiraient pas à rendre compte d'un phénomène aussi global et radical. C'est bien plus que l'aliénation. C'est bien plus que la paupérisation. C'est l'anéantissement de cette richesse ineffable qu'est la double racine de la culture populaire, de la Vieille France, de l'aménagement spatio-temporel qu'un peuple a pu inventer par son travail. Et comme les notions de qualité de vie, de genre de vie, nous semblent dérisoires pour rendre compte d'une aussi brutale dégradation ! Le dommage est au-delà même de l'appréciation proposée par la notion de « civilisation ». C'est plus qu'une civilisation que le capitalisme, combien sauvage, de l'implantation du CME, a voulu détruire. C'est, répétons-le, l'âme d'un peuple.

Mais cette subversion, maléfique du point de vue culturel, est aussi une paupérisation aussi raffinée que massive. Il faut bien apprécier le périple de la migration. C'est l'accumulation, coup sur coup, de deux misères matérielles : le même individu quitte un espace social de déshérité pour un nouvel espace social de déshérité. Les deux misères doivent être additionnées (c'est l'inverse de l'accumulation capitaliste).

L'individu de la culture rurale qui arrive à la ville pour un emploi subalterne, car il ne peut même plus subsister dans la misère rurale du sous-développement, doit

s'équiper, se loger pour subsister dans la misère urbaine du sur-développement. D'autres dépenses, nécessaires, qui exaspèrent, radicalisent une situation bien proche alors de la paupérisation absolue.

Mais le CME est aussi la paupérisation massive de tous les travailleurs des modes de production antérieurs au CME. Paupérisation alors du procès de travail et des branches de la production d'avant le CME. La classe moyenne traditionnelle est elle aussi soumise au mode de production (et de vente) des monopoles et de l'étatisation des monopoles. Le processus de concentration est aussi l'élimination de ceux qui n'y participent pas. Le CME en son implantation (mais aussi en ses deux autres phases, d'ascendance et de dégénérescence) exercera une implacable répression économique sur bien des petites et même moyennes entreprises traditionnelles, à la ville comme à la campagne. Il cherchera à soumettre, à annexer les trois cellules fondamentales de l'économie traditionnelle : l'exploitation familiale de la petite et moyenne paysannerie, la petite entreprise industrielle traditionnelle ou artisanale, le petit commerce. Toute une autre France, une autre culture. Tout un nouveau système de paupérisation, de faillites, d'endettements, de survie qui porte aussi sur des travailleurs.

L'oppression économique a été dialectiquement définie pour proposer une totalité, celle du CME. L'implantation du CME se fait selon deux dynamiques complémentaires. La répression de la culture de la Vieille France est aussi l'idéologie de la société civile (convivialité, maison de campagne, etc.). La désertification des campagnes a comme effet la spéculation immobilière. La paupérisation des uns aura permis l'enrichissement des autres.

b) L'ascendance du CME

Nous venons de proposer les conditions générales du décollage, en France, du CME, ses modalités infrastructurales et superstructurales, culturelles et économiques. Cela se résume par un type d'oppression économique spécifique de ce mode de production.

Le développement du CME (la phase d'ascendance) doit être aussi défini en ses conditions générales. Il faut proposer le principe de cette expansion, ce qui l'explique. Ce sera une autre modalité de l'oppression économique, une autre figure de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette explication sera celle des besoins satisfaits et produits par le CME. En effet, ces besoins rendent compte de la nature contradictoire du CME. Ils sont à la fois nécessaires et contingents, logiques et artificiels.

C'est qu'ils expriment l'ambiguïté constitutive du mode de production : c'est une industrialisation qui accède à la production de série mais sous tutelle capitaliste. C'est un énorme progrès et une énorme réaction. Les révolutions technologiques et scientifiques peuvent enfin permettre cette décisive révolution industrielle : la production de série. C'est déjà l'infrastructure irréversible du... mode de production socialiste. Une consommation de masse est garantie par l'infrastructure du mode de

production. (Nous reviendrons longuement sur cet acquis révolutionnaire de la technologie... capitaliste, qui, à ce niveau est une énorme avancée... progressiste.)

Mais c'est le capitalisme qui gère cette révolution technologique et scientifique, au profit de la loi du... profit. Ce qui autorise un total renversement de la portée révolutionnaire de l'infrastructure : la révolution technologique et scientifique produira une marchandise qui, d'une part, relève du progrès et d'autre part du profit, mais progrès qui sert au profit. De là, la nature des besoins satisfaits et préalablement produits par le CME.

Mais dans ces besoins, comment distinguer le bon grain de l'ivraie, la part du nécessaire et de l'artificiel, du progrès et du profit ? Nous devons constater que les instruments d'analyse sont insuffisants. Et pour cause ! Il faudrait disposer d'une anthropologie¹¹ qui fonderait une logique des besoins et d'une science qui articulerait ces besoins sur la logique de la production, des biens produits. Il faudrait établir le système des relations des besoins et des biens produits.

La science marxiste devrait permettre de constituer cette science. Déjà, elle permet d'écartier ce faux problème : quel est l'ordre de la priorité ! Les besoins doivent-ils décider des biens à produire ou bien ceux-ci doivent-ils décider de la nature des besoins ? Dans un mode de production donné, il y a engendrement réciproque des deux termes. On peut alors mesurer scientifiquement ces expressions du besoin et du produit sans avoir à se poser le problème métaphysique de la priorité, de l'origine. Le mode de production exprime une réciprocité constitutive, une production dialectique et historique à la fois du besoin et du bien qui le satisfait.

Cette élémentaire définition nous permet déjà d'écartier les deux discours dominants sur les besoins. Ceux des freudo-marxistes (essentiellement Marcuse) et ceux des économistes de l'économisme. Les deux sont responsables de cet énorme mensonge : « la société de consommation », notion qui est le fondement idéologique de la société civile. La conjonction des deux discours constitue le discours de l'idéologie tendanciellement dominante. Les freudo-marxistes, à la manière de Marcuse, n'ont fait que spéculer sur la vieille utopie libérale dérivée des Lumières, certes, mais récupérées par le libéralisme : une nature humaine fondamentalement bonne a des besoins légitimes à satisfaire mais elle se heurte à une société répressive. Le new-look de la libido renouvelle, modernise la vieille entité métaphysique ; la nature humaine est devenue le désir.

Ce désir est prioritaire : il est transcendant à toutes les déterminations des besoins et des biens produits par les modes de production. Mais il a été récupéré par le marché capitaliste : la libido s'investit dans le bien produit. Aussi cette conclusion radicalement confusionniste et réactionnaire : l'authentique libido doit dénoncer la production industrielle qui ne peut que la pervertir.

Dans la perspective marxiste d'une logique des besoins, la libido ne doit pas être écartée. Ce serait bien sot de nier sa réalité. Mais elle ne peut avoir cet exorbitant

pouvoir transcendant qui la fait juge de la production des besoins et des biens. Nous dirons même qu'elle ne peut être saisie que par la dialectique du mode de production. C'est l'engendrement réciproque du besoin et du bien qui instaure l'ordre du désir. Et non l'inverse.

Cela dit si l'on consent à une étude scientifique du désir. Cela dit aux psychanalystes et aux freudiens qui se veulent marxistes. C'est un problème de méthode, de renversement de l'idéalisme : si étude scientifique du désir il y a, celui-ci n'est pas « l'axiome de choix » qui va re-faire le monde, reproduire la création. Le désir n'est lui aussi que sa manifestation. Il n'est que phénoménologique. Il est dans et par l'histoire. Il est dans la totalité du parcours de l'histoire, dans la logique de la production¹². Il se crée par la dialectique du bien produit et du besoin produit.¹³

La logique des besoins, marxiste, n'éconduira pas la libido : celle-ci, au contraire, sera étudiée en sa genèse : comment le besoin physiologique devient le désir, comment une réalité organique prend forme et sens par la culture ? Comment le désir peut se couper du besoin ? Pour devenir son contraire. Et alors désir de quoi ? (et de qui ?). Comment ce désir peut se connaître et se re-connaître ?¹⁴

Les économistes de l'économisme, eux, ignorent les spéculations métaphysiques sur le désir mais pour tomber dans un autre travers : l'empirisme. Leur classification des besoins n'est ni dialectique ni historique. Elle ne fait que dériver de l'économie de marché capitaliste. Ces économistes sont responsables de la confusion qui a fondé l'idéologie freudo-marxiste.

Ils ont défini les biens d'équipements des ménages comme des biens de consommation ! Alors cette production de série, l'immense domaine de production des biens qui est une finalité essentielle de l'industrialisation, pourra devenir le domaine privilégié de « la société de consommation ». L'équipement, qui n'est que le moyen de la consommation, sera confondu à l'acte de consommer et même identifié à la finalité de la consommation.

Faut-il expliquer que l'on ne consomme pas un frigo, mais ce qu'il y a dedans ? Faut-il expliquer que tout équipement des ménages ne fonctionne que par un autre équipement, collectif celui-là. Par exemple l'électricité. Le tout-à-l'égout serait-il un bien de consommation ? « Danser devant le buffet » dit bien à ces économistes et aux freudo-marxistes que l'équipement n'est rien sans son contenu qui, lui, est autre chose qu'un équipement.

L'équipement des ménages ne représente pas un investissement libidinal, contrairement à ce qu'ont voulu les freudo-marxistes et leurs dérivés. Car la mesure du libidinal doit être définie relativement à... Et dans le mode de production qu'est le CME, la consommation libidinale de la société permissive a permis un investissement libidinal d'un autre ordre que la possession d'une batterie de cuisine (de série) aussi bien astiquée qu'elle soit. L'équipement des ménages nous semblerait être plutôt du côté... de la vertu : n'est-il pas l'environnement qui permet aux vertus ménagères de se

déchaîner, à l'enfant de bien travailler dans son coin, au père de se reposer ? C'est l'équipement du bien-être quotidien.

Nous voilà donc au cœur de la contradiction du bien produit par le CME : un bien libidinal et un bien d'équipement, contradiction qui témoigne, rappelons-le, de la contradiction entre une industrialisation progressiste et un marché capitaliste. Et nous en avons trop dit ou pas assez, en rectifiant les deux erreurs qui fondent l'idéologie dominante de la société civile. Toute marchandise serait réductible soit à un usage libidinal soit à un usage fonctionnel ? La thèse qui se profile semble bien abrupte... partisane même : l'usage fonctionnel témoignerait du progressisme infrastructural (la production de série) et l'usage libidinal... d'un profit, et d'un profit possible... par la loi du profit ? Cette formulation est trop sommaire. Nous devons proposer les médiations qui permettraient de la moduler et de la justifier. Mais déjà nous avons repéré le principe de l'oppression économique du CME de l'ascendance : il est dans la relation du fonctionnel et du libidinal, les deux termes — opposés — relevant du même profit capitaliste.

Revenons à la logique des besoins, pour l'approfondir et apporter les éléments nécessaires à la justification d'énoncés bien abrupts, nous en convenons. Elle ne peut être encore proposée qu'en fragments ; notre recherche (dont nous rendrons compte d'une manière très schématique) permettra d'en définir quelques fondements.

Dans *l'Être et le Code*, nous avons essayé de montrer que le mode de production féodal accomplissait un immense progrès, celui de la fin de la famine. En sa finalité, il doit garantir la consommation des biens de subsistance. Tout son engendrement historique consiste à proposer les régulations superstructurelles d'une régulation infrastructurale. Et cela prend du temps : du haut Moyen Âge... à la Révolution française ! Après il n'y aura, dans les modes de production postérieurs à ce mode de production, que des disettes.

Par la logique de la production, les conditions d'une économie politique qui écarte à jamais la famine ont été créées. Évidemment, l'histoire universelle semble proposer un démenti à cette assertion : l'actuelle famine dans le monde. Mais celle-ci résulte des effets conjugués du néocolonialisme et des modes de production primitifs. La logique du capitalisme a le pouvoir d'infirmer le progrès historique accompli par le mode de production féodal.

Il n'en reste pas moins que la logique de la production — au niveau du mode de production féodal — peut en finir avec l'aléa combien objectif qui « panique » l'univers de la cueillette, de la chasse, de la pêche (du mode de production primitif). L'économie politique du Sauvage, étant totalement soumise à la nature, ne peut être qu'embryonnaire. Non pas, comme le prétendent les esthètes de l'ethnologie, parce que le Sauvage se refuse à l'économie de marché, mais parce que les aléas de la nature interdisent la moindre prévision gestionnaire. Si prévision il y a, et stockage, le mode de production primitif évolue vers un mode de production plus élaboré. Le mode de

production féodale permet enfin l'élémentaire régulation de la production rurale, de la circulation du grain, de l'échange entre un producteur et un consommateur non producteur. Et de cet échange naît une régulation du marché... et de la production. Subsister ne fera plus problème (et quel problème, celui de ne pas mourir !).

L'homme est alors libéré des besoins élémentaires, libéré de la nécessité. Ce premier moment de la logique de la production est capital. Il permet d'en finir avec la problématique idéaliste, celle de l'aporie épicurisme stoïcisme. On n'a plus à se demander quels sont les besoins nécessaires et suffisants mais à constater que la logique de la production, au niveau du mode de production féodal, a résolu cet antique problème. L'ordre de la nécessité est soumis à l'ordre de la production. Et par cet ordre de la production l'homme se libère de la nécessité, qu'il gère : la nature n'est plus qu'un élément, parmi d'autres, de l'économie politique.

La liberté chemine dans le procès de production : la libération de la nature (apportée par le mode de production) permet la disponibilité à la culture. Le procès de production instaure une dialectique nécessité-liberté qui n'est autre que celle du progrès. C'est parce que l'homme est libéré des besoins élémentaires qu'il peut satisfaire un autre ordre de besoins, plus élaboré.

Ceux de la production industrielle. Le mode de production industriel a comme finalité de produire les biens d'équipements — collectifs et des ménages — qui satisfont les besoins d'une nouvelle organisation sociale, celle de la culture urbaine. Un collectif, maintenant, peut exister indépendamment du mode de production rural. Parce que celui-ci garantit son approvisionnement en biens de subsistance. Alors ce mode de production peut être « oublié » ; il devient l'inconscient du nouveau mode de production urbain.

Ce nouveau collectif crée un système d'échange, de communication, d'information qui lui est spécifique. Il produit les biens et les besoins de cette autonomie relative (qui permet d'organiser la liberté conquise sur la nature).

On peut proposer les moments essentiels de cette production infrastructurale du nouvel échange, du relationnel urbain.

C'est, à l'origine, le corporatisme, qui produit les biens nécessaires à la première urbanisation, celle qui est intermédiaire entre le bourg — du mode de production féodal — et la ville à vocation uniquement industrielle — du capitalisme concurrentiel libéral.

C'est ensuite la série des révolutions technologiques et scientifiques, le nécessaire passage par l'industrie lourde, la lente évolution des biens de production aux biens d'équipements. Le symbole de cette période est le chemin de fer.

La production des biens de série est le troisième moment, décisif, qui propose l'actuel équipement collectif et des ménages.

Enfin se profile une quatrième production de biens qui semble achever l'équipement du nouvel échange urbain. C'est la mutation de l'audio-visuel vers un équipement de

l'information et de la communication aux multiples usages (informatique, vidéo, cassette, etc).

La production des biens de série inaugure une nouvelle culture urbaine. Celle de l'usage d'un ordre de biens qui ne relève pas des biens de subsistance (mode de production rural), qui n'est plus la soumission aux biens de production (mode de production de la première industrialisation). C'est un usage de biens qui n'arrive qu'après, et parce que la production de ces deux autres types de biens autorise enfin la production des biens d'équipements. (Dire que pour faire une industrie légère il faut d'abord une industrie lourde semble une lapalissade. Mais l'expérience chinoise du Grand Bond en avant et des hauts fourneaux des communes prouve qu'il n'en est rien. Et les famines dont le néo-capitalisme est responsable prouvent aussi que la marche forcée vers le marché des multinationales ne respecte pas l'ordre logique de l'engendrement réciproque des biens et des besoins.)

Cette nouvelle culture urbaine s'organise en fonction de la progression de la production de série. Le premier plan propose le premier moment de cette culture : la 4 CV et le HLM. Ce n'est que l'équipement de base du nouveau mode de production. Car, à mesure que le CME se développe, cet équipement se complète, s'étend en particulier aux biens de l'électro-ménager (un autre sous-ensemble homogène et privilégié de l'équipement des ménages) et enfin à l'équipement de l'audio-visuel et des médias.

La phase d'ascendance apporte donc trois séries essentielles de l'équipement des ménages. Mais les biens d'équipements comprennent aussi les biens d'équipements collectifs. Ceux-ci connaissent une telle extension quantitative qu'ils réalisent un saut qualitatif : une nouvelle infrastructure urbanistique qui propose un nouvel urbanisme, une autre disposition spatio-temporelle de la cité. Du tout-à-l'égout à l'autoroute, de l'électrification des campagnes... au ravalement des façades, c'est une radicale transformation de l'environnement.

C'est aussi l'infrastructure de toute une nouvelle vie sociale, qui bouleverse la relation du citoyen et des collectivités locales. Tout un ensemble d'équipements sanitaires, éducatifs, culturels, modifie radicalement la vie quotidienne. Le tissu urbain s'enrichit d'un nouveau système de relations. La culture, la santé, l'éducation sont définies en une objectivation, une infrastructure qui modèle les spatio-temporalités. Ce ne sont plus des réalisations abandonnées à l'initiative privée. Mais des ensembles fonctionnels, des espaces sociaux qui confondent la vie personnelle et la vie collective, qui socialisent la vie quotidienne, qui permettent d'accomplir le projet subjectif dans les réalisations collectives. Bien sûr, ce nouvel ensemble infrastructural porte en lui tout un négatif, un certain type de nuisances (les transports, par exemple) mais qui doit être imputé à sa gestion superstructurale (celle du CME). Il n'en reste pas moins qu'il modifie radicalement, par sa seule réalité infrastructurale, les relations humaines.

Ce n'est pas ici le lieu de définir cette nouvelle culture, recouverte, cachée par la nouvelle aliénation due aux conditions de travail du CME et à son industrie du loisir.¹⁵

Il nous suffira d'avoir établi son importance, la réalité du progrès, les bienfaits de l'industrialisation. Il s'agit d'un autre « genre de vie ».

Cette réalité — du progrès dû aux biens d'équipements — a été radicalement faussée. Essentiellement par le double jeu des freudo-marxistes et des économistes de l'économisme positiviste. C'est qu'ils n'ont même pas pu, pas su, pas voulu accéder aux très simples classifications que nous proposons. Et comme ils doivent les trouver vieux jeu, puisqu'elles ne font que reprendre la réalité au premier degré, puisqu'elles glorifient des biens d'équipements que les économistes ont confondu avec les biens de consommation — biens de consommation méprisables, diront les freudo-marxistes à la manière de Marcuse, et qui ne sont que la soumission à la société de consommation.¹⁶

Ces idéologues sont responsables de la radicale confusion entre le progrès industriel et son exploitation capitaliste. Non seulement ils ont prouvé leur platitude intellectuelle (puisque'ils n'ont pas su distinguer les deux ordres, puisqu'ils ont condamné le progrès prétendant condamner le profit, jetant le bébé avec l'eau du bain), mais ils ont aussi proposé l'essentiel de l'idéologie contre-révolutionnaire de la société civile. Et pourtant le progrès est là. C'est le bien-être, et même le confort, pour les masses, les conditions devenues nécessaires à la vie familiale. Et c'est aussi une première socialisation de la société globale, un niveau de vie et même un genre de vie garantis par le seul fonctionnement des équipements collectifs.

Mais cette industrialisation de série se fait sous tutelle capitaliste, mais ces biens sont des marchandises. De là, alors, l'autre figure de l'oppression économique (celle qui est spécifique du CME de l'ascendance) qui va témoigner d'une aliénation bien différente de celle que les idéologues contempteurs du progrès (idéologues de la société civile) ont pu proposer.

Cette oppression est une récupération du progrès, une savante utilisation de ses acquisitions (les biens d'équipements) : la classe ouvrière va devenir un marché. Cela permettra une oppression à deux niveaux, à deux relances, qui radicalise l'aliénation ouvrière.

Au niveau du CCL, la classe ouvrière produit essentiellement des biens de production (outils) pour le capitalisme mais aussi des objets manufacturés pour la consommation de la bourgeoisie. La part qui lui revient, de cette dernière production, est infime. Le CME inverse cette situation : la classe ouvrière produit beaucoup plus d'objets manufacturés et pour elle, à son usage. Elle les utilise. Nous ne disons pas : les consomme. Ce serait passer à un autre ordre, un autre ordre de classe. Celui qui révèle un investissement libidinal auquel, nous le verrons, la classe ouvrière n'accède pas, ou si peu, car il s'accomplit par un autre type de biens. Répétons-le inlassablement : les biens d'équipements sont fonctionnels, ils sont utilitaires, ce sont des moyens. Ils n'ont pas la vertu de jouissance, de gratification des biens d'un autre marché que nous allons définir comme étant le marché du désir, d'objets, de services, d'usages dévolus à une autre clientèle.

Par ces biens d'équipements, le capitalisme réalise une relance de l'extorsion de la plus-value, tend à compenser par de nouvelles marchandises la baisse tendancielle du taux de profit, conquiert un nouveau débouché, un nouveau marché. C'est le fondement du néo-capitalisme, une radicale mutation des perspectives économiques qui se traduira par une radicale mutation de l'idéologie politique. L'ouvrier est devenu un client. Il faut lui vendre, donc le ménager, plus précisément le « manager » en tant que client. Et par ailleurs l'opprimer encore plus en tant que producteur. L'exploitation de l'homme par l'homme subit une radicale transformation : la classe ouvrière est soumise, alors, à une double et complémentaire oppression économique. Reconstituons son processus :

1° Les objets manufacturés sont produits, fabriqués par la classe ouvrière. Celle-ci fabrique les chaînes de production puis les objets. Ceux-ci sont doublement sa chose. Un objet n'appartient-il pas à celui qui le fabrique ?

2° Ces objets sont vendus à la classe ouvrière. Non pas au prix de revient (ou avec une ristourne maison comme certaines entreprises peuvent le faire pour certains de leurs produits vendus à leurs ouvriers et employés), mais au contraire avec le sur-profit de la vente à crédit, celle du capitalisme bancaire (1/4 ou 1/3 de plus que le prix de vente, alors que celui-ci est déjà 1/4 ou 1/3 de plus que le prix de revient).

Autrement dit, le capitalisme du CME accumule sur le même objet deux profits-oppressions :

1° Celui de la production qui autorise la maximale extorsion de plus-value, de par l'accumulation du travail à la chaîne (fordisme, taylorisme) et du productivisme (cadences infernales) spécifique du CME. Cette maximale extorsion permet le prix de revient le plus bas.

2° Celui de la vente : le salaire de l'ouvrier est repris, « récupéré » comme paiement du bien, avec la majoration arbitraire que décide le capitalisme bancaire. La politique des revenus permet l'expansion de ce capitalisme bancaire.

L'ouvrier est exploité autant dans « sa consommation » que dans sa production. (Et il n'est pas exempté de... la TVA...) En cette affaire, la classe ouvrière n'accède nullement au fameux investissement libidinal. Elle ne fait qu'acquérir les biens maintenant devenus nécessaires à la vie collective et des ménages, pour subsister.

Le néo-capitalisme de l'ascendance se développe selon deux grands moments du nouveau marché. C'est d'abord les biens d'équipement au sens strict (celui que nous venons de proposer). Ce sera ensuite l'élargissement des biens des ménages aux biens du loisir. Ce type de biens peut être considéré comme intermédiaire entre les biens de strict équipement et les biens de l'investissement libidinal. Ils sont mixtes et inaugurent une très relative ambiguïté (qui a été combien abusivement exploitée par les idéologues de la société de consommation). La télévision est particulièrement représentative de cette ambiguïté. De même la voiture. Celle-ci peut servir pour aller travailler comme pour aller draguer (nous avons abondamment traité de ce problème dans *le Frivole et le Sérieux* et *le Capitalisme de la séduction*)

Mais ces biens de loisir ne participent pas encore à l'ordre du marché du désir dans la mesure où ils sont le loisir du travailleur. La légitimité morale et sociale de l'usage naît du travail, de la peine qu'il a fallu pour accéder à cet usage. Il n'y a pas de consommation transgressive, parasitaire. (Les vacances de Tourisme et Travail n'ont pas grand-chose de commun avec la vie des boîtes de nuit du genre Castel et Régine.)

Il est vrai aussi que l'usage n'est plus celui des stricts biens d'équipements. Il glisse du bien-être au confort sans toutefois devenir le luxe. Alors la tentation du capitalisme de la séduction peut se manifester. Si la consommation reste de série, elle peut devenir celle du haut de gamme. Mais cette tentation sera délimitée par les régulations immanentes à la vie familiale et à la vie de travail.

La stratégie mercantile du néo-capitaliste va s'efforcer de casser ces régulations pour élargir le marché du désir à une clientèle potentielle. Nous montrerons comment il essaiera de démoraliser, de destabiliser même la famille ouvrière, en agissant sur ses composantes (le jeune et la femme) les plus éloignées du procès de production.

Le marché des biens d'équipements et du loisir est devenu un impératif de l'économie capitaliste. La société globale a été réorganisée en fonction de ces exigences. Il a fallu procéder à tout un réaménagement de l'univers du travail et du loisir, en fonction du nouveau profit.

Si le travail est soumis à un nouveau productivisme, car la demande des biens d'équipements et de loisir est énorme, le temps de travail doit être aménagé de telle manière qu'il permette la création d'un espace social spécifique de l'ouvrier-client. Il faudra créer des spatio-temporalités du loisir complémentaires de celles du travail.¹⁷

Nous verrons dans ce conditionnement global de la société les fondements économique-politiques de la social-démocratie. Ce terme ne doit pas être réduit à un parti politique, à un courant de pensée, à une situation géo-politique. Il est, pour nous, un *concept opératoire* : la gestion de la nouvelle société voulue par le capitalisme moderne.¹⁸ Il est l'ordre politique de la société civile. Plus qu'une idéologie : la structure même d'une société soumise au marché capitaliste. (Nous reviendrons longuement, à plusieurs reprises, sur cette définition, car elle est l'une des thèses essentielles de notre livre.)

La politique des revenus sera le moyen du projet social-démocrate. Elle permet la redistribution du profit comme pouvoir d'achat. Toute l'ironie capitaliste est dans le mot redistribution : elle sera la redistribution... des classes sociales en fonction du nouveau profit. La société du salariat généralisé sera une société de classes remodelée en fonction de la nouvelle économie politique. Mais nous n'avons pas encore établi assez de données pour définir cette hiérarchie de classes.

Il nous suffira, pour le moment, de dégager la loi générale de la politique des revenus. Il faut donner les moyens d'acheter. Pour faire payer chèrement. Pour avoir ces moyens, il faut durement travailler.

Nous pouvons maintenant répondre à une partie de notre interrogation originelle :

pourquoi et comment la consommation a quadruplé en un peu moins d'une génération ?

Ce « miracle économique » est à la jonction de deux stratégies... contradictoires. Celle de la classe ouvrière qui veut accéder aux biens d'équipements, profiter du progrès qu'elle a créé, jouir du fruit de son travail. Et celle du néo-capitalisme, qui propose les moyens financiers de son marché et la politique monétaire de l'écoulement des marchandises.

De là, la spécificité de l'oppression économique : l'accession aux biens d'équipements est une désaliénation et une nouvelle aliénation. Désaliénation à l'égard de la situation ouvrière du CCL, aliénation dans le CME. Les biens d'équipements sont une énorme conquête de temps libéré et ils sont à l'origine d'un nouveau système de nuisances et de pollutions. La société industrielle de la production de série est l'accession à un progrès technologique et scientifique décisif. Mais ce progrès, récupéré par le mode de production capitaliste, devient une nouvelle source de profit. Et nous verrons qu'au productivisme qui aggrave la condition ouvrière répond la consommation libidinale, ludique, marginale d'une nouvelle bourgeoisie « libérée ». Autre source de profit.

c) La crise généralisée

Le troisième moment structural de l'oppression économique est le CME de la dégénérescence, celui de la crise généralisée. Bien que ses effets se prolongent — oh combien — après le 10 mai, nous ferons de cette date la fin d'une période qui s'accomplit par *l'austérité*. Après, c'est une autre gestion, ambiguë certes, encore hésitante, contradictoire parfois, mais qui voudrait, globalement, inverser la tendance : *la rigueur*. (Nous reviendrons sur cette dernière gestion, lorsque nous aurons suffisamment d'éléments d'analyse pour proposer, comme conclusion, la stratégie révolutionnaire.)

Proposer les modalités particulières de l'oppression économique due au giscardisme pourrait être très vite fait, et ce chapitre serait très court. Son introduction serait sa conclusion. Il suffirait d'un constat empirique, de prendre les empiristes au mot (et au chiffre) pour les battre sur leur propre terrain, celui du fait qui fait loi.

Il nous suffirait de citer le pourcentage des chômeurs et le chiffre de l'inflation. Deux mesures suffisamment éloquents qui nous permettraient de faire l'économie d'autres chiffres et d'autres commentaires. La preuve est évidente que l'on est passé de « la société d'abondance » à l'austérité.

Mais l'oppression économique ne saurait être réduite à ce type de constat ; ni l'empirisme de l'économisme ni le dogmatisme de la paupérisation absolue ne sauraient rendre compte de sa nature. Celle-ci est une réalité nouvelle, originale. Elle est spécifique du mode de production le plus récent, celui que nous vivons, le CME, qui accomplit la logique du capitalisme. L'oppression économique doit rendre compte de la structure même du capitalisme, et non d'un accident, ou d'un moment, ou d'une figure

conjoncturelle.

La crise est dans et par le mode de production. C'est une crise *interne*, nationale, française, avant d'être une crise mondiale. C'est une crise industrielle avant d'être une crise généralisée. Elle est l'expression de la contradiction intime du CME.

Cette contradiction se répartit dans la chronologie : phase d'ascendance puis phase de dégénérescence. Mais cette succession historique n'est qu'un effet de structure, de la structure du CME, tel que l'ascendance est la *cause* de la dégénérescence. Entre les deux, il y a une relation de cause à effet. C'est parce qu'il y a eu ascendance qu'il y aura dégénérescence. Il faut chercher les causes de la dégénérescence dans les raisons de l'ascendance.

Nous aurons alors la solution de notre interrogation originelle, celle qui veut rendre compte de la spécificité de l'oppression économique du CME. Celle-ci, avons-nous dit, réside dans la réponse à cette interrogation : comment « la société d'abondance », celle qui a quadruplé la consommation, peut coexister avec l'austérité ? C'est « la société d'abondance » qui a engendré l'austérité. Les raisons pour lesquelles cette société a été mise en place sont aussi celles qui expliquent l'austérité.

Mais ce qui fera l'originalité du CME, c'est le cumul des deux effets. En fin de parcours (du CME) vont coexister dans le synchronique l'effet de l'ascendance et l'effet de la dégénérescence. D'un côté, vont s'additionner les effets négatifs. De l'autre, vont s'additionner les effets « positifs ». D'un côté, la paupérisation et l'aliénation redoublent ; de l'autre, l'émancipation permissive permettra le plein accès au marché du désir. C'est ce processus qui sera l'explication de la crise généralisée. Crise de société et même crise de civilisation, qui dénonce les fondements mêmes de toute culture fondée sur l'expansion capitaliste (que le CME accomplit).

Voyons comment la crise est l'effet *interne* du CME. Comment les deux déterminations essentielles du CME, du décollage et de l'ascendance (à savoir le déplacement de population et la revente des biens d'équipements) sont nécessaires et suffisantes pour expliquer cette crise interne. Comment la nouvelle relation dialectique de la population déplacée et de la revente des biens d'équipements engendre la figure totalitaire de l'oppression économique, pire que la pire « paupérisation », pire que la pire « aliénation ».

En période d'ascendance, le CME crée une loi « de l'offre et de la demande » — ne craignons pas d'utiliser « la loi » essentielle des économistes bourgeois, car elle nous servira à dénoncer... l'économie libérale — particulièrement euphorique : plus il y a de biens produits... et plus la demande augmente ! De même, plus il y a de demande... et plus l'offre augmente ! Aussi la croissance connaît une vertigineuse ascension ; elle est en constante accélération. C'est un âge d'or. Il y a engendrement réciproque de l'offre et de la demande (au mépris des prétendues lois du marché).

Et pour cause : le capitalisme, alors, non seulement établit la relation entre les deux termes, mais il les invente. A savoir l'énorme population déplacée qui fera l'essentiel

de la société du salariat généralisé, qui sera un énorme marché. Et les biens d'équipements collectifs et des ménages devenus nécessaires à la reproduction de la force de travail et à la nouvelle urbanisation, à la nouvelle gestion du temps et de l'espace. Le CME produit à la fois le client et le bien, le moyen de fabriquer et le moyen d'acheter. C'est un marché idéal. L'extension du salariat garantit le débouché, la demande. Et la colossale production de série incite à l'augmentation de la masse salariale.

Puis la crise. Il ne faut pas chercher ailleurs sa cause : elle est dans la loi du profit. La même loi qui a fait le profit de l'ascendance fait la dégénérescence. Le tissu productif — celui du grand capital — a été usé par l'exploitation intensive (il n'était pas, au départ du CME, de la première jeunesse). Même les chaînes productives apparues au moment de l'ascendance devraient être renouvelées, de par les nouvelles révolutions technologiques et scientifiques.

Mais le grand capital ne fait pas les réinvestissements productifs pourtant autorisés par les surprofits de l'ascendance. D'une part, il va se spécialiser dans des industries d'avant-garde, qui autorisent les exportations, les nouveaux marchés, la rentrée des devises. D'autre part, il va exporter ses capitaux, investir ailleurs, produire non français, abandonner le sol national.

Il en résulte tout un redéploiement industriel qui casse tout l'appareil productif. D'une part, ce sera la liquidation des industries non compétitives et d'autre part ce sera une nouvelle concentration productive. En conséquence, une baisse (relative) de la masse salariale et un énorme chômage.

Celui-ci a plusieurs origines. C'est d'une part le débauchage — des vieilles industries — et le manque de qualification professionnelle — pour les nouvelles industries. Les deux effets vont s'accumuler à une autre cause technologique et scientifique, qui sera le passage de l'automatisation traditionnelle (fordisme, taylorisme) à l'informatique et à la robotique. Cela entraîne d'autres suppressions d'emplois sans compensation (de par le manque de formation professionnelle dont le capitalisme a fait l'économie).

Ce chômage massif va bouleverser la fameuse loi de l'offre et de la demande ; il modifie profondément la situation sociale issue du CME de l'ascendance. Il y aura à la fois une baisse de la masse salariale et de la masse des acheteurs. La demande tend à baisser de plus en plus. Cette crise de la demande relance la crise objective de l'offre.

De même que dans le capitalisme de l'ascendance les effets économiques positifs s'accumulent, dans le capitalisme de la dégénérescence les effets négatifs vont faire boule de neige. L'engendrement de l'offre et de la demande va s'inverser. Alors que dans l'ascendance plus il y a de la demande et plus il y a de l'offre, dans la dégénérescence moins il y a de la demande et moins il y aura de l'offre.

La crise de la production va s'aggraver. D'une part, la production nationale décroît à cause de la nouvelle concurrence internationale. Les multinationales ont fait du sol

français un débouché important. Cette concurrence est devenue « sauvage ». Elle tend à remettre en question le libre échange.

D'autre part, la production baisse relativement à la demande de la période d'ascendance, où tout était à faire, où il fallait équiper toute une population déplacée, celle de l'intérieur et celle de l'extérieur. On passe d'un expansionnisme apparemment illimité à une demande de plus en plus limitée, en baisse.

Entendons-nous sur la baisse de cette demande. C'est celle de la demande définie par les moyens d'acheter, par le pouvoir d'achat réel et non la demande des besoins collectifs et des ménages, qui sont immenses, illimités, insatisfaits. Les besoins réels sont empêchés par le manque de moyens. S'il y a baisse de la demande, c'est à cause de la baisse des moyens de la satisfaire.

Cette baisse de la demande va se greffer sur une nouvelle économie des ménages, une nouvelle répartition des postes de dépenses. Alors qu'au niveau de l'ascendance la part consacrée aux biens d'équipements était essentielle (au point de sacrifier parfois les biens de consommation-subsistance : fin de mois aux patates pour payer les traites), maintenant cette part est délimitée par une nouvelle expansion des biens de subsistance (qui relèvent maintenant de l'industrie agro-alimentaire, d'un saut quantitatif et qualitatif du marché) et de nouveaux biens, essentiellement ceux du loisir (du budget de vacances et du week-end). Les anciens besoins et les nouveaux besoins délimitent la part de l'équipement. Le renouvellement tarde à se faire. On entretient, on fait réparer, on élude les gros investissements (dans les ménages comme dans les collectivités).

La crise de la production est la conséquence de cette baisse de la demande : une diminution d'emplois, une autre source de chômage.

Telle est la nouvelle dialectique de la fameuse loi de l'offre et de la demande. D'une part, moins d'emplois, moins de demande, moins de produits fabriqués. Mais d'autre part, moins de produits fabriqués et moins d'emplois pour les fabriquer. C'est cette interaction qui est le mécanisme de boule de neige, de ricochet, de la crise. Celle-ci provient de l'engendrement réciproquement négatif de la demande et de l'offre.

Nous avons voulu établir que la crise était intérieure, structurale, contradiction interne du mode de production. Certes, cette crise doit être située dans l'économie mondiale. Elle agit sur la crise mondiale et celle-ci agit aussi sur elle. Mais c'est alors une autre histoire. La crise est, dans le principe, immanente au mode de production.

Nous avons voulu montrer aussi la constante structurale du CME : ce sont les mêmes « opérateurs », les mêmes éléments qui interviennent soit pour faire l'ascendance, soit pour faire la dégénérescence. Les effets différents et même contradictoires ne sont donc pas inhérents à ces éléments. C'est le CME, c'est-à-dire le capitalisme devenu monopoles et ceux-ci devenus gestion d'État, qui donne sens et forme au déplacement de population (qui caractérise le décollage) et à la production et à l'utilisation des biens d'équipements (qui caractérise l'ascendance).

Enfin, nous avons voulu établir que le CME, en sa structure, était avant tout cette

relation, d'une nouvelle population préposée à la production et des nouveaux biens d'équipements. Ces deux éléments constituent un moment décisif de la logique des besoins. Mais logique des besoins qui est organisée dans la logique des classes sociales. De telle manière que le progrès scientifique et technologique est récupéré en une nouvelle hiérarchie de classes.

Nous pouvons maintenant proposer un bilan de l'oppression économique du CME, pour caractériser la classe ouvrière de ce CME. Elle est la somme de six figures de l'exploitation de l'homme par l'homme, de six modalités de l'accumulation moderne du capitalisme qui n'a rien à envier à l'accumulation primitive :

1° Le déplacement de population qui permet la spoliation-spéculation foncière sur le territoire du loisir (industrie du loisir, maison de campagne, etc.) ;

2° Le déplacement de population qui permet les spéculations de son installation sur le territoire du travail (HLM, transports, etc.) ;

3° L'exploitation productiviste par les cadences infernales et la parcellisation extrême du travail (fordisme, taylorisme) ;

4° L'exploitation sur la vente des biens d'équipements (collectifs et des ménages) ;

5° Le chômage ;

6° L'austérité (sur les biens de première nécessité).

Que faut-il de plus ? Quand on pense que l'idéologie de la société civile a pu prétendre que la classe ouvrière était intégrée dans le système (Marcuse) ! Ou bien qu'elle était devenue partie intégrante de « la société de consommation » ! Il faudrait un Brecht ou un Berg pour rendre compte de cette tragédie des temps modernes, pour montrer que c'est le même homme qui supporte ces six oppressions économiques, que la vie de la classe ouvrière est faite de ce diabolique système d'exploitation à six moments, à six relances, à six pièges.

Cette condition ouvrière ne pouvait être définie par les seuls critères de l'économie — la paupérisation absolue ou relative — ou de l'aliénation. Car elle est d'une originalité qui combine paupérisation et aliénation en des figures oppressives autres que celles des modes de production antérieurs au CME. Nous avons voulu rendre compte de l'ultime condition ouvrière, celle de l'accomplissement du capitalisme, celle de la crise.

Et crise généralisée. D'abord au sens d'accumulation des oppressions qui définissent la nouvelle classe ouvrière. Mais aussi en tant qu'extension à la société globale des effets de la crise industrielle. L'oppression économique du CME va atteindre toutes les autres classes sociales. La crise de la production capitaliste entraîne une nouvelle figure de cette oppression, un renversement de situation, car elle porte sur des classes sociales traditionnellement ou nouvellement... oppressives.

Quel savant montage, alors, de l'oppression économique ! Celle-ci va fonctionner à deux niveaux. D'abord l'oppression spécifique des classes dominantes sur la classe ouvrière. Mais aussi l'oppression que le monopolitisme d'État du capitalisme exerce

sur la classe moyenne traditionnelle et sur les nouvelles couches moyennes.

Sans trop anticiper sur le développement à venir, nous pouvons proposer le processus général de cette nouvelle paupérisation et aliénation. La concentration capitaliste des multinationales a ce double effet : la disparition de nombreuses PME (faillites) et leur déqualification, par exemple en un rôle de sous-traitance. Par ailleurs, les révolutions technologiques et scientifiques (informatique, bureautique, etc.) ont entraîné des pertes d'emplois et la déqualification professionnelle des nouvelles couches moyennes, employés, etc. La société globale est frappée en sa tradition et en sa modernité.

Aussi une Terreur blanche plane sur la société civile. Une insécurité qui se cherche des boucs émissaires ; une angoisse diffuse, celle de ne plus maîtriser les conditions de son existence. C'est l'époque de tous les repliements corporatifs, du souci professionnel devenu anxiété existentielle.

Mais la crise, crise industrielle devenue crise généralisée, crise de la société globale, est aussi une « crise de civilisation. La crise généralisée est quantitative et qualitative ; la dégénérescence du mode de production est aussi une décadence de civilisation.

Tous ces termes : civilisation, crise de civilisation, décadence, appartiennent, faut-il le préciser, au vocabulaire de l'idéalisme... ou de la banalité journalistique. Si nous les reprenons, c'est pour montrer que l'éthos (les mentalités, les mœurs, les coutumes...) est inclus dans les rapports de production et que la crise dite de civilisation, la décadence, n'est qu'un effet de la dégénérescence du mode de production.

La décadence n'est que l'effet maximal de l'aliénation économique. Nous allons quitter le domaine de l'oppression économique qui frappe la classe ouvrière pour définir une décadence des mœurs qui est une nouvelle économie politique, celle du CME de la dégénérescence. S'il y a décadence, c'est que le CME a besoin d'un nouveau marché, pour compenser les effets de la crise : le marché du désir. La décadence est un marché.

B. — LA PERMISSIVITÉ DES MŒURS VERS LA SOCIÉTÉ DE LA FORME MARCHANDE GÉNÉRALISÉE

1. Des besoins au désir

Nous voulons maintenant définir un autre moment de la logique des besoins, celui qui autorise le *marché du désir*. Il exclut donc, par définition, le marché des biens d'équipements (au sens large). Il est d'une autre nature économique, anthropologique, culturelle. On ne peut comprendre l'actuelle société (la société civile) que si l'on comprend l'irréductible différence du marché des biens d'équipements et du marché du désir.

Ce marché du désir, c'est bien plus que... le marché. Et c'est bien plus que... le désir. C'est la rencontre de deux catégories jusqu'à maintenant fondamentalement antagonistes et qui vont se confondre selon des modalités que seule la logique des besoins, celle des modes de production, peut définir.

Pour expliquer la dialectique du désir et du besoin (qui engendre ce *marché du désir*) nous allons nous heurter à deux scepticismes qui vont se gausser de notre démarche : les idéologues du désir et les marxistes dogmatiques. Pour les uns, le désir transcende toute détermination de la logique des besoins et de telle manière qu'il se fait juge de leur distribution. Mais peut-on être juge et partie ? Pour les autres, les besoins (entité abstraite car non proposée en son engendrement par le procès de production) subsument la définition anthropologique de l'homme et le désir n'est qu'un terme métaphysique.

Nous allons exaspérer les uns et les autres en montrant que les rapports de production contiennent une dialectique désir-besoins d'engendrement réciproque.

Mais ce sont sans doute les économistes marxistes encore figés en leur interprétation dogmatique (non historique et dialectique) du marché capitaliste qui vont le plus se scandaliser. Car nous prétendons que le *marché du désir* propose une nouvelle modalité de la compensation de la baisse tendancielle du taux de profit. Il propose de nouvelles marchandises et un nouvel échange. Il est à l'origine d'une nouvelle extorsion de la plus-value. La relation de cette nouvelle marchandise et de la nouvelle extorsion de la plus-value remodèle la forme marchande et la valeur d'échange.

Nous prétendons aussi que l'oppression économique que nous venons de décrire est le support de ce marché du désir : ce qui a été extorqué à la classe ouvrière a été redistribué pour permettre à de nouvelles populations, à de nouvelles couches sociales, d'accéder à ce marché.

Nous prétendons que l'économie politique capitaliste a été profondément transformée par ce marché. Il permet d'abord de nouveaux et d'énormes profits. Il permet de faire la promotion de vente du marché traditionnel. Et nous pensons même qu'il permet — très provisoirement — de dépasser la crise.

Telles sont nos thèses. Essayons de les justifier. Pour ce faire, revenons à la logique des besoins. Le moment de la production de série des biens d'équipements va se révéler surdéterminant. Il est essentiel, en ce sens qu'il va conditionner les besoins, en amont et en aval de ce moment de la logique de la production.

En amont, il reprend les biens de subsistance pour transformer radicalement leur quantité et leur qualité. La production de série produit l'industrie agro-alimentaire. Celle-ci est soumise à la loi du mode de production qu'est le CME : progrès technologique et profit capitaliste. Cette relation contradictoire explique le progrès certain de la consommation et la nouvelle aliénation qu'elle entraîne (elle est de taille : elle explique en partie la famine dans le monde). La mise en forme de la consommation par les biens d'équipements ménagers transforme radicalement le mode de consommation des biens de subsistance. Ils deviennent ceux du bien-être et même du confort. Ainsi se redistribuent les biens, selon l'usage autorisé par l'évolution des modes de production.

En aval, les biens d'équipements permettent, par une relation d'exclusion-inclusion, les biens du marché du désir. Et selon une dialectique d'engendrement des classes sociales. C'est toute une mutation sociale dont nous allons proposer une approche phénoménologique. Nous en venons à l'autre versant de la société moderne. Après la définition de la classe ouvrière, comme classe qui accède aux biens d'équipements, nous proposons la définition des nouvelles couches moyennes qui accèdent aux biens du marché du désir.

Cette dualité dit l'ordre de la société civile (et de sa gestion social-démocrate). Ces deux promotions tendent à une contradiction antagonique, celle du nouvel affrontement de classes (mais combien masqué par l'idéologie social-démocrate). Deux situations irréductibles : celle du progrès industriel encore aliéné par le profit capitaliste, celle du profit capitaliste dû à ce progrès et à cette aliénation.

Le principe généalogique de la nouvelle situation de classe est donc dans la récupération du progrès (technologique et scientifique) à des fins de profit. C'est le passage du progrès universel au profit particulier. La logique des besoins est détournée par la logique des classes sociales. Les acquis de la production universelle seront utilisés pour une consommation de classe.

Autrement dit, en termes qui peuvent paraître grandiloquents, mais nous ne devons pas craindre de désigner les lieux de ce processus, l'humanité, par le mode de production féodal et le mode de production industriel, s'est libérée de l'ordre de la nécessité. Elle s'est libérée du travail de subsistance, du travail de production, du travail domestique, du travail de la communication et de l'échange. La société de classes récupère, au profit de la classe dominante, cette production de la liberté. Le processus de libération — le travail — sera assumé, pris en charge par l'esclave, le serf, l'ouvrier. Alors les classes dominantes, nobles et bourgeois, qui ne font pas ce travail mais qui en profitent, elles, seront libres. Et disponibles pour d'autres activités.

Telle est l'élémentaire définition de la dialectique liberté-nécessité. Ces termes ne peuvent être dits, n'ont de valeur, que dans et par les rapports de production. La liberté ne peut être définie que comme un engendrement historique dans les modes de production. Tout un procès de travail est récupéré par la classe dominante. Le temps libre de l'un est le travail de l'autre.

Au niveau du CME, ce processus atteint lui aussi... une production industrielle, de série. Tout un collectif peut exister sans avoir à produire les moyens de sa production et de sa reproduction. Mais non seulement il n'a pas à les produire, mais il est produit par eux. Autrement dit, on peut vivre sans travailler — du travail de production — car les acquis du travail ont pu atteindre ce seuil de distribution — de classe — qui permet de les avoir sans les produire. Tout cela en série, massivement.

Telle est la première approche du statut des nouvelles couches moyennes : un avoir de classe (des biens de subsistance et d'équipements) qui permet de les utiliser sans les produire. L'ordre des besoins est accompli. (Précisons bien, en tant que généalogie. Et non au sens de besoin satisfait, comblé.) C'est le moment où le désir de classe peut commencer. Nous disons bien désir de *classe*. C'est-à-dire désir défini et engendré par la classe sociale.

Le désir commence où s'achève le besoin. Mais de grâce, ne pas psychologiser ces termes. Ils n'ont de valeur que par et dans la logique des besoins, par et dans les rapports de production. Ce sont les attributs du mode de production. Il ne faut pas vouloir calquer les décisions idéologiques du désir sur la définition que nous proposons.

« Un nouvel homme » est disponible, libéré, émancipé. Libre. Nous retrouvons la philosophie des Lumières et le projet marxiste : le progrès (des techniques et des sciences) permettra de satisfaire les besoins de l'homme, qui, libéré du travail, pourra accéder au règne de la liberté. Mais progrès falsifié, dénaturé par le mode de production qu'est le CME. La société de classes récupère ce processus au seul profit d'une nouvelle classe dominante.

Ce désir de classe n'est donc qu'un effet de la logique de la production (il n'est qu'un effet de « structure »)¹⁹. En son principe donc, le désir subjectif (celui du sujet de la société civile) est désir de classe. C'est-à-dire désir de la nouvelle classe, projet de participation, volonté d'intégration : désir de reconnaissance. Il est le processus d'identification à la classe, le ciment de l'être de classe.

Mais ce reflet n'est que le reflet d'un autre reflet. Nous avons dit qu'il était effet de structure. Il n'a pas créé son propre procès de production. Il n'est qu'une résultante, une passivité, un opportunisme de classe. Il ne se construit que par la dé-construction, il n'apporte aucun matériau spécifique. Les éléments constitutifs ne sont que des matériaux empruntés, détournés, falsifiés. Le désir de classe n'est qu'un montage-démontage.

Il n'est pas un acte du sujet, une initiative, un projet. Il est purement reçu. Ce désir n'est que le lieu de l'expression synthétique de l'être de classe. Il n'est que

l'actualisation d'une réalité qui s'est faite ailleurs. Ce sujet désirant se révèle n'être qu'une forme de classe, c'est-à-dire la plus forte passivité qui autorise la plus grande... intégration.

Aussi le désir subjectif (celui du sujet de la société civile, des nouvelles couches moyennes, de la psychanalyse, des médias, en un mot de la culture social-démocrate) est doublement « inauthentique ». Alors qu'il se prétend le lieu absolu du non-être de classe, il est au contraire le principe de classe, de la société civile. Il est l'ordre même de la *consommation parasitaire*.

Autre détermination, essentielle, du désir qui ne fait qu'accomplir la situation de classe : l'état de disponibilité non seulement est parasitaire, et combien oublieux, ingrat, mais est aussi, objectivement, *transgressif*. En son principe, en sa déclaration, en son surgissement il porte une violence, un terrorisme nécessaires à sa reconnaissance. Le passage à l'acte se fait contre, réellement ou symboliquement. Ce désir se pose en s'opposant. Il n'est pas créateur, mais destructeur : consommateur. Il est passivité parasitaire — tout doit être reçu sans avoir été produit — et, en même temps, acte transgressif, agressif. Tout l'ordre antérieur au CME, d'une part l'ordre superstructural, étatique, moral, et d'autre part la Vieille France modelée par la tradition ouvrière et paysanne, tout doit être dénié, bafoué même, par le sujet désirant.

Le nouvel échange symbolique — celui qui ordonne l'inter-subjectivité de la société civile — doit toujours proposer une allusion au double acte fondateur de la nouvelle situation bourgeoise : disponibilité et transgression.

Il faut signifier à la fois la non-participation à l'ordre de la production des besoins (contemporains) et à l'ordre de la production des valeurs (traditionnelles). Le désir est cette double non-participation axiologique, au procès du travail (du CME) et au procès des valeurs (des modes de production antérieurs). Cette double condition est l'être même de ce désir : l'acte inconscient (inconscient de classe) du *refoulement*, qui est à deux niveaux : nier et contredire. La contradiction est autorisée par la dénégation. Alors le désir peut accéder à l'acte. Alors il peut atteindre son seuil de réalisation : le pouvoir de nier permet l'acte de transgresser. Pour ce désir, il ne faut pas savoir... ne pas savoir l'ordre du travail, de la peine, de la production qui l'autorise. Tel est le processus de la *déculpabilisation*, celui de l'inconscient de classe. La genèse du désir est une genèse de l'innocence, d'une consommation innocente, celle de « la spontanéité », de « l'authenticité » des pulsions désirantes.

La logique des besoins s'est donc accomplie et dépassée en un au-delà du besoin : l'ordre du désir. Celui-ci s'objective et se réalise en un lieu d'expression : une classe sociale (la logique des besoins organise la logique des classes sociales). Cette classe sociale se gère selon une nouvelle économie du profit.

Trois niveaux de « l'économie humaine », terme qui nous permettra de globaliser ces trois déterminations constitutives des rapports de production. Ceux-ci sont ainsi étudiés en leur totalité. Nous avons voulu montrer comment on peut échapper à leur étude

réductrice, qui débouche sur l'aporie du dogmatisme.

Désir, classe sociale, profit se sont engendrés réciproquement. Dire la réalité du désir, c'est montrer une organisation de classe et établir comment celle-ci participe à l'économie du profit. Il y a un rapport d'expression immédiat entre les trois ordres, le désir de classe relève d'une économie subjective qui se réalise par l'économie politique du profit.

2. Le marché du désir — La nouvelle plus-value et la nouvelle forme marchande

Nous n'avons proposé que la virtualité du désir (le désir en puissance) et sa mise en forme selon une phénoménologie des mœurs qui est déjà et aussi une généalogie de l'économie politique, puisque ce désir relève d'un profit qui est aussi un profit de classe. Maintenant, nous devons établir le processus de sa réalisation, le passage de la puissance à l'acte, l'effectuation, le contenu économique. Ce sera définir la nouvelle étape d'une économie du désir qui s'identifie de plus en plus à l'économie politique. Les conditions objectives déjà proposées vont se compléter de déterminations plus techniques, propres à l'économie de marché. Car ce désir s'accomplit, se réalise par un marché. Tout marché est à la fois un produit et une clientèle. Le néo-capitalisme va « inventer » les deux.

Le passage du désir au marché peut très facilement se faire, car les deux sont dans la continuité, l'homogénéité du *profit*. La consommation transgressive est une forme désirante déjà constituée par l'économie du profit. Elle témoigne d'une attente, d'une appétence, d'une concupiscence qui est la potentialité d'un nouveau profit. De l'intention au moyen, il y aura une profonde homogénéité, une continuité qui n'est autre que l'aménagement des conditions objectives du projet subjectif. Tout naturellement, en suivant sa pente, l'économie subjective se réalise dans l'économie politique. Comme dirait Aristote, elle trouve alors son « lieu naturel ».

Pour se donner ces moyens de réalisation, le néo-capitalisme va « inventer » une nouvelle plus-value et un nouveau profit, une nouvelle modalité de l'extorsion et un nouvel usage. Le marché du désir va profondément modifier l'économie politique traditionnelle. C'est toute une nouvelle stratégie économique dont nous avons proposé (dans l'introduction de ce chapitre) les trois essentielles qualités, en disant même que ce marché était nécessaire à la survie du capital. Il modifie profondément la stratégie politique, qui va tendre à l'hégémonie social-démocrate.

Nous avons déjà proposé²⁰ les deux lois qui président à la mise en relation de l'économie du désir et de l'économie du profit : la généalogie de la morale et la généalogie de l'immoralité, le processus de l'accumulation et la dérive de l'accumulation. L'accumulation relève de ce principe : le fils ne peut pas s'émanciper, il ne doit pas disposer de cet énorme potentiel de jouissance qu'est le travail du père ;

il est contrôlé par l'implacable nécessité du réinvestissement intégral de la plus-value. Tout un système de parenté et d'éducation, toute une pédagogie et une morale, déterminent l'infrastructure et la superstructure de l'être de classe engendré par cette obligation impérative car commune à l'éthique et à l'économique. Ainsi s'homogénéisent une classe et une économie du profit, ainsi le désir est contraint de s'investir dans l'accumulation, perversion et dépense tendant à être identifiées.

C'est que le capitalisme en son principe est concurrentiel. Il faut réinvestir, et au maximum, pour persévérer dans l'être de classe, s'autosélectionner pour mettre en place le capitalisme des monopoles. L'ascèse subjective est la condition de la généalogie du capital (ce que Weber a traduit en termes idéalistes). Le procès de production de la classe dominante écarte le procès de consommation.

La dérive de l'accumulation est la médiation nécessaire pour expliquer le passage, et la continuité, de l'économie de l'accumulation au marché du désir. En effet, à mesure que se développent les secteurs de l'économie (le tertiaire et le quaternaire) les fils des classes dominantes se recyclent pour les contrôler et les encadrer. Tout un processus d'émancipation, de dénonciation de la vertu, de l'autorité du père, est alors possible et nécessaire, car ces fils n'ont plus besoin du processus de l'accumulation pour réaliser leur nouvelle autorité de classe. Et ils glissent vers des métiers et fonctions qui ont justement besoin du marché du désir pour s'accomplir (nous ne faisons que proposer le schéma de ce que nous avons très longuement défini dans *le Frivole et le Sérieux*).

De nouvelles couches moyennes vont vivre leur vie au-delà de l'économie vertueuse de l'accumulation. Pour accéder à la réalisation de leur désir, elles disposent d'une nouvelle économie politique (et subjective). Nous allons essayer de proposer le schéma de ses moments essentiels :

1° Il faut une nouvelle source d'exploitation et de profit. Elle a deux origines. La récupération de la révolution technologique et scientifique, qui permet la production de série sous tutelle capitaliste (profit à la production). Et l'utilisation de la classe ouvrière comme clientèle des biens d'équipements (profit à la « consommation », terme impropre, auquel nous préférons celui d'utilisation fonctionnelle). Il y a donc une autre plus-value et un surplus de profit.

2° Cette nouvelle plus-value, ce nouveau profit sont doublement « collectés », récupérés, accumulés : par les industries, commerces, services des grandes entreprises et multinationales mais aussi par l'État patron.

3° Une part énorme de cette plus-value et de ce profit n'est pas réinvestie dans l'équipement productif. Elle est « ventilée » pour permettre la rétribution des services et des fonctions devenus nécessaires au fonctionnement : a) de l'appareil étatique et bureaucratique du CME ; b) de l'appareil gestionnaire des multinationales, des grandes entreprises, des services bancaires, etc.

4° De nouvelles couches moyennes seront la partie de la société du salariat généralisé qui profitera, indirectement certes, et plus ou moins (car nous verrons que

cette population est très hiérarchisée) de cette redistribution de la plus-value et du profit. Une modalité du travail qui n'existait pas dans la société traditionnelle dispose d'un financement autonome. C'est une figure singulière mais très effective de l'association capital-travail, celle d'un travail non productif et d'une part de la plus-value et du profit.

5° Le financement du désir — par le truchement du capitalisme bancaire — a donc deux sources : l'État capitaliste (eh oui... l'État n'est pas alors répressif mais permissif : quel démenti au dogmatisme qui lui prête un rôle transcendant de répression !) et les grandes entreprises privées. Le capitalisme bancaire permettra la jouissance sans l'avoir.

Cette généalogie de la clientèle (du marché du désir) et de son pouvoir d'achat est le processus d'engendrement des couches moyennes. C'est un schéma qui a voulu reconstituer l'originalité de ces couches moyennes. C'est une interprétation marxiste de la politique des revenus, laquelle est, répétons-le, le fondement de la social-démocratie.

Cette politique des revenus est à deux niveaux. Elle est d'abord l'organisation nationale de la répartition de la masse salariale. Mais elle est aussi la répartition de l'extorsion de la plus-value et du profit en des services, des rôles, des fonctions nécessaires à cette extorsion et à ce profit.

Résumons-nous : l'association capital-travail, autrement dit celle de la plus-value et du travail non productif, constitue la caractéristique essentielle des couches moyennes. *Surplus de plus-value + travail non productif = une partie très importante de la société du salariat généralisé.* Il s'agit là évidemment de formules très générales qui proposent une loi qui doit être nuancée par l'histoire et la sociologie (ce que nous essaierons de faire dans le chapitre consacré aux classes sociales). Mais cette loi a déjà le mérite d'expliquer l'essence du néo-capitalisme, de la société civile.

Le désir, en tant que profit de classe qui est une consommation, s'est investi dans l'économie politique et se dit maintenant en termes de politique des revenus, d'extorsion de plus-value, de financement bancaire, etc. Le profit a bien une double face, subjective et objective (l'inconscient de classe est la volonté de ne pas savoir cette participation subjective à l'ordre capitaliste).

L'économie subjective du désir a donc trouvé la première et essentielle condition de sa réalisation : le financement, les moyens monétaires de sa réalisation. Le néo-capitalisme va produire aussi la deuxième condition du marché du désir, de l'effectuation du projet subjectif. Ce sera *la nouvelle forme marchande*.

Le nouveau produit sera mis en forme (marchande) par une valeur ajoutée spécifique, car doublement constituée. Ce sera la valeur ajoutée du marché traditionnel avec en plus une valeur ajoutée particulière au marché du désir. L'objet brut — de valeur d'usage — est ainsi transmué en valeur d'échange qui est l'échange du désir (de classe). Établir la nature de cette nouvelle valeur ajoutée, c'est montrer comment le

désir de classe est vendu, devient marchandise. L'achat est alors le moyen de disposer du désir, en tant que marchandise et en tant que médiation marchande. Cette dernière qualité est l'essence du désir : la médiation de l'objet permet un échange avec l'autre qui est la relation désirante objective, structurale. Par cette valeur ajoutée, le sujet est *dans* le désir, en situation objective de jouissance non seulement de l'objet mais de l'autre. Et c'est cette situation qui est l'essentiel du désir de classe : un relationnel préétabli, préfabriqué qui permet de disposer de l'autre par objet interposé.

Cette valeur ajoutée est le travail idéologique par lequel le désir s'investit dans l'objet pour devenir une marchandise sélective. Il est le travail de synthèse de l'économie subjective et de l'économie de marché. C'est l'exaltation réciproque du désir et du capitalisme.

Valeur ajoutée = synthèse du besoin libidinal, de la loi du profit, de la culture de classe. Telle est la nature — anthropologique, économique, culturelle — de la nouvelle forme marchande. C'est celle qui correspond à la nouvelle plus-value et au nouveau profit.

Nouvelle plus-value + nouvelle forme marchande = nouvelle économie politique. Les deux termes sont en réciprocité. Leur relation est celle de la fin et du moyen. La nouvelle extorsion de la plus-value est le moyen d'obtenir le nouveau produit. Et celui-ci est le but, la fin de la nouvelle exploitation capitaliste.

A ce moment de notre argumentation, nous devons répondre à deux types d'objections : celle de la culture dominante et celle du marxisme dogmatique. Établir la généalogie du nouveau marché, de sa nouvelle clientèle, de la nouvelle forme marchande, c'est dire l'inconscient de classe. C'est dire le non-dit, c'est dire ce que Lévi-Strauss, Foucault, Barthes, Lacan ont eu mission de ne pas dire. C'est révéler l'inconscient de l'inconscient (celui de la psychanalyse). C'est dire à quel point les propositions que nous établissons peuvent paraître bizarres ou scandaleuses pour la culture de la social-démocratie.

Nous dirons à un certain académisme marxiste : « Comment pourriez-vous comprendre l'évolution de la société française depuis la Libération, si vous en restez à un usage dogmatique de la plus-value et de la forme marchande ? » C'est pourtant le projet de recherche prioritaire (Cf. le 24^e Congrès). Mais de même que l'interprétation académique de la plus-value empêche de comprendre la nature de la nouvelle exploitation du travailleur, de même l'usage académique de la forme marchande empêche de comprendre le rôle de la nouvelle valeur ajoutée. C'est alors rendre incompréhensible le nouvel empire à la fois idéologique et économique que s'est taillé le capitalisme postcolonial. C'est méconnaître la fabuleuse mutation des mentalités, la nature profonde de l'échange, les nouvelles valeurs.

Les marxistes doivent passer d'une critique quantitative (de l'économie politique capitaliste) à une critique qualitative. C'est seulement de cette manière que l'on pourra comprendre le fonctionnement de la modernité capitaliste. Il faut pouvoir rendre compte

de cette réalité : la valeur ajoutée par l'histoire, histoire culturelle autant qu'histoire économique, à la valeur ajoutée de la forme marchande traditionnelle. Il faut consentir... au matérialisme historique, à la dialectique globale des rapports de production. La valeur ajoutée que nous définissons n'est en rien subjective : elle est la valeur définie par l'histoire et la dialectique, par la mutation de la société globale. Il faut saisir la spécificité marchande de la culture et la spécificité culturelle de la marchandise.

Il faut consentir au rôle de la valeur ajoutée par le culturel dans l'économique. La distance entre l'économique et le culturel tend à se réduire pour en venir à ce triomphe de la société civile (voulu par le capitalisme) : l'identification du culturel et de la marchandise. Cette distance n'était autre que celle que la société traditionnelle imposait, par ses coutumes, ses valeurs, son système de parenté, ses tabous, en un mot par un système de mœurs qui s'interposait toujours entre le produit et son usage, entre la marchandise et sa signification. Alors le mode de consommation était toujours contrôlé par la double normalisation de la vie privée et de la vie civique, de la production rurale — dérivée d'une économie autarcique — et de la consommation urbaine — dérivée de l'économie de la rareté. La Vieille France était un phénomène de rejet *a priori* de la séduction mercantile.

Le néo-capitalisme représente une mutation fondamentale de l'économique et de la culture. Non seulement les deux termes se compénètrent mais tendent à être en rapport d'expression. Alors que dans la France traditionnelle les deux termes se juxtaposent, se méconnaissent, ne se rencontrent que par accident, maintenant ils s'engendrent réciproquement ! Phénomène capital, aux conséquences énormes.

Le produit mercantile a subi une extraordinaire mutation : c'est un produit du marché du désir. Ce n'est plus un bien de subsistance ou d'équipement ou même de confort traditionnel. Ces biens de... besoin n'ont pas... besoin d'une valorisation extra-fonctionnelle, d'une incitation extérieure, d'un mode d'emploi sophistiqué. Il n'y a pas de valeur ajoutée (ou très peu) d'ordre libidinal, ludique, marginal. Car ces biens sont de l'ordre de la nécessité.

Aussi leur usage est d'ordre fonctionnel ; ce n'est que l'emploi de l'objet. Sans surajouter une signification extra-fonctionnelle. Il n'y a pas besoin en particulier d'un apprentissage de l'usage selon des rituels culturels qui, nous l'avons montré²¹, sont spécifiques du marché du désir. L'objet sert sans médiation. Il est sans référence à un modèle d'usage porteur de valeur ajoutée.

Non seulement le nouveau produit mercantile est autre que celui de l'économie traditionnelle, mais il est autre que celui de l'économie capitaliste d'avant le CME. Il ne relève plus des seules catégories du luxe et du standing (bien qu'il les prolonge, en un très large secteur).

Le luxe a été dans les sociétés d'avant le CME (et encore, évidemment, dans celle du CME) l'expression « culturelle » de la plus grande différence entre le pauvre et le riche, le dominé et le dominant. De même, toute une interprétation de la nouvelle

société comme « société de consommation » a proposé le standing comme la marque de la plus grande différence possible entre le nouveau bourgeois et la classe dominée, et aussi et surtout entre les bourgeois.

Il s'agit alors de types de bien non utilitaires, non nécessaires, mais d'une contingence d'usage qui relève encore d'une détermination économique prépondérante. La différence culturelle est dans les deux cas la hiérarchie par l'argent. Elle est achetée. Le standing certes diffère du luxe car il est usurpation économique et « signifiant » : il veut dire un niveau social au-delà du revenu par un signe qui déborde la seule fonction de l'objet. Mais ce signe n'est encore que l'objet. C'est l'avoir — la réalité économique — qui est encore le signe.

Le nouveau produit du marché du désir est autre en ce sens qu'il propose une valeur ajoutée culturelle qui a le fabuleux pouvoir de suppléer le luxe et le standing. Il peut disposer du même pouvoir opérationnel sans l'avoir qui fait le luxe et le standing ! Et ce pouvoir est tel qu'il peut être, à la limite, non seulement sans le luxe et le standing mais l'expression du combat contre le luxe et le standing ! (Mais cette dernière qualité est conciliable... au luxe et au standing, selon une savante dialectique du cumul de la consommation — transgressive et du pouvoir de l'argent.) C'est que la valeur ajoutée, maintenant, autorise un total renversement des valeurs. Car renversement de la relation valeur d'usage et valeur d'échange. Alors que la valeur d'usage est figée dans l'avoir, le fonctionnel, l'utilitaire, alors qu'elle ne fait que renvoyer à l'objet, la valeur d'échange privilégie la relation, le non-utilitaire, l'autre. Elle devient créatrice d'un nouveau système de relations : le besoin qu'elle façonne ne relève plus de la nécessité biologique mais des significations de l'histoire. Bien sûr, il s'agit toujours d'une valeur économique, d'un acte d'achat ou de location. Mais celui-ci est soumis à la signification historique, culturelle, qui fait l'essentiel de sa valeur.

C'est la valeur ajoutée que l'on consomme — valeur ajoutée culturelle — davantage que la valeur d'usage, fonctionnelle, utilitaire. Cette valeur ajoutée porte en elle un mode d'emploi qui, à partir du support de l'objet, produit une relation à l'autre qui n'était pas dans l'objet brut. Ce mode d'emploi est créateur d'une relation à l'autre, il est producteur de l'objet de la relation, de sa nature. (Le processus de la mode²² est une hyperbole de ce que nous décrivons. C'est un type privilégié de relation qui est acheté, sous le prétexte de l'acquisition de l'objet.)

Avec le marché du désir, on passe de la valeur d'usage à une valeur d'échange dont la culture mondaine fait le prix. Ces objets, services, locations d'usage « signifient » maintenant. Ils signifient un ordre de relation qui s'achète en même temps que l'objet. Cet ordre de relation, d'échange, de séduction, de conquête n'a plus à être produit, gagné, conquis. Il peut être acheté. Il est devenu immanent à la marchandise. Et au-delà de la marchandise à tout service, à toute location d'usage.

Nous sommes dans un autre ordre, balisé d'objets, de services, de locations d'usage, mais qui est celui d'un relationnel homogène et autonome. Un autre ordre, celui d'un

autre système d'échange, de communication est né du marché du désir. Et il peut fonctionner seul, sans son support originel, celui de l'objet et celui de la marchandise.

Cet univers est celui du « *signifiant* ». Et nous comprenons maintenant pourquoi l'idéologie tendanciellement dominante a voulu privilégier ce signifiant. C'est que celui-ci est le langage de son pouvoir, son lieu opérationnel, sa conquête territoriale. Il relève d'une extraordinaire efficacité de l'économie politique. La toute-puissance de la production capitaliste s'est transférée en un système relationnel qui peut même se permettre d'oublier l'objet, l'avoir, la marchandise, qui sont pourtant ses supports matériels. En une ellipse — le signifiant — toute l'effectivité du mode de production capitaliste. Toute une maîtrise du désir, le contrôle parfait de l'inter-subjectivité. En fin de parcours de l'implacable réalisme du capitalisme, le nominalisme triomphant, éthéré, innocent.²³

Le relationnel s'identifie à l'économique parce que celui-ci objective, exprime la culture (de classe). La forme marchande, en sa perfection, est devenue le signifiant. Celui-ci est l'être de l'échange, celui d'une nouvelle classe sociale qui peut être et reproduire cet être par la seule manipulation de ce signifiant, sans jamais participer à l'ordre du signifié et du référent, au procès de production et de consommation des classes dominées.

La culture de classe est devenue la nouvelle valeur ajoutée au produit. Le pouvoir de classe est ce pouvoir de produire un échange à la fois libidinal, économique, culturel, de confondre signifiant, valeur ajoutée, désir.

Tel est l'ordre de la nouvelle forme marchande : le pouvoir de créer l'objet même du désir en tant que relation avec l'autre. C'est le signifiant.

3. Les modalités historiques de l'implantation du marché

Par quelles modalités historiques cette nouvelle forme marchande a-t-elle pu s'implanter dans la nation ? Nous devons proposer les actes de conquête (de la nation) de la nouvelle économie politique. Ce sera une totale mutation de la société globale, de la société traditionnelle. L'histoire de France doit être dite selon l'économie politique du néocapitalisme. La forme marchande ne sera que la résultante qui homogénéise toutes ces transformations historiques.

Ce sera aussi l'histoire du désir, de l'inter-subjectivité, de l'échange symbolique. La phénoménologie des mœurs ne peut atteindre l'intimité de l'être qu'en devenant une phénoménologie de l'économie politique. Notre méthode est donc en totale opposition avec la connaissance tendanciellement dominante. Celle-ci oppose radicalement la connaissance de l'économie et la connaissance de la subjectivité. Parce qu'elle en fait deux entités irréductibles et contradictoires.

Nous avons montré d'abord le passage du besoin — principe de l'économie politique — au désir — principe de l'économie subjective. Puis nous avons proposé le

lieu de synthèse de l'échange symbolique — principe du relationnel — et de l'échange de la marchandise — principe du capitalisme. Nous devons maintenant proposer le cheminement historique de ces interférences, montrer comment l'ordre de la sensibilité et l'ordre économique s'engendrent réciproquement en cette aliénation majeure que sera la culture de la société civile.

Les modes de réalisation, d'expansion, de conquête, de subversion, de récupération, d'annexion, de manipulation de la nouvelle forme marchande peuvent être ramenés à deux moments :

1° L'importation des objets, pratiques, modèles.

2° La production spécifique d'une forme marchande bien française, par une conquête, une occupation des espaces, pratiques, modèles non encore mercantilisés.

En termes d'histoire événementielle, cela nous renvoie à deux grands moments : la Libération et Mai 68. Le plan Marshall va récupérer la victoire sur le nazisme au profit de l'impérialisme économique des USA. Et Mai 68 proposera les modèles et les pratiques de l'idéologie du désir spécifique des nouvelles couches moyennes.²⁴

En un premier moment, la société traditionnelle déjà bien mal en point (la collaboration de la bourgeoisie pétainiste) doit être *cassée*, par un modèle importé, une arme de guerre à la fois culturelle et économique : le rêve américain. Mais cela est relatif : la société traditionnelle résiste. Le rêve américain restera juxtaposé à la culture française. Selon une acculturation très ambiguë.

Mais ce rêve américain aura préparé la rupture définitive. En neutralisant la résistance intérieure de la Vieille France. En proposant les moyens économiques de la mise en place des nouvelles couches moyennes. En créant une disponibilité, une attente, un vide idéologique qui sera comblé par la prise de conscience de classe de ces nouvelles couches moyennes (l'extension quantitative, des couches, autorise le saut qualitatif, de classe). Ce sera Mai 68, ce 14 juillet des couches moyennes. (Évidemment, Mai et Juin 68 permettront aussi d'essentielles conquêtes sociales. Dans la mesure où les travailleurs auront « récupéré » le Mai 68 étudiantin.)

Mai 68, ou comment le désir apporté par le rêve américain est enfin vécu à la française. Alors, tout un rituel d'initiation à ce désir, synthèse de l'américanisation et de la désagrégation de la Vieille France, progressive intégration au CME.²⁵ Le plan Marshall et l'idéologie du désir de Mai 68 : telle est la double origine de la valeur ajoutée, le double enracinement idéologique et commercial du nouvel échange, la double mise en forme culturelle de la nouvelle valeur d'échange, la double origine du marché du désir.

Ah, ce rêve américain ! Il est don, surplus,... cinéma : générosité, abondance, nouvel imaginaire. C'est un modèle culturel qui exalte les bienfaits de l'industrialisation sous tutelle capitaliste. Et mieux que les bienfaits : la civilisation. Pour ce faire, le modèle culturel se propose comme un nouveau genre de vie, comme un style de vie qui porte en lui, il faut oser le dire, un art de vivre qui est bien plus qu'une promesse, qui est la

réalité, l'essence même du capitalisme. Le capitalisme, c'est beau !

Mais de cette beauté maléfique du Prince de ce monde, de l'impérialisme économique. Celui-ci a su se fabriquer une très séduisante image de marque. Mais ce rêve est aussi le plus implacable réalisme. Il est la radicalisation du pragmatisme, de l'utilitarisme qui a su conquérir de nouveaux espaces. Il est la subversion et la perversion du don, du surplus, de l'imaginaire. Ces « qualités » sont devenues la forme même de la valeur marchande. Elles sont la valeur ajoutée qui transmue l'objet fabriqué en valeur d'échange et celle-ci en modèle culturel.

Ce modèle sera importé en France. Nous allons voir par quelle ruse, quel cheminement, quelle stratégie il peut pénétrer une Vieille France qui non seulement refusait tout modèle « de consommation » importé mais savait aussi les isoler pour les détruire. Dans la société traditionnelle, lorsque ce nouveau modèle surgissait, occasionnellement, il était aussitôt « phagocyté », réduit à une cocasserie, une bizarrerie, une incongruité source de comique, de rire.

Et pourtant le rêve américain va s'imposer à la Vieille France. Cette importation est un phénomène énorme, sans précédent dans l'histoire de France. Elle inaugure une situation *d'acculturation* nationale et même de « colonisation » culturelle et économique. Ce processus est loin d'être achevé, il est en pleine évolution. Il tend vers un accomplissement, une perfection. (Évidemment les grands esprits de ce temps, les grands défenseurs des droits de l'homme n'en parlent jamais, sinon allusivement, pour des effets de symétrie, de parallèle. Mais lequel d'entre ces chercheurs, philosophes, censeurs a proposé une étude tant soit peu sérieuse de l'impérialisme culturel des USA ? Tout cela a été soigneusement mis sous le boisseau par ceux-là mêmes qui prétendent révéler le non-dit, l'inconscient, ce qui chemine souterrainement à l'encontre du discours institutionnel.)

Si ce modèle peut être importé, ce n'est pas seulement par son propre pouvoir : il faudra que le vieux monde s'écroule, que la deuxième grande guerre mondiale balaie l'Europe de l'hégémonie mondiale, celle du colonialisme, issue du XIX^e siècle et prolongée dans le XX^e ; il faudra la table rase des valeurs de la société traditionnelle, du vieil ordre économique-politique. Il faudra Yalta, deux sphères d'influence à organiser, à pénétrer, à administrer selon le face à face du capitalisme et du communisme.

La guerre froide, l'aspect militaire de l'impérialisme américain et l'urgence de la réponse défensive, un dogmatisme certain, aussi, ont empêché ou retardé la connaissance complète, théorique de cet impérialisme. Il est à deux faces : l'impérialisme militaire certes, mais aussi et surtout, serions-nous tenté de dire, l'impérialisme culturel. Et celui-ci est le rêve américain, le modèle de la belle existence proposé par le capitalisme. L'impérialisme exporte la guerre (Corée, Vietnam...) mais aussi le rêve. Ce sont les deux aspects de l'impérialisme économique. C'est cette ambiguïté qui fait la puissance de l'impérialisme. C'est ce que nous voulons

montrer.

Autre toute puissance ambiguë, terrible ironie de l'histoire : cette Amérique nous a aussi... libérés ! Les GI's ont été des conquérants-libérateurs. Ils ont triomphé du nazisme — le débarquement — et importé les premiers produits du rêve américain. L'impérialisme économique est aussi la paix... américaine.²⁶ De là une ambiguïté puissance trois : l'aide économique aux pays victimes du nazisme, pour les aider à se relever. La nouvelle occupation économique va se justifier par la victoire sur l'occupant nazi. La conquête de marché sera la conséquence « naturelle » de la libération.

Le plan Marshall est un don ! (du 3 avril 1948 au 31 décembre 1951, douze milliards de dollars furent fournis à seize pays européens — 23 % pour la France. Les 5/6 comme don ! 1/6 seulement comme prêt). Le phénomène est énorme. Bien sûr les marxistes ont montré tous ses effets, au niveau historique et politique. Mais à notre avis, ils n'ont pas assez insisté sur ses conséquences dans la structure même de l'économie politique. Alors qu'il s'agit d'un acte étymologique, qui est à l'origine de la nouvelle forme marchande.

L'économie du don se fait immanente à l'économie du profit.²⁷ L'idéologie du potlach se combine à l'impérialisme économique ! Le capitalisme aura eu ce prodigieux humour : enrober la loi d'airain du profit de l'idéalisme moral, proposer son impérialisme comme une aide, comme l'acte pacifique qui relance les économies des pays alliés. Ainsi s'instaure un nouvel ordre économique-politique et une nouvelle signification de la marchandise.

Le don — potlach est un conditionnement par l'offrande. Il apporte un nouveau conditionnement de l'échange. Car il faut rendre. Cet échange-obligation a été très bien révélé par les ethnologues du don et du potlach. Tout enfant le vérifie aussi : « On te le donne... mais tu seras sage. »

Aussi les nations européennes bénéficiaires de ce plan Marshall ont « vidé » les ministres communistes et ont consenti à la guerre froide. Ce qui permettra le prodigieux essor de l'Amérique de l'après-guerre. Par le potlach du plan Marshall, le capitalisme américain a conquis une suzeraineté politique sur les nations européennes, et un marché.

La nouvelle forme marchande ne sera que le reflet de l'idéologie du don dans ce nouvel espace économique-politique. Une valeur ajoutée historique et culturelle va cacher l'ordre des choses capitalistes ; l'économique sera enfoui sous le politique et celui-ci sous le culturel. Le produit du plan Marshall sera consommé avec bonne conscience : ce n'est pas un conditionnement économique mais une aide, l'usage idéologique permet d'ignorer le sens économique-politique. La valeur d'échange devient la confusion de l'économique et du culturel, du don et du profit, de la générosité et de l'exploitation.

Mais le plan Marshall va permettre une qualité nouvelle de la marchandise, celle de produits dont l'usage invente un nouvel échange humain. L'impérialisme économique

importe les produits de l'utile et de l'agréable, les machines outils mais aussi les produits de l'usage ludique, libidinal, marginal, les biens de nécessité mais aussi ceux du désir. Ce dernier genre de produit contient deux sous-ensembles : les produits jusqu'alors inconnus en Europe et les produits traditionnels (bien connus de l'Europe) du ludique, du marginal, du libidinal, d'usage très sélectif avant la guerre, produits devenus rares, produits maintenant importés et qui connaissent un saut quantitatif de l'usage.

Ces deux types de produits seront le double aspect du marché noir. C'est un phénomène qui n'a pas été interprété comme une réalité structurale de la marchandise ludique, libidinale, marginale. Pourtant, l'impérialisme américain s'est accompli dans le marché noir. C'est l'échange direct de l'import-export et de la distribution, du surplus et de son usage, du trop qui ne sert plus, du pas assez du clandestin. Tout un recyclage, une revente de la marchandise, une reconversion qui n'est autre que le passage du mercantile au vénal. Puis cet affairisme deviendra normes de l'échange économique « légal » en tout un secteur qui va connaître encore une extraordinaire expansion... mais après une longue attente, bizarre, que nous expliquerons...

La valeur d'échange est devenue vénale ! Et vénalité du ludique, du marginal, du libidinal.²⁸ Et comme cette vénalité est dérisoire : le surplus de l'impérialisme est la rareté du bien désiré. Comme il est facile à l'impérialisme de vénaliser le mercantile, de surenchérir sur la vente en dégradant de plus en plus l'usage.

Du don à la vénalité : deux modes de soumission — du politique et des mœurs — par la marchandise. Double composante de la valeur ajoutée, nouvelle figure de la forme marchande. L'échange économique s'est imposé comme échange entre les gens. Le mercantilisme est aussi la vénalité.²⁹

Le plan Marshall est bien l'acte étymologique de notre modernité : il crée une rupture décisive avec l'éthos de la Vieille France. Mais une marchandise « culturelle » va prolonger cet effet en instaurant un nouveau champ de l'imaginaire et de la sensibilité en totale rupture avec cette Vieille France. C'est le film, marchandise venue d'Hollywood, autre importation massive, qui se situe dans la foulée du plan Marshall (les accords Blum).

Le plan Marshall a proposé la marchandise-don. La valeur ajoutée — culturelle, idéologique — est immanente à la valeur d'échange. C'est le premier moment de la mutation de la forme marchande : une nouvelle valeur ajoutée met en forme une marchandise. Avec le film, c'est une deuxième mutation, radicale : c'est la valeur ajoutée — la culture — qui est la marchandise.

Mon premier est une marchandise : le film ; mon second est une industrie : le cinéma ; mon troisième est un monopole, une grande concentration productive, une usine (à rêver) qui est aussi une prestigieuse image de marque : Hollywood. Si vous n'êtes pas convaincu de la nature capitaliste du phénomène, nous ajouterons : mon quatrième est un réinvestissement de la plus-value, ce qui vérifie et accomplit une loi du

capitalisme (la plus-value du primaire due à l'esclavage a permis les grandes chaînes de production du secondaire et une part de ces nouveaux surprofits a pu s'investir dans le tertiaire : la grande usine à rêver qu'a été Hollywood). Et mon cinquième est un monopole de la distribution, et mon sixième est un billet d'entrée. Mon tout est l'art cinématographique, le nouvel imaginaire, la nouvelle mise en forme esthétique du ludique, du libidinal, du marginal... la nouvelle marchandise culturelle.

Le cinéma est l'art du capitalisme. Il est cette énorme ambivalence : l'art de la société industrielle... lorsque celle-ci est aussi la société capitaliste. Il est ce moment où la technologie la plus avancée et l'idéologie la plus... avancée sont en parfait rapport d'expression. Par le capitalisme, la technologie cinématographique peut réaliser tout son potentiel. Par cette technologie, le capitalisme peut se représenter en images belles et exemplaires.

Le nouvel imaginaire est aussi un nouveau réalisme, le réalisme même. Dans la nouvelle réalité constituée par la nouvelle révolution technologique, une technologie permet de représenter cette réalité. Le cinéma est l'imaginaire d'un réalisme, il représente une réalité et il ne peut exprimer que cette réalité. L'imaginaire est une pellicule *impressionnée*. Celle-ci ne fait qu'enregistrer, que reproduire ; elle n'invente rien.

Le cinéma est un moment décisif dans l'histoire de l'esthétique... et des modes de production. Entre le potentiel de l'imaginaire et la réalisation cinématographique, le rêve et la réalité, le désir et son objet, le projet subjectif et la marchandise culturelle, il n'y a plus de distance mais rapport d'expression immédiat. On ne peut plus rêver, comme le roman a pu le permettre. Celui-ci a été l'art de l'interprétation, des possibles..., de l'ineffable. Il a inventé... le romanesque : la quête d'une mise en contenu propre à la liberté de chacun. Il permettait de réaliser à sa manière le modèle. La mise en forme était l'art du romancier ; la mise en contenu était l'art du lecteur. L'art du roman consistait à proposer le canevas que le lecteur devait ensuite compléter. « Jette ce livre, Nathanaël. »

Le cinéma est une culture de masse. Il est l'art industriel de la production de série des modèles culturels. L'affinement esthétique n'est que leur modulation en fonction des sous-groupements sociaux.

Mais ainsi, le libidinal, le ludique, le marginal accèdent à une autre vie qui n'est plus celle de la rêverie sentimentale du roman, un effet de réflexion, mais qui est au contraire une représentation contraignante, inéluctable, d'une puissance réaliste qui interdit tout effet de réflexion, de mise en forme et en scène personnelles. La lecture du roman est un acte, du sujet-lecteur. Le sujet-spectateur est totalement passif. Le travail de l'imaginaire n'a plus à être fait. Il est consommé.

Le rêve s'est fait réalité : c'est le rêve américain. Ce qui n'était qu'une virtualité, un projet aux formes contingentes devient une norme prescriptive. Et celle-ci est la représentation esthétique. La culture de masse permettra la banalisation radicale de

cette étrange... banalité, le rêve américain. Le corollaire, c'est que cette promotion dans l'univers des formes de la société industrielle (et comme formes monopolistes, hégémoniques) est aussi l'interdit qui frappe maintenant tout autre imaginaire, celui de l'idée d'avant sa représentation, du désir d'avant sa césure, de l'informel d'avant la mise en scène. Le roman est mort et toute la culture qu'il avait créée.

L'esthétique a rencontré la technologie pour devenir modèle culturel. La réalité même du procès de production, la technologie qui s'accomplit, accomplit aussi, en leur donnant la plus belle forme possible, le libidinal, le ludique, le marginal possibles grâce au capitalisme.

Ce modèle culturel est une marchandise. Le nouvel usage du ludique, du libidinal, du marginal est vendu. Le cinéma permet d'acheter le mode d'emploi du capitalisme. Il faut bien se rendre compte de son fabuleux pouvoir : il est un modèle — le modèle même de l'usage capitaliste —, il est une esthétique — l'esthétique même de la société industrielle —, il est une marchandise — la valeur ajoutée à la production industrielle par l'idéologie capitaliste. De là sa signification, bien plus que culturelle : ontologique.

Le cinéma est la production du modèle culturel qui met en relation d'engendrement réciproque l'imaginaire et la marchandise (celle qui est spécifique du nouveau marché, le marché du désir). Il tient les deux bouts : le rêve et la réalité, l'esthétique et le marché, l'utile et l'agréable. Il permet aussi d'interdire l'autre, l'ailleurs, l'authentique imaginaire, tout ce qui n'est pas la culture de la technologie cinématographique. Il fait oublier le rêve, du passé, et il interdit tout autre désir, de l'avenir. Ainsi procède l'idéologie monopoliste : elle crée un temps, un vécu, sans mémoire et sans avenir.

Mais l'importation cinématographique du rêve américain ne rencontrera pas, en France, les infrastructures qui correspondent à la forme marchande du capitalisme avancé. Ce rêve américain n'atteindra que relativement la Vieille France, les mœurs de la tradition. Ce sera une acculturation de transition, à la fois profonde et relative. Ce ne sera plus comme avant, mais ce ne sera pas encore l'idéologie du désir.

Mais l'autorisation est venue d'en haut. C'est l'État lui-même qui non seulement a consenti mais a voulu le don-promotion de vente du plan Marshall. C'est lui qui inaugure « la démoralisation de l'Occident ». C'est le principe même de la volonté générale, de l'esprit public qui a agréé, aussi, la conquête du marché culturel de l'impérialisme américain. La nouvelle marchandise est intervenue même dans le sérieux, dans les instances superstructurelles qui doivent gérer la nouvelle économie et qui devront de plus en plus consentir à ses exigences idéologiques.

Cette nouvelle marchandise, maintenant, conditionne aussi, évidemment, le frivole et tout le frivole. Le marché noir du surplus, circuit parallèle au marché officiel et quasi institutionnalisé, est à l'origine d'un nouveau modèle de comportement.³⁰ Une nouvelle vénalité, un nouvel échange, un nouveau genre de relation font passer le système D à un nouvel affairisme. C'est le style d'une nouvelle bourgeoisie, celle de St-Tropez, qui se complète d'un autre courant, venu du show-business, pour proposer les nouveaux

modèles d'un divertissement qui se moque de l'austérité et de la pénurie de l'après-guerre.

De nouvelles figures du libidinal, du ludique, du marginal, vont surgir. Elles renouent avec celles du luxe et du standing d'avant la guerre, mais avec l'arrogance des parvenus de l'affairisme. Elles restent encore sélectives, élitistes, délimitées à des groupes et des lobbies, mais elles craignent de moins en moins de se montrer et très vite elles vont même s'afficher.

La consommation de masse de la marchandise-imaginaire (le rêve américain de l'industrie cinématographique) autorise un autre éloignement, une autre « distanciation » avec « la mentalité » Vieille France. C'est une situation très particulière : un imaginaire « pur », en ce sens qu'il permet de décrocher des valeurs de la tradition, de s'éloigner d'une idéologie d'avant la guerre, mais sans en venir aux pratiques, aux usages concrets que ces nouveaux modèles culturels autorisent. La consommation de cette marchandise crée un entre-deux réalités : celle qui s'efface, qui disparaît, que l'on commence à parodier, à chambrer, et celle qui n'est pas encore le marché du désir. On a le modèle mais le produit est encore trop rare (il s'agit approximativement de la période circonscrite de la Libération à la prise du pouvoir gaulliste).

Mais alors le CME accède à sa phase d'ascendance. Il devient urgent qu'il propose les modèles culturels nécessaires à la nouvelle consommation. La nouvelle forme marchande devra être celle qui satisfera le désir des nouvelles couches moyennes qui assurent le fonctionnement de ce CME. Elle doit être, donc, la consommation d'une économie politique radicalement différente de celle du CCL. Elle doit traduire la mutation de la production et de la consommation, de l'infrastructure et de la superstructure. Il faut rendre compte, en termes de valeur d'échange, de toute une prodigieuse et prestigieuse gamme d'objets, d'usages, de prestations de services.

Il faut constater alors une situation très paradoxale, très curieuse : le retard du modèle d'usage sur la nouvelle consommation possible. Nous l'avons déjà constaté : la France, pays rural, de culture radical-socialiste, de notables, ne dispose pas de ces modèles de consommation. Le rêve américain — et sa réalité d'impérialisme économique — n'a fait qu'autoriser une rupture. Il a rendu disponible. Mais l'imaginaire hollywoodien a proposé des modèles ludiques, libidinaux, marginaux inutilisables dans la situation de classe des nouvelles couches moyennes. Ce sont des standards trop typés, trop particularisés, trop gros.

La nouvelle vague (cinématographique) aura fonction de les particulariser dans la culture française, de proposer des standards affinés, des modèles culturels du libidinal, ludique, marginal à l'usage des nouvelles couches moyennes qui ont maintenant les moyens de les appliquer. Mais il ne s'agit là, encore, que d'un secteur élitiste, d'une médiation étroite. De nouvelles pratiques sont possibles, mais réservées à une minorité.

C'est le rock qui permet une francisation de masse des standards américains. C'est la musique d'une « génération », plus précisément d'une classe d'âge, laquelle est le

premier surgissement des couches moyennes. Une relation dialectique quantité-qualité s'objective en une culture encore sélective mais qui va se massifier, élargir de plus en plus son audience. Nous ne reviendrons pas sur cette implantation culturelle de la nouvelle marchandise musicale.³¹

Il nous suffira de constater que ni la nouvelle vague (cinématographique) ni le rock ne peuvent modifier en profondeur les mœurs de la société globale. Leur influence est très relative. Mais l'idéologie des nouvelles couches moyennes, par ses locomotives (metteurs en scène et autres vedettes des medias) se détache de plus en plus de l'idéologie de papa, du sérieux de la classe moyenne traditionnelle, de la Vieille France.

Cette longue période de latence s'explique par le fait que le CME n'est pas encore passé au stade de la commercialisation autorisée pourtant par ses chaînes de production. Il a dû respecter un ordre de priorité : l'infrastructure avant la superstructure, la production avant la consommation, le montage des chaînes de production avant le montage des modèles culturels du marché du désir.

Aussi, d'Hollywood en nouvelle vague, du plan Marshall au rock, le désir de classe se mûrit, se gonfle, s'exaspère. Les objets, les usages, les prestations de service apparaissent, sont là, à portée de la main mais sans qu'on sache s'en servir ; manquent les modèles culturels de référence, l'habilitation, le statut, les signes. Les couches moyennes sont disponibles ; les objets et services aussi. Mais on n'ose pas encore, on ne sait pas comment faire. Faut-il demander la permission ? A qui ?

La situation se fait explosive : le désir est devenu une virtualité, un potentiel qui a accédé à des formes parfaites, à des projections imaginaires standardisées et francisées. Il dispose aussi maintenant de tous les moyens matériels de la réalisation. Mais il y a encore l'interdit de la Vieille France, de la vieille coutume, de la morale.

Mai 68 est devenu nécessaire : un énorme psychodrame national qui permettra — au niveau de l'État-nation, des instances suprêmes — la conquête de la permission, l'habilitation des nouveaux usages, des nouvelles mœurs. Ce n'est qu'après que le CME ait mis en place son infrastructure qu'il peut proposer les modalités superstructurales de son usage. (Et le sérieux de ce travail infrastructural renâcle à consentir à la frivolité de ces usages. De Gaulle devra être remplacé par Pompidou.)

Une virtualité longtemps mûrie s'actualisera en une totale perfection des modèles. Ce qui n'était que discours utopique, usage cinématographique, va devenir une pratique banale. Mais après que le problème ait été posé en termes politiques très précis et qu'il ait été débattu au niveau national, comme un super-drame, avec barricades et émeutes. Mai 68 a été le référendum passionné et spontané qui a entériné les nouvelles mœurs. C'est le 14 Juillet des couches moyennes, qui s'inventent une saga de libéralisation des mœurs, contre « l'état répressif » et la « famille bourgeoise ». L'irruption et la « spontanéité » de l'événement proposent les péripéties exemplaires de cette saga. Une lente et profonde évolution s'actualise d'une manière explosive. Il faut que les

événements soient exemplaires et décisifs pour liquider les valeurs du marché de la rareté (la morale). Et il faudra le Mai-Juin des travailleurs pour délimiter les conquêtes de l'idéologie du désir, pour les contourner et obtenir d'importantes réalisations sociales.

Dire que Mai 68 a proposé les modèles culturels qui deviendront ceux de la société permissive — modèles nécessaires au marché du désir — semble être un paradoxe qui va à l'encontre des idées (idéologiquement) reçues. Nous ne reviendrons pas sur la nature réelle de la récupération qui révèle le récupéré en sa vérité bourgeoise. Mais pour bien distinguer le Mai-Juin des travailleurs du Mai 68 étudiantin (qui certes a été à l'origine d'événements qui ont évolué selon des revendications propres aux masses laborieuses), nous montrerons le rôle du campus (Nanterre, Vincennes, etc.). C'est une entité spatio-temporelle qui porte en elle-même un énorme potentiel idéologique. C'est une usine idéologique qui exprime aussi la production de série propre au CME, mais production des théories et des pratiques nécessaires à une nouvelle société « libérée ».

Nous considérons ce campus comme un phénomène de production spécifique ; il caractérise la nouvelle division du travail idéologique. Il aura été l'usine idéologique de la production :

- 1° Sélective et élitiste, par des petits groupes qui vont essaimer ;
- 2° De nouveaux modèles ;
- 3° De la consommation libidinale, ludique, marginale.

Les couches moyennes sélectionnent leurs meilleurs représentants, les fils qui vont accéder aux métiers et rôles sociaux de l'animation professionnelle des nouveaux secteurs (tertiaire, quaternaire), métiers et rôles sociaux de l'encadrement de ces secteurs, pour qu'ils produisent les modèles culturels nécessaires à la nouvelle reproduction idéologique (celle qui permet le marché du désir). Isolés, en vase clos, en séminaires de recherche spontanés et informels, en bouillon et brouillon de culture, ils vont produire des modèles matriciels, des standards qui seront à la fois de savants discours idéologiques et des pratiques, des usages, des mœurs.

Le procès de production idéologique est totalement rénové. Il devient une production de modèle, en laboratoire (le campus), en série. Il s'adapte au procès de production spécifique du CME.

A la période de production idéologique par les instances de la reproduction traditionnelle des rapports de production (État, famille, école) a succédé une production idéologique confiée à des spécialistes, spécifique de la nouvelle consommation des couches moyennes. C'est la culture du campus : la production des modèles de série par les instances les plus qualifiées. L'imaginaire, l'utopie deviennent des productions qui modèlent les nouvelles mœurs. Il est proposé le modèle de rupture (avec le passé) et d'intégration (à la nouvelle société).

Le campus prolonge la culture américaine (c'est un modèle importé, lui aussi, des USA : un surplus), mais invente aussi la modernité des couches moyennes françaises. Il

est le lieu de passage, la médiation nécessaire entre le potentiel de l'imaginaire (apporté par l'industrie hollywoodienne) et sa réalisation dans le marché français du désir. Il est la médiation entre les standards du rêve américain et les pratiques culturelles de « la nouvelle société » de Chaban-Delmas. Les modèles culturels de la nouvelle consommation, d'abord importés, sont adaptés à la production française. Le libidinal, le ludique, le marginal autorisés par le capitalisme, d'abord pur spectacle, deviennent des pratiques quotidiennes. Dans *Le Capitalisme de la séduction*, nous avons décrit le processus de la banalisation et de la massification qui permet d'imposer le marché du désir à la Vieille France. Un tel travail sera fait par un spécialiste : *l'animateur*, autre division du travail idéologique. C'est un diffuseur. Il reprend les modèles standards fabriqués à l'usine (idéologique) et il les particularise, les affine. Il est un peu l'agent de maîtrise de l'idéologie. Alors qu'au campus ce serait plutôt les ITC. Mais agent de la maîtrise de la libéralisation permissive. Il sera partout, en milieu de travail et en milieu de loisir. Il va « rénover » les superstructures traditionnelles, l'Éducation nationale, par exemple.³² Il sera aussi « le créativiste » des nouvelles infrastructures de la jouissance (Club Méditerranée).

4. Les dernières conquêtes de la forme marchande

Le terrain est libre : la nouvelle forme marchande peut s'élancer à la conquête de la société globale ; la nation va devenir son marché. Elle va faire du citoyen un client, « un consommateur ». Plus d'interdits, un marché du désir en constante expansion (ainsi une crise constamment « dépassée »). La Bête sauvage³³ va enfler, enfler...

L'évolution de la société française vers la société de la forme marchande généralisée passe essentiellement par la conquête des réseaux de distribution. Le système de commercialisation de la production de série va entraîner toute une modernisation des infrastructures de communication et d'information (informatique, télématique, vidéo, etc.).

Mais le génie de l'expansionnisme commercial consiste aussi et surtout à conquérir les espaces sociaux par définition non marchands. Et d'en faire des marchés privilégiés, des vitrines. Le marché du désir va se diffuser dans la culture, la tradition, le loisir, trois modes d'existence qui tendent à devenir les trois piliers de l'économie marchande.

Le capitalisme est inventif, créativiste, d'une imagination débordante. Constamment il invente des produits, des usages, des cultures. Nous avons déjà, dans nos autres livres, inventorié ce qui nous semble être l'essentiel de ces conquêtes de marché. Nous ne proposerons ici qu'une synthèse schématique.

Le monde de la culture va devenir un spectacle. Celui-ci un divertissement. Et ce divertissement un marché. Le nouveau bien culturel relève d'un double processus de récupération mercantile. C'est le lieu exemplaire où la technologie d'avant-garde (les medias, la chaîne hi-fi, etc.) devient une culture de masse qui est un énorme marché. Par

cette technologie s'instaure une individualisation de masse (si l'on ose dire) qui reconstitue une écoute intimiste, subjective, désirante. Un nouveau produit (par exemple le rock) est spécifique de cette consommation. La culture traditionnelle ne peut encore exister que par cette nouvelle mise en forme mercantile. Après avoir été soumise à un nettoyage (Planchon, Vitez, Chéreau, Béjart) nécessaire au divertissement des masses libérées, émancipées, à qui on ne la fait plus.

Autre détermination essentielle de la nouvelle forme marchande : la totale réciprocité promotionnelle (promotion de vente) entre le modèle culturel et le produit mercantile. La chaîne hi-fi fait la pub du rock comme celui-ci fait la pub de la chaîne hi-fi. Aimer le rock c'est vouloir une chaîne hi-fi. Et comment ne pas écouter du rock lorsque l'on possède une chaîne hi-fi ! Les deux termes s'engendrent réciproquement et engendrent le nouveau désir, comme consommation de masse.

La nouvelle forme marchande va recouvrir, récupérer deux autres espaces sociaux d'une énorme importance stratégique. Ceux de la résistance possible de la société d'avant le CME. (Nous avons déjà proposé le double aspect de cette société. Celui de l'espace rural, venu du mode de production féodal, de la province engendrée par la Royauté puis par la République. C'est la Vieille France, qui est aussi la douce France. L'autre espace social est celui conquis par le Front populaire, la Résistance, celui des lois sociales qui sont aussi l'aboutissement du vieux combat laïque et républicain.)

Les spatio-temporalités inventées, produites par ces deux cultures, vont être récupérées pour et par la consommation mercantile. Tout un temps libéré par le travail, qui avait pu devenir temps de loisir-social, va être occupé par l'industrie du loisir.

Le loisir social est plus que le loisir : une collectivité s'organise selon des conduites qui préfigurent la société socialiste. Cette vocation originelle des lois sociales (du Front populaire et de la Résistance) sera contournée par les marchands de soleil et de neige. La disponibilité conquise sera occupée, « colonisée » par la disponibilité propre aux nouvelles couches moyennes. A l'origine opposés, le temps social libéré et la disponibilité du désir de classe vont s'identifier. Ce désir va parasiter et occuper les spatio-temporalités qui s'étaient conquises contre la bourgeoisie et qui, en fin de parcours, sont reconquises par la génération bourgeoise qui suit. L'idéologie du désir va devenir la société du loisir. L'industrie du loisir, du plaisir, du divertissement, de la mode, va se déverser en un encadrement spatio-temporel tout fait, aménagé, disponible, qu'il suffira de perfectionner. Au niveau macro-social, des mentalités, des mœurs, le loisir s'identifie de plus en plus à la consommation libidinale, ludique, marginale selon les modèles voulus par un marché du désir en croissance de plus en plus accélérée.

Cette industrie a réalisé un fabuleux renversement du projet socialiste, sans lequel elle n'aurait pu être. La société civile est cette récupération magistrale du temps libéré (par le travail) pour aménager l'énorme profit du temps de loisir. Nous atteignons le troisième niveau du profit radicalisé, de la mercantilisation d'espaces sociaux de vocation non marchande, extrême et subtile exploitation de l'homme par l'homme.

Après l'exploitation du travail, l'extorsion nouvelle de plus-value par le productivisme, après l'exploitation du fruit du travail (par les biens d'équipements) voici l'exploitation du loisir conquis par le travail.

Le capitalisme a réalisé, à ce niveau, comme une perfection de sa perversité. C'est une opération particulièrement ironique et cynique : le marketing de son marché par les lois sociales. Celles-ci deviennent l'instrument du profit. Ce qui avait été arraché au père (bourgeois) et qui l'avait désolé est devenu pour le fils (bourgeois) un autre champ de spéculation et un sujet de réjouissance. C'est un moment parfait de la social-démocratie libertaire. La conquête sociale est aussi conquête de profit ; plus le temps peut être libéré et plus le profit de l'industrie du loisir pourra être augmenté.

Nous avons déjà constaté³⁴ que l'espace rural, lui aussi, avait été soumis à une spéculation aussi rusée et cynique. La forme marchande en a été profondément modifiée, en tant que spéculation « dialectique » (à deux moments) qui ne fait d'ailleurs que prolonger et perfectionner le vieux réflexe du bourgeois enrichi et parvenu qui réinvestit dans la terre, accède à la propriété rurale. C'est une constante du Moyen Age à nos jours. Mais maintenant ce comportement s'élargit aux dimensions urbanistiques d'un mode de production, en tant que spéculation à deux niveaux. Le superbénéfice de l'urbanisation HLM³⁵ est réinvesti dans l'achat des terres et maisons rurales. La spéculation à la ville se place à la campagne. Le même spéculateur a, chaque fois, affaire au même « client » : celui que l'on re-loge à la ville a été dé-logé à la campagne. Double gain : de la « valorisation » de l'habitat urbain et de la dévalorisation de l'habitat rural. Le spéculateur loge cher et rachète à bon marché ce qui a été désertifié.

Il est essentiel de constater que cette spéculation propose une double forme marchande, celle du marché du travail et celle du marché du désir. Le paysan-ouvrier circule selon la concentration de la *production*. Le marché du désir est de sens contraire : *régionaliste*. Il va occuper les spatio-temporalités antérieurement industrielles et en particulier les terres traditionnelles de la pauvreté : bords de mer, montagnes, terres arides (de l'ensoleillement). Il va récupérer ces lieux d'austérité et de misère pour la fête, la convivialité, le ludique, le libidinal, le *marginal*. Ainsi procède l'implacable et ironique marché capitaliste, l'implacable convivialité.

C'est qu'alors la main-d'œuvre qui est encore sur place est particulièrement bon marché. Ceux qui ne sont pas partis sont ceux qui disposent de la moindre formation professionnelle. Ils seront disponibles pour le travail saisonnier de l'hôtellerie (ou du gîte rural). Ils mettront en place et entretiendront les équipements.

C'est dans la mesure où la culture traditionnelle a reculé que l'oppression économique s'est renforcée (de la campagne vers la ville) et que l'espace du désir s'est développé.

La forme marchande du désir s'avère l'exact reflet inversé de la forme du marché du travail. Sur le même territoire, deux effets contraires. C'est parce qu'il y a eu de

nouvelles normes — combien répressives — de la production qu'apparaissent les nouvelles normes — combien convivialistes ou permissives — de la consommation.

C'est *dans* la substance même de la province, de la ruralité, du village que le ludique, le libidinal, le marginal vont maintenant s'accomplir. Le désir de classe s'implante dans la tradition pour prendre ses formes. Et pour se vitaliser, se tranquilliser, se justifier. L'excroissance parasitaire se glisse dans le corps social de la pérennité. La convivialité social-démocrate aura les infrastructures du sérieux de toujours.

C. — LE LIBÉRALISME POLITIQUE — LES NÉCESSITÉS SUPERSTRUCTURALES DU MARCHÉ

De Gaulle est bien l'homme de l'histoire : non pas qu'il soit le plus pur héros de la Résistance (cette gloire est celle de Jean Moulin) mais parce qu'il a été l'homme du CME. Nous en ferons le tournant de l'histoire, celle qui passe du capitalisme parlementaire au capitalisme présidentiel (si l'on veut bien nous autoriser ces formules).

Le parlementarisme (la III^e République) a d'abord été le régime politique qui a permis la synthèse de l'État républicain et laïque (l'encadrement politique) et de la nation rurale en voie d'expansion économique. Cette dernière est celle des petites et moyennes entreprises de la campagne, du bourg, et de la petite et moyenne ville. Le rythme de croissance est lent : c'est celui d'unités productives qui répondent à une situation préindustrielle ou de la première industrialisation.

Le radical-socialisme est le lieu de synthèse du politique et de l'économique : la croissance de la France rurale, d'un tissu économique de petites et moyennes entreprises, est encadrée, harmonieusement, par les notables du bourg et de la petite et moyenne ville. C'est aussi le lieu de régulation de la croissance, une « progressiste » croissance, car républicaine et laïque, celle de la « libre entreprise » à la campagne et à la ville. Mais croissance très lente, soumise à ce centre de gravité de la nation qu'est la petite entreprise (rurale et urbaine). Et croissance de la classe qui possède ses moyens de production.

Le capitalisme, en France, va donc se développer dans un contexte économico-politique très différent de celui qui a permis les grandes nations industrielles et capitalistes (Angleterre, USA,...) qui n'ont pas connu ces freins à la fois infrastructuraux et superstructuraux.

Ce capitalisme est d'abord « sauvage », comme tout capitalisme de la première révolution industrielle, mais cette croissance sauvage est à la fois brimée et facilitée par le cadre économico-politique que nous venons de définir. Les lobbies se développent en un espace non protégé, non institutionnalisé, à côté de l'encadrement républicain et laïque de la nation issue de la Révolution française et de la tradition jacobine, à côté des unités productives de la petite et moyenne entreprise. La croissance sauvage s'exerce en un espace neuf (extérieur à l'espace radical-socialiste), qu'elle modèle à sa guise. Elle peut ainsi engendrer des corps sociaux spécifiques, des supports économico-politiques des nouveaux réseaux de production et de commercialisation, des mécanismes parallèles, d'abord occultes, mais qui tendent à avoir pignon sur rue. Un autre corps social se développe, fonctionne par lui-même, en un espace de création de plus en plus accéléré et centralisé. Ainsi le capitalisme passera du CCL au CM, en interférant de plus en plus sur le pouvoir politique du radical-socialisme.

D'abord des groupes de pression, des collusions (plus ou moins scandaleuses) puis une véritable synthèse de ces deux France : l'Empire colonial. Le parlementarisme devient la gestion de cette situation (particulière à la France, à cette formation sociale particulière) : la synthèse de la France des notables radicaux-socialistes et de la France du capitalisme mi-CCL, mi-CM. Il faut les deux pour faire un empire colonial à la française.

Notre lecture de l'histoire n'est pas celle d'une histoire de la politique politicienne, événementielle mais de la situation structurale, de la réalisation historique, économique, culturelle. Que l'on ne nous reproche pas d'ignorer l'opposition de la Belle Ame du radical-socialiste de la première génération. Nous ne faisons que constater que son fils sera le petit blanc, le cadre de l'Empire colonial. Et que l'idéologie édifiante du colonialisme — la république investie d'une mission pacificatrice et civilisatrice — est dans cette filiation. Enfin nous rappellerons que toute cette aventure coloniale s'est accomplie dans la « pacification » de la SFIO, en Algérie.

Cette situation va se prolonger dans la IV^e République. Mais alors le parlementarisme va se heurter à un autre contexte historique. La France de la Libération propose d'autres rapports de forces entre, d'une part, le pouvoir politique issu de la Résistance — le programme du Conseil national de la Résistance — et d'autre part le capitalisme de la fin de l'Empire colonial.

Cet affrontement exclut de Gaulle, qui doit s'en aller. La résistance populaire se méfie de celui qui a désarmé les FTPF. Le capitalisme colonial qui avait joué le pétainisme se méfie aussi de celui qui a fait fusiller Laval. Mais leur neutralisation réciproque autorisera le retour de l'homme providentiel. Les deux adversaires auront tiré les marrons du feu pour le néo-capitalisme, celui qui a besoin d'un autre régime politique et de l'homme fort qui peut l'imposer.

La plupart des exégètes du parlementarisme de cette époque n'ont pas su dégager son rôle de transition. Il aura permis une passation de pouvoir, d'un capitalisme à un autre. Et surtout il aura su liquider une situation révolutionnaire, celle de l'écroulement du vieux monde. Il remodèle un État-nation disponible au CME.

D'une part, il saura progressivement laminer, réduire, isoler la France issue de la Résistance. Mais en même temps, en se servant du progressisme, il porte de très rudes coups à l'impérialisme colonial (Mendès France). Il aura proposé le champ clos où les deux adversaires se seront épuisés en un combat sans merci.

De Gaulle pourra les achever. Au nom de l'antiparlementarisme ! En achevant le travail du parlementarisme, il achève aussi ce parlementarisme. Ce sera la fin du programme du CNR et du vieux colonialisme. De Gaulle cueillera les fruits du régime politique qu'il abat. Son référendum voudra dire, en substance : ni les communistes ni l'impérialisme colonial. Alors le néo-capitalisme, celui du CME, pourra se développer, devenir phase d'ascendance, car il n'est plus entravé soit par le

capitalisme *comprador*, soit par... un parlementarisme issu de la France républicaine, laïque, progressiste.

Le grand mérite capitaliste (du capitalisme moderne, français, étatique et hégémonique) de De Gaulle aura été d'éviter les deux grands écueils des mutations contemporaines : le nationalisme colonialiste, *comprador*, qui a bloqué l'expansion du capitalisme et qui a même viré au fascisme (Portugal, Espagne) ou la soumission à l'impérialisme économique des USA. Il a assuré la continuité de la nation jacobine à l'État monopoliste, du CCL au CME, du nationalisme (des guerres hégémoniques des nations occidentales) à l'impérialisme économique de l'État français. Il aura su liquider le pétainisme, neutraliser le socialisme, sortir de l'OTAN. C'est un Capitalisme monopoliste d'État à la française.

Le pouvoir présidentiel établit un rapport d'expression parfait entre le politique et l'économique, l'infrastructure et la superstructure, l'État et la nation. Enfin de Gaulle vint, enfin le CME trouva la superstructure qui correspondait à son infrastructure. La III^e République, le parlementarisme auront été la période de l'entre-deux : entre une superstructure qui se défait et une superstructure qui s'édifie, entre le vieux capitalisme colonial et le capitalisme des multinationales, entre l'impérialisme territorial et l'impérialisme du marché.

Toute une réalité infrastructurale — qui tendait depuis longtemps à recouvrir toute la réalité nationale (mais à qui manquait un appareil centralisateur et dirigiste) — soudain rencontre la forme parfaite de sa gestion. (Ce retard de la superstructure sur l'infrastructure va encore se répéter, et de même qu'il a propulsé de Gaulle au pouvoir suprême et présidentiel, il fera sa chute pompidolienne.)

Le passage d'une superstructure politique inadéquate, moribonde (le parlementarisme) à une superstructure qui permet un parfait rapport d'expression entre l'économique et le politique, modifie totalement les catégories de droite et de gauche. C'est une loi générale : droite et gauche sont relatifs à un mode de production (à la formation sociale qui le particularise).

Aussi le gaullisme va pouvoir se dire au-delà de la droite et de la gauche. Et effectivement, il est au-delà de la droite et de la gauche du capitalisme de l'Empire colonial, comme il est au-delà de la droite et de la gauche de la France rurale des notables. Il peut dénoncer les partis, son parti à lui étant le CME.

De Gaulle, parfait gestionnaire du monopolitisme d'État du capitalisme, est alors... de gauche lorsqu'il soumet les leaders politiques des pouvoirs économiques traditionnels. Et n'est-il pas encore de gauche en dirigeant la phase d'ascendance du CME qui va permettre de quadrupler la consommation des Français ? N'est-ce pas progressiste d'apporter « l'abondance » ?

C'est que le CME est effectivement, du point de vue technologique, scientifique, économique... révolutionnaire. Il donne une impulsion décisive à la production de série qui apporte l'équipement collectif et des ménages, bien-être et relatif confort. Le CME

est de ce point de vue un progrès sur le CCL et CM, une révolution : la France, en quelques décennies, aura changé comme elle ne l'avait pas fait en plusieurs siècles. La vieille nation rurale va enfin s'urbaniser, acquérir les équipements productifs qui permettent la compétition internationale : de Gaulle ne fait que profiter du progressisme technologique et scientifique. Et celui-ci est parfaitement compatible avec l'implacable et féroce oppression économique de l'implantation, de l'expansion (puis de la dégénérescence du CME). Le politique du CME, du régime présidentiel, du gaullisme, est cette double face : progressiste³⁶ et oppressive. Mais non réactionnaire, mais non socialiste : *libérale*. C'est le mot le plus adéquat pour dire cette ambiguïté qui est à l'origine même du capitalisme.

Le libéralisme, en son principe, est l'idéologie de l'économie de marché. Il est la condition superstructurale de la circulation de la marchandise. Il est une condition nécessaire. En passant du capitalisme colonial au capitalisme des multinationales, cette loi doit pleinement jouer. Mais alors il ne s'agit plus de conquête territoriale, mais de conquête de marché. Il ne s'agit plus d'administrer autoritairement un empire, mais d'organiser le libre échange.

Ce libéralisme, comme les catégories de droite et de gauche, doit muer d'un mode de production à un autre ; le CME tend à inverser les données originelles de l'idéologie libérale. Alors que le capitalisme, en son principe, est une oppression politique (capitalisme sauvage) et un libéralisme économique, il devient avec le CME un monopolitisme d'État au niveau de la gestion économique et « une nouvelle société », celle de Chaban-Delmas, « un libéralisme avancé », avec Giscard, qui tendent à rejoindre le programme social de la social-démocratie.

Le CME est coexistence, et même complémentarité, du libéralisme et du monopolitisme d'État ! Ce grand écart ne fait que rendre compte du progrès fonctionnel du capitalisme, d'un certain dépassement de ses contradictions internes. Maintenant, il a conquis l'appareil superstructural qui assure la meilleure gestion des monopoles. Ce dirigisme administratif se maximalise par l'étatisation, qui coordonne toutes les données superstructurales nécessaires au plus grand profit. Mais la marchandise, elle, doit circuler le plus librement possible. Et selon le meilleur marché possible (pouvoir d'achat constamment amélioré par le CME de l'ascendance).

La libéralisation progressive des mœurs sera coexistente (et même complémentaire) à l'oppression économique. Nous avons montré que les deux cibles étaient très différentes. L'oppression économique porte sur la classe ouvrière en particulier et sur les travailleurs en général (mais elle prend des figures encore plus générales selon les trois moments du CME). La libéralisation progressive des mœurs autorise le nouveau marché du désir dont la première clientèle sera les nouvelles couches moyennes. (Puis ce marché s'élargira, selon de nouvelles émancipations, qui porteront sur la société globale).

Mais avant d'établir cette nouvelle progression du libéralisme, faisons le bilan du

gaullisme. Il a fondé le régime même du libéralisme : *la société civile*, en son appareil superstructural, en son corps organique, en sa philosophie politique. Encore un paradoxe, qui témoigne de la prodigieuse habileté rhétorique et dialectique du capitalisme, qui fait de De Gaulle le prête-nom de toutes les mutations (politiques, économiques, culturelles) nécessaires au CME. Lui, qui prétendra avoir restauré l'État, aura été le promoteur d'un appareil d'État qui aura liquidé l'État issu de la Révolution française.

Nous avons déjà abordé la problématique de l'État en critiquant les auteurs qui, parfois au nom du marxisme, ont fait de l'État une « hypostase », une transcendance, une chose en soi. Le problème de « la nature » de l'État devient très vite une spéculation métaphysique ou un discours volontariste et partisan sur « le plus froid des monstres froids », essence moderne du mal. Notre étude anti-dogmatique consiste à n'étudier l'État que dans sa réalité historique et dialectique, pour définir des *fonctions*, des *rôles*. Nous ne traitons pas d'une essence qui fait de l'État un bloc monolithique, mais d'un fonctionnement situé dans des modes de production et ceux-ci situés dans la logique de la production.

Notre étude écarte l'abstraction dogmatique et l'empirisme de l'historicisme. Les fonctions de l'État dans un mode de production donné (une formation sociale particulière) doivent révéler la totalité des rapports de l'infrastructure et de la superstructure. « L'essence » de l'État n'est pas dans la nature de la superstructure, mais dans la nature de la dialectique historique de l'infrastructure et de la superstructure. Les fonctions de l'État sont la *gestion* du mode de production, lequel mode de production doit être situé dans un moment de la logique de la production (dans l'histoire universelle). Nous proposerons trois fonctions (historiques et dialectiques) de l'État.

L'État représente la *volonté générale*. L'État français est républicain. Sa légitimité est issue de la Révolution française. La volonté générale s'est substituée à l'arbitraire du monarque de droit divin. L'État est alors l'objectivation, l'institutionnalisation du projet démocratique en un appareil exécutif de cette volonté générale.

Aussi entropique que soit l'État de la III^e et IV^e République, il reproduit encore cette vocation qui est sa justification. C'est quand même l'État républicain et laïque, qui se fonde sur une certaine réalité démocratique. L'État, comme objectivation de la volonté générale³⁷ est l'idée qui fonde la civilité, la vie publique. Et il faut un minimum d'adhésion à cette idée pour que la vie publique soit possible. (Entendons-nous, cette adhésion collective peut être débaptisée, redistribuée, décentralisée, même. Elle peut être proposée en d'autres instances. Mais pour accomplir, aussi différentes que soient les modalités de réalisation, la volonté générale, le consensus démocratique.)

L'État est aussi l'expression de la *volonté particulière* de la classe dominante. Très vite, la loi est subvertie par l'intérêt de classe. Aussi l'État est constitutivement ambigu, à la fois volonté générale démocratiquement fondée et pouvoir de classe

économiquement usurpé. Mais, aussi brutale et cynique que soit cette prise de pouvoir, elle doit se justifier par la volonté générale. A notre époque, aussi charismatique que se prétende ce pouvoir, il ne peut plus dire « l'État, c'est moi » ; il doit s'étayer sur quelque constitution, référendum ou projet de retour à des élections. Tout pouvoir de classe quel que soit son régime (et même et surtout le régime présidentiel) doit proposer une légitimité, tant il est vrai qu'un processus irréversible s'est instauré par la Révolution française, une force de loi, un consensus républicain, une civilité minimale³⁸ (même le fascisme a vécu à l'ombre de la légitimité : Mussolini. Hitler lui-même s'est servi d'un succédané idéologique de la volonté générale — la race identifiée à la nation — pour justifier son pouvoir personnel).

L'État a un troisième rôle, qui peut se prétendre « neutre ». Il assure l'équipement de la nation, la gestion des services publics. Au sens large : appareil centralisé de l'administration. *C'est l'appareil d'État.*

Cet appareil d'État assure un service de production et de reproduction d'infrastructures qui peuvent apparaître comme « neutres ». Ainsi les PTT. Mais sous couvert de gestion administrative nécessaire au développement de la nation, l'État — l'État de l'intérêt particulier qui combat la volonté générale — s'est emparé de cet appareil exécutif pour en faire sa chose, l'instrument de son pouvoir. L'État est devenu appareil d'État. Dans la mesure où il n'est plus l'État, celui de la volonté générale, dans la mesure où il n'est plus que l'intérêt particulier, celui de la classe dominante.

C'est le moment gaulliste, celui du Capitalisme monopoliste d'État, qui plus exactement est le capitalisme du monopolisme de l'appareil d'État. Nous reprocherons au sigle CME de fausser la réalité et d'apporter un grave malentendu (qui a été exploité à fond par les dogmatismes staliniens et révisionnistes). Le CME ne peut atteindre son apogée que par la destruction de l'État issu de la Révolution Française. Il est la fin de cet État. Celui de la volonté générale. Et il est alors monopolisme de l'appareil d'État qui sert la volonté particulière. Cette distinction a une importance capitale : ne pas confondre le combat contre le CME et le combat contre l'État, appareil exécutif de la volonté générale.

Le CME, par de Gaulle — le pouvoir personnel légitimé par le régime présidentiel —, impose à la volonté générale la volonté particulière du grand capital. Au nom du service public, de l'intérêt de la nation. Le développement de la nation va devenir le développement du grand capital. L'appareil d'État n'est plus exécutif de la volonté générale mais de celle des multinationales. L'appareil d'État n'est plus l'émanation de l'État, mais celui du grand capital. Au nom de l'État. (Cette subversion ne peut être comprise que par la distinction État et appareil d'État.)

Le gaullisme est un moment décisif de l'histoire ; il représente la fin de l'État conçu par la Révolution française, pour devenir l'État de l'appareil d'État exécutif du grand capital, l'État présidentiel à la manière américaine³⁹, celle d'une démocratie formelle

circonscrite dans l'alternance (nous reviendrons longuement sur ce fonctionnement).

L'État-Nation, issu de la royauté et de la Révolution française, a perdu son essentielle armature. Il va devenir une société civile, la *gestion directe* de l'économie politique (et quelle économie, celle du grand capital) par ce super conseil d'administration qu'est l'appareil d'État. La nation devient un marché. Le plan proposera la synthèse de l'infrastructure de la nation et de la superstructure bancaire qui la finance.

La société civile est une nation sans État qui est devenue un marché. Nous venons de proposer un premier engendrement de cette société civile, son premier attribut matriciel, nécessaire mais non suffisant. Définissons maintenant le deuxième attribut, le deuxième moment de cette généalogie de la société civile, selon un engendrement symétrique mais inverse, apparemment contradictoire mais absolument complémentaire. Alors le corps social sera enclos dans la société civile, en haut et en bas, à droite et à gauche, par l'infrastructure et par la superstructure, par le sérieux et par le frivole.

Car le gaullisme est encore une société bloquée, à moitié France traditionnelle, à moitié société civile. On peut dire que de Gaulle (dans la mesure où l'intention personnelle a pu exister dans ce rôle de prête-nom du CME) n'a pas voulu la société civile. Le régime gaulliste est du côté du sérieux ; du trop sérieux, de la lutte contre le nazisme, de la reconstruction de la France, de l'industrie lourde, de l'équipement productif, de l'implantation des chaînes de la production de série. Comme nous l'avons dit, il a identifié le développement de la nation et celui du CME. Et cette médiation, entre la Vieille France rurale et la nation des multinationales, était nécessaire. Il fallait une marche forcée pour mettre la France à l'heure de l'Europe et de la compétition internationale. Et pour ce faire, il faut une autorité qui sache présenter en termes de nationalisme l'autoritarisme inhérent au CME.

Mais une fois ce travail fait, de Gaulle est de trop. Il bloque la deuxième condition nécessaire à la société civile : l'expansion d'un marché du désir qui dispose alors de tous ses moyens infrastructureux, d'une demande énorme rendue possible par la redistribution d'une partie des surprofits (politique des revenus), d'une offre non moins énorme d'industries, d'artisanats, de services qui ont passé le stade de l'essai et de l'implantation hasardeuse et qui maintenant enragent de ne pouvoir passer à l'exploitation massive et monopoliste. Tout un potentiel de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, des services, reste largement inexploité. Et au moment même où le capitalisme de l'ascendance fait les surprofits qui permettent les réinvestissements productifs dans l'industrie du loisir, du plaisir, du divertissement, de la mode. Alors que ces industries et artisanats, boutiques, services, disposent d'une clientèle de nantis, sélective, mais aussi d'une clientèle de masse. Toute une armée de parvenus (avec en tête le gros bataillon des nouvelles couches moyennes) entend jouir pleinement soit de ses profits soit de ses privilèges. Et la tête haute : le droit au désir.

Le problème économique, de gestion, est de passer à ce nouveau marché d'une

manière institutionnelle. La consommation ludique, libidinale, marginale ne doit pas rester un sous-marché, quasi clandestin, avec tous les risques de débordements que certaines situations historiques ont produits (prohibition, mafia...). Ce marché doit profiter de l'expansion nationale en s'inscrivant dans le processus normal de la croissance. Pour insérer ses nouvelles industries, son nouveau commerce dans la légalité... du CME. Pour profiter des lois qui le régissent. Pour s'épanouir dans les circuits de distribution créés, garantis, financés par l'État du CME.

Il fallait une révolution. Il fallait Mai 68 pour débloquer la situation et légaliser, institutionnaliser le marché du désir. Nous ne saurions trop insister sur ses enjeux. Le marché du désir est la conséquence directe du CME de l'ascendance. Celui-ci le secrète, mais ne peut l'organiser et l'institutionnaliser, trop pris par l'industrie et le commerce spécifiques de l'ascendance. C'est tout un nouvel univers à agencer.

Pour cela, il faut deux types de permission : étatique et morale. Il faut que l'État consente à inscrire le nouveau marché dans le fabuleux système d'expansion du CME. Et il faut aussi les nouveaux modèles culturels qui proposent les conditions superstructurales de ce marché.

Mai 68 permet de jumeler les deux opérations : la permission étatique sera accordée sous la pression des nouveaux modèles culturels (dont nous avons vu la généalogie dans le chapitre précédent) et ces nouveaux modèles connaîtront une expansion de CME — par la permission étatique. Mais, pour ce faire, il faut contourner l'interdit gaulliste, celui de la mise en place des conditions objectives de l'ascendance. C'est alors la secrète et subtile connivence du technocrate débonnaire et libéral (Pompidou) et de l'esthète libertaire (Cohn-Bendit). Les deux perspectives qui ont longtemps cheminé parallèlement, en s'ignorant, se rencontrent, pour se compléter. (En termes anecdotiques : de Gaulle voulait en finir avec l'occupation de la Sorbonne. Pompidou a laissé faire ; « ils y sont, qu'ils y restent ».) La société permissive naît de cette réciprocité des perspectives.

La société civile a d'abord conquis son espace sur l'État, contre l'État. Puis grâce à l'État, par l'État ; c'est cet État (qui n'est plus qu'appareil d'État) qui octroie la permissivité, l'institutionnalise et la diffuse. Mais en même temps la société civile conquiert un autre espace, sur l'espace familial, et contre la famille. Les modèles culturels de la permissivité liquident les interdits produits par l'éducation familiale. La vieille morale est ridiculisée, par l'amoralisme de la nouvelle consommation.

Cette morale avait une double composante : la reproduction idéologique de la classe dominante (l'éducation alors est une éducation civique au service de l'ordre établi) et la culture inventée par la Vieille France issue de la Révolution française, de la tradition républicaine et laïque, du Front populaire, de la Résistance. C'est une culture populaire dont le lieu de reproduction est aussi la famille.

La morale est déterminée d'une manière contradictoire (idéologie bourgeoise, culture populaire), mais dans les deux cas elle fait obstacle au permissif. Sa liquidation a donc

été l'autre condition nécessaire du marché du permissif. L'idéologie gauchiste a été l'instrument privilégié de cette opération : toute morale sera dite réactionnaire, ce qui permet de ridiculiser la résistance populaire, du travailleur chef de famille.

Puis, en un second moment, la société civile s'est diffusée par la famille. La consommation familiale a investi les nouveaux réseaux de distribution du marché du désir (la culture, la tradition, le loisir). Nous avons proposé la maison de campagne comme lieu privilégié et symbolique de ces nouvelles mœurs. L'éducation familiale, maintenant, prépare au marché du désir. Elle est même l'élément de base sur lequel repose le rituel initiatique aux mœurs permissives (Cf. *le Capitalisme de la séduction*).

La société civile tient les deux bouts : le macrosocial et le microsociale, l'État et la famille, l'instance suprême de la morale sociale et la cellule de base de sa diffusion. Il reste bien peu d'espace social qui ne soit un espace « libéré ». Le libéralisme est une conquête qui s'achève triomphalement par l'hégémonie de la société civile. Le marché du désir dispose des conditions superstructurelles de son expansion monopoliste ; les conditions subjectives du désir ont été produites par les conditions objectives de la société civile. La Bête Sauvage triomphe.

Et elle n'est autre que l'utopie, la vieille utopie, « l'incroyable » utopie libérale qui enfin s'accomplit, qui s'objective en un corps social. Le projet abstrait est devenu une réalité organique. On l'avait pourtant bien oubliée ; elle paraissait datée, d'un autre temps, celui des économistes anglais, de la première révolution industrielle.

Ce modèle utopique est le condensé de l'idéologie libérale. Rappelons ses trois propositions, déjà citées, qui s'articulent en un ensemble de complémentarités : la nature humaine est fondamentalement bonne ; elle a des besoins légitimes à satisfaire ; l'économie de marché propose les moyens de ces besoins. Trois légitimités qui se décrètent réciproquement.

Autre proposition de l'utopie : la vieille société empêche l'épanouissement du nouvel homme, le désir légitime est brimé par des coutumes rétrogrades, répressives (au moment des économistes anglais, c'est essentiellement les monarchies). Il faut lutter contre les interdits et les tabous.

Nous avons quelque peu modernisé le discours des idéologues du capitalisme originel, leur justification utopique, celle de la bonne nature, du désir légitime, qui est l'usage idéal de l'économie de marché. Pour montrer qu'il est une constante et même le cri de la prétendue modernité : c'est aussi le discours contestataire, gauchiste. La moderne utopie a eu l'habileté de se faire oublier, de faire oublier ses origines mercantiles, la justification, en dernière instance, de l'économie de marché, pour se proposer comme la rupture radicale avec le vieux monde (une aurore). Elle s'est camouflée en un discours anthropologique certes nouveau, mais discours qui ne fait que reprendre les principes du libéralisme originel. C'est du vin nouveau dans de vieilles outres.

La société permissive accomplit l'utopie originelle. Elle la radicalise et l'objective :

la société civile, corps organique. Le désir freudien permet d'accomplir le besoin originel. Il découvre même ce que ce besoin ne savait pas encore, car « refoulé » par la société victorienne, l'État, le père. Il le révèle à lui-même. Il le découvre, le déploie, le multiplie. Il propose ses fins et ses moyens.

C'est que ce besoin a longtemps été contenu par les nécessités de la production. Il a dû attendre, n'être que satisfaction des besoins apportés par les biens de production et d'équipements. Il s'est longtemps cherché, errant de marginalité en utopie. Ce n'est qu'en fin de production capitaliste que l'intention originelle atteint son accomplissement et que se révèle la nature exacte de son projet, de son désir. Tout cela pour en venir à la libido.

Enfin, la nature humaine est atteinte en son intimité, en son essence, combien cachée mais enfin révélée à elle-même. La libido était certes dans le projet utopique originel. Mais inconsciente. Ou plus exactement virtuelle. En puissance, préexistante à la réalité qui autorisera sa réalisation et qui alors autorisera aussi sa représentation, le savoir conscient, la théorisation freudienne.

La libido de l'utopie originelle est inconsciente car projet qui n'a pas encore ses moyens, virtualité qui doit attendre les conditions objectives de sa réalisation. Aussi la théorisation du désir ne fait que reproduire le processus historique : le passage de l'inconscient à sa représentation n'apparaîtra qu'au moment de la réalisation du désir, de l'utopie originelle.

Le discours freudien aura fabriqué l'espace anthropologique nécessaire à l'achèvement de l'économie de marché. Le projet initial du libéralisme s'accomplit par la libido. L'économie capitaliste révèle sa nature profonde en atteignant sa finalité. Le projet utopique originel a dû cheminer par les modes de production capitalistes pour atteindre sa réalisation et le savoir de lui-même : la libido. L'utopie alors s'achève, en son contraire, la réalité, qui l'accomplit et la dépasse. Elle est maintenant le corps organique de la société civile, réalité doublement constituée, par le désir de l'homme et par l'économie politique. Il s'agit alors d'une recreation intégrale, celle de l'être de la société civile, d'ordre ontologique (ontologie que la psychanalyse seule pourra connaître, et pour cause).

Au résultat des modes de production capitalistes (CCL, CM, CME) la société civile produit une « nature humaine » innocente, spontanée, libérée, dans la mesure où elle peut ignorer le processus qui l'a engendrée.⁴⁰ Cette substance — l'individu en tant qu'atome social qui ne relève plus des déterminations éthiques et anthropologiques de l'État et de la famille — est effectivement « libérée » de l'État et de la famille, mais du coup surdéterminée par le désir et le marché qui l'accomplit.

Deuxième partie

La lutte des classes de la société civile

La nouvelle répartition et signification des classes sociales

A. — (PETIT) PRÉALABLE MÉTHODOLOGIQUE

1. Les deux objectivations de la société civile — Comment le moyen de gestion de la crise instaure la crise généralisée

Nous avons proposé une définition historique de la société civile en tant que réalisation d'une stratégie. Celle-ci s'objective en un marché : le désir de classe est l'élément constitutif d'une nouvelle économie politique. Un projet (celui de la mise en place du meilleur des capitalismes possible, doublement définissable : par le plus grand profit et par la tentative de dépasser la crise économique traditionnelle, la contradiction interne du capitalisme) s'est accompli, réalisé, objectivé en une nouvelle économie de marché.

Une autre objectivation, structurale et matricielle aussi, est celle de la nouvelle répartition des classes sociales. Celle qui propose les conditions *a priori* de la production et de la consommation. Les classes sociales sont alors le corps social qui produit et qui consomme selon les déterminismes objectifs du marché.

Autrement dit, le projet du capitalisme s'objective selon deux systèmes spécifiques de la société civile :

- 1° Le marché du désir,
- 2° Les nouvelles classes sociales.

Cette double objectivation du même projet permet deux systèmes de régulation, de normalisation :

- 1° Du marché par les classes sociales.
- 2° Des classes sociales par le marché.

Ce jeu dialectique permet la « surdétermination » de la société civile. Il est le principe du contrôle, de la gestion de la crise. Celle-ci se répercute en deux systèmes de gestion qui par leurs paramètres spécifiques peuvent proposer des techniques, plus ou moins autoritaires, de rattrapage, de compensation, de manipulation.⁴¹ Les aléas du marché sont jugulés par la manipulation politique des classes sociales. Et « l'agitation » qui, alors, apparaît en celles-ci peut être neutralisée par la soupape de sûreté qu'est la manipulation économiste. (L'alternance est la mise en forme politique de ce jeu stratégique.) Ce jeu dialectique est la caractéristique de la société civile. Il est le moyen de normaliser la crise.

Nous nous proposons, maintenant, d'étudier les nouvelles classes sociales en fonction de ces remarques. Le capitalisme a hypostasié l'économique au point de l'identifier au fonctionnement de la société. Le corps social est devenu ce corps organique qui est la hiérarchie sociale en tant que pratique de marché. Plus rien n'échappe aux lois du capital. La radicalisation de l'économique, par le CME, est aussi la radicalisation politique du corps social.

Notre étude des classes sociales va consister à montrer que cette situation témoigne

d'une très grande force... et d'une très grande faiblesse. Elle assure une toute puissance du CME et en même temps une précarité certaine.

Car si le capitalisme peut, par ce mécanisme, exorciser la crise, du même coup, il en fait une *crise généralisée*. Celle-ci n'est plus dans l'économique seul mais dans tout le corps social, dans sa disposition de classes qui maintenant est devenue une situation de crise, au niveau existentiel, culturel. C'est plus qu'une crise de société. C'est une crise de civilisation, de l'âme. Celle-ci doit maintenant se soumettre aux exigences de l'économie de marché ! Le désir inventé par les couches moyennes, et le relationnel qu'il impose, sont devenus surdéterminants des valeurs morales et affectives. Les contradictions du capitalisme, rattrapées, compensées dans le corps social, sont devenues les contradictions subjectives.

C'est l'immanence des deux réalités qui est constitutive de la nouvelle lutte des classes. Celle-ci est à la fois le triomphe du capitalisme et sa plus grande faiblesse, le moment de la plus grande opposition réelle et virtuelle. Cette situation est sans recours : le capitalisme joue là sa dernière carte.

Notre étude des classes sociales va consister à montrer, sous le camouflage de la culture tendanciellement dominante, la nouvelle organisation de classes qui permet d'une part l'hégémonie du capitalisme (le CME) et d'autre part, les meilleures conditions objectives de... la révolution. Mais d'une révolution sans grand r, qui, nous le verrons, n'a plus rien à voir avec le révolutionnarisme ou avec le volontarisme politique.

2. La logique de la production

Notre étude historique nous a permis de définir les premières données, élémentaires et fondamentales, de la répartition des classes sociales en régime de société civile. C'est essentiellement le nouveau statut de la classe ouvrière et le surgissement des couches moyennes. Celles-ci sont la clé de voûte du système. Elles expriment l'originalité du CME, car c'est par ces couches moyennes que la nouvelle économie politique est possible.

Nous avons déjà suffisamment d'éléments pour proposer une définition spécifique. Cette étude va consister à reprendre l'ensemble des déterminations établies, mais sur un autre plan. Cette suite sera une synthèse. Nous accédons à un autre ordre. De la phénoménologie de la société civile nous passons à la logique qu'est la nouvelle distribution des classes sociales. Autrement dit, le parcours historique sera défini en son accomplissement. L'objectivation d'un devenir révélera la finalité de ce devenir. La résultante de la nouvelle économie politique sera le corps social, une réalité de classes figée, quantitative. Ce synchronique est l'accomplissement de la généalogie.

Définir la lutte des classes propre à la société civile relève d'un ensemble de conditions scientifiques qui doit faire éclater le dogmatisme marxiste (qui est le

meilleur moyen d'interdire sa connaissance). Nous allons encore bousculer bien des idées reçues (et par les marxistes et par les idéologues de la société civile). C'est tout un nouveau discours de la méthode (de la définition des classes sociales) que nous allons proposer. L'ordre *a priori* de la définition doit reprendre la logique de la production.

L'ordre matriciel sera donc : 1° Le mode de production (la différence de classe du CME et du CCL),

2° Le procès de production (le statut de classe selon la spécificité productive),

3° Le procès de consommation (le statut de classe selon le rôle dans la consommation),

4° La relation dialectique du procès de production et du procès de consommation. Cette conclusion synthétique permet d'atteindre l'intimité des rapports de production, l'ordre de l'inter-subjectivité (que le dogmatisme marxiste interdit *a priori* et que les idéologies tendanciellement dominantes détournent à leur profit).

B. — LE « POSITIONNEMENT » DES CLASSES SOCIALES EN FONCTION DES NOUVELLES COUCHES MOYENNES

1. Selon le mode de production

Les couches moyennes, répétons-le, sont la clé de voûte du CME. La mutation économico-politique s'accomplit en un nouveau corps social par le moyen... des couches moyennes. Proposer l'histoire de ces couches moyennes, de la Libération à nos jours, c'est faire l'histoire de France, c'est faire l'histoire de la société civile.

Mais comment peut-on prétendre comprendre quelque chose à cette histoire, si l'on ne fait pas la distinction radicale entre la classe moyenne traditionnelle et les nouvelles couches moyennes ? Il s'agit d'une « différence » fondamentale qui, à elle seule, permet de comprendre la nouvelle lutte des classes. Cette différence, en effet, est le pivot de la stratégie du néo-capitalisme. Et la stratégie révolutionnaire ne pourra se constituer que par la totale maîtrise théorique de ce phénomène.

Cette différence est celle du mode de production, entre modes de production. Elle indique le plus grand écart possible : *entre* le CCL et le CME. Différence « totale » de mode de production et non différence relative dans le mode de production. (Nous reviendrons longuement sur ces rapports dialectiques dont la dynamique est constitutive des classes sociales.) Il s'agit là de la détermination essentielle de la logique de la production. A l'origine de toute chose, comme matrice, le mode de production.

Oublier cette détermination originelle, c'est réduire la hiérarchie des classes à des entités subsidiaires qui se font abusivement déterminantes. C'est seulement par cette différence que l'on peut échapper aux classifications empiriques.

Mais si la différence est celle des modes de production, elle doit s'apprécier dans le dernier mode de production : le CME. La différence doit d'abord être dite en termes historiques, puis reconstituée dans le synchronique. La différence (entre les modes de production) est *dans* (le CME). Maintenant cohabitent dans le même espace social, économique, politique, culturel, l'effectivité du CCL et celle du CME. Une loi diachronique s'accomplit en une réalité synchronique. La différence d'ordre historique devient un élément surdéterminant du dernier mode de production capitaliste. Deux étapes, donc de notre définition.

Autrement dit : les PME ne sont pas les ITC.⁴² (Nous ne proposons, en cette formulation, qu'un aspect de la nomenclature classe moyenne traditionnelle et nouvelles couches moyennes.) L'étude de la lutte des classes consiste à mettre en relation dialectique — de complémentarités et d'antagonismes — ce qui vient du CCL et ce qui est spécifique du CME.

Tout d'abord, pour proposer la différence historique, définissons « la nature », le statut de classe de la classe moyenne traditionnelle :

1° elle est libre entreprise,

2° cette libre entreprise est propriétaire de ses moyens de production,

3° elle est classe « moyenne » car située entre la classe ouvrière et la grande bourgeoisie.

Très vite, dans le principe même, et même avant le principe, cette libre entreprise a affaire à une grande bourgeoisie du capitalisme commercial, industriel, bancaire.⁴³ Mais sans être hégémonique, cette libre entreprise est la meilleure expression de ce mode de production qu'est le capitalisme concurrentiel libéral. C'est par elle que se fait l'équilibre de l'accumulation capitaliste et du libéralisme politique. C'est la libre entreprise, propriétaire des moyens de production, qui est le plus parfait rapport d'expression entre l'unité productive et l'essence du capitalisme (du CCL). Et plus parfait rapport d'expression entre la liberté individuelle et la libre entreprise.

A ce moment, l'entreprise capitaliste se justifie par la libre entreprise, qui identifie la liberté individuelle et l'unité productive. C'est le meilleur moment du capitalisme, de sa justification philosophique et éthique : la liberté (issue de la Révolution française) s'investit dans le travail, comme liberté d'entreprendre, le potentiel de liberté devenant le mode de production : la libre entreprise. C'est un moment idéal, où l'autonomie productive du corporatisme devient la libre entreprise, où l'entrepreneur élargit son espace de production à la nouvelle liberté politique. Moment combien fugace, moment qui a justifié l'idéal démocratique des démocraties bourgeoises, moment des pères fondateurs de la démocratie américaine.

Mais cette libre entreprise est aussi une entreprise patronale. L'unité productive spécifique du CCL (comme l'atelier a été l'unité productive spécifique du corporatisme, comme la manse a été l'unité productive du mode de production féodal) est aussi exploitation de la force de travail et extorsion de plus-value, et de plus en plus. Car ce qui définit le CCL, c'est bien, tout d'abord, l'implantation de l'unité productive nouvelle qui réalise le progrès politique : la libre entreprise, mais pour qu'aussitôt ces libres entreprises deviennent concurrentielles et donc de plus en plus soumises à la loi du profit. La libre entreprise idéale et réelle, qui a vu l'identité du progrès politique et du progrès économique, va devenir une hiérarchie de classes. L'égalitarisme utopique originel débouche très vite sur l'inégalité des entreprises. Le champ de la libre entreprise s'accomplit par la hiérarchie grande, moyenne, petite bourgeoise qui caractérise le CCL.

Mais le passage du CCL au CM, puis au CME, va reconstituer une unité, celle de la classe moyenne : les PME rendront compte d'un ensemble qui contient certes des différences de classes, mais subsumées, surdéterminées par la grande bourgeoisie des grandes entreprises, des trusts, des monopoles.

Le concurrentiel du capitalisme s'est dédoublé en deux types d'entreprises : celles dont la concentration permet le grand commerce international spécifique du CME et celles qui répondent aux besoins de l'économie fermée ou peu ouverte (la France d'avant le Marché commun, en simplifiant). Certes, certaines PME peuvent accéder au

marché international mais pour des exportations subsidiaires si on les compare à celles des multinationales. Et bien souvent comme sous-traitance des grands monopoles. Le grand capital de par le monopolisme d'État, ramène les différences antérieurement radicalisées à une identité de classe moyenne : les PME. C'est la classe qui a été la libre entreprise utopiquement égalitaire, puis hiérarchie, grande, moyenne, petite bourgeoisie pour, en fin de parcours, n'être plus que la classe qui n'est pas la grande bourgeoisie du CME et qui n'est pas le prolétariat. Toutes ses différences ont été gommées par la surdétermination du CME. Entre la libre entreprise qui commence le CCL et les multinationales qui accomplissent le CME, la classe moyenne. Ce sont les entrepreneurs qui n'ont pas fait faillite, mais qui ne sont pas devenus de grosses entreprises ! Ils disposent toujours de leurs moyens de production, mais ils tendent à ne plus disposer des moyens nécessaires (étatiques) à la production de ces moyens. Ce n'est plus la libre entreprise.

Certes, en cet ensemble il y a une énorme disparité, toute une gamme de réussites ou d'échecs. Les clivages de petit et de moyen peuvent recouvrir de très larges différences. Il y a trois tendances, vers la grande, moyenne, petite bourgeoisie. Mais le parcours économique-historique que nous avons reconstitué les surdétermine en cette homogénéité spécifique du mode de production : la classe moyenne traditionnelle. (Celle-ci recouvre un ensemble de catégories socio-professionnelles très disparates : paysans, chefs d'entreprises, artisans, entrepreneurs, industriels, commerçants. Leur classification empirique — genre INSEE — ne peut pas rendre compte de la dynamique du mode de production, celle que nous avons proposée.) La libre entreprise continue de fonctionner, mais dans le capitalisme monopoliste d'état. L'égalité de la concurrence à armes égales joue encore, mais dans la radicale inégalité du CME, comme sous-traitance de la monopolisation et de l'étatisation de l'économie.

La libre entreprise est devenue PME : c'est une mutation radicale du statut de classe, le passage d'une hégémonie à une sous-traitance. La classe moyenne traditionnelle a donc un statut contradictoire, maintenant. Elle est toujours propriétaire de ses moyens de production, mais elle ne dispose plus des moyens nécessaires à la production de ces moyens ! Elle est donc soumise à la grande bourgeoisie du CME. Par ailleurs, elle continue d'exploiter la force de travail, la classe ouvrière. Et cette extorsion de la plus-value va s'exaspérer, de par la nouvelle relation avec le CME.

Maintenant, la PME doit rattraper, sur la classe ouvrière, le manque à gagner, plus exactement « le manque à profit » dû à la concurrence, au monopole des multinationales. Et « ce manque à profit » s'augmente des impositions étatiques qui sont nécessaires à « l'entretien » des monopoles (les charges sociales, la fiscalité...).

Aussi la lutte des classes — en ce secteur encore essentiel de l'économie nationale — tend non pas à être dépassée, comme le prétendent les idéologues de la société civile, mais à se radicaliser. Le patron exploite de plus en plus l'ouvrier. Et à cause de l'autre patron et aussi de cet autre sur-patron qu'est l'État. Car maintenant

deux effets s'accroissent : celui de la concurrence entre petites et moyennes entreprises (capitalisme de l'origine) et celui de la concurrence des multinationales (capitalisme de la fin). Il en résulte que plus l'entreprise se fait moyenne, et la moyenne petite, plus l'exploitation de l'ouvrier doit augmenter. La baisse tendancielle du taux de profit de ces entreprises ne peut se rattraper que par un plus grand productivisme. Plus le personnel est réduit, plus implacable doit être son exploitation. Cette situation objective tend à une rupture radicale entre le plus petit patron et l'ouvrier. La contradiction de classe tend à devenir une situation limite.

On pourrait même dire que ces classes se sont radicalisées au point de devenir des castes. Comme au Moyen Âge, lorsqu'une distance infinie séparait le plus petit chevalier et le plus gros paysan-laboureur, distance telle que le noble ne dérogeait jamais.

Mais en même temps, la PME, la classe moyenne, est de plus en plus soumise au CME, aux multinationales, à la grande bourgeoisie du grand capital. Et ce processus tend aussi à s'exaspérer à mesure que l'importance de l'entreprise décroît, de telle manière que le petit patron en est l'essentielle victime. A la limite, sa paupérisation tend à rejoindre celle de l'ouvrier. Mais selon cette ironique situation de la lutte des classes, qui confirme la radicalisation de celle-ci : ce petit patron peut être plus pauvre que le nouvel ouvrier, technicien qualifié, tout en étant le plus riche des patrons. De même que le chevalier du Moyen Age pouvait être le plus arrogant des hobereaux tout en vivant dans la misère, à côté de l'enrichissement du paysan-laboureur. Cette situation servira à la fois la stratégie révolutionnaire et celle du néo-capitalisme.

2. Selon le procès de production

Première définition, négative et formelle, des nouvelles couches moyennes : elles ne sont pas la classe moyenne traditionnelle ! La plus récente création d'entreprise fait partie de cette dernière. Les entreprises créées pendant le CME, mais d'après le modèle du CCL, sont à insérer dans la classe moyenne traditionnelle. La définition est une datation par le mode de production.

Deuxième définition, aussi formelle : elles sont moyennes, elles aussi, car situées entre la grande bourgeoisie et le prolétariat.

Troisième définition : elles sont couches, ensemble indéterminé et multiple. Elles portent en elles des différences qui tendent à se radicaliser en contradictions.

Il s'agit d'un ensemble homogène qui porte en lui une contradiction constitutive. En tant qu'ensemble homogène, il tendrait à être une classe sociale spécifique. En tant que couches, diverses et même contradictoires, il tend au contraire à n'être qu'indétermination de classe.

Mais comment le situer, alors, dans la lutte des classes ? En tant que classe ? En tant que couches ? Faudrait-il proposer cette bizarre entité, pour en rendre compte : classe-

couches ? Nous pensons que cet ensemble joue un rôle énorme dans l'actuelle lutte des classes, et justement à cause de l'étrangeté de son statut. Mais pour l'apprécier pleinement, nous devons dépasser les définitions formelles et proposer le statut des couches moyennes selon le procès de production. A quoi — et à qui — servent-elles ?

Leur engendrement peut être proposé à trois niveaux. D'abord la matrice, qui dérive du mode de production. Elle est à cheval sur le mode de production et le procès de production. Elle marque le lieu d'engendrement des classes sociales. C'est le moment où la nécessité du métier, de la fonction, s'objective, se réalise dans et par la population de classe. En même temps que la nouvelle division du travail, apparaissent les groupes sociaux qui la mettent en œuvre.

Le deuxième niveau d'appréciation relève des secteurs de la production. Cette classification est d'une valeur scientifique relative, mais bien commode pour l'exposé ainsi que le troisième niveau, proposé par les catégories socio-professionnelles. Ces deux dernières mesures apportent, certes, des quantifications très appréciables (l'INSEE a permis de mesurer bien des mutations de la société française). Mais isolés de leur matrice, non situés dans l'ensemble du procès de production, secteurs et catégories socio-professionnelles ont permis tout un système de connaissance d'un empirisme devenu le fondement de l'idéologie dominante (en dernière instance social-démocrate).

Les catégories socio-professionnelles vont être implicitement proposées d'abord comme des données constitutives des classes sociales, puis comme le seul critère de leur mesure, enfin comme les classes sociales elles-mêmes. Pour cela il faut méconnaître le rôle des secteurs de la production ; alors on propose une nomenclature qui confond toutes les données sectorielles.

Mais lorsque l'empirisme utilise aussi les secteurs de la production, c'est pour les couper de leur engendrement par le procès de production. Alors ces secteurs relèvent d'un autre confusionnisme et d'un autre amalgame. Ils dénaturent la réalité productive en lui imposant un encadrement artificiel car d'ordre synchronique. Mais surtout ils substituent des aires productives neutres (primaire, secondaire, tertiaire) aux contradictions immanentes à la production industrielle sous tutelle capitaliste. Ce refus de prendre en considération la nature du travail social fausse toute classification sectorielle.

Nous allons proposer l'engendrement des nouvelles couches moyennes en corrigeant l'empirisme social-démocrate par la logique de la production : le procès de production détermine les secteurs de la production et alors ceux-ci déterminent les catégories socio-professionnelles. Cela nous permettra de révéler ce que l'empirisme veut cacher, par son encadrement formel : le CME a proposé une division du travail telle qu'elle a profondément modifié la nature même du travail social. Empressons-nous d'ajouter que cette radicale mutation ne fait que ratifier, radicaliser même, les analyses marxistes. Le rôle déterminant de la classe ouvrière est plus que jamais confirmé. Mais cela ne peut

être reconnu que si l'on établit la différence du procès de production du CCL et du CME, que si l'on définit sa mutation historique et dialectique. Le dogmatisme reste figé sur un procès du travail défini par le CCL. Aussi il empêche de reconnaître la nouvelle lutte des classes. (Il ne peut pas reconnaître le rôle des couches moyennes, en particulier.) Aussi il interdit la définition de la stratégie révolutionnaire qui correspond à la division du travail imposée par ce CME.

Une première approche du procès de production du CME est le constat d'une évidence : l'extraordinaire extension du secteur dérivé de la production, le tertiaire. Rappelons sa moderne nomenclature empirique : transports, commerces, banques et assurances, services, administrations privées, car cet énoncé soulève aussitôt bien des questions. Cette classification a le mérite de situer les activités du tertiaire dans la totalité du procès du travail : après l'agriculture, après l'industrie apparaissent les métiers qui « vivent » de l'agriculture et de l'industrie, c'est-à-dire les métiers du travail non productif. Mais alors cette nomenclature apparaît comme trop restrictive et même inadéquate. Si le critère de classification est le travail non productif — et il doit l'être, pour rendre compte de la logique de la production industrielle — on doit encore étendre son espace et même transformer sa nature.

Nous devons faire intervenir d'autres secteurs dérivés, d'autres espaces du travail non productif apparus avec le CME : le quaternaire (et même le « quinquinaire ») pour préciser la spécificité de ce travail non productif. De même que le tertiaire dérive des deux secteurs matriciels, quaternaire et « quinquinaire » dérivent du tertiaire, témoignent d'un plus grand éloignement du travail productif.

Nous devons aussi confronter le travail non productif de la modernité au travail non productif venu du CCL. Il faut resituer les trois types de métiers qui constituaient l'embryon des couches moyennes (on peut les définir, en effet, selon une hétérogénéité de fonction et une homogénéité négative, celle de la non-appartenance aux grandes classes traditionnelles). Il s'agit essentiellement de la fonction publique, de l'employé de bureau du secteur privé, de la profession libérale. L'instituteur, le rond-de-cuir, l'avocat.

Au niveau du CCL, ces couches moyennes restent virtuelles ; elles sont soumises aux secteurs matriciels. Mais, en leur principe, elles disposent de ce privilège : leur élite sera aussi l'encadrement politique de ces secteurs. Elle fabriquera ainsi l'idéologie spécifique de la gestion parlementaire : le radical-socialisme.

La culture radical-socialiste va s'identifier à un système de parenté. Et celui-ci va témoigner de la promotion du secteur rural. L'instituteur, le professeur, l'avocat seront les trois étapes du passage de l'élite rurale à la culture urbaine.

De là l'ambiguïté de cet ensemble : il reste dépendant des secteurs matriciels mais il représente un autre rôle social. Il est une dérive de ces secteurs, qui ne peut pas se raccorder à un plus vaste ensemble, lequel lui permettrait un éloignement décisif.

Ce sera possible avec le CME. Ces embryons de couches moyennes connaîtront

l'extension quantitative qui autorise une mutation qualitative, un autre rôle, à cause de la nouvelle division du travail. Mais, en même temps, c'est tout le nouveau développement du tertiaire, une masse de nouveaux métiers (cf. nomenclature). Alors, l'articulation des embryons de classe sur la masse du tertiaire leur permet de quitter définitivement les déterminations originelles, rurales, pour devenir les organes privilégiés de la nouvelle culture urbaine, le personnel où se recrutent les leaders de l'opinion, les décideurs, les prescripteurs : « les intellectuels » au rôle prestigieux.

Ce sera une radicale mutation de leur rôle, de leur métier, de leur discours. A la base, l'instituteur reste l'éducateur du secteur rural : il doit se soumettre à l'ordre de la nécessité productive, à la praxis paysanne. Mais même lui tend à y échapper, depuis Mai 1968. A sa manière, il fait aussi une certaine promotion de la société civile, de l'idéologie de l'émancipation. La pédagogie traditionnelle a volé en éclats, au profit des nouvelles normes libérales. Au niveau intermédiaire, le professeur du secondaire est confronté au démantèlement de l'éducation nationale, imposé par le CME. Au mieux, il peut essayer de neutraliser cette anti-culture. Au pire, il la véhicule. Enfin, les professions libérales sont devenues totalement disponibles aux modèles de consommation spécifiques du CME.

Cette mutation de fonction débouche sur de nouveaux métiers. Le rôle se prolonge et, en s'accomplissant, se coupe radicalement de ses origines, de sa nécessité, de l'infrastructure. Le journalisme sera au résultat. C'est alors l'univers des médias, la fabrication, en douceur, de l'opinion. L'animateur couronnera le tout.

La mutation de l'enseignant, de l'employé de bureau (quelle différence entre le rond-de-cuir de Courteline et le moderne employé de banque !), des professions libérales permet de définir le rôle actuel de leur travail non productif. C'est une révolution ! D'organe de transmission, ce clerc est devenu décideur, prescripteur. Il est la locomotive de l'idéologie tendanciellement dominante. C'est lui qui homogénéise les couches moyennes. Par lui le tertiaire acquiert un rôle fonctionnel et idéologique déterminant. Alors que ce clerc n'est qu'un effet du procès de production, il devient le lieu de la production idéologique. C'est le privilège de la non-appartenance de classe, de la non-fixation ; ce clerc est le véhicule du devenir, le lieu de réalisation — en tant que métier — de la mutation du CCL en CME.

Mais cette figure du travail non productif ne fait que prolonger et élargir un effet antérieur au CME. Les couches moyennes qui en dérivent réalisent, certes, un saut quantitatif et qualitatif avec le CME. Mais si leur rôle idéologique est prépondérant (la mise en forme de l'idéologie spécifique du CME), elles ne sont qu'une partie de la population des couches moyennes. Tout le reste appartient à l'originalité productive du CME. Celle-ci va entraîner un bouleversement de la nature du travail non productif, elle va remodeler le rôle du tertiaire et produire de nouvelles strates de classe. Mais nous verrons aussi que le nouveau procès de production transformera même la nature du travail productif pour donner aux couches moyennes un rôle très important dans la

nouvelle lutte des classes.

Le nouveau procès de production (nous l'avons dit) est doublement définissable : c'est une révolution technologique et scientifique sous tutelle capitaliste. Il y aura donc deux ordres de fonctions, de métiers, d'activités : celui qui rend compte de la nouvelle division du travail et celui qui rend compte de la gestion capitaliste de cette production.

C'est un double développement du tertiaire. Le CME se caractérise par une mutation quantitative et qualitative des *services* (au sens large). C'est une nouvelle production de biens (un nouveau système d'échange ; une nouvelle valeur marchande). Ce nouveau tertiaire est *médiateur*. Il s'agit d'un *système de services* qui est à la fois nécessaire et contingent. Cette définition est fondamentale. Sans elle, on ne peut pas comprendre le statut combien ambigu des couches moyennes.

Une médiation a fait un saut qualitatif, qui bouleverse l'appréciation de la nature du travail productif et non productif. Une médiation s'avère à la fois nécessaire et contingente. Double nouveauté : un nouveau travail, médiateur, s'avère pourtant nécessaire et prend une dignité proche du travail productif ; un nouveau métier, médiateur aussi, s'avère parasitaire et prend une « indignité » proche, mais quand même différente, du parasitisme social traditionnel.

Cette double modification de la nature du travail s'inscrit dans la société du salariat généralisé. Celle-ci transforme totalement la société traditionnelle. Elle rend compte du nouveau mode de production, de son fonctionnement. Celui-ci est à trois étages :

1. La révolution technologique et scientifique qui est à l'origine des nouveaux métiers devenus nécessaires au fonctionnement *infrastructural* du CME, à de nouvelles communications, à de nouveaux échanges. Ainsi le camionneur, l'aiguilleur du ciel.

2. La récupération par le capitalisme des monopoles puis du CME de cette révolution pour un nouveau système d'exploitation. Cette opération est aussi créatrice d'emplois. Ceux de la *gestion*, soit étatique, soit privée, créations d'emplois d'encadrement idéologique et d'emplois de distribution des multinationales (le concessionnaire).

3. La société du salariat généralisé recouvre le tout et coiffe cette radicale différence de l'homogénéité de la production salariale.

L'originalité du travail spécifique du CME — celle qui se manifeste dans le tertiaire et le quaternaire — est d'homogénéiser une contradiction constitutive, antagonique, dans et par la société du salariat généralisé. Celle-ci va permettre une très importante inversion de sens : alors que c'est l'infrastructure productive qui est créatrice d'emplois, qui est à l'origine de la nouvelle division du travail (laquelle exige les métiers de médiation, de distribution), la superstructure étatique et capitaliste la coiffe, la surdétermine, la dénature en créant de nouveaux métiers artificiels, pour un nouvel encadrement des gens qui produisent et des choses produites, pour une nouvelle exploitation parasitaire.

Nous tenons là le principe de la contradiction des nouvelles couches moyennes. Nous avons l'explication, non plus magique et libérale, de la *bureaucratie* (bureaucratie

spécifique de la société civile, de la social-démocratie, du libéralisme). Nous avons aussi le fondement de la réhabilitation et de la valorisation des métiers de médiation, ceux qui assurent le fonctionnement devenu nécessaire des nouveaux services qui rendent compte de la révolution technologique et scientifique (des métiers peut-être non productifs mais nécessaires à la production).

En utilisant la nomenclature formelle et artificielle des secteurs de la production, mais pour en faire une réalité historique et dialectique, nous pouvons nous rendre compte de la spécificité du CME : les couches moyennes sont à la fois dans la nécessité et dans la contingence, dans la logique de la production et dans la logique du capitalisme. Les emplois créés par le CME sont à la fois une nouvelle réalité du travail (qui sans être directement productif est devenu nécessaire à l'infrastructure même) et une nouvelle modalité de l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais tout cela en une *indétermination de sens* qui tient aux couches, dans un flottement idéologique propre à ces couches et aux analyses (même marxistes !) de ces couches. Mais tout cela aussi en un déterminisme qui révèle la nouvelle figure de la lutte des classes, entre les emplois qui sont devenus nécessaires à la production (sans être directement productifs) et ceux qui sont devenus nécessaires à son exploitation.

Le CME bouleverse aussi la nature du travail productif : les ITC constituent un apport essentiel, qui remodèle la relation du secondaire et du tertiaire, qui engendre de nouvelles couches moyennes, qui modifie l'affrontement de classes.

Autre paradoxe, autre scandale statutaire : de même que les couches moyennes extorquent — indirectement certes — de la plus-value sans posséder les moyens de production, ces couches moyennes (une partie) deviennent des *forces productives directes* sans appartenir à la classe ouvrière traditionnelle ! L'ITC (une partie) est une force productive directe sans apporter ni le moyen de production (du propriétaire) ni la force de travail (de l'ouvrier) ! « Monstrueuse » situation statutaire propre au CME !

Certes, l'ambiguïté, en cet ensemble productif (ITC), est constitutive. Les ITC prolongent aussi le rôle d'encadrement autoritaire du cadre et du contremaître du CCL. Mais sous une autre forme : par délégation de pouvoir à la machine-outil, à la chaîne de production. Le taylorisme et le fordisme ont réalisé une passation de pouvoir du subjectif à l'objectif, de la contrainte politique à l'aliénation par la machine.

Le travail à la chaîne, par lui-même, est une radicale révolution de la nature du travail. La production de série est un progrès technologique décisif. Il permet de dépasser la pénibilité du travail (nous y reviendrons).

Mais cette infrastructure productive a été totalement récupérée par le capitalisme : les cadences infernales ne sont pas le fait de la technique, de la machine, de la chaîne de production ; elles sont surajoutées, imposées par le productivisme, par le personnel d'encadrement.

L'essentiel de l'idéologie contemporaine aura consisté à inverser cette relation, à imputer au travail à la chaîne l'aliénation propre au productivisme capitaliste. Alors, le

progrès scientifique et technologique peut-être rendu responsable de la nouvelle aliénation ouvrière.

Le personnel d'encadrement impose les cadences aux ouvriers... et à la machine, à la chaîne de production. Celle-ci est alors soumise à un rythme tellement contraignant qu'effectivement elle prend en charge le travail de surveillance. Le contremaître devenu agent de maîtrise est alors « libéré » d'une partie de son travail, ce qui le rend disponible à un autre travail, qui élargit son rôle de surveillant. Le « petit chef » devient un support essentiel du conditionnement politico-administratif. Il veille autant aux conditions de travail qu'au travail lui-même, pour les régler en fonction des nécessités du productivisme et des consignes du syndicat-maison. Alors que le contremaître était aussi une compétence productive, le rôle de l'agent de maîtrise s'achève en un service de pure surveillance politique, administrative, totalement parasitaire.

Mais, par ailleurs, tout un ensemble de fonctions embryonnaires, partielles (au niveau du CCL) a réalisé un saut quantitatif et qualitatif. Les ITC apportent une productivité directe, spécifique. Le travail intellectuel intervient directement dans la production à deux niveaux : la recherche fondamentale puis l'application technologique. Celle-ci est « productrice »... de la production : production de la machine-outil et des chaînes de production. Puis, troisième stade : la fabrication des modèles et la programmation de leur réalisation. Il s'agit là d'un travail directif. Mais le travailleur intellectuel intervient aussi dans le travail participatif : la manipulation nécessaire au fonctionnement de la robotique, de l'informatique et... l'entretien des machines.

Le phénomène est capital : le travail intellectuel et le travail manuel réalisent une complémentarité, une synthèse de par le procès de production. Le progrès est à ce moment où il réconcilie les deux ordres en tant que procès de production, figure synthétique du travail intellectuel et manuel, moment historique et combien paradoxal. Il se fait *dans* le CME et en tant que principe de... la fin de ce CME ! Il est à la fois la spécificité productive du CME et, en puissance, l'unité des travailleurs par et dans le procès de production lui-même. Nous verrons ultérieurement les stratégies contradictoires qui en découlent.

Mais le CME développe, contradictoirement, une oppression nouvelle (autre que celle du contremaître et du cadre, déjà décrite), un nouveau parasitisme, et par les ITC. Il invente de nouvelles procédures, de nouveaux services, de nouveaux métiers de la vente, de la distribution capitaliste : le marketing et la publicité. Le phénomène ne doit pas être réduit à des services annexes, qui ne feraient que se surajouter à la production capitaliste. C'est dans l'état-major des multinationales, dans l'organisation même des bureaux et services des grandes entreprises capitalistes qu'apparaissent les nouveaux services. Ce n'est plus seulement le service de vente qui est géré en fonction de la conquête de marché, en fonction directe de la concurrence, mais aussi le service de recherche et celui de la fabrication du produit. Le marketing apparaît maintenant dans le

principe même de cette fabrication. C'est évidemment bien plus que la publicité, à laquelle, la plupart du temps, on réduit la conquête de marché.

Mais si le capitalisme se caractérise maintenant par le marketing, la promotion de vente, la conquête de marché, c'est qu'il correspond à une demande, à une attente qui est de l'ordre de la consommation. C'est celle-ci que nous devons maintenant définir.

Conclusion provisoire sur les ITC : ils sont donc devenus — relativement — une force productive directe. Mais ils sont aussi doublement au service du capitalisme : par la promotion de vente (incluse dans la production) et par la reconduction et même le renforcement de la fonction répressive. Quelle ambiguïté : la nécessité et la contingence, le travail productif et le néo-parasitisme social se côtoient et se mélangent en une inextricable situation. Le même individu peut avoir les deux rôles, successivement... ou en même temps.

Nous avons proposé les trois sous-ensembles constitutifs de l'ensemble couches moyennes : les ITC, les services, puis le sous-ensemble combien disparate des métiers de plume, des professions libérales, des animateurs. Ces couches moyennes ont un rôle contradictoire dans le procès de production. Cette situation autorise deux stratégies contradictoires. L'une qui exploite et manipule les données favorables à la social-démocratie, à la société civile, à l'idéologie de la troisième voie. L'autre qui révèle tous les aspects négatifs de ces nouvelles situations professionnelles et qui propose à des travailleurs exploités l'alliance des couches moyennes et de la classe ouvrière.

3. Selon le procès de consommation... et sa dialectique avec le procès de production

Confrontons maintenant le dogmatisme marxiste à l'idéologie de « la société de consommation ». Notre double critique permettra d'établir les statuts de classe selon le procès de consommation.

Le marxisme a étudié essentiellement le procès de production. Effectivement il est prioritaire, car il instaure l'ordre des classes sociales (et s'il n'y a pas de classes sociales dans la société primitive, ce n'est pas parce que c'est l'Eden, mais au contraire parce que c'est le Panique, l'ordre du manque réel ou virtuel, car il n'y a pas de processus productif suffisamment élaboré pour garantir le minimum vital : les biens de subsistance, réduits à l'aléa de la cueillette ou de la chasse). Il y a classe sociale parce qu'il y a procès de production. Et plus celui-ci est différencié et plus sont hiérarchisées les classes sociales. Le CME est cette situation maximalisée.

Mais nous avons aussi constaté que c'est l'étude du procès de consommation qui a permis de rendre compte de la nature profonde de ce CME : la co-existence d'une consommation quadruplée et de l'austérité. C'est en proposant une logique des besoins et la généalogie du désir de classe que nous avons pu expliquer ce paradoxe, la contradiction constitutive du CME.

Ce genre de recherche est devenu urgent et nécessaire, car l'idéologie tendanciellement dominante s'est ruée sur le terrain laissé disponible par le marxisme. Toute l'idéologie de la société civile et de sa gestion social-démocrate repose sur la notion de « société de consommation ».

C'est de bonne guerre idéologique : l'adversaire a quitté la défensive pour l'offensive. Celle-ci est multiple. Mais « la société de consommation » a porté la polémique sur un terrain inexploré par le marxisme, où la défensive (marxiste) n'existait même pas.

Et cela pour plusieurs raisons. Les marxistes ont pu penser qu'il suffisait de dire l'essentiel (la lutte des classes selon le procès de production) pour agir vite et bien. Un volontarisme politique, de l'action militante privilégiée sur la connaissance, visait « à changer le monde » plutôt « que de le comprendre ». Connaître les rapports de production est nécessaire et suffisant.

Une autre raison, aussi essentielle, serait l'humanisme marxiste et une certaine conception de la liberté qui en dérive. Avant la révolution, le militant n'a pas à se soumettre à la morale bourgeoise qui régent la consommation. Et après la révolution : « A chacun selon ses besoins. » Dans les deux cas, le « fais ce que voudras » devient la loi... de la liberté. Comme corollaire, sur le plan de la connaissance : le refus de la science anthropologique bourgeoise considérée comme un scientisme normalisateur, un terrorisme culturel, le fondement des idéologies soit répressives, soit permissives. Un révolutionnaire n'a pas à fouiner — à la manière du psychanalyste — dans les secrets d'alcôve : cela ne regarde personne, que les intéressés ; respect de la vie privée, « ton corps est à toi ». Et encore une fois : pourquoi figer en une étude scientifique ce que la révolution veut balayer ? Le vieux monde n'a pas à être connu, mais à être transformé.

Aussi l'idéologie « de la société de consommation » a pu se développer sur un terrain laissé inexploré par les marxistes. Et lorsque le dogmatisme marxiste est intervenu, pour polémiquer, c'est pour invoquer... des dogmes. Ainsi la paupérisation absolue ! Ce qui, en régime de société civile, alors que la consommation a quadruplé, fait hausser les épaules, et n'est que faire valoir pour l'adversaire. Certes, la notion de paupérisation relative a pu corriger ce dogmatisme. Mais sans expliquer... « la société de consommation », c'est-à-dire sans proposer la dialectique de la production et de la consommation spécifique du CME, sans expliquer la stratégie de marché qui caractérise la société civile.

Et lorsque certains marxistes ont voulu quitter ce dogmatisme, pour enfin prendre en considération « la société de consommation » et pour la critiquer radicalement, c'est aussi sans références théoriques, sans avoir produit les outils conceptuels nécessaires à cette entreprise. Aussi sont-ils tombés, bien souvent, dans le panneau de l'empirisme de l'économisme bourgeois, en utilisant ses paramètres — au nom de l'anti-dogmatisme. C'est alors bien difficile de critiquer une notion idéologique en se servant des catégories idéologiques qui l'ont constituée ! Ainsi l'usage de la notion de niveau de

vie : si elle n'est pas située dans la nouvelle hiérarchie de classes, en fonction du nouveau marché, selon la dialectique de l'ascendance qui apporte « l'abondance » et de la dégénérescence qui apporte l'austérité, elle ne peut servir qu'à des études... empiriques, à tous les coups récupérables par les idéologues sociaux-démocrates.

Aussi les marxistes n'ont plus le choix : il faut théoriser le champ de la consommation, établir les lois dialectiques et historiques du procès de consommation. Autrement dit, il faut considérer que l'étude académique des rapports de production, celle qui exclut l'étude des rapports de consommation, est alors, par définition, un économisme.⁴⁴ L'étude des rapports de production doit proposer, en un engendrement dialectique, les rapports de consommation. Ceux-ci ne sont pas une annexe, un complément. Ils font partie intégrante des rapports de classes. Ils sont certes surdéterminés par le procès de production. Mais ce qu'il faut bien voir aussi, c'est que leur utilisation idéologique (« la société de consommation ») permet de surdéterminer ce procès de production : c'est l'idéologie de la société civile.

On ne peut comprendre la lutte des classes de la coexistence pacifique et de la société civile que par le statut scientifique et marxiste de la consommation. Alors on peut dévoiler l'idéologie de la société civile, le projet social-démocrate, en reconstituant la vraie société de consommation, celle qui ne fait qu'exaspérer une lutte des classes prétendue dépassée. Le procès de consommation ne fait que ratifier et radicaliser la lutte des classes définie par le processus de production.

Nous allons tout d'abord, nous aussi, utiliser deux des paramètres empiriques que les sciences humaines et les économistes ont proposés pour apprécier les niveaux et les qualités de cette consommation : le niveau de vie et le genre de vie. Mais pour en venir à des conclusions qui ne plairont guère à leurs utilisateurs habituels.

Le niveau de vie permet de quantifier. Cette mesure peut s'apprécier par le salaire, le revenu des ménages, le budget, les postes de dépense. C'est le pouvoir monétaire sur la consommation, qui renvoie à une hiérarchie sociale (bien souvent confondue avec la hiérarchie des classes sociales).

Le genre de vie permet de cerner le qualitatif. Il est autre qu'économique. On dit même qualité de vie : le culturel, des critères philosophiques et esthétiques même, interviennent pour le définir. Essentiellement, il nous semble être la mesure du pouvoir sur l'emploi du temps, celui de moduler le temps de travail et le temps de loisir en fonction des convenances personnelles.

Nous allons proposer une première détermination des classes sociales — en fonction de la consommation — en nous référant à ces deux critères.⁴⁵

Pour la classe ouvrière, niveau de vie et genre de vie sont en rapport d'expression immédiat. Il n'y a aucune distance entre les deux termes. Le niveau de vie désigne le genre de vie comme le genre de vie désigne le niveau de vie. C'est l'ordre de la nécessité. Elle est double : la nécessité économique — subsister — et la nécessité biologique — se reproduire. L'immanence de l'économique et du biologique est le

propre de la culture ouvrière (et paysanne). La vie de famille est le lieu — combien nécessaire — de cette culture. C'est une pratique (coutume) qui n'a pas de distance avec sa réalité quotidienne. Autrement dit : niveau de vie = genre de vie = vie familiale. De même, la production ouvrière et paysanne n'a pas de discours autre que son faire : elle est l'être même de la production. Elle produit la réalité. Pourquoi alors la commenter ou l'expliquer ? Elle n'a pas à dire, elle fait. Le relationnel est inclus dans la nécessité de la production. Produire, c'est établir l'absolu de la relation avec l'autre. La culture de la classe ouvrière est « nouménale » : elle est de l'ordre de l'être et non du discours sur l'être.

Au contraire, la culture bourgeoise n'est qu'une glose de sa propre existence. Elle dit le non-être de classe, une constante inquiétude, une constante interrogation. Et cela n'est pas que narcissique. Cela témoigne d'un manque d'être. La culture bourgeoise est existentielle et même existentialisme : à juste titre elle doute de la nécessité de son existence.⁴⁶

Le vécu de la nécessité est fait de l'accession à trois types de biens : ceux de subsistance, ceux de l'équipement des ménages, ceux du loisir (conditions de la reproduction de la force productive). Nous avons bien précisé qu'ils relèvent d'une légitime (oh combien) réappropriation et qu'ils n'appartiennent pas au marché du désir. La classe ouvrière ne « consomme » pas assez pour la bonne raison qu'elle ne « consomme » pas du tout. Cette bizarre formulation veut dire : la classe ouvrière ne « consomme » pas du tout parce qu'elle utilise, car pour elle l'objet est purement fonctionnel, alors que la consommation, celle de la vraie société de consommation, est un profit de classe et un investissement libidinal. La classe ouvrière ne « consomme » pas assez parce qu'elle est en situation de sous-équipement collectif et des ménages, parce qu'elle est l'essentielle victime de l'austérité, du chômage, en manque même des biens de première nécessité.

La bourgeoisie d'avant le CME propose une tout autre dialectique du niveau de vie et du genre de vie. Le genre de vie n'est plus seulement l'expression immédiate du niveau de vie. Ce qui caractérise la culture bourgeoise, c'est justement qu'elle peut « se libérer » de l'ordre de la nécessité. A la limite, la relation est radicalement opposée à celle du prolétariat. Ce n'est plus un rapport d'expression, mais d'exclusion.

Pour le prolétariat, il n'y a pas d'écart entre le niveau de vie virtuel et le niveau de vie réel. Aucun espace de possible : tout le revenu s'investit dans la nécessaire dépense. Pour la bourgeoisie de l'accumulation, la famille moyenne du CCL, tout commence par cet écart entre le possible et le réel : le niveau de vie réel est bien en dessous du niveau de vie possible, celui que le profit autoriserait, s'il ne devait être réinvesti de par les lois de l'accumulation et de la concurrence des « libres » entreprises.

Cette bourgeoisie propose les vertus de l'économie comme genre de vie. Economie au sens large, qui devient cette économie humaine que l'on appelle la morale, au sens

banal du terme. La morale du mérite est une morale qui accumule les vertus du travail et de l'économie. L'accumulation est vertueuse. L'écart se creuse ainsi entre la richesse et la jouissance (Weber a donné l'interprétation idéaliste de ce phénomène). En fin de parcours, c'est la distance maximale entre le niveau de vie potentiel et le genre de vie. Alors que l'accumulation autoriserait un très haut niveau de vie... l'accumulation impose au contraire un genre de vie austère.

Alors que le prolétaire dépense tout le bourgeois économise tout. L'un ainsi subsiste et l'autre accumule. Le genre de vie de l'un est son niveau de vie. Pour l'autre, le genre de vie est la dénégation, le refus et l'inversion du niveau de vie possible. Mais si le bourgeois peut mettre une distance infinie entre le niveau de vie (virtuel) refusé et le genre de vie accepté, il peut aussi proposer la même distance *entre les genres de vie*. Autre mesure de la liberté bourgeoise : après le pouvoir d'engendrer un genre de vie autre que celui du prolétaire, le pouvoir d'engendrer un genre de vie autre que celui... des autres bourgeois. Après le pouvoir d'échapper à la nécessité économico-biologique, le pouvoir d'échapper à l'autre nécessité (l'accumulation), au genre de vie originel, matriciel, fondateur de la bourgeoisie.

Car si l'accumulation est la finalité de... l'accumulation (visant ainsi au monopole) elle est aussi le moyen... de la jouissance. Le processus de l'accumulation engendre dialectiquement son contraire. Pouvoir accumuler c'est pouvoir... dépenser. La réalité de l'accumulation porte en elle la virtualité de la dépense.

Cette dialectique (accumulation-dépense) s'objective dans le système de parenté de cette bourgeoisie. Un conflictuel structural se manifeste : entre l'époux et l'épouse, le père et le fils, les enfants. Cette famille est celle du pathos de l'affrontement de l'économie et de la dépense, de l'avarice et de la prodigalité, du réinvestissement et de la jouissance. Cette virtualité, latence de la famille bourgeoise traditionnelle, drame et comédie du foyer, trouve les moyens de sa réalisation macro-sociale grâce à l'expansion économique, financière du capitalisme. En particulier grâce au capitalisme commercial (Cf. *Le Frivole et le sérieux*).

Aussi l'antagonisme latent du système de parenté s'objective en deux genres de vie : celui de la vertu, de l'économie, du mérite et celui de la prodigalité, du somptuaire, du gaspillage. (Il s'agit là d'une description allusive : *Le Frivole et le sérieux* et *L'Être et le Code* proposent les médiations d'ordre historique et sociologique.) La morale et l'immoralité sont donc les deux genres de vie de la bourgeoisie traditionnelle.

Avec le bourgeois des couches moyennes, nous retrouvons un autre rapport d'immanence, d'expression immédiate du niveau de vie et du genre de vie. Tout le revenu s'investit dans la dépense, capitalisme bancaire à l'appui. Le standing témoignerait même, à l'inverse du bourgeois de la classe moyenne traditionnelle, d'un genre de vie au-dessus du niveau de vie. Les couches moyennes ont tendance à vivre au-dessus de leurs moyens. Le genre de vie peut être symbolisé par le gadget : l'objet inutile mais qui est une acquisition ludique. Il marque l'accession au *superflu*, à des

objets ou à des services autres que les biens nécessaires et suffisants (comme pour le prolétariat).

Le genre de vie du nouveau bourgeois témoigne de l'ignorance et du refus de la nécessité. Double nécessité : nécessité économique-biologique du prolétariat, nécessité de l'accumulation de la bourgeoisie traditionnelle. C'est que son salaire *contient* une part qui autorise l'acquisition de biens qui sont *au-delà* des besoins élémentaires de subsistance et d'équipements. Ce salaire est un revenu garanti qui « libère » de l'économie systématique qu'est l'accumulation. Et il propose une part qui est celle de la redistribution de l'extorsion de la plus-value et du profit.

Aussi le nouveau bourgeois accède au genre de vie de « *la libéralisation* ». En une formule : le surplus d'extorsion de plus-value devient un surplus de salaire qui devient un surplus d'existence car surplus d'objets et de services. C'est le contraire de l'ordre de la nécessité. C'est le lieu de la contingence, de l'artifice, de la gratuité : le surplus d'un surplus.

Mais ce genre de vie témoigne aussi d'une... nécessité impérative. Celle de la nouvelle économie politique du capitalisme : cette consommation est la nécessité du marché du désir. Cette existence est une contingence nécessaire, un artifice utilitaire, une gratuité fonctionnelle.

Ce genre de vie — en l'occurrence le terme ironique de « qualité de vie » serait peut-être plus adéquat ! — permet de dépasser les déterminations morales des genres de vie de la bourgeoisie traditionnelle. Celle-ci fonctionnait sur l'antagonisme de l'économie et de la dépense, du père avare et du fils prodigue. Ces deux genres de vie relevaient d'une économie politique spécifique, celle de l'étymologie du capitalisme. En dernière instance, ce que la morale reprochait au désir, c'était d'être un investissement non productif ! Non seulement la jouissance consommait l'accumulation, mais, par elle-même, elle n'était pas une source possible de profit.

Avec le marché du désir, la jouissance devient une marchandise : toute la problématique morale traditionnelle est balayée par la nouvelle économie politique. Le désir est innocenté. Le nouveau genre de vie va témoigner d'un *amoralisme* radical.

Il est au-delà de la morale (de l'affrontement de l'économie et de la dépense, de l'avarice et de la prodigalité). Il a dépassé l'antagonisme traditionnel de la bourgeoisie.⁴⁷ Il porte en lui un énorme pouvoir de neutralisation, de normalisation, de standardisation du vécu.

Nous avons proposé un usage des notions de niveau de vie et de genre de vie qui n'est guère usuel, car niveau de vie et genre de vie du mode de production, des classes sociales. Nous pensons que cet usage est justifié, et par l'usage qu'en font ceux-là mêmes qui le contesteraient. Le genre de vie n'est-il pas une forme culturelle qui renvoie nécessairement à un « positionnement » dans « la société de consommation » ? Le genre de vie n'est-il pas conditionné avant tout par l'usage de l'objet (ou du service) mercantile ? Par son acceptation ou son refus ? N'est-il pas, en dernière instance, une

certaine idée que l'on se fait de la consommation ? N'est-il pas l'attitude devant l'économie et la dépense ? Nous n'avons fait que radicaliser des notions implicites et proposer une systématisation des termes utilisés par d'autres d'une manière pragmatique et empirique.

Le choix du genre de vie ne peut apparaître qu'au-delà d'un certain niveau de vie. Le genre de vie relève d'une contradiction intime : économiser ou dépenser. Ces deux termes sont les matrices de tout genre de vie. Et les études empiriques et pragmatiques ne font que ratifier nos thèses, en proposant des sous-genres de vie à ces deux genres de vie à priori.

Mais ainsi nous avons mis en relief l'étroite relation de la morale et de l'économie politique. L'économie politique doit être une économie humaine (un humanisme). Le problème de la répartition des richesses (du produit national) a sa solution dans la morale. Parce que celle-ci a son origine dans l'économie politique.

Une autre critique, encore plus radicale, de « la consommation » va nous permettre d'élargir le débat et de systématiser définitivement cette complémentarité (de l'économie politique et de l'économie humaine). Car cette remise en question de « la consommation » n'a porté que sur... la consommation. Elle a certes permis de mettre en relation dialectique ses données constitutives : les moyens (le niveau de vie) et les fins (le genre de vie). En utilisant les catégories mêmes qui ont servi (en partie) à fabriquer l'idéologie de la société de consommation, nous avons pu procéder à une première critique de cette idéologie.

Mais ce serait tomber dans le même travers que d'en rester là ; la consommation n'est pas une catégorie qui peut être réduite à une étude aussi unilatérale. La notion de consommation n'a de valeur que par sa relation à la production. Le procès de consommation ne signifie que par le procès de production.

Nous en venons maintenant au dernier moment de la logique qui définit la lutte des classes. Notre méthode l'a d'abord située en son lieu matriciel, surdéterminant : le mode de production. Puis second moment, l'ordre du procès de production. Ces deux ensembles proposent la lutte des classes comme exploitation de la force de travail et extorsion de la plus-value. Enfin troisième moment, contenu et surdéterminé par les deux premiers : les déterminations du procès de consommation.

Mais, pour atteindre l'intimité du mode de production, sa nature existentielle, nous devons définir le quatrième et dernier moment : la dialectique du procès de production et du procès de consommation. Alors la boucle est bouclée. C'est l'ordre éthique qui apparaît. Bien au-delà des niveaux et genres de vie, les mœurs de l'époque sont systématisables en un ensemble qui est aussi celui de la lutte des classes.

De très simples formules permettront d'axiomatiser l'éthos des classes sociales. Celles du CME. Certes, les « relations humaines » qu'elles systématisent existent antérieurement au CME, mais non totalement accomplies. Avec les couches moyennes un saut quantitatif a été réalisé. Et avec le marché du désir un saut qualitatif de

l'économie humaine. La société civile est au résultat. On peut la définir selon ces trois formules :

— ancienne classe dominante : classe moyenne traditionnelle : accumule plus qu'elle ne produit : $A > P$;

— nouvelles couches dominantes : couches moyennes : consomment plus qu'elles ne produisent : $C > P$;

— classe dominée : classe ouvrière : $P > C$ et $P > A$.

Proposons quelques commentaires de ces formules. Avant tout précisons que C, P, A ne sont pas des données empiriques, mais qu'elles sont déduites des lois du capital : extorsion de plus-value, accumulation capitaliste, réinvestissement, profit, etc. Nous avons défini les rapports de production du capitalisme (au sens large).

Pourquoi notre formulation, qui met sur le même plan classe et couches ? Nous avons voulu montrer comment des couches hétérogènes tendent vers une homogénéité de classe de par leur rôle dans le procès de production et de consommation. Mais l'ambiguïté classe-couches demeure. Nous reviendrons sur cette ambiguïté constitutive, donnée fondamentale de la nouvelle lutte des classes.

Troisième remarque : ces formules permettent de définir les rapports de classes en leur totalité : A, P, C. Les rapports de production sont définis en tant que dialectique du procès de production et du procès de consommation. On peut alors situer le système d'oppressions que doit subir la classe ouvrière, celles de A+C (des classes dominantes). Car il est évident que si $A > P$ et $C > P$ (les statuts des classes privilégiées) c'est *parce que* $P > C$ et $P > A$ (le statut de la classe ouvrière). Les statuts des classes dominantes ne sont que le corollaire du statut des classes dominées. C'est parce que $P > C$ et $P > A$ que la classe moyenne traditionnelle peut accumuler plus qu'elle ne produit et les nouvelles couches moyennes consommer plus qu'elles ne produisent.

Nous renverrons donc dos à dos la notion de « société de consommation », qui surestime et fausse le procès de consommation, en « oubliant » le procès de production, et le dogmatisme marxiste qui ignore le rôle nouveau de la consommation en régime de société civile et qui manque ainsi une composante essentielle de la lutte des classes.

Nos formules ($A > P$; $C > P$; $P > C$; $P > A$) nous permettent d'écarter tout un système de critiques faites au marxisme. Il ne serait qu'une morale du travail. Cette critique est très astucieuse en ce sens que cette morale du travail serait une déviation... du marxisme. Marx, le vrai marxisme, ne serait que la continuité de la philosophie des Lumières : la libération de l'homme... et libération du travail par la jouissance. *Au fond*, deux interprétations opposées : une morale du plaisir (le freudo-marxisme) et une morale du travail (le stalinisme). Nos formules permettent de renvoyer ces deux déviations dos à dos, en montrant que le CME est :

1° Un productivisme, une morale du travail *combien* pervertie

2° Une consommation de classe, privilégiée, une morale du plaisir combien pervertie.

Le CME a réalisé cette radicale inversion :

1° priver le producteur du fruit de son travail

2° faire de cette privation la consommation du non-producteur. Telle est la relation travail-jouissance qu'il a instaurée et qui est devenue lutte des classes.

Le marxisme propose cette transparence : production = consommation. C'est-à-dire la fin des morales du travail ou du plaisir. Par la réciprocité de la production et de la consommation. Une autre économie politique, une autre économie humaine : pour répondre à la crise de civilisation, à l'immoralisme et à l'amoralisme des classes dominantes.

Nos formules pourraient contribuer à un nouvel essor de l'humanisme marxiste. En proposant la synthèse de la philosophie traditionnelle et de la lutte des classes. En renforçant les assises théoriques de la lutte des classes des acquis de la philosophie.

Le marxisme dépasse, doit dépasser la philosophie traditionnelle. Mais dans la mesure où il l'accomplit. La lutte des classes est la solution des problèmes énoncés par l'éthique et la morale. Tout un programme qui n'est autre, nous le verrons, que celui de l'Union du peuple de France.

C. — DE LA SITUATION DE CLASSES AUX STRATÉGIES DE CLASSES

Nous venons de proposer une première approche des classes sociales. Nous avons « positionné » les nouvelles couches moyennes dans la société traditionnelle, celle de la libre entreprise devenue PME. Cette mise en relation correspond à l'apogée du CME ; elle caractérise la situation de classes de la société civile.

Ce qui est spécifique de l'actuelle société française, c'est cette double composante « moyenne » — entre la grande bourgeoisie et le prolétariat — qui dépasse de beaucoup la majorité sociologique et électorale de la nation.

Cette situation de classes est triplement caractérisable :

1. Par la différence radicale de l'origine, qui interdit toute confusion de la détermination de classe et de l'indétermination de couches, de la libre entreprise et des services, des PME et des ITC, de la classe moyenne traditionnelle et des nouvelles couches moyennes.

2. Mais aussi par l'identité de la situation moyenne (entre la grande bourgeoisie du CME et la classe ouvrière du CME), ce qui permet, par le bon usage de la médiation — les couches — , tout un système de complémentarités qui tend à surdéterminer les antagonismes internes (entre les couches) et externes (entre la classe moyenne traditionnelle et les nouvelles couches moyennes).

3. Enfin par la contradiction interne qui maintenant caractérise la classe moyenne traditionnelle et qui est dans le principe même des nouvelles couches moyennes.

Corollaire : toute la nouvelle lutte des classes est contenue dans ces trois propositions. Tout un système de mise en relation, d'inclusion ou d'exclusion, est défini entre deux ensembles originellement hétérogènes. La contradiction interne, constitutive de chaque ensemble, permet deux systèmes d'alliances radicalement opposés.

Nous avons insisté sur cette première mise en situation de classes car elle est quasi unanimement méconnue (à droite et à gauche) — « les couches moyennes » sont même devenues le fourre-tout de l'embarras doctrinal... et politique — , alors qu'elle nous semble être la caractéristique de la société française. Et alors qu'elle fonde les deux stratégies politiques des temps modernes (ceux de la société civile) : la stratégie social-démocrate et la stratégie révolutionnaire.

Mais nous avons aussi amorcé (et parfois assez avancé) une deuxième approche, une deuxième mise en situation, bien plus globalisante, puisqu'elle propose les rapports contradictoires de la double composante du moyen avec les extrêmes : la classe ouvrière et la grande bourgeoisie du grand capital.

La libre entreprise (devenue PME) témoigne de la liberté conquise par la Révolution française et du progrès technologique recensé par les Encyclopédistes. Liberté politique et progrès technologique se sont synthétisés en une unité productive. Mais cette libération de l'esprit et de la technique a été progressivement récupérée par le CCL et

le CM. En fin de parcours des modes de production capitaliste, le CME bloque à la fois l'esprit d'entreprise du patron et les forces productives. Les PME sont alors dans une situation contradictoire, la libre entreprise étant soumise aux multinationales, à un appareil d'État au service du grand capital. Et plus on descend dans la hiérarchie, plus la paupérisation s'accélère. A la limite, avons-nous constaté, le petit patron est déqualifié au point d'être « moins » que l'ouvrier qualifié, tout en étant condamné à être plus objectivement oppressif que le grand patron. Bien mauvaise affaire, lamentable gestion de l'économie politique et humaine.

La même contradiction, et par conséquent le même processus d'éloignement du grand capital et de rapprochement avec la classe ouvrière, circule de haut en bas, dans les nouvelles couches moyennes. Le progrès technologique et scientifique a permis une nouvelle division du travail qui a des effets contradictoires. Elle permet de satisfaire de nouveaux besoins, elle autorise le marché du désir (de classe). Plus de temps libre, moins de pénibilité. Mais ce progrès technologique et cette libération des hommes ont été récupérés par les exécutifs du grand capital, l'appareil bureaucratique de la société civile, ses services de gestion, de surveillance, de conditionnement.

La contradiction est devenue constitutive du « moyen », de l'entre-deux, entre le grand capital et la classe ouvrière. Telle est la caractéristique de ce deuxième « positionnement » des classes sociales.

Maintenant, notre analyse recouvre la société globale. Toutes les classes sociales, traditionnelles et modernes, ont été mises en relation. Mais comme situation qui exprime la surdétermination qu'est l'apogée du CME. Autrement dit, tous les éléments venus du diachronique ont été proposés dans l'ordre hiérarchique imposé par le synchronique. La nouvelle disposition des classes sociales rend compte du dernier moment de la logique de la production capitaliste. Ce sont les classes sociales de la société civile.

Allons plus loin, encore, car nous n'avons fait que proposer des éléments de base. Nous avons privilégié la classe moyenne et les couches moyennes, alors qu'il faut définir la totalité des rapports de classes dans la société globale. Nous n'avons pas assez déterminé les extrêmes : la bourgeoisie du grand capital et la classe ouvrière. Certes, nous avons déjà proposé les six figures de l'oppression spécifique du CME, qui radicalisent l'oppression économique de la classe ouvrière. Nous avons aussi déterminé l'essentiel des rapports de la classe ouvrière, de la classe moyenne traditionnelle, des nouvelles couches moyennes. Mais nous n'avons pas établi les nouveaux rapports de force, les stratégies politiques qui les subsument, les organisent. De même, le CME n'a pas été défini en son fonctionnement, selon son appareil de classe gestionnaire. Nous avons dit, certes, que l'appareil d'État s'était substitué à l'État pour mieux servir les multinationales. Comment cela se réalise ? Par quels appareils de classe ?

Nous devons passer de la mise en situation des classes sociales à la lutte des classes.

En un premier moment, il fallait dire l'essentiel des mutations de classes, celles qui rendent compte du passage du CCL au CME, de la société de classes du face à face bourgeoisie-prolétariat à la société civile. Et il est vrai que la lutte des classes est déjà contenue en ces analyses ; elle est immanente au procès de production que nous avons reconstitué. Mais il faut réaliser l'implication *militante* de cette étude scientifique. Il faut proposer la lutte des classes en termes de stratégie.

Celle-ci objective, fixe les processus évolutifs pour une fin autre que la connaissance. Elle les interprète, les décode et les met en forme selon un projet qui leur donne un autre sens. Elle organise une action à long terme pour accomplir le projet de classe. La stratégie est entre la représentation et la volonté, entre l'être et le devenir, entre la connaissance et l'action. En tant que telle elle est alors une détermination de classe fondamentale.

Autrement dit, étudier les classes sociales — leur nature — c'est... définir la lutte des classes. Comme nous semble bizarre l'étude qui définit les classes sociales extérieurement à leur lutte pour ensuite prétendre que cette lutte des classes n'existe plus !

Certes, l'économie fixe, détermine l'ordre des classes sociales. Mais cette instance suprême ne se manifeste qu'en dernière instance. Entre sa réalité et sa représentation, la puissance et l'acte, l'action militante intervient pour lui donner forme et sens, pour la modeler en fonction de cette action globale, collective, finalisée qu'est la stratégie. Et cela est valable pour les deux camps. C'est l'affrontement des stratégies, de droite et de gauche, du capitalisme et du socialisme qui constitue le constant devenir des classes sociales, qui décide aussi de leur nature.

Aussi allons-nous reconstituer cette nature des classes sociales en tant que lutte des classes et celle-ci en tant qu'affrontement des deux stratégies que la société civile définit. Car celle-ci a modelé un genre de société irréversible. Il y a deux types de lutte des classes en régime capitaliste : avant et pendant la société civile. Avant, c'est le face-à-face classe contre classe, après c'est l'affrontement du libéralisme social-démocrate et du socialisme. C'est l'ultime contradiction, le moment ultime de la lutte des classes.

La stratégie du libéralisme social-démocrate⁴⁸

A. — LA TECHNO-BUREAUCRATIE

1. Le corps élitaire — L'état-major de la gestion

La stratégie social-démocrate est devenue la dernière stratégie du capitalisme. La dernière, en date, mais encore et surtout la stratégie qui accomplit la finalité de ce capitalisme. Elle n'est pas un opportunisme, un accident : elle est l'essence même du CME, ce qui caractérise son accomplissement. Faut-il préciser encore que le terme social-démocrate a valeur de concept opérationnel ? Il ne peut être réduit à ses innombrables acceptions empiriques, toujours restrictives, car modalités géopolitiques, d'une politique, d'un parti, d'une idéologie.

Toute notre étude, jusqu'ici, a consisté à établir le cheminement historique vers la gestion social-démocrate du capitalisme. En son principe, la stratégie du néo-capitalisme est un projet social-démocrate. Elle l'organise selon trois axes contradictoires : oppression économique, libéralisme politique, permissivité des mœurs. Alors, cette organisation sociale — la société civile — permet de répondre aux nécessités de la nouvelle économie politique : consommation de masse de la production de série, selon le dédoublement biens d'équipements et biens du marché du désir. La société civile est l'accomplissement du projet de société capitaliste. C'est une structure, celle d'un corps organique qui s'est substitué au corps organique de l'État-nation, mais qui fonctionne dans l'encadrement formel de cet État-nation.

Nous avons montré aussi le moment de rencontre et de synthèse de l'économie et du politique : le régime présidentiel, la mise en rapport d'expression du système politique et de la nouvelle économie de marché. De Gaulle permet le passage au libéralisme déjà assez avancé, car il liquide les freins de droite et de gauche du régime parlementaire pour accomplir l'ascendance du CME. Il n'y a plus de distance entre le politique et l'économie ; l'appareil d'État devient gestionnaire du CME.

Le fonctionnement de cet appareil d'État va nous permettre de répondre à notre interrogation initiale : comment le CME, appareil de concentration combien dirigiste et autoritaire, peut être aussi un libéralisme politique et une société permissive ? Il doit révéler les lois de la stratégie du CME. Celles d'une gestion qui permettra d'établir la nature profonde du système, la raison de l'irrésistible glissement du libéralisme à la social-démocratie (d'un libéralisme qui fait du social... jusqu'à la social-démocratie), gestion qui nous donnera la clé de cette bizarre combinatoire : étatisation du capitalisme, économie libérale, politique sociale. Cette stratégie du syncrétisme et de l'amalgame est à la fois un opportunisme radicalisé et une nécessité propre à la logique de la production.⁴⁹ Elle débouche sur la nécessité de la social-démocratie, dont elle révèle l'engendrement logique, le lieu d'effectivité, les supports idéologiques.

En son essence, la social-démocratie est une *gestion* doublement définissable :

1° Elle tend à un monopole et à une hégémonie : elle gère le mode de production lui-

même, elle permet d'homogénéiser ses contradictions stratégiques.

2° Elle est la synthèse de la bureaucratie et de la technocratie (nous rendrons compte de cette opération par le terme de *techno-bureaucratie*).

Qu'est-ce que la techno-bureaucratie social-démocrate ? C'est la gestion du mode de production capitaliste le plus élaboré, sans avoir le capital et sans avoir les moyens de production ! Le paradoxe est énorme, dans un système d'exaspération et d'exaltation de l'avoir et du profit ! La social-démocratie, qui est plus qu'un mode économique-politique, qui est un mode de vie, qui est le principe politique de la société civile, ne fait que reposer sur une astuce. Mais quelle astuce ! Elle est constitutive du mode de production. Et donc constitutive de la classe dominante et de l'avoir. Celui-ci tend à se dédoubler entre la possession et la gestion. C'est une très vieille histoire, qui porte en elle une ironie terrible (sur laquelle nous reviendrons), autre avatar de la lutte du maître et de l'esclave, mais dans la classe dominante. Dans l'immédiat, nous expliquerons ce paradoxe par la très simple loi de la division du travail qui joue autant, si ce n'est plus, dans la superstructure que dans l'infrastructure, dans la production idéologique que dans la production des biens, dans l'administration que dans les services.

Le capitalisme a atteint un tel niveau de concentration que son appareil exécutif a dû atteindre une quasi-autonomie fonctionnelle. Un saut qualitatif s'est opéré : l'accumulation des appareils de gestion s'est homogénéisée en un service du CME centralisateur et dirigiste. La social-démocratie est un *management*. La techno-bureaucratie est le lieu de travail des managers, de tout un système hiérarchisé. Lorsque nous disons que la social-démocratie est un management, nous ne faisons que proposer l'extension maximale du sens originel. Celui du manager des grandes entreprises et des multinationales, fonction nouvelle apparue avec la nouvelle division du travail capitaliste, métier de gestion économique-politique. C'est un métier spécifique, original, qui est représentatif du néocapitalisme. La techno-bureaucratie social-démocrate est faite sur ce modèle : la gestion bureaucratique de l'économico-politique. Elle est le modèle gestionnaire capitaliste élargi et systématisé en un appareil national hiérarchisé, centralisateur et monopoliste.

Mais la social-démocratie est aussi une *animation*, une hiérarchie d'animateurs (du ministère de la Culture à la Maison de la Culture, de Guy Lux au Club Méditerranée, du tourisme international au gîte rural...).

La stratégie social-démocrate pourrait s'expliquer par ces deux maîtres-mots de l'époque : le manager et l'animateur. Le manager pour la production, l'animateur pour la consommation ; le manager pour l'économie, l'animateur pour la culture. (Cf. *Le Capitalisme de la séduction*.) Ces deux mots disent les deux axes de la gestion social-démocrate : le management des choses et l'animation des personnes : double régime de l'aliénation.

Nous pourrions reconstituer la social-démocratie en proposant les grandes étapes du management de la production et de l'émancipation de la consommation. Trois noms

permettraient de circonscrire la totalité du parcours, de proposer les trois clefs du système : Djilas, Marcuse, Rocard. Ils délimitent un ensemble, historique, économique, culturel, selon trois moments essentiels de la social-démocratie. Ces trois termes sont apparemment hétérogènes ; révéler leur complémentarité serait proposer le fil conducteur de la stratégie social-démocrate.

L'idéologie du management + l'idéologie du désir + la radicale « planification » de la société civile = la meilleure des sociétés social-démocrate qui soit possible. (Rocard, technocrate libertaire, a cette suprême mission : en finir avec l'État-nation pour imposer une atomisation définitive du corps social, qui serait la fin du politique et la totale disponibilité, enfin, au marché du désir). Chaque nom, par lui-même, propose une solution, un moment de la société civile. L'articulation des trois moments révèle la finalité de l'ensemble : la gestion et manipulation de la société globale par la social-démocratie. Nous ne ferons qu'indiquer cette piste, cette méthode. Elle sera un complément éventuel à notre étude à la fois structurale et fonctionnelle de la techno-bureaucratie qui gère le CME.

La bureaucratie est la bureaucratie des temps modernes : technocratique. Nous la définirons comme le service de gestion du meilleur des capitalismes possible. Celui de la société civile, du marché du désir. C'est le meilleur service possible.

Cette techno-bureaucratie s'organise selon deux axes, l'un horizontal, l'autre vertical. En un premier moment, l'ordre est distribué des multinationales, du grand capital à l'appareil d'État. Celui-ci le décode et le traduit en langage administratif. Puis en un second moment, l'appareil d'État propose les ordonnances de la mise en pratique, et les diffuse à la base.

Le rôle fondamental de la bureaucratie est maintenant... technocratique : elle doit embrayer sur la production. L'appareil superstructural doit agir sur l'infrastructure, la modeler, la transformer. C'est un renversement complet du rôle de la bureaucratie traditionnelle, du mandarinat littéraire et conservateur. Celui-ci avait fonction de fixer, d'immobiliser l'appareil infrastructural d'un mode de production (le meilleur exemple est le mode de production asiatique). Cette bureaucratie doit permettre de répéter, de reproduire sans changer. Elle est, en même temps, la meilleure exploitation possible du plumentif chargé de cette fonction. Elle a un double rôle, de contrôle réactionnaire, sur les deux modes du travail.

Avec l'industrialisation, le CCL, le CM, puis enfin le CME, la bureaucratie devient la gestion, la récupération, l'intégration des révolutions technologiques et scientifiques qui bouleversent l'infrastructure. La bureaucratie devient technocratie. Elle n'est pas contre le progrès, au contraire. Elle va apparaître à la pointe du progrès (technologie avancée). Mais pour le détourner, au profit du grand capital.

Du coup, cette bureaucratie change de nature, Le manager devient une toute-puissance qui tend à relayer, à supplanter même le vieux mandarinat. Il dispose de l'autorité, du pouvoir coercitif que le capitalisme lui délègue. Et, dans la foulée, le petit plumentif,

l'employé aux écritures qui devient employé sur informatique, technologiquement qualifié, tend, lui aussi, au management. Son statut de classe se transforme aussi, se social-démocratise.

Mais essayons d'aller plus loin, d'atteindre l'intimité fonctionnelle de cette techno-bureaucratie, sa modernité. C'est bien l'appareil d'État qui est le pivot du système. C'est lui qui fait fonctionner le CME. Il est le lieu de synthèse, de médiation. Il est à la rencontre des deux axes, celui de la communication du capital et de l'État et celui de la communication de l'État et de l'infrastructure de la nation. Il met en rapport le capital et la force productive, de telle manière que cette force productive est soumise au capital.

Mais il ne s'agit là que de l'aspect phénoménologique de la techno-bureaucratie, de son principe fonctionnel. Celle-ci ne doit pas être réduite à sa machinerie. Ce serait raisonner... en technocrate, réduire l'essence à la fonction (bien des critiques de la bureaucratie ont ainsi fonctionné, ratifiant inconsciemment ce qu'ils prétendaient critiquer). La techno-bureaucratie est bien plus que la techno-bureaucratie.

Ce corps élitare est une caste. Et celle-ci n'est pas une génération spontanée. Son substrat organique est un corps de classe qui apparaît au résultat de tout un système de parenté. Celui-ci révèle que le corps de classe dont sont issus les grands commis de l'État est le même que celui dont sont issus les grands managers (et PDG) des multinationales. Corps commun, homogène.

Autre révélation, apportée par l'étude de ce système de parenté : non seulement l'origine est la même, mais ce sont bien souvent les mêmes qui sont grands commis *ou* grands managers (ou PDG) — en alternance — ou même en cumul, grand manager (ou PDG) *et* grand commis. Le système de parenté assure les alliances et les relations qui font le grand encadrement bureaucratique, élitare, cooptatif.

On peut se risquer à suggérer la généalogie de ce système de parenté, à proposer certaines hypothèses. Il faut un premier support : celui de la bourgeoisie d'argent, des grandes fortunes terriennes ou de l'industrie, du commerce, de la banque... des services. Cette grande bourgeoisie est déjà au résultat de tout un système de parenté, de monopolisation par les alliances.

Une première génération de PDG, de managers, de grands commis d'État naît directement de cette grande bourgeoisie. Cette techno-bureaucratie élitare va connaître un saut qualitatif, de par l'extension du CME, des multinationales et de l'appareil d'État. Une deuxième génération de PDG, managers, commis se fera — en partie — à partir d'un nouveau système de parenté propre à ces gens-là. De la grande bourgeoisie se détache un corps de classe, une strate, un groupe qui n'est plus la fonction de la bourgeoisie d'argent mais qui est son émanation directe. Enfin, une troisième génération croise les deux dynamiques, synthétise la bourgeoisie d'argent et la bourgeoisie de gestion. Mais de tout ce processus généalogique est né un corps social (un groupe, une caste) relativement autonome, préposé à la gestion selon deux spécialisations : l'administration de l'État et l'administration du capital. C'est un vivier de grands

gestionnaires qui n'ont plus qu'une possession relative du capital, mais qui sont devenus nécessaires au capital. La techno-bureaucratie élitare, née de l'argent, gère le capital. Et si elle n'a plus la possession, elle est devenue nécessaire à cette possession.

Tel est le principe de la relation du capitalisme et de la gestion, celui de la généalogie de la techno-bureaucratie élitare, celui de l'engendrement réciproque d'un corps social et du fonctionnement bureaucratique. Nous n'avons fait que suggérer la loi générale. Car il est une autre loi, complémentaire, celle qui prévoit... l'accident, l'autre promotion, celle du grand commis ou grand manager venu d'ailleurs. Cette loi est elle aussi à définir, nous ne ferons que suggérer son principe. C'est celui de l'arrivisme opportuniste, la promotion de la base. Sa règle est implacable : se faire élire par la gauche pour servir la droite. Les exemples fourmillent.⁵⁰

L'axe grand manager-grand commis est spécifique du CME. C'est l'axe *libéral* du système, de la gestion techno-bureaucratique (alors que l'axe vertical sera spécifiquement social-démocrate). Il représente le nécessaire consentement de l'avoir (du capital) au libéralisme économique. L'argent doit s'investir, circuler, s'expatrier.

Mais cette ouverture libérale de l'avoir est encore contrôlée par l'avoir. Cet axe gestionnaire participe encore à l'avoir... sans l'avoir. Le capitalisme n'est plus gestion directe mais la gestion est encore soumise à l'avoir. Cet axe est le maillon intermédiaire entre l'avoir et la gestion et il appartient aux deux ordres.

Mais ce qui le définit aussi, en même temps, c'est l'ensemble techno-bureaucratique dans lequel il fonctionne, qu'il dirige, certes, mais qui, en définitive, le surdétermine par sa totalité fonctionnelle, comme le tout s'impose à la partie. L'effet techno-bureaucratique est un tel pouvoir qu'il s'impose au pouvoir directionnel, et comme celui-ci est totalement consentant à la techno-bureaucratie, il consent aussi à sa propre techno-bureaucratisation. Cet appareil de classe (élitare, cooptatif) va aussi se caractériser selon les trois attributs spécifiques de la social-démocratie : gestion, techno-bureaucratie... mais aussi « progressisme ». Gestion au sommet, de la décision originelle en un corps élitare qui monopolise l'information, et qui propose une exécution hiérarchisée par un autre système de services. Et gestion progressiste : celle du plan, celle de l'infrastructuration de la nation, celle de ses équipements collectifs. C'est la gestion du progrès scientifique et technologique. Elle permet la réalisation, à l'échelle nationale, des chaînes de la production de série. Elle autorise la consommation de masse.

Le pouvoir de cette bureaucratie élitare est énorme. Il est le pouvoir sur l'économie et sur le politique. Il est quasi alchimiste : c'est le pouvoir de changer l'économie en politique, et inversement. C'est ainsi que le capitalisme devient monopolitisme d'État.

Cette caste chevauche les deux royaumes, le capitalisme et la nation, le profit et l'administration. Son pouvoir est celui du double jeu du même jeu. Elle peut confondre la gestion du capital et l'administration de la nation. C'est par elle que se synthétisent deux réalités antagonistes, l'intérêt privé et la volonté générale.

C'est... social-démocrate de croire que le pouvoir de gestion du capital est aussi le pouvoir sur le capital. (Nous reviendrons sur ce problème clé du politique et de l'économique.) Certes, par exemple, entre un conseil d'administration et les managers qui ont fait d'une entreprise un monopole, peut apparaître tout un système de reconnaissance. Mais le capital reste le capital : il n'appartient qu'à lui-même, à ses lois.

Mais s'il n'y a pas de pouvoir du manager sur le capital, il y a un exorbitant pouvoir de la confusion des pouvoirs du commis d'État et du manager. De la nationalisation il fait une étatisation, du bien public un profit privé, de la production des biens l'administration des personnes ! Et, en ce sens, il est vrai qu'il a un pouvoir que le capital en tant que tel n'a pas. Mais c'est aussi une mesure du pouvoir : le plus grand pouvoir possible est au pouvoir du capital. C'est la loi du profit qui mène le jeu et non un pouvoir transcendant aux rapports de production, pouvoir tombé du ciel ou dérivé... de la libido.

2. Le corps d'exécution

Nous n'avons proposé qu'un aspect de la techno-bureaucratie : l'état-major. Celui-ci est l'axe spécifique du CME, le lieu intime de la gestion du capitalisme. L'autre axe, vertical, met en relation l'axe horizontal et les ITC. C'est un deuxième corps social, qui est engendré par la fonctionnalité techno-bureaucratique, qui se développe en tant qu'effet d'une fonction. Alors que l'axe horizontal est encore enraciné dans l'avoir, l'axe vertical s'enracine dans le travail productif. De même que la techno-bureaucratie gère le capital, elle va gérer le travail. Ainsi la gestion techno-bureaucratique tient les deux bouts. Sa nécessité fonctionnelle n'est pas seulement de gérer le capital, mais aussi de gérer la nécessaire relation du capital et du travail.

Aussi cette techno-bureaucratie sera-t-elle le lieu de l'engendrement de l'idéologie de « l'association » capital-travail. Cette idéologie se distribue de haut en bas. L'idée vient de l'état-major. De Gaulle l'avait reprise et proposée comme la doctrine économique-politique... du gaullisme. Elle est souvent dite en termes plus pudiques.

Une autre idéologie — complémentaire — sera suscitée aussi par la techno-bureaucratie ; elle sera de sens contraire : de l'ITC vers l'axe horizontal, vers le manager et le grand commis. C'est celle de la revendication du travailleur salarié qu'est l'ITC. C'est le côté « social » de la social-démocratie. Elle vient de la base (ouvriers et employés), mais est filtrée et récupérée par la hiérarchie verticale. C'est le lieu effectif du *réformisme*.

Les deux idéologies, venues de sens contraire, se rencontrent et s'amalgament pour proposer la spécificité française du libéralisme social-démocrate. La techno-bureaucratie est le lieu de leur naissance et de leur développement (car c'est le lieu de la gestion commune du capital et du travail).

Comment ça fonctionne, une techno-bureaucratie ? Pour l'établir, il faut montrer l'articulation de la superstructure et de l'infrastructure. Le dogmatisme est né de l'impuissance à reconstituer le jeu de leurs médiations. Nous voudrions contribuer à lever cette hypothèque. Mais, au préalable, complétons la définition de ce deuxième axe de gestion et comparons fonction publique et techno-bureaucratie, parallèle plein d'enseignements.

De la techno-bureaucratie de conception découle une techno-bureaucratie d'exécution. Le corps élitaire, caste de cooptation et de décision, a besoin d'un corps de distribution. Celui-ci a mission de réaliser les décisions de l'état-major (de l'axe horizontal). Mais il doit aussi apporter l'information venue de la base.

En tant que corps social, cette techno-bureaucratie est aussi un système de parenté, mais bien plus informel que celui de l'élite ; alliances, relations, népotisme, organisent un relationnel familial et social qui est aussi un marché du travail, combien sélectif. Ce corps social est fait d'une dynamique descendante (« les situations ») et d'une dynamique montante (des mérites). Il se soude par l'alliance de ces deux dynamiques. Mais, répétons-le, ce système de parenté est entropique, par définition : plus on descend dans la hiérarchie, moins il fonctionne.

Pour l'opinion, qui ne fait que refléter les pressions idéologiques, c'est la fonction publique qui est la bureaucratie (et qui en a même le monopole). Certes, elle est la courroie de transmission des décisions prises ailleurs, en haut, dans les ministères. Elle est faite, en partie, de métiers d'autorité et de métiers d'idéologie (le préfet). Mais cette bureaucratisation, en son ensemble, nous semble très relative, comparée à celle de la techno-bureaucratie. La fonction publique échappe, relativement certes, à la pression directe du grand capital : le grand manager du privé et des multinationales n'intervient pas comme il peut le faire ailleurs. Elle relève encore du service d'État, bien plus que du service de l'appareil d'État. Elle est régentée par des ministères et des lois, elle est l'appareil de la nation républicaine et laïque, elle peut ainsi encore résister aux pressions de l'appareil d'État au service des managers et PDG du grand capital.

Mais surtout la fonction publique contient toute une dynamique montante, qui est à la fois la promotion du mérite de la base (recrutement sur diplômes et concours) et le service de la nation républicaine, laïque, démocratique, celle qui est issue des lois du Front populaire et de la Résistance. Il s'agit de métiers nécessaires à la gestion infrastructurelle et superstructurale de la nation. Et c'est justement cette fonction publique qui résiste et qui se bat contre les deux manifestations bureaucratiques : celle de la techno-bureaucratie et celle qui vient des ministères soumis aux pressions du grand capital.

L'idéologie a réussi, il faut en convenir, un coup de maître en présentant la totalité de la fonction publique — et surtout sa base, le petit fonctionnaire — comme le monopole incontesté de la bureaucratie. Quel camouflage de la vraie techno-bureaucratie, celle qui est devenue gestionnaire non seulement des biens mais des personnes ! L'idéologie

de la société civile a même réussi un total renversement des faits : la fonction publique serait conservatrice, immobiliste, ce serait le règne du rond-de-cuir qui sommeille, tâtilon, bardé de réglementations et de formulaires. Au contraire, la gestion privée et des multi-nationales serait le lieu de l'initiative, de la créativité, de l'improvisation, de l'aventure même, du jeu. Alors qu'elle n'est que l'implacable dirigisme des lois du capital, combinées selon une implacable concurrence, ce qui éclaire crûment le champ de « la créativité ».

Mais ce qui fait la grande différence de la fonction publique et de la technobureaucratie, c'est que celle-ci est... technocratique : elle a une prise directe, dirigiste et coercitive sur l'appareil infrastructural, technologique, productif. C'est le corps des ITC qui permet cette articulation. Il est à la fois l'émanation du sommet et de la base, de la technologie et de l'administration, de la bureaucratie descendante et de la promotion des travailleurs.

Nous avons montré que ce corps social était fondamentalement contradictoire, comme les couches moyennes, dont il dit une fondamentale contradiction. La technobureaucratie ne fait qu'exploiter cette contradiction, tout naturellement, puisqu'elle est le produit même du CME. La « chance » historique, le génie de la société civile, l'astuce de la social-démocratie, la malice du système va consister à confondre, à identifier son pouvoir techno-bureaucratique et la force productive directe contenue dans les ITC ! Nous venons d'atteindre l'essence même de la social-démocratie, le lieu de jonction du capitalisme et du progressisme, ce qui fait la structure même du CME, sa puissance et sa gloire.

Nous pouvons maintenant reconstituer le fonctionnement de la moderne social-démocratie, c'est-à-dire la gestion techno-bureaucratique qui révèle la nature même du CME, celle de sa finalité. En reconstituant ses moments, nous voulons montrer la réalité social-démocrate en son concept, au-delà de son discours idéologique et des commentaires idéologiques de ce discours. Le dogmatisme marxiste a fait de la social-démocratie une entité abstraite, une sorte de génération spontanée, une forme politique... formelle. Le réformisme ne serait qu'un opportunisme, une tentation, une déviation. Alors que la social-démocratie est le principe même du CME de l'ascendance, le lieu de la gestion, la finalité du mode de production.

Il faut convenir que le système a su exploiter une donnée progressiste, qu'il se fonde sur une vérité, une scientificité... d'ordre marxiste ! Et il faut bien établir cette part de vérité, pour d'une part comprendre le fonctionnement ultime du CME, la finalité de la techno-bureaucratie qui le gère, l'idéologie qu'elle sécrète et d'autre part en déduire la stratégie révolutionnaire face à ce pouvoir « progressiste ».

La social-démocratie peut arguer que, pour la première fois dans l'histoire, une force productive directe n'est ni la classe ouvrière, ni le travail manuel ! C'est effectivement une mutation énorme des rapports de production. (Mais, nous le verrons quand nous proposerons la stratégie révolutionnaire, parce que c'est la classe ouvrière, le travail

productif qui ont produit les conditions historiques de cette mutation.)

Cette situation sera exprimée selon ces quatre propositions :

- 1° Une force productive essentielle n'est plus la classe ouvrière ;
- 2° Cette force productive est les couches moyennes ;
- 3° Elle est l'avant-garde de la production ;
- 4° Elle modèle le procès du travail de la classe ouvrière.

C'est non seulement un secteur de la production qui relève du travail de ces couches moyennes (et quel secteur, celui de la technologie avancée, des exportations, du plus grand profit en devises fortes) mais c'est tout le procès de production qui maintenant est mis en *conditions infrastructurales* (révolutions technologiques et scientifiques, robotique, informatique...). L'ITC est certes, plus que jamais, le corps qui impose les conditions superstructurales de la production. Mais il est aussi, innovation radicale, « le producteur » de l'infrastructure, à deux niveaux. En tant que « producteur » de l'infrastructure... de l'infrastructure : la machine-outil, la chaîne de production. Mais aussi en tant que « producteur » de la forme de l'objet à produire ; c'est lui qui modèle l'objet en fonction de son usage, de son marché. Il y a ingénierie (au sens large) de conception et d'exécution.

Tel est le fondement de la moderne idéologie social-démocrate. Cette idéologie a effectivement un fond de vérité, mais détourné, inversé. Le dogmatisme marxiste ne peut pas répondre à cette modernité idéologique, car il se réfère à un procès de production venu de CCL. Pour la remettre à sa place, établir son usurpation, il faudra reprendre le procès de production et reconstituer la totalité des mutations du travail productif (ce sera le concept de travailleur collectif).

Sans cette fondamentale mise au point, qui justifiera plus que jamais le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière, la social-démocratie peut se proposer comme l'authentique révolution sociale, celle qui correspondrait aux toutes dernières révolutions technologiques et scientifiques. En effet, la techno-bureaucratie qui la secrète se fonde sur :

- 1° La non-possession du capital et des moyens de production ;
- 2° Une production qui n'est plus celle de la classe ouvrière ;
- 3° Les couches moyennes qui n'ont rien à voir avec la bourgeoisie traditionnelle.

Le vieux monde serait dépassé au profit des composantes de la modernité. Le capital, la bourgeoisie, le prolétariat ne seraient que la trame vieillesse d'un drame social qui se décide ailleurs, avec d'autres protagonistes, « partenaires sociaux ». Au fond, le nouveau combat serait celui des vieilles classes sociales (figées sur le conservatisme, les privilèges, les corporatismes⁵¹) et la dynamique social-démocrate. La vraie révolution serait l'unité des nouveaux partenaires sociaux, pour dépasser la lutte des classes. C'est la troisième voie, voie royale de la révolution totale, celle qui doit se faire contre le capitalisme et contre un communisme qui ne peut être que stalinien.

Ce qui est bien dépassé, certes, c'est la situation et la conception d'une lutte des

classes du face à face, du prolétariat et de la bourgeoisie. Mais ce qui est caché, c'est la nouvelle lutte des classes, en régime de société civile, lutte des classes élargie et radicalisée par cette société civile. (Nous verrons comment cette situation fonde la stratégie révolutionnaire du peuple de France.)

Mais il faut bien constater que cette moderne idéologie social-démocrate est devenue l'idéologie dominante et même qu'elle tend à devenir hégémonique. (Ce n'est pas Le Pen qui la concurrence.) Elle prétend modeler la totalité du corps social.

Elle incite à une radicale dévalorisation du travail traditionnel, essentiellement du travail productif manuel, ouvrier ou paysan. On dira que c'est la machine qui fait le travail et l'ingénieur qui fait la machine. L'ouvrier est appelé à disparaître, dépassé par la technologie et la science. Bientôt, il ne sera plus que le préposé au graissage, le sous-qualifié intégral, qui s'occupe de l'entretien. Ou bien le technicien supérieur, ou sous-ingénieur (qui n'aura plus rien de commun avec l'ouvrier) qui saura manipuler un tableau de commandes ; il lui suffira d'appuyer sur des boutons. Pourquoi envisager le maintien d'ouvriers capables de réparer ? Si ça casse, à la casse.

Certes, il y a encore des OS.⁵² Mais ils ne sont que l'appendice de la machine : un instrument réduit à un geste mécanique. Et ce geste peut être encore réduit, de telle manière que l'OS même disparaîtra par une robotisation radicale des chaînes de production.

La « révolution » social-démocrate prétendra même pouvoir libérer l'humanité de la pénibilité du travail : l'homme de peine tend à disparaître (la machine faisant, bien mieux et plus vite, son travail). Une autre pénibilité certes, aliénerait encore le producteur de la base : la fatigue nerveuse, la tension excessive (le stress) ou l'ennui, mais pénibilité que la radicale gestion social-démocrate tendra à faire disparaître, par tout un aménagement de l'environnement du travail, dans l'entreprise et à la ville.

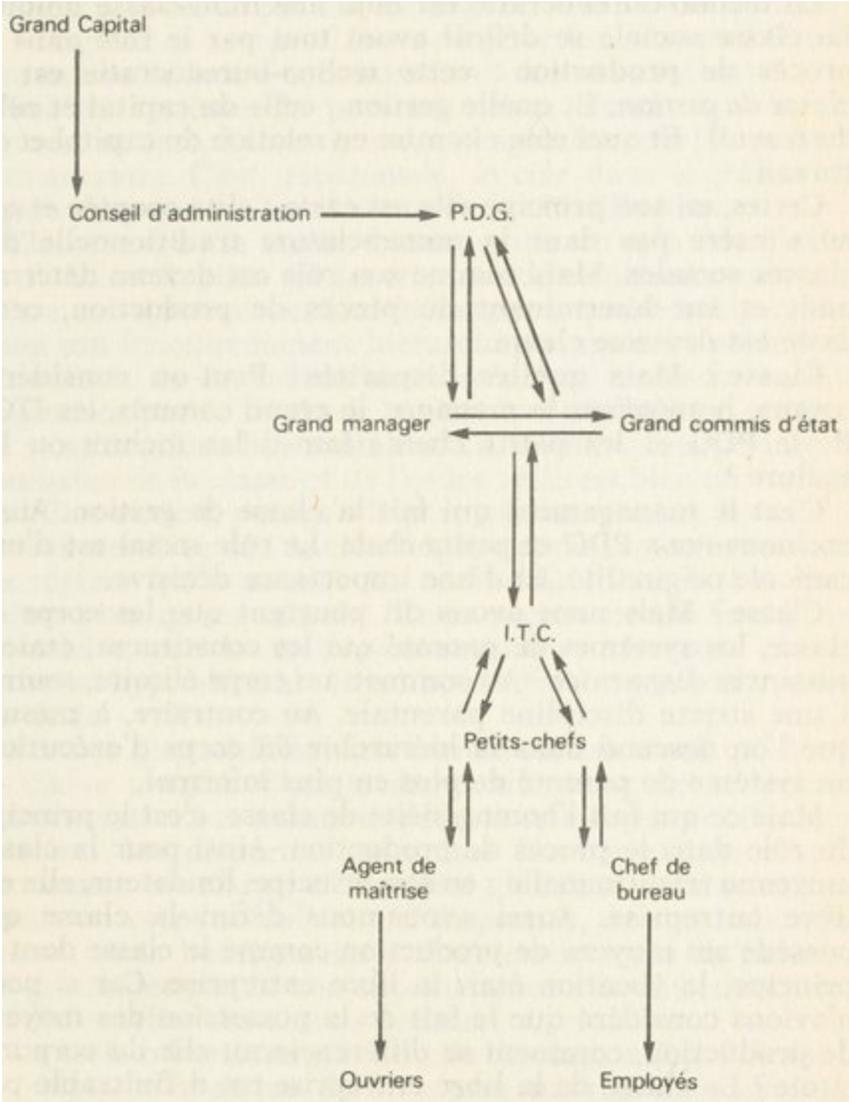
Ce discours idéologique n'est que le reflet de l'implacable efficacité de la technobureaucratie. Sa survalorisation idéologique de la machine et de la technologie n'est autre que la dévalorisation et la déqualification du travail productif. Celui de l'ouvrier, avant tout, mais aussi de tout travail productif, de toutes les forces productives antérieures au CME, de l'ensemble des modes de production. Le positif de l'idéologie ne fait que cacher le négatif de la réalité. Si positif il y a, c'est à cause du négatif.

L'efficacité technocratique est telle qu'elle a le pouvoir de surdéterminer toutes les autres modalités du travail. Dans le procès de production, l'effet dernier a le pouvoir de devenir la cause suprême. Il peut revenir sur les modalités (disposées dans le synchronique) des origines et des développements économiques, pour leur imposer une autre signification, celle de la toute-puissance de l'économie capitaliste. L'efficacité du CME veut dire la paupérisation et la déqualification.

C'est alors la surdétermination du CCL et même du CM par le CME, des PME par les ITC, des secteurs primaire et secondaire par le tertiaire, dans le tertiaire celle des emplois traditionnels par les nouveaux métiers, ceux-ci surdéterminés à leur tour par le

marketing et la publicité. (Cette mutation de la valeur du travail est particulièrement bien mise en relief par les secteurs de la production. Très schématiquement, on peut distinguer les secteurs matriciels et les secteurs dérivés. Dans le CCL, le tertiaire est totalement contrôlé par le primaire et le secondaire, et soumis à ses idéologies : la république laïque des notables. On constate l'inversion de la tendance dans le CME ; le secteur dérivé tend à contrôler les secteurs matriciels.) La techno-bureaucratie règne sur les modes de production qui ont engendré les deux Vieilles France de la tradition paysanne et ouvrière, mais aussi sur tout chef d'entreprise, sur tout travail d'intérêt privé ou de fonction publique, manuel ou intellectuel.

La techno-bureaucratie



B. — LE PROJET DE CLASSE UNIQUE

1. Le corps de classe unique

La techno-bureaucratie est déjà une mini-classe unique. La classe sociale se définit avant tout par le rôle dans le procès de production : cette techno-bureaucratie est la *classe de gestion*. Et quelle gestion : celle du capital et celle du travail ! Et quel rôle : la mise en relation du capital et du travail !

Certes, en son principe elle est caste : élite cooptée et qui ne s'insère pas dans la nomenclature traditionnelle des classes sociales. Mais comme son rôle est devenu déterminant et sur-déterminant du procès de production, cette caste est devenue classe.

Classe ? Mais quelles disparités ! Peut-on considérer comme homogènes le manager, le grand commis, les ITC ? Et le PDG et les petits chefs : faut-il les inclure ou les exclure ?

C'est le management qui fait la classe de gestion. Aussi excluons-nous PDG et petits chefs. Le rôle social est d'une radicale originalité. Et d'une importance décisive.

Classe ? Mais nous avons dit pourtant que les corps de classe, les systèmes de parenté qui les constituent, étaient aussi très disparates ? Au sommet, un corps élitaire, soumis à une stricte discipline parentale. Au contraire, à mesure que l'on descend dans la hiérarchie du corps d'exécution, un système de parenté de plus en plus informel.

Mais ce qui fait l'homogénéité de classe, c'est le principe du rôle dans le procès de production. Ainsi pour la classe moyenne traditionnelle : en son principe, fondateur, elle est libre entreprise. Aussi avons-nous défini la classe qui possède ses moyens de production comme la classe dont le principe, la vocation était la libre entreprise. Car si nous n'avions considéré que le fait de la possession des moyens de production, comment se différencierait-elle du corporatisme ? La classe de la libre entreprise est définissable par son parcours : elle devient son contraire : une entreprise qui n'est plus libre ! Et dans ce parcours trois périodes : l'égalitarisme utopique du début, la hiérarchie grande, moyenne, petite bourgeoisie du CCL, la classe moyenne traditionnelle du CME.

Il en est de même de la classe de gestion : dans le rôle, toute une hiérarchie certes, mais qui est subsumée, surdéterminée par la techno-bureaucratie, la gestion unitaire du capital et du travail. Dans la classe de gestion, il y a évidemment une grande, moyenne, petite bourgeoisie. Mais ces trois termes se font homogènes de par leur métier commun, qui exclut (en partie) la possession des moyens de production et du capital et qui exclut (en partie) le travail productif. N'est-ce pas une homogénéité de classe, de n'être ni le capital ni le travail mais de gérer les deux et d'être le lieu même de leur « collaboration » (ou association) ?

Lobby, système de parenté, caste, classe : autant de figures, autant d'actes qui sont engendrés par la techno-bureaucratie. C'est, répétons-le, le rôle dans le procès de

production qui est la référence de la classification.

Classe-ordre : la techno-bureaucratie est à la fois l'ordre de l'Ancien Régime (la fonction surdéterminante au point d'être un système vertical homogène, quasi indépendant dans son fonctionnement hiérarchique, mais quand même dépendant de la monarchie absolue) et la classe sociale engendrée par le mode de production capitaliste (système de stratifications horizontales). La société civile permet la confusion de la classe et de l'ordre : elle est bien un au-delà de l'État-nation, puisqu'elle permet d'accumuler les modalités répressives de l'Ancien Régime et du capitalisme, dans un régime qui a soumis les cadres de l'État-nation pour n'être plus qu'un marché. Cette société civile est hyper-répressive par la techno-bureaucratie, structure classe-ordre, et hyper-libérale et même permissive par son marché du désir.

C'est ce dispositif flottant, cumulatif, associatif qui ferait la classe unique. C'est le dispositif même de la techno-bureaucratie. Son autonomie fonctionnelle permet d'homogénéiser les disparités et même les contradictions. Ce processus va s'élargir à la société globale. La classe unique serait un corps social fait de disparités, de contradictions même, mais homogénéisées doublement : par la fonction de gestion et par la non-appartenance aux déterminations traditionnelles des classes sociales.

La techno-bureaucratie cumule ces deux rôles. Elle est le principe, la matrice de la classe unique. Le deuxième moment de la classe unique sera constitué par la mise en relation de la techno-bureaucratie et des nouvelles couches moyennes. Deux corps sociaux vont se confondre. La techno-bureaucratie est un axe vertical qui va s'enfoncer comme une vrille dans le dispositif horizontal des couches. Ainsi, l'ordre devient classe. Le qualitatif se déploie dans le quantitatif. L'appareil techno-bureaucratique se développe dans une masse. Le corps élitare s'élargit dans le moyen. Les gestionnaires brassent une masse qui est une bonne pâte, totalement disponible et qui prend spontanément les formes requises.

C'est que la techno-bureaucratie et les couches moyennes ont un corps commun : les ITC. Ceux-ci permettent une quasi-relation d'osmose entre la hiérarchie verticale et la disposition horizontale. L'appareil distributif est aussi l'organe utilisateur. Mais au-delà de cet appareil institutionnel, il faut bien voir que couches moyennes et techno-bureaucratie sont en rapport d'expression immédiat. A cause de l'identité de leur statut dans le procès de production. Ces deux ensembles ont en commun de n'être ni la classe qui possède ses moyens de production, ni la classe... ouvrière, ni la classe du grand capital. Cette commune non-appartenance aux classes sociales traditionnelles en fait la classe de la modernité, de la rupture, le prétendu *autre* des classes sociales !

Nous ne saurions trop insister sur ce total rapport d'expression entre la techno-structure et la masse des couches moyennes, car nous sommes au plus intime de la classe unique, de l'alliage qui fond le corps de classe. La techno-structure est un dirigisme implacable, l'organe de réalisation du CME. Elle dispose d'un appareil très hiérarchisé et autoritaire. Et elle peut se déverser, se couler dans le plus profond et le

plus intime des couches moyennes car celles-ci sont *disponibles* par définition, pure forme qui prend aussitôt le contenu qui lui est proposé. Ces couches moyennes sont du corps social ce qui n'a pas de racines de classe, d'implantation dans la Vieille France, de tradition. Leur aspiration à être ne peut être que l'être que leur propose la techno-structure.

Aussi faut-il bien se rendre compte de ce paradoxe : le corps de classe originel (de ce qui se veut classe unique) est la réciprocité de la technocratie et du désir, du dirigisme et du permissif, de l'autoritarisme et de la contestation, car fondamentale réciprocité de la production voulue par la techno-structure et de la consommation des couches moyennes. Nous sommes là au cœur de la production idéologique, du processus de fabrication de la contradiction qui *gère* la société civile. Nous pouvons mesurer la valeur politique et morale du discours de la libéralisation et de l'émancipation, qui prétend dénoncer la techno-structure alors qu'il en est l'émanation, la condition nécessaire à l'écoulement du marché du désir.

Nous dirons que ce bloc (techno-bureaucratie et couches moyennes) est spécifique du CME. Il réalise le projet même de la classe unique : l'unification par la réciprocité de la production et de la consommation. Il est de la classe sociale ce qui est plus classe sociale que la classe sociale, le lieu de synthèse du mode de production et des procès de production et de consommation. Il est l'être même du mode de production, comme la libre entreprise l'a été pour le CCL, comme le corporatisme l'a été pour la ville, comme la noblesse l'a été pour le mode de production féodal.

2. Les ancrages de classe — La classe unique au sommet et à la base

Une première dynamique expansionniste de cet ensemble — corps originel de la classe unique — consiste à s'élargir au maximum vers le haut et vers le bas (puis sur ses côtés, vers la droite et vers la gauche), à annexer des régions limitrophes, des marches imprécises, des franges sociales. Cette démarche consiste à faire de ce qui n'est pas tout à fait classe sociale, une couche, un strate, un groupe. C'est agir sur la détermination de classe pour la grignoter, l'amenuiser, la dépolitiser, la déstabiliser. Ainsi des parties de la population glissent vers une double appartenance de classe, une mixité, une indétermination et une confusion qui est une première victoire. En un second moment, ces groupes peuvent même se détacher de leurs déterminations originelles pour gagner le corps social de la modernité triomphante.

Mais il est un type d'expansion qui est privilégié car il fait d'une pierre deux coups : c'est l'extension quantitative qui est aussi un ancrage qualitatif. Alors la dynamique mord dans les autres classes sociales, en des régions déterminantes.

En intégrant et en récupérant ces zones de classes privilégiées, en haut et en bas de la hiérarchie de classes, le corps originel de la classe unique, encore indéterminé, va acquérir des qualités de classe. Et des qualités surdéterminantes. Alors ce corps de

classe originel peut se circonscrire en une définition de classe qui lui manquait encore. Mais détermination de classe qui est dénégation de celles des classes sociales originelles. Le bloc techno-bureaucratie et couches moyennes devient une classe sociale dans la mesure où il s'empare des déterminations de classe. Et cette opération — de classe — peut se dire « dépassement » des classes sociales.

C'est un processus d'exclusion et d'inclusion, de barrière et de niveau, qui se dispose en haut et en bas de la hiérarchie sociale, par le manager et par le technicien. En faisant de l'ouvrier un technicien, le CME cherche à récupérer, à intégrer une partie de la classe ouvrière. Comme caractéristique du progrès social. Avec le manager, la social-démocratie tend à couper la grande bourgeoisie en deux ensembles divergents. Celui de la richesse traditionnelle et celui de la gestion du capital (cette situation passe par la relation du PDG et du grand manager).

La classe unique tend à s'élargir à la société globale. Elle produit un processus d'intégration-exclusion, de barrière et de niveau, qui tend à réduire considérablement les extrêmes.

Le grand commis et le grand manager posent bien un difficile problème de statut de classe. Où les cataloguer ? De par l'expansion monopoliste des services de l'appareil d'État, de par celle des états-majors bureaucratiques des multinationales et grandes entreprises, le petit groupe originel s'est considérablement élargi. Certes, cette population reste réduite, mais comme sa situation est privilégiée, à l'articulation des prérogatives de la grande bourgeoisie et de celles de l'État.

Alors, strate, ou classe, ou caste ? Le privilège d'être la médiation entre le pouvoir du capitalisme et le pouvoir de l'État en ferait une caste hors classe, ont même prétendu certains commentateurs. De par leurs origines, grands managers et grands commis appartiendraient à la grande bourgeoisie traditionnelle, mais de par leurs métiers ils sont différents de la bourgeoisie de patrimoine. Disjonction ou conjonction, alors ? Leur double appartenance ferait-elle d'eux un cerveau social qui gérerait le corps social au-delà des déterminations de classe ? Faut-il les exclure des couches moyennes, en les localisant dans la grande bourgeoisie traditionnelle ? Ou bien faut-il en faire une grande bourgeoisie, des couches moyennes, cette formule qui jure, paradoxale, rendant compte de l'ambiguïté statutaire de cette caste ?

Si l'on se réfère à la nomenclature descriptive et formelle des classes sociales, ni le commis ni le manager n'apparaissent dans la grande bourgeoisie. Ni dans la classe moyenne traditionnelle. Il faudrait donc les exclure de ces classifications. Pour les situer en haut de gamme de la société du salariat généralisé. En particulier le manager des multinationales. Car il s'agit de salariés. Ce grand manager exerce un métier hautement qualifié. Celui d'une gestion « créatrice ». Il est une compétence rare, un décideur au sommet. Alors que le PDG ne fait que représenter l'entreprise, le manager la dirige. Le PDG est le pouvoir exécutif du Conseil d'administration, le manager le pouvoir de décision de l'entreprise. L'un ne fait que représenter le capital, l'autre est le

pouvoir de production de ce capital.

Le chef d'entreprise⁵³ — celui des PME — cumule les deux fonctions. Et même les trois : il est son propre conseil d'administration (ou bien c'est la famille), son PDG, son manager. Et même les quatre, ou cinq : il peut être son propre comptable et son propre service de public-relations, au bas de l'échelle. Mais plus une affaire prend de l'ampleur et plus l'entreprise doit diviser sa gestion. A la limite, les grandes entreprises et multinationales distinguent le responsable financier et juridique (le PDG), qui représente le Conseil d'administration et auquel celui-ci délègue un certain pouvoir exécutif, et le métier de manager, qui est la gestion économique de l'entreprise. Les deux sont des salariés. Mais le manager est aussi... un *travailleur* ! Ce statut de travailleur est très ambigu, contradictoire. Il se distingue bien du statut de PDG, qui lui ne fait que faire travailler l'argent, qui est du côté du Conseil d'administration, qui n'est qu'un exécutif de l'argent. Le manager est bien, certes, un travailleur au travail non productif et parasitaire — oh combien — il est un travailleur du capital, mais aussi, il faut le reconnaître, un travailleur d'entreprise, du nécessaire travail de gestion, qui intervient directement dans le procès de production, de fabrication. Il planifie, organise selon une stratégie d'insertion dans l'économie nationale et internationale.

C'est par le manager que l'économie politique (capitaliste) concilie à la fois une planification mondiale et une relative liberté d'entreprendre. Le manager a une fonction devenue nécessaire à *toute* économie : la *gestion* qui permet d'organiser le travail de l'entreprise en fonction du marché, qui ajuste « la loi » de l'offre et de la demande, qui concilie les exigences de la production et celles de la consommation. Certes, le manager reste aux ordres du PDG. Il ne fait qu'exécuter le projet du capital et ne remet jamais ses lois en question. Mais il est aussi le salarié qui exerce le nécessaire métier de la gestion.

Nous nous permettons une parenthèse qui n'est pas une digression : toute économie doit prendre en considération la fonction de management. Nous suggérerons que les difficultés de l'économie soviétique relèvent, plus ou moins, d'une insuffisance... du management, d'une non-mise en relation, dialectique et historique, de la nécessaire centralisation et de la non moins nécessaire distribution.

Nous dirons même que *l'autogestion*, en France, est devenue une nécessité politique de par la nécessité économique du management. Elle est la condition nécessaire du *bon* management, celui des travailleurs et de leur production. Elle a une double face : autogestion de l'entreprise nationale, par les nationalisations, et autogestion de chaque entreprise, par le comité d'entreprise⁵⁴.

Mais revenons au manager de la gestion capitaliste pour décider de son statut. Il n'est pas au-dessus des déterminations de classe. Nous dirons même qu'il est déterminé par ses indéterminations, sa situation contradictoire. Il est barrière et niveau. Entre et dans. Entre et dans la grande bourgeoisie traditionnelle et les nouvelles couches moyennes. Ainsi il est un ancrage de classe. Le bas de la grande bourgeoisie est le sommet des

couches moyennes. La classe unique atteint là le sommet de son expansion.

Il en est de même à la base : le technicien — au sens d'ouvrier qualifié — permet de faire le raccordement, la confusion social-démocrate entre la classe sociale et la couche moyenne, la classe ouvrière et la classe unique. Il n'est ni l'ingénieur ni l'ouvrier et il est ouvrier et ingénieur. Le technicien supérieur est presque l'égal du sous-ingénieur. Mais le technicien inférieur est presque l'égal de l'OS. La techno-bureaucratie a su multiplier ces grades, qui séparent et qui mélangent en même temps.

Mais ce technicien, producteur, nouveau chaînon essentiel du procès de production, n'est ni le nouveau cadre qui gère, ni le vieil ouvrier (le manutentionnaire) dont le corps était un quasi-outil de production. La modernité l'exclut du CCL mais aussi... l'exclut de l'appareil gestionnaire du CME. Il n'est qu'un exécutant. Il est privé, comme l'ouvrier du CCL, de la gestion, de la programmation et son travail. Mais celui-ci n'a plus la pénibilité du travail manuel traditionnel, de l'homme de peine.

Le technicien est sans doute la spécificité la plus représentative de la nouvelle division du travail, celle qui est due à la révolution technologique et scientifique. Il représente, pour la classe ouvrière, la promotion, possible, du travail. Et du coup, il devient, pour le capitalisme, le lieu privilégié de la récupération et intégration social-démocrate.

Par l'ouvrier qualifié, la techno-bureaucratie gestionnaire cherche à couper la classe ouvrière en deux. Elle s'efforce de l'intégrer dans la classe unique, pour ainsi rejeter l'ouvrier spécialisé dans la marginalité d'un outil de travail déjà dégradé par l'automatisation et de plus en plus concurrencé par la robotique.

Ces ancrages de classe, en haut et en bas, font le sommet et la base, combien ambigus, de la classe unique. La mutation du procès de production a créé des emplois nouveaux qui bouleversent les classifications traditionnelles. La social-démocratie cherche à les récupérer et à les intégrer dans la classe unique.

Mais l'ambiguïté demeure. Il n'y a pas d'adéquation totale entre la situation de couche et de classe, entre les nouveaux statuts professionnels et la classe sociale. C'est cette distance qui permet, justement, la stratégie de classe unique. Elle a, comme premier et évident avantage, le flottement de la conscience de classe. Le grand manager est partagé, entre le capital et le progrès, entre son origine de classe et la socialisation du procès de production. L'ouvrier qualifié n'est pas un agent de maîtrise, mais il ne veut pas être confondu avec le travailleur immigré.

Ces états d'âme sont éminemment profitables à la social-démocratie. Ils reflètent une situation de classe ambiguë, l'ambiguïté même de la social-démocratie, entre le capital et le progrès social.

3. L'annexion des classes sociales antérieures au CME

La première dynamique expansionniste de la classe unique consiste à s'élargir, à

s'étendre dans les régions limitrophes des classes sociales traditionnelles. Une autre dynamique consiste à réduire, annexer, marginaliser, intégrer ces classes sociales, non pas en leur périphérie mais en leur centre (de gravité), en leur principe de classe. Ce n'est plus un grignotage, une guerre de frontière mais une démarche conquérante vers la capitale. C'est une radicalisation de la stratégie social-démocrate : elle remet en cause les fondements de classe, d'ordre historique et économique, pour imposer l'hégémonie de la gestion social-démocrate, la totale soumission de la société française au CME. La techno-bureaucratie social-démocrate a effectivement le pouvoir de remettre en question la nature de classe de la grande bourgeoisie, de la classe moyenne, du prolétariat.

Cette deuxième stratégie d'expansion révèle la vocation de la social-démocratie, son rôle historique. Il ne s'agit en aucune manière d'une critique radicale du capitalisme, mais de réformer, de réviser, de redistribuer le profit dans les structures d'un néo-capitalisme. Aussi la caractéristique de cet expansionnisme nous semble être... la *neutralisation* ! Mais neutralisation qui, par la définition même du pouvoir social-démocrate, sera évidemment fort inégale. Néanmoins, pour proposer le principe de ce pouvoir, son intentionalité, l'essence de sa stratégie, nous conserverons le terme de neutralisation qui dit au mieux le projet mi-utopique, mi-réel de contrôler les trois classes sociales traditionnelles et de les neutraliser les unes par les autres. Le pouvoir social-démocrate se mesure par le pouvoir de réalisation de cette stratégie.⁵⁵

La formule « faire payer les riches » est bien ambiguë ! Nous ne remettons pas en question sa nécessité, mais son efficacité dans le combat contre le grand capital. Elle permet à la social-démocratie de justifier sa non-intervention... sur le capital. Il faut bien distinguer : les patrimoines, les grandes fortunes, le Conseil d'administration, le PDG, le manager, comme fonctionnement de la richesse dans les classes sociales. Et puis les lois du capital, anonymes, qui ne s'investissent que... dans le capitalisme, selon un fonctionnement qui transcende les classes sociales possédantes (par lesquelles il transite aussi). L'impôt sur la fortune, par exemple, n'est pas nécessairement l'impôt sur le capital : le riche n'est pas le capital, et le capital n'est pas les capitalistes, bien que les trois termes soient imbriqués en leur fonctionnement. Une politique fiscale qui se veut très sévère à l'égard de la grande bourgeoisie peut ne gêner que médiocrement les lois du capital. A la limite, on pourrait imaginer une grande bourgeoisie « intégrée » dans la classe unique (comme strate de classe supérieure), du moins proclamée intégrée, soumise (par de draconiennes lois fiscales de participation) à la solidarité nationale sans que les lois du capital en soient structurellement modifiées pour autant.

Pour persévérer en son être (accroître le profit), le capitalisme peut sacrifier bien des choses, et même certaines de ses composantes de classe. Pour la bonne raison que la loi d'airain a toujours ainsi procédé. Parce que le capital transite par d'autres voies que celles du patrimoine. Parce que la classe sociale est autre chose que la somme des individus qui la composent. Parce que les lois du capital sont autres que celles de la

richesse et que le CME est une structure d'exploitation de l'homme par l'homme qu'aucune réforme fiscale, aussi radicale qu'elle soit, ne peut modifier.

Mais si le réformisme ne peut pas réformer le capitalisme, par contre, la techno-bureaucratie social-démocrate a pu, en une certaine mesure, modifier la grande bourgeoisie, et contradictoirement.

La grande bourgeoisie n'est plus ce qu'elle était (alors que le capitalisme l'est de plus en plus) ! Un échange très étroit, très intime, s'est instauré entre la grande bourgeoisie et la classe dirigeante de la social-démocratie, l'oligarchie techno-bureaucratique.

Celle-ci est devenue le service de gestion *nécessaire* à la grande bourgeoisie. C'est une collaboration fondée sur une totale délégation de pouvoir (selon un processus similaire à celui de la relation suzerain-vassal que nous avons essayé d'établir dans *l'Être et le Code*).⁵⁶ La techno-bureaucratie social-démocrate a été nécessaire à la période d'ascendance du CME (« les miracles » économiques). Elle est encore plus nécessaire pour gérer la crise.

On connaît le pouvoir de ces castes gestionnaires. Elles peuvent les révolutions de palais et les renversements de situation politique selon la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave, la vieille histoire des rois fainéants ou de l'intendant qui s'enrichit sur le dos du maître, le supplante, puis le chasse.⁵⁷

Rappelons le système de parenté qui a engendré l'intime collaboration de la grande bourgeoisie et des PDG, grands commis et grands managers. Il a créé une barrière et un niveau qui jouent comme un garde-fou. Il permet à la grande bourgeoisie, d'une part, de contrôler la gestion et, d'autre part, de s'exclure de cette gestion. Entre l'argent de la grande bourgeoisie et la techno-bureaucratie social-démocrate, s'interpose une fonction régulatrice qui n'est ni l'une ni l'autre, mais qui est l'une et l'autre, qui est la médiation entre l'avoir et sa gestion, qui est à la fois la participation de la grande bourgeoisie et celle de la bureaucratie élitaires. Ainsi la grande bourgeoisie peut contrôler la gestion, tout en s'excluant de ses appareils, et conserver ses prérogatives en se protégeant derrière le bouclier techno-bureaucratique.

Mais, pourtant, cette autonomie est relative : la grande bourgeoisie n'a-t-elle pas dû déléguer les pleins pouvoirs à la gestion ? Oui, mais les seuls pouvoirs de gestion. La techno-bureaucratie n'est qu'une prestation de service. Mais devenue nécessaire. Alors ? « Qui t'a fait comte ? Qui t'a fait roi ? »

C'est le capitalisme. L'inter-dépendance relative de la grande bourgeoisie et de la techno-bureaucratie élitaires permet la plus grande indépendance du capital. C'est le capitalisme qui permet à la grande bourgeoisie de s'exclure des services de gestion et à la techno-bureaucratie social-démocrate de s'inclure dans ces services. Le capitalisme redistribue la meilleure loi du profit, sa loi, selon les nécessités du CME. Et qu'importent les modifications (relatives) apportées à la grande bourgeoisie.

A l'égard des classes laborieuses, celles du travail manuel productif (paysan et

ouvrier), la social-démocratie ne fait que reprendre la stratégie de division et d'isolement de la tradition féodale et bourgeoise, commune au mode de production féodal et au mode de production capitaliste. Cette stratégie a été très efficace, puisqu'il a fallu attendre le Front populaire pour que s'esquisse une unité d'action entre les deux « plèbes » — ouvrière et paysanne — qui se sont ignorées à travers l'histoire et même opposées (la Commune). Cette stratégie de division, d'isolement est perfectionnée par une techno-bureaucratie qui peut maintenant atteindre tous les corps de métier. Elle peut alors essayer de récupérer et d'intégrer dans la classe unique les trois modes de travail manuel productif : le paysan, l'ouvrier, l'artisan. Selon cette vieille méthode : promotion d'une frange supérieure, paupérisation de la masse. L'isolement de classe (de la majorité) étant le corollaire de l'intégration (de la minorité).

Au niveau de l'artisanat, la stratégie de division va profondément modifier le corps de métier issu du corporatisme. Il va éclater, entre l'OQ et la PME, entre le technicien salarié et le patronat. La qualification professionnelle, qui avait permis l'autonomie du corporatisme (autonomie professionnelle qui avait même permis l'indépendance politique) qui s'était prolongée en aristocratie ouvrière, est maintenant réduite au salariat ou dénaturée en entreprise patronale. L'artisan, après avoir été son propre patron, est employé chez les autres ! Ou bien il devient le patron des autres (il peut disposer de 5 à 6 salariés). L'entreprise familiale se dénature en entreprise patronale (le poujadisme, CIDUNATI).

A l'égard du prolétariat, la stratégie de division, d'isolement et d'intégration relève d'un ensemble d'opérations stratégiques. C'est tout d'abord et essentiellement la différenciation du manœuvre, manutentionnaire, et de l'OS. Entre les deux, la différence du mode de production, différence entre le CCL et le CME, entre le capitalisme sauvage et le capitalisme social-démocrate. Cette différence entre l'homme de peine et le travail à la chaîne est énorme. C'est celle de la pénibilité. Deux univers du travail : celui du corps comme moyen de production, comme outil et celui du corps qui travaille sur une chaîne de production, avec des outils qui font le gros du travail. Bien sûr, au prix d'une autre aliénation : celle de la robotisation du fordisme et du taylorisme.⁵⁸

Nous avons déjà montré que la stratégie social-démocrate consiste à profiter de cette mutation du travail : le dépassement de la pénibilité sera dite son œuvre, ainsi que l'aménagement réformiste du travail à la chaîne. Elle récupère le progrès technologique (dû à l'industrialisation) de même qu'elle récupère l'aménagement des nouvelles conditions de travail (dû à la lutte des travailleurs). La conquête des libertés, syndicales en particulier, sera présentée comme l'essentielle conquête du réformisme. Cela permet une rupture avec tout un univers du travail, celui d'avant les lois sociales, de l'exploitation éhontée de la peine des hommes (et des enfants et des femmes).

Ce serait un grand mal dogmatique que de nier cette évolution des conditions de vie du prolétaire. Nous avons essayé d'établir par ailleurs que cette mutation était compatible avec l'exaspération de l'exploitation capitaliste : notre étude de

l'oppression économique a permis de montrer que l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière était la condition d'une plus grande exploitation par le productivisme et par le nouveau marché des biens d'équipements des ménages. Mais tous ces éléments convergent pour proposer une rupture avec la condition ouvrière du manœuvre d'avant le CME. C'est un « dépassement » dont le réformisme va se targuer ; la condition ouvrière s'est améliorée : le travail manuel a acquis un statut tel qu'il a fait passer le prolétariat au rôle de « partenaire social ». La société capitaliste peut être réformée : elle est certes soumise à une hiérarchie de fonctions, et la classe ouvrière est au bas de l'échelle. Mais le réformisme permettra de passer de cette *hiérarchie de classes* à des *différences de fonctions*. En fin de parcours, la social-démocratie retrouve l'idéal du corporatisme, comme celui-ci représentait la société des hiérarchies fonctionnelles d'Aristote.

A cette première cassure de la classe ouvrière va s'ajouter tout un système de fabrication d'antagonismes internes dûs au procès de production mis en place par le CME. Dans le nouvel ensemble productif deux autres ruptures : celle de l'OS et de l'OQ, celle de l'OQ et de l'ingénieur.

Alors que l'OS participe encore à l'univers du travail manuel, différent de celui du manutentionnaire mais encore réduit à la seule participation corporelle, parcellaire, qui robotise, l'OQ est déjà autre : sa qualification professionnelle relève d'une qualification intellectuelle. Mais l'ingénieur le rejette dans l'univers du travail manuel conditionné par un travail intellectuel venu d'ailleurs. Ainsi le manutentionnaire est isolé par l'OS, celui-ci par l'OQ et celui-ci par l'ingénieur. Quatre ordres quasi corporatifs du travail qui se sous-divisent en hiérarchies internes ($P_1, P_2, P_3, P_x \dots$).

Ces fixations n'existent que par la dialectique du procès de production capitaliste. La formation permanente est totalement ignorée. La formation professionnelle est très insuffisante. On doit être OS à vie.⁵⁹ Le progrès ne sert qu'au profit. Celui-ci fige les moments du travail en hiérarchies corporatives irréductibles et éternelles. Il oblige à répéter ce qui est dépassé par les évolutions technologiques et scientifiques. L'anachronisme et la technologie avancée délimitent toute une géo-politique du travail.

Le mode de production capitaliste s'efforce de casser l'homogénéité ouvrière (celle de la production des biens matériels) par un procès du travail fait de discontinuités et de ruptures. Il transmue les différences de ce travail en rivalités corporatives, par tout un système de primes, promotions, avantages sociaux, qui tend à une parcellisation maximale, de sous-groupes catégoriels atomisés encore en cas d'espèce (ingénieur-maison, etc.).

Cette stratégie de division et d'isolement, qui consiste à découper en tranches horizontales, discontinues, l'homogénéité verticale du procès du travail, va se renforcer par un enclavement — encadrement spécifique de cette production technocratique.

A la base, c'est celui du personnel de maîtrise. La promotion propre au travail de l'ouvrier, la qualification conquise sur le tas, s'accomplit en un rôle d'encadrement

certes de la production mais aussi et surtout de l'ouvrier. Le travail ouvrier se dédouble soit en une auto-surveillance de lui-même, soit en une production machinale.⁶⁰ L'autorité de l'un fait l'irresponsabilité de l'autre. L'ouvrier est ainsi, dans son travail lui-même, coupé de la responsabilité et de la pleine appréhension de sa production.

Cette stratégie voudrait faire de la classe ouvrière une double non-conscience de classe : le personnel de maîtrise serait une classe ouvrière tendant vers une quasi-trahison de classe — objective — et l'OS, une classe ouvrière se ravalant à une inconscience de robot. Classe sociale alors bloquée, aliénée par le travail ouvrier lui-même, prolétariat piégé en sa vocation universelle de classe libératrice puisque c'est son travail lui-même qui déboucherait sur une contradiction négatrice. Ainsi la dynamique de classe serait cassée à la base.

Au sommet les cadres... encadrent directement la haute technicité de la modernité productive. Cet autre bout de la dynamique productive, l'OQ et l'ingénieur, est aspiré, intégré par un autre système de promotion qui tend à déboucher, aussi, sur une collaboration de classes. Et c'est dans la mesure où ces travailleurs glissent de la haute qualification professionnelle à l'encadrement technocratique qu'ils bloquent de leur côté la dynamique de classe en une contradiction encore spécifique de la social-démocratie. D'une part, une qualification professionnelle de haut niveau, qui suffirait à garantir le statut professionnel tant elle est nécessaire ; d'autre part un encadrement qui n'est nécessaire qu'au capitalisme. C'est la contradiction même de l'ITC.

La techno-structure s'accomplit en une politique des revenus spécifiquement social-démocrate, qui veut parachever le travail de segmentation et de désagrégation de la classe ouvrière, briser l'unité productive du travailleur collectif. La société du salariat généralisé permet une globale manipulation, une stratégie de répartition qui répond aux besoins de la croissance du CME... puis à ceux de la dégénérescence.

Le principe général est un égalitarisme qui veut recouvrir les contradictions de classes, empêcher leur surgissement, et qui a comme corollaire une inégalité nouvelle qui veut créer des conflits spécifiquement corporatifs. Empêcher la lutte des classes, susciter un néo-corporatisme, tel est le principe de la politique des revenus de la social-démocratie.

Cette stratégie consiste à essayer de confondre en un même corps de salariés ouvriers et employés. (Autre figure de la classe unique). Elle veut empêcher la revendication ouvrière en atténuant de plus en plus les différences entre les salaires des travailleurs manuels et ceux des employés et travailleurs intellectuels. Elle cherche même à les rendre équivalents. En même temps, autre loi tendancielle, elle s'efforce de faire évoluer la grille des salaires vers « une bonne moyenne » de par l'écrasement des hauts salaires et l'augmentation des bas salaires. C'est la masse ouvriers-employés qui est alors visée, pour un amalgame et une solidarité intercorporatistes.

Dans ce contexte égalitariste, une autre manipulation permet... le contraire. Une autre loi tendancielle va créer des différences sectorielles, géo-politiques. C'est la politique

des hauts salaires et primes diverses des secteurs de pointe, de la technologie avancée, des marchés de l'exportation. Alors les ouvriers qualifiés gagneront autant et même plus que les employés (et même que les ingénieurs des secteurs en crise) et certains employés gagneront autant et même plus que les cadres des secteurs sous-développés.

Tout l'éventail des salaires est manipulé pour établir un égalitarisme de conflits corporatifs, inter-catégoriels. Cela permet le discours social de la social-démocratie : disparition des différences de classes, des clivages traditionnels entre ouvriers et employés, entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels. En même temps, « la liberté » serait garantie : les « différences » rendraient compte de l'initiative et de la bonne réponse à la concurrence internationale. Il y en a pour tous les goûts, pour ceux qui veulent la différence et pour ceux qui croient atteindre l'égalité. Et cela peut se disposer dans l'alternance ou le syncrétisme. Le même travailleur peut être dupe des deux moments stratégiques dans le même moment. Ainsi les rapports de classes sont doublement faussés, segmentés, redistribués dans la classe unique.

La couverture sociale parachève le paravent social de la social-démocratie. Nous avons déjà montré qu'elle est le lieu privilégié de la récupération social-démocrate des conquêtes du Front populaire et de la Résistance. La techno-structure peut s'attribuer le mérite de ce qu'elle a longtemps combattu. Ce qui a été le moteur de la lutte des classes devient un nouveau système conservateur. La classe unique s'unifie, ironie capitaliste, par les conquêtes sociales.

Nous ne considérerons pas l'immigration massive comme une réalité extérieure à la techno-structure, comme un accident historique. Au contraire, nous avons déjà dit que la phase de décollage et d'ascendance du CME engendrait de nouvelles figures de l'oppression économique : le double déplacement de population, intérieur et extérieur, français et étranger qui répond à la demande de main-d'œuvre non qualifiée. Il s'agit d'un effet de structure qui ne fait que ratifier le processus néo-colonial de la production du CME, des multinationales, de l'impérialisme. La stratégie social-démocrate a exploité cette situation pour essayer de casser l'unité de la classe ouvrière, pour chercher à l'intégrer dans un solidarisme nationaliste poujado-coluchien.⁶¹

L'immigration massive a permis de renforcer les clivages entre le manutentionnaire et l'OS et entre l'OS et l'OP. L'ouvrier agricole a été concurrencé par une nouvelle main-d'œuvre pendant longtemps non déclarée. A la ville, les nouveaux travaux subalternes de l'entretien et de l'équipement, de même que ceux des services traditionnels (hôtellerie, etc.) sont occupés par des travailleurs immigrés. A la base de la technicité productive, la fonction de l'OS tend à s'identifier à celle de l'immigré.

C'est le fondement objectif du racisme : la mise en concurrence, pour l'emploi, pour la survie, du pauvre, du déshérité d'origine française et d'origine étrangère. Les conditions subjectives seront proposées par une autre condition objective : la promiscuité du HLM, la dispute pour l'espace vital familial, le choc de deux prolétariats figés en des coutumes-habitudes devenues nécessaires à la survie. Ainsi le

système cherche à imposer à la classe ouvrière une ségrégation raciale qui serait une division de classe radicale, dans le travail et en dehors du travail, entre le manoeuvre et l'ouvrier technicien, entre l'OS et l'OQ, et entre leurs familles et dans leurs familles.

A l'égard de la classe moyenne traditionnelle, le processus de dénaturation (dont nous avons déjà proposé les modalités essentielles, de déqualification et de paupérisation) s'exaspère et s'accomplit par tout un processus d'annexion au profit des grosses entreprises. Nous proposerons trois modalités d'intégration qui rendent ces entreprises directement tributaires du grand capital. C'est d'abord la sous-traitance, qui modernise un procédé traditionnel et qui se caractérise par l'emploi d'une main-d'œuvre non qualifiée. C'est ensuite l'usine expérimentale, à la main-d'œuvre qualifiée, tributaire des essais et erreurs, d'une très forte instabilité. C'est enfin l'usine aux machines sophistiquées, sans main-d'œuvre, ou très qualifiée.

Le paradoxe, de ce nouveau développement de la petite et moyenne entreprise, c'est qu'il est aussi une annexion, une soumission aux grandes entreprises du grand capital. Maintenant, le renouveau des PME signifie l'expansion du CME ! Et paradoxe suprême : quand le chef de ces entreprises réussit... il perd le contrôle de son affaire ! Il doit échanger la libre entreprise — son entreprise, sa création — contre un haut (ou très haut) salaire. Il devient PDG, ce qui signifie que maintenant la réussite de la PME est aussi sa fin. La libre entreprise est bien morte. Ou elle meurt de sa belle mort (la faillite) ou elle meurt de son succès. Elle doit se soumettre aux nouvelles conditions de l'expansion, celles de la grande entreprise du grand capital. (C'est le marché qui décide : un certain seuil d'exportation... et c'est le succès, qu'il faut vite exploiter... mais le chef d'entreprise n'en a pas les moyens... aussi doit-il les chercher ailleurs...).

Ces trois types d'entreprise signifient une mutation radicale de la classe sociale — celle des PME, de la classe moyenne traditionnelle — qui possède ses moyens de production. Bien de ces chefs d'entreprise, maintenant, s'ils restent propriétaires de leurs moyens de production, ne disposent plus des moyens de production nécessaires à leur production ! Paradoxe qui signifie deux niveaux de la production : celui qui relève encore d'un environnement industriel type CCL et celui qui relève de l'environnement CME. Autrement dit, la libre entreprise traditionnelle doit se cantonner en un secteur local, régional, celui d'une activité industrielle et commerçante coiffée par l'industrie et le commerce des grosses entreprises, celles que le CME a mis en place. La classe sociale, qui est partie d'un égalitarisme utopique pour se hiérarchiser en petite et moyenne entreprise, achève son parcours en une dénaturation radicale de la libre entreprise qui la justifiait. Ou elle est intégrée par la grosse entreprise ou elle se réduit à un sous-secteur industriel et commercial qui occupe dans le tissu économique de la nation ce que le grand capital ne juge pas rentable d'occuper.

La petite et moyenne entreprise de la campagne (entreprise familiale) a connu une spectaculaire annexion du capitalisme bancaire. La mécanisation accélérée et radicale de l'agriculture nécessite de constants réinvestissements dans l'équipement en

machines-outils. (Ce qui fait que le Crédit Agricole pourrait être considéré comme une entreprise de métayage d'un style nouveau). Là aussi, se reproduit la même dépossession des moyens de production qui caractérise le secteur industriel. Ces entreprises familiales ne détiennent plus l'intégralité de leurs moyens de production ; elles sont soumises aux moyens de production nécessaires à la production de ces moyens.

L'expansion de la classe unique est devenue maximale. A partir du noyau originel, corps de classe issu du volontarisme techno-bureaucratique, artificiel, en son principe hétérogène, une première dilatation se fait par les couches moyennes, vers le haut et vers le bas de la société globale. La deuxième phase expansionniste recouvre maintenant d'énormes pans de la société traditionnelle, d'énormes dénaturations des déterminations des classes originelles. C'est essentiellement une partie de la classe moyenne traditionnelle qui s'amalgame aux nouvelles couches moyennes en un vaste ensemble moyen, mi-couche, mi-classe. Cette confusion est une grande victoire de la classe unique. La social-démocratie tend à amalgamer deux énormes masses de population, des origines de classe et de couche très différentes, dans le moyen, dans l'indifférencié, dans la neutralisation réciproque, selon des standards et des modèles culturels qui deviennent lieux communs.

Politiquement, le phénomène a d'énormes conséquences : cette énorme classe-couches moyennes (ventre mou de la Bête sauvage) va faire toutes les majorités sociologiques qui auront le pouvoir de faire et de défaire... les majorités électorales. Son centre de gravité étant le centre, le moyen, l'entre-deux, la majorité va osciller entre le centre-droit et le centre-gauche, selon de très légères différences qui décideront de la droite ou de la gauche.

Le système présidentiel est l'exploitation politique de cette situation sociologique. Il est ce jeu de bascule, infime, qui porte en lui l'alternance, la répétition du même, la permanence social-démocrate. Tout change et c'est l'éternel retour.

L'expansionnisme de la classe unique ne doit pas être réduit à cet agglomérat classe moyenne-couches moyennes. Nous avons vu que la social-démocratie cherchait aussi à amalgamer ouvriers et employés, la partie inférieure des couches moyennes et la partie supérieure de la classe ouvrière.

Mais ce sera aussi à ce niveau que le contradictoire pourra s'articuler et s'organiser. Car si nous avons dû procéder à une étude unilatérale, en recensant tous les éléments qui justifient le projet de classe unique, rappelons que nous avons aussi défini la classe moyenne et les couches moyennes comme étant, chacune, constitutivement contradictoire. Et c'est ce contradictoire que nous proposerons comme projet révolutionnaire, comme alliance de tous les travailleurs victimes de la techno-structure, du CME, alliance des couches moyennes et du travailleur collectif et alliance de la classe moyenne traditionnelle paupérisée et déqualifiée et de ce même travailleur collectif. Face à la tentative d'hégémonie de la social-démocratie, une nouvelle identité

de classe s'est développée. Tout un potentiel révolutionnaire tend à s'actualiser.

4. La classe unique par le procès de consommation

C'est aussi et surtout au niveau du procès de consommation que s'effectue la dénaturation, neutralisation, division, intégration qui tend à la classe unique. L'essentiel de la stratégie consiste :

1° A effacer les déterminations historiques et sociologiques des classes sociales traditionnelles ;

2° A leur substituer les normes et standards de la consommation (ceux qui ont comme origine les couches moyennes) autorisée par le mode de production capitaliste le plus récent.

Ces classes sociales doivent connaître une rupture avec leur origine, avec la culture historique de leur engendrement, avec leur pathos. Cette rupture doit tendre à devenir oublié. Ainsi apparaît une disponibilité croissante à d'autres valeurs. Puis l'intégration. Donc, quatre moments de la dénaturation des classes sociales traditionnelles : rupture, oubli, disponibilité, intégration.

C'est dans la famille que ces opérations s'effectuent : les moments cités vont être repris, dans le pathos familial, en tant que conflit des générations et conflit des sexes. Les rôles familiaux proviennent de ce parcours, de la rupture à l'intégration, en tant que fixation sur un moment, fixation conflictuelle avec d'autres fixations. Chaque fixation propose un processus d'individualisation, de personnalisation.

Voilà, brièvement indiqués, les éléments du drame familial imposé par la stratégie du néo-capitalisme. Son parcours, son jeu, son enjeu. On pourrait proposer un jeu de l'oie de ce déploiement du pathos. A partir des quatre moments du parcours, des deux sexes et des deux (ou trois) générations, le drame familial évolue selon les mutations de la famille qui passe du CCL au CME. Ainsi des moments-clés, décisifs, qui font avancer ou reculer : le succès ou l'échec à l'examen, le divorce des parents, l'acquisition de la maison de campagne, l'avortement, la fugue, etc. La stratégie de dénaturation des classes sociales traditionnelles cherche, bien sûr, l'intégration radicale (par l'intégrale soumission aux valeurs de la consommation) mais peut se satisfaire de cette neutralisation qu'est la dispute familiale (celle des rôles familiaux fixés aux grands moments de la mutation du CCL au CME). Le système dispose de deux stratégies de rechange : la neutralisation ou/et l'intégration.

Tous les moments du jeu de l'oie que nous proposons doivent être subsumés, balisés, par le procès de consommation. C'est sur le chemin de la consommation que se situent les étapes du drame familial, selon la double progression de l'idéologie de la libéralisation et du marché du désir (les deux grands attributs du procès de consommation). On doit passer de la famille issue de la tradition, de la culture de classe, à la famille éclatée jusqu'à l'atomisation (celle de « l'identité culturelle » de la

femme et du jeune) qui permet au néo-capitalisme de contourner les résistances à ses modèles culturels standardisés (de la consommation).

Dans *Le Capitalisme de la séduction* nous avons proposé les grands moments de ce jeu de l'oie de l'intégration, ceux qui font maintenant l'essentiel du pathos familial, les défis, les disputes, les complicités, les alliances, les réconciliations entre le père et le fils, la femme et le mari. Nous en rappellerons le principe : c'est le passage de « la contestation » politique à la consommation de masse. La consommation, d'abord sélective se banalise, banalisation de la marchandise — contestataire (ainsi le hash) et banalisation des mœurs de la social-démocratie libertaire. Ce jeu de l'oie aura comme cases décisives : le flipper, le juke-boxe, le poster, les jeans, le treillis, les cheveux longs (ou la banane), la guitare, la bande, la surbroum, la boum, le psychédélique, la boîte, la bande sonore, le rock, le hash, un certain usage de la pilule, le sexisme (féminisme, « jeunisme »), la moto, la chaîne hi-fi, la guitare électrique, le nikon et sur un autre plan : la mode, la démode (le rétro), Régine, Castel, le Club Méditerranée, Ibiza, le bal du samedi soir et comme apothéose, pour tous, la maison de campagne.

Lorsque nous proposons le jeune et la femme comme cibles-prescriptrices privilégiées (de l'idéologie du désir et de son marché) nous ne désignons pas des entités abstraites, métaphysiques, comme le fait l'idéologie de la social-démocratie libertaire (comme ces idéologues qui font du « sexisme ordinaire » croyant dénoncer ce sexisme ordinaire). Sexe et classe d'âge doivent être situés dans le contexte économique-politique, dans les rapports de production. S'ils s'avèrent les points faibles de la structure familiale, les lieux d'insinuation et de pénétration des discours, des signes, des objets, des services du néo-capitalisme, c'est en tant qu'effet historique, reflet de la mutation des modes de production. C'est leur statut objectif, personnel, dans le procès de production qui décide. Ce n'est pas leur « nature » de jeune ou de femme. Les grands moments statutaires ne font que rendre compte de la dialectique production-consommation.

Dans la famille traditionnelle, la femme qui n'est pas soumise au travail productif, le fils qui fait des études restent sous la tutelle idéologique, économique, juridique du mari ou du père. Il y a une irresponsabilité de situation — objective — qui est le principe de l'infantilisation (et d'une infantilisation de la femme). Cette situation est d'ordre infrastructural. (Nous devons évidemment écarter, pour définir scientifiquement les statuts du jeune et de la femme, l'énorme discours qui ne se situe que dans les effets superstructureux idéologiquement proposés comme causes d'eux-mêmes). irresponsabilité objective, en ce sens que le jeune et la femme ne disposent pas des régulations et des normes de comportement qui sont immanentes au procès de production⁶².

Dans cette situation, la femme et le jeune (de la famille traditionnelle) disposent d'une *disponibilité objective* qui rejoint la disponibilité de classe spécifique de la société civile (que nous avons définie dans la première partie). La disponibilité macro-

sociale (de classe) devient le modèle, la référence de la disponibilité micro-sociale (de la famille). Les analogies de situation permettent un échange, une inter-relation de classe à personne.

Mais il faut une médiation.⁶³ Entre le CCL et le CME ; entre la classe sociale dominante et le jeune, la femme des autres classes ; entre les modèles de l'économie — donc de la vertu — et ceux de la dépense — donc du plaisir. En termes de politique et d'histoire macro-sociale, ce sera Mai 68. Mais en termes de sociologie culturelle, différentielle, micro-relationnelle (sociologie de la famille), ces médiations seront... les médias et l'étudiant.

L'étudiant est un statut qui accumule toutes les qualités requises pour ce rôle. Il est jeune, essentiellement issu de la classe moyenne et des couches moyennes (c'est un premier lieu d'unité de classe unique). C'est un intellectuel. Il est objectivement le lieu de passage de la culture traditionnelle bourgeoise aux nouveaux métiers. Son travail d'intellectuel consiste à produire la culture de cette mutation (modèles culturels). Il doit débloquer les inhibitions, fabriquer un champ libre pour la nouvelle société. (L'étudiant dit du progrès l'évolutionnisme des classes dominantes). Il est disponible. Car s'il travaille pour un métier, ce n'est pas un travailleur salarié productif. (Bien sûr, une minorité, qui se développe de plus en plus, est salariée. Mais nous ne parlons pas de ceux-là).

Jeune, issu des classes moyennes, intellectuel, non salarié productif : le statut de l'étudiant est celui du cumul des disponibilités. Il échange, il diffuse les modèles culturels qu'il produit. Il est à la fois producteur et diffuseur. Et diffuseur-prescripteur, auprès des autres jeunes (garçons et filles). Les médias reprendront son message, en un autre langage. Dans *Le Capitalisme de la séduction*, nous avons montré comment l'étudiant diffuse ce message par la bande et comment les médias achèvent la vulgarisation des modèles culturels de la social-démocratie libertaire (l'articulation entre le message du jeune et celui des médias est le rock). Aussi ces modèles culturels, de la nouvelle consommation libidinale, ludique, marginale, tendent à devenir les modèles des jeunes et des femmes. Partis d'une culture sélective, ils tendent à recouvrir la société globale. Ils vont pénétrer les classes sociales traditionnelles pourtant les plus éloignées, par les déterminations de leur procès de production (éthique de la nécessité et morale de l'économie), de cette consommation.

La disponibilité objective de la femme et du jeune de la société traditionnelle peut donc devenir semblable à celle de la nouvelle classe dominante. Mais alors sans disposer des moyens de cette classe. Car toute réalisation doit se faire, maintenant, dans la société du salariat généralisé. La loi de la disponibilité va se heurter à la loi de la société du salariat généralisé. Autre moment essentiel du statut du jeune et de la femme. La dialectique propose alors deux cas de figure, deux tendances contradictoires.

Elles seront déterminées par le marché du travail. Celui-ci se définit essentiellement par la relation de la déqualification et paupérisation professionnelle (des secteurs

productifs traditionnels) et de la super-qualification et promotion des nouveaux métiers du travail productif et non productif (ITC, essentiellement). La masse des jeunes et des femmes de cette nouvelle société occupe les premiers secteurs. Très peu d'élus (de promotion) chez les ITC, médecins, animateurs, etc. Ces populations verront encore leur situation professionnelle aggravée par le chômage dont elles sont l'essentielle victime.

Ces jeunes et ces femmes participent donc, maintenant, à l'ordre du travail productif : leur disponibilité familiale originelle se dépasse par la participation au travail social. Et dans un contexte très difficile, qui ne leur permet aucun accès à ce surplus (du salaire) qui autorise la consommation libidinale, ludique, marginale. Aussi, la plupart de ces jeunes et ces femmes — nécessité oblige — tendent à s'identifier de plus en plus à la situation objective des travailleurs les plus défavorisés.

Mais c'est aussi en ces populations que la stratégie capitaliste s'avère diaboliquement efficace. Elle sait diviser, jusqu'à la guerre civile chez les pauvres. Elle va exploiter à fond cette situation : le cumul de la disponibilité familiale et de la disponibilité du chômage, du non-emploi chronique. C'est alors la pré-délinquance et la petite délinquance de HLM, de banlieue, de ghetto, sur les populations les plus déshéritées, à domicile. Car c'est la totale disponibilité à la consommation ludique, libidinale, marginale, affichée, proclamée par les médias et les vitrines, sans le moindre moyen de réalisation. De cette situation objective naît une situation subjective, qui n'est qu'un reflet machinal.

On sait à quel point cette situation est exploitée par l'idéologie de « la France profonde » : violence, insécurité, etc. Le jeune devient un suspect. Cette idéologie permet de cacher la responsabilité des classes dominantes. Et de dénaturer la vraie tendance des jeunes, leur profond désir... puisque désir il y a, mais désir... d'insertion sociale, de qualification professionnelle, de responsabilité civique, d'engagement familial (institutionnel ou pas).

La société du salariat généralisé autorise aussi la situation symétrique mais inverse : elle propose les moyens de réalisation de la disponibilité familiale du jeune et de la femme. Les hauts salaires du père ou du mari permettent d'augmenter la masse des jeunes de la jeunesse dorée et celle des femmes dispendieuses. Dans *Le Capitalisme de la séduction*, nous avons montré comment la bourgeoisie, par les femmes et les jeunes, avait occupé l'essentiel des nouveaux emplois et des nouveaux métiers non productifs, et même parasites, créés par le CME. Nous n'y reviendrons pas.

Cet ensemble doit être complété d'une troisième composante, mineure, certes : celle des métiers non productifs, parasites même, voire métiers du marché du désir auxquels accèdent certains jeunes et femmes des classes inférieures. Ce sont les sous-emplois des secteurs occupés par la nouvelle bourgeoisie jeune et féminine. Tous les petits emplois de l'artisanat (d'art) et de l'industrie du loisir, du plaisir, du divertissement, de la mode. Ces métiers sont mixtes : ils sont un travail mais dans un

secteur non productif, parasitaire (ce sont les animateurs, les hôtes, les barmans, etc.). Ces jeunes et ces femmes accumulent les disponibilités et les moyens. Ils ont le salaire et surtout la participation immédiate à l'environnement du marché du désir. Aussi le plus souvent mènent-ils une double vie : un travail parfois harassant et une vie de plaisir (autre figure de l'aliénation, exaspérée ici, mais qui est exemplaire d'une arythmie sociale qui tend à se faire pathologique).⁶⁴

Cet ensemble, bien que mineur, est un important support de l'idéologie qui proclame en droits du sexe ou du jeune les nouveaux privilèges de classe, de caste, de corporation.

Ce n'est donc que par un certain type de jeunes et de femmes que la subversion capitaliste a pu déstabiliser la famille et l'investir des valeurs idéologiques nécessaires à l'écoulement des produits du marché du désir et à la stratégie politique de division des travailleurs. Les processus de désagrégation de la structure familiale sont aussi ceux de l'intégration au système. Certes, selon de très grandes différences⁶⁵ dans la dénaturation de la situation originelle (rupture, oubli, disponibilité, intégration). Cette déstructuration augmente en fonction de l'éloignement du procès de production, le jeune et la femme de la classe ouvrière étant les plus « résistants ».

Mais comment une telle emprise de l'idéologie de la société civile — idéologie du désir — est-elle possible ? Comment la cellule familiale a-t-elle pu se laisser pénétrer à ce point par la subversion capitaliste ?

Car, quand même, la famille en avait vu bien d'autres. De la famille décrite par Engels à la famille éclatée du CME, que de mutations des rôles sociaux et quelles transmutations des valeurs, tout en préservant la pérennité de la structure. La famille a même été le haut lieu de résistance à l'État (Antigone) et aux pires pressions politiques. Pourquoi, soudain, cette soumission à une idéologie aussi mercantile, ce triomphe de la consommation-transgressive, de la contestation (du père) ?

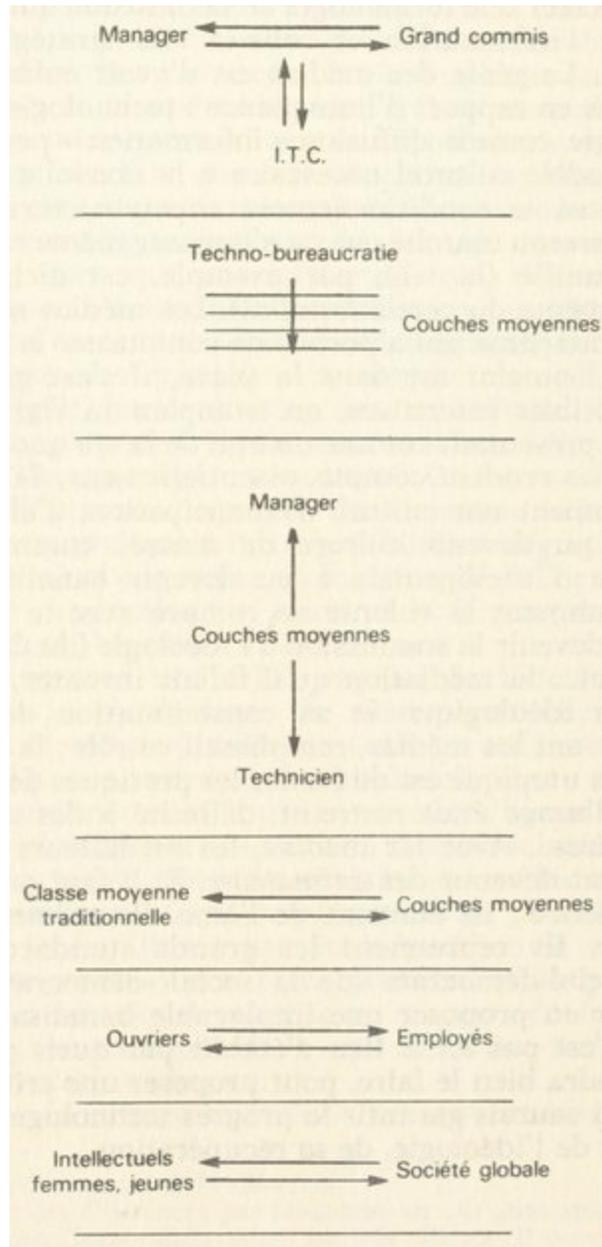
C'est que la culture capitaliste, a su inventer le moyen, la technologie, le médium adéquat. Celui-ci propose un parfait rapport d'expression entre la forme et le contenu, entre la technologie et l'idéologie, entre la libéralisation et le marché, entre le désir et sa satisfaction, entre la culture et l'inculture. Cela s'appelle les médias. L'idéologie de la technologie est aussi la technologie de l'idéologie.

Il fallait créer une technologie de la diffusion qui soit une culture de l'information et celle-ci une stratégie de la persuasion. Le génie des médias est d'avoir enfin mis les trois termes en rapport d'immanence : technologie = culture = stratégie comme diffusion = information = persuasion. Ainsi le modèle culturel nécessaire à la nouvelle consommation, ainsi le conditionnement superstructural nécessaire au nouveau marché ont pu s'imposer même et surtout dans la famille (la télé, par exemple, est nichée dans l'intimité même du cercle familial). Les médias sont cette ruse, ce stratagème qui a permis de contourner la citadelle familiale ; l'ennemi est dans la place, il s'est glissé par d'imperceptibles interstices, en trompant la vigilance du père, en se présentant

comme un ami de la vie quotidienne.

Les médias rendent compte, essentiellement, de ce paradoxe : comment une culture d'émancipation, d'abord très élitiste, a pu devenir culture de masse ; comment une thématique d'intelligentsia a pu devenir banalité quotidienne ; comment la volonté de rompre avec le passé (le CCL) a pu devenir la soumission à l'idéologie (du CME). Les médias sont... la médiation qu'il fallait inventer, entre la fabrication idéologique et sa consommation de masse. L'utopie, avant les médias, remplissait ce rôle ; la vocation du discours utopique est de fonder les pratiques de l'idéologie. Mais l'usage était restreint, délimité à des minorités contestataires... Avec les médias, les médiateurs fourmillent. Ils sont devenus des *animateurs*. Et il faut prendre ce mot à la lettre : ils donnent de l'âme. Ils animent la vie machinale. Ils reprennent les grands standards de la culture social-démocrate (de la sociale-démocratie libertaire) pour en proposer une implacable banalisation animée. Ce n'est pas ici le lieu d'établir par quels procédés. Mais il faudra bien le faire, pour proposer une critique des médias qui saurait garantir le progrès technologique en le préservant de l'idéologie, de sa récupération.

Les étapes de la classe unique



5. Le bilan, entre le présent et le conditionnel

La société civile, en son achèvement, serait cet ensemble à trois dimensions : une grande bourgeoisie toute puissante, qui, elle, n'a fait que se concentrer, s'actualiser selon la plus grande efficacité, disposant maintenant d'une caste-service qui gère le capital sans partage et qu'elle contrôle sans problème ; une classe ouvrière, fragmentée, segmentée, éclatée, aux clivages de plus en plus accentués, en totale rupture d'identité ; enfin tout le reste, une énorme « classe unique », ventre mou de la Bête sauvage, faite essentiellement de l'agglomérat informe des nouvelles couches moyennes et de la classe moyenne traditionnelle.

La lutte des classes existerait encore, certes, mais récupérée totalement par la stratégie social-démocrate, qui en ferait même le moyen de son hégémonie. Le

réformisme activerait la radicalisation de la société civile, en liquidant les dernières résistances de la Vieille France et de la classe ouvrière. (Ce serait l'ère d'un rocardisme triomphant, qui parachèverait l'atomisation du corps social, plan sur plan.) L'État-nation, pris en tenailles entre l'Europe de la CEE et la régionalisation (ou même l'autonomie et l'indépendance des régions) ne serait plus qu'un super-service de gestion, une sorte de Conseil d'Administration qui coifferait l'ensemble des multinationales. Il perdrait même toute fonction politique : une « fin de l'État » qui serait le triomphe de l'utopie libérale, de la social-démocratie libertaire. Cette « fin de l'État » serait la gestion de la classe unique.

Cela voudrait dire une double définition de la nouvelle citoyenneté. D'une part, une vie économique totalement gérée par la techno-structure. D'autre part, une vie exclusivement politique, totalement gérée par le nouveau citoyen, qui ne disposerait que d'un contrôle platonique de l'économique mais qui, par contre, perdrait son temps en une toile d'araignée de réseaux d'échange, de communication, d'information hyper-contraignants, formels et qui constitueraient l'unidimensionalité de l'homme moderne, coupé à la fois de l'économique et de la méditation, de la vie intérieure. Les médias seraient « l'âme » de ces réseaux d'échange, de communication, d'information. La technocratie⁶⁶ serait imposée à la vie publique, pour la vider de tout contenu, de toute responsabilité économique et morale. La nouvelle citoyenneté serait celle du consommateur intégral. Les grands moments de la vie politique seraient ceux de l'affrontement du Grand Conseil des consommateurs et des Conseils d'administration des multinationales. Enfin le dialogue direct du producteur et du consommateur !

Sans aller trop loin dans la futurologie, on peut déjà constater qu'une idéologie de rechange, de la lutte des classes, tend à se constituer. Une nouvelle contradiction « dépasserait » la vieille contradiction de classes (archaïsme dérivé du XIX^e). Elle permettrait de recouvrir la vieille société, encore relativement soumise aux catégories de classes, d'une vraie contradiction, celle-là. Ce serait celle des victimes du progrès et des profiteurs du progrès. La crise aurait permis d'accélérer un processus latent, de l'exaspérer. Ce serait un nouveau clivage, qui s'imposerait à toutes les classes sociales, de telle manière qu'il tendrait à juxtaposer deux France, constituées par un égal partage de chaque classe sociale. On passerait alors du tripartisme de classes (propre... à la classe unique) à un bipartisme qui n'aurait plus de substrat de classe. On aurait deux agglomérats informels qui constitueraient une super-classe unique, une vraie société sans classes, enfin. Tous les ennemis d'hier se sentiraient solidaires face à tous les nouveaux privilégiés.

Nous avons déjà proposé bien des éléments de ces deux France. Reprenons-les, pour définir ces deux ensembles antagonistes. En bas, la nouvelle prolétarisation, un mixte, un agglomérat fait des essentielles déqualifications et paupérisations des grandes « chutes » professionnelles : OS, bien sûr, mais aussi... le maître-auxiliaire (chute de l'enseignement, de la fonction publique, nouvelle piétaille des non-titulaires), le petit

employé (en proie à la burocratie), la petite et moyenne entreprise en voie de disparition... et même les ITC (cadres-maison qui ne peuvent se recycler). En haut... les mêmes, pourrait-on presque dire, mais dans la situation inverse, celle qui permet de profiter de la crise : la petite et moyenne entreprise modernisée qui par exemple fait de la sous-traitance pour les multinationales, mais aussi l'addition des réussites et promotions professionnelles, essentiellement le technicien qualifié ou très qualifié, nouvelle élite ouvrière, la nouvelle bureaucratie d'encadrement (encore l'ITC, mais l'autre face), les nouveaux métiers de l'information et de la communication (médias), le néo-mandarinateur de l'enseignement...

Plus la crise s'aggrave, plus cet antagonisme s'exaspérerait. Il tendrait même à devenir la contradiction définitive de la société : celle du chômeur et du travailleur. Ce serait la structure même des sociétés « post-industrielles », de telle sorte que toutes les différences de classes antérieures seraient recouvertes par un nouveau type d'affrontement, celui du nouveau déshérité et du nouveau privilégié, « la société se trouvant de plus en plus divisée entre ceux qui risquent de perdre leur emploi et ceux qui sont certains de le conserver ».⁶⁷ La garantie de l'emploi serait par elle-même un privilège bien supérieur à celui des privilèges de classe, qui certes ont pu, au XIX^e siècle, jouer un rôle important, mais qui maintenant sont laminés par la crise. « Il est vrai que la titularisation constitue aujourd'hui véritablement le passage d'une classe sociale à l'autre. »⁶⁸ Un privilégié entre tous : le fonctionnaire. Non seulement la fonction publique, le service nationalisé relèveraient d'une totale bureaucratisation, mais seraient aussi la nouvelle caste, au-dessus des vieilles divisions de classes, qui cumule tous les avantages, sans aucune contre-partie : « Il est des formulations, des revendications, des refus de syndicats de fonctionnaires, qui sont à la limite de l'indécence. »⁶⁹ Les revendications ouvrières auraient quelque chose d'archaïque, de déplacé : « Comme est choquante en période de chômage toute action qui met en danger l'outil de travail, c'est-à-dire la survie de l'entreprise. »⁷⁰ La nouvelle société, humaine et moderne, doit apprendre à dépasser des querelles que la crise a objectivement rendues subsidiaires : « En vérité, les acteurs sociaux ont beaucoup de mal à accepter les implications concrètes d'un principe pourtant proclamé par tous, celui de la solidarité dans la lutte contre le chômage et dans le soutien aux chômeurs. »⁷¹ La société solidariste serait le dernier avatar de la société civile. Celle-ci retrouverait un civisme que la lutte des classes avait bafoué. La notion de solidarité se substituerait définitivement à l'affrontement de classes, qui ne peut plus être qu'anti-social, menace sur l'outil de travail. L'antagonisme pauvre et nanti, chômeur et travailleur, titulaire et non-titulaire serait le principe des nouvelles hiérarchies. Ce haut et ce bas de la société rendraient les notions de droite et de gauche bien inadéquates, archaïques même. Le nouveau déshérité et le nouveau privilégié seraient bien au-delà des divisions de classes, qui se révéleraient des classifications superficielles et dont

l'usage s'avérerait conservateur.

Et tout s'ensuivrait : la solidarité nationale devrait d'abord passer par la solidarité patron-ouvrier, les syndicats devraient « comprendre » les difficultés des entreprises. Les exportations font l'essentiel du revenu national... et comme celui-ci fait le niveau de vie... et comme ce sont les patrons qui font les exportations ! Tel serait le slogan de la société solidariste : patrons et ouvriers, même combat face au chômage, au déficit du commerce extérieur.

Ce bilan est entre le présent et le conditionnel. Cette distance, à la fois énorme et infime, est celle de l'espace stratégique. La stratégie est dans le présent, elle est la réalité même, la non-utopie par définition. Elle est effective, elle est en acte. C'est un projet qui connaît son but, ses étapes ; il est en marche. Il peut comparer ce qui doit être fait à ce qui a été fait.

Mais en même temps, la stratégie est au conditionnel : elle fait comme si. Elle est même au plus-que-parfait : elle progresse de si en si. La fin se perd dans les moyens. Le projet est renvoyé de médiation en médiation. La stratégie se dilue en tactiques. Mais ce qui fait ce plus-que-parfait hypothétique, c'est... la stratégie adverse ! Certes, elle peut être prise en considération. Elle peut même être programmée. Mais alors que de si. Avec ce si suprême : l'adversaire devra fonctionner comme la stratégie le prévoit. C'est supposer alors qu'il n'est pas cet autre que l'on ne peut pas connaître, tellement il est différent. N'est-ce pas alors introduire dans sa propre stratégie un vice constitutif ? La stratégie ne doit-elle pas prévoir une indétermination constitutive... en bonne stratégie ?

De plus, toute stratégie doit compter avec un élément extérieur, l'apparent accident qui n'est en définitive que le surgissement d'une autre stratégie plus synthétique, plus globalisante... et méconnue, par définition. La stratégie social-démocrate est certes valable en France, en Europe, dans tous les pays « post-industrialisés ». Mais le géopolitique mondial peut fausser ce projet local. L'impérialisme américain n'est-il pas la condition à priori et non explicitée qui autorise son autonomie... combien relative, alors !

Aussi, avons-nous défini la stratégie social-démocrate en sa *relativité*, comme une *visée* monopoliste et hégémonique de la nouvelle économie politique (celle qui s'accomplit par le nouveau marché du désir), comme un *projet* de classe unique, comme une *intentionnalité* de la techno-structure. C'est, comme on dit, un projet de société, mais qui repose sur des acquisitions et qui se justifie aussi par des réalisations en cours.

Le terme de *neutralisation* nous a semblé être le moins inadéquat pour préciser le lieu exact de l'effectivité, de la réalisation stratégique social-démocrate. C'est à mi-parcours, entre le vieux projet utopique du libéralisme du XX^e siècle et la société civile du... XXI^e siècle. L'actuelle société est un entre-deux : entre la société de classes définie par le CCL et la société de la société civile solidariste. La Bête sauvage a

beaucoup fait, méfait, plus exactement. Nous vivons sous la griffe de la Bête sauvage. Mais il lui reste beaucoup à faire, infiniment à faire pour en venir à une totale hégémonie, pour avoir la peau de la classe ouvrière.

La notion de stratégie nous a permis ce bilan, qui est une première actualisation de la lutte des classes. Il fallait oser le faire, contre le double dogmatisme du dogmatisme marxiste et des anti-dogmatiques à la manière de R. Aron et des nouveaux philosophes. La lutte des classes qui a été le sujet de leur célèbre dispute (toujours actuelle) n'existe plus dans les sociétés soumises à la société civile. Toute une partie de la culture politique de la modernité est un archaïsme. Le discours idéologique continue à fonctionner sur une situation historique totalement dépassée. Une nouvelle lutte des classes est en cours, magistralement ignorée de l'intelligentsia qui continue à ronronner son sartrisme et son aronisme (les deux s'avérant complémentaires : les deux bouts idéologiques de la société civile).

Il fallait oser dire aux marxistes, aux communistes, que la stratégie néo-capitaliste (celle du CME) a marqué des points, qu'elle en marquera bien plus si le marxisme reste prisonnier du dogmatisme. La société civile est certes toujours le lieu d'un combat de classes. Mais que la stratégie social-démocrate — a su — relativement — neutraliser. Provisoirement, car la stratégie révolutionnaire...

La stratégie révolutionnaire

A. — DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE A LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE EN RÉGIME DE SOCIÉTÉ CIVILE

1. La contre-stratégie et... « la tradition » révolutionnaire

Définir la stratégie révolutionnaire (des années 80, en France) c'est donc tout d'abord, comme nécessaire préalable, accéder à la connaissance scientifique :

1° De la société civile (de sa réalité et de son concept) ;

2° De la stratégie du pourrissement de l'histoire qu'elle autorise (de sa réalité et de son concept).

Ce n'est *qu'après* cette théorisation de l'évolution historique de la France (de la Libération à nos jours), après l'étude de la nouvelle société, du sens global de son évolution, après la théorisation de la nouvelle stratégie capitaliste, celle qui est spécifique de cette société civile, que l'on peut proposer la *contre-stratégie*, révolutionnaire. Elle est un anti, un contre, une dénégation.

Cette méthode ne fait que répondre à une nécessité militante : lutter contre le dogmatisme qui a empêché l'actualisation du matérialisme historique et dialectique. C'est une contribution au travail de théorisation qui doit permettre de combler le retard de la connaissance marxiste. Tout un discours révolutionnaire était devenu partiellement inefficace car inactuel.

Aussi fallait-il ce long détour pour en venir à la définition de la stratégie révolutionnaire, mais celle-ci est déjà en filigrane dans notre étude critique de la société civile et de la stratégie anti-révolutionnaire. Elle est déjà dans la critique du dogmatisme marxiste. Elle est déjà dans cette *méthode révolutionnaire* : définir la réalité historique par la double critique du dogmatisme et du réformisme. Notre construction de l'histoire est la réciproque dé-construction du dogmatisme et du réformisme.

Aussi pourrions-nous en rester là. Et nous avons longtemps envisagé de le faire. Au lecteur, aux autres chercheurs marxistes, aux *militants* de reconstituer eux-mêmes la stratégie révolutionnaire qui est immanente à la critique de la société civile (et de la stratégie social-démocrate) et du dogmatisme. Nous avons doublement innové. Il faut « digérer » cette recherche qui se veut une double rupture. Et la meilleure façon n'est-elle pas de la critiquer, de la remettre en question, au niveau du militant, qui pourra, lui, et lui seul, corriger ce que ce travail contient d'unilatéralité théorique ?

N'est-il pas présomptueux de vouloir passer sur un autre plan, combien différent, de dire aux autres ce qu'ils doivent faire, en risquant de confondre l'ordre éthique (celui de l'impératif, de l'obligation) et l'ordre politique (celui de la réflexion et de la décision collective du militantisme) ? Au risque de passer pour un stratège en chambre, nous dirons qu'on peut et même qu'on doit le faire. Tout d'abord en précisant bien qu'il s'agit d'un projet qui n'engage que son auteur. Il n'a pas la prétention de faire la leçon.

Il ne veut apporter à ce niveau qu'une contribution personnelle, une réflexion et même une méditation.

On doit le faire pour des raisons de méthode. Car ce serait rester à mi-chemin que d'avoir proposé une innovation méthodologique sans l'articuler sur les lois générales du matérialisme historique et dialectique. Nous avons critiqué à la fois le dogmatisme et le réformisme ; aussi, par conséquent : quelles sont les conséquences de cette démarche en termes de stratégie révolutionnaire ? Et plus précisément : comment articuler une stratégie révolutionnaire en régime de société civile et la stratégie révolutionnaire venue de la révolution d'Octobre ?

La stratégie révolutionnaire, en France, pour les années 80 sera donc définie comme une anti-stratégie, un contre. Pour la définir, il suffirait donc de reprendre point par point les déterminations essentielles de la nouvelle société et les modalités fondamentales de la stratégie du néo-capitalisme, pour les regrouper et les unifier en un ensemble synthétique et critique, qui consisterait essentiellement à *inverser* leur sens.

Car, en une certaine mesure, le travail est fait : nous connaissons déjà les thèmes essentiels, les figures de réalisation, les points d'insertion, les forces et les faiblesses. Il s'agirait de réécrire un ensemble négatif en un ensemble positif. Il suffirait de proposer une synthèse, dont nous connaissons tous les éléments.

Mais le principe unitaire de cette synthèse n'est pas inclus dans l'ensemble étudié. Il faut le chercher ailleurs. Et dans le marxisme, dans ses lois générales, dans sa stratégie.

Nous insistons peut-être lourdement, au gré du lecteur, sur un point qui semble évident. Cette constatation semble bien formelle et redondante. Pourtant elle ne va pas de soi, car cette logique, qui semble élémentaire, rudimentaire même, n'a pas été respectée par l'un des plus grands théoriciens marxistes de l'époque, qui a eu sur la pensée contemporaine une influence considérable. Althusser, qui a voulu formaliser et axiomatiser le marxisme, l'a fait avec un axiome de choix (l'axiome qui préside à la reconstitution de l'ensemble) importé : la lecture symptômale (axiome qui n'est pas inclus dans le champ à axiomatiser) ! Ce qui est le comble, quand on prétend faire la leçon scientifique. Aussi répèterons-nous, encore : si nous voulons relire en marxiste la stratégie contre-révolutionnaire de la société civile, nous devons la soumettre aux lois générales du marxisme. La stratégie révolutionnaire ne peut se réduire à un anti qui est peut-être effectif au niveau de la tactique, du point par point, du coup par coup. Mais la globalisation ne pourrait alors atteindre la synthèse, la validité scientifique d'une synthèse marxiste. Elle ne serait qu'un *reflet inversé*, qu'un empirisme, qu'un pragmatisme. Elle ne serait qu'une défensive, une soumission à la réalité et aux projets de l'adversaire : une réponse après coup.

Le principe unitaire, l'axiome de choix, le sens de la stratégie révolutionnaire ne peuvent apparaître qu'en situant la société civile (et sa stratégie) dans l'histoire globale, dans la stratégie d'ensemble, dans le matérialisme dialectique et historique. Nous proposerons ainsi une articulation essentielle : la rencontre du diachronique et du

synchronique, de « la tradition » révolutionnaire et de l'innovation nécessaire, de la révolution d'avant la société civile et de la révolution pendant la société civile. Inutile de préciser que le problème est énorme et qu'il ne s'agit que de proposer une contribution personnelle.

Notre exposé va donc comporter deux parties, le rappel des lois générales, puis leur application à la société civile en fonction de la stratégie contre-révolutionnaire. (L'ensemble sera soumis à la généalogie que nous avons déjà proposée : logique de la production, mode de production, procès de production, procès de consommation, rapport dialectique de ces deux procès.) Ainsi nous contribuerons à établir le système de la continuité — discontinuité de la stratégie révolutionnaire.

2. Les lois générales (de la logique de la production) — La ligne juste

La logique de la production contient les lois générales, les principes fondamentaux. C'est cette logique qui se déploie dans la dialectique.⁷² Elle propose le *sens* de l'histoire. Elle montre :

1° Que les modes de production permettent de proposer un ordre de lecture de l'histoire universelle ;

2° Que ces modes de production s'articulent et se succèdent selon des lois (de l'histoire) ;

3° Qu'ils proposent les moments du progrès (de l'économie politique et de l'économie humaine) ;

4° Que ce progrès s'accomplit dans la société sans classes.

Voilà ce que veut dire le sens de l'histoire. Ce n'est qu'un schéma, évidemment. Mais il suffira, pour faire comprendre ce que peut être la « mauvaise » lecture du sens de l'histoire, de proposer l'interprétation non logique et dialectique des lois de l'histoire. Il s'agit de dénoncer les deux essentielles déviations du marxisme : le stalinisme et le libéralisme. Nous les renverrons dos à dos.

La thèse stalinienne consiste à interpréter les lois de l'histoire d'une manière mécaniste, quasi fatale. La logique de la production doit violenter l'histoire universelle, le désordre établi par cette histoire. Pour imposer autoritairement, sans médiation, sans transition, un autre ordre social. La logique de la production est alors réduite à une succession évolutionniste et fatale des modes de production. Selon une progression linéaire, mécaniste, finaliste. Sans dialectique. L'action ne peut être que le recours à la force, à la violence, à la terreur. Le volontarisme politique impose une telle accélération aux lois de l'histoire que celles-ci en sont totalement faussées.

La thèse libérale, au contraire, tend à identifier le désordre établi de l'histoire universelle et la succession logique des modes de production. La dialectique se perd alors dans l'opportunisme. L'expérimentation et l'empirisme permettraient d'échapper à un ordre de nécessités et de contraintes qui ne seraient pas inhérentes à la logique de

la production mais à une conception répressive du marxisme. Cette conception libérale prétendra même pouvoir sauter des médiations essentielles et « dépasser » des lois dialectiques fondamentales. Elle ne peut que glisser du révisionnisme au réformisme.

La ligne juste consiste à écarter stalinisme et libéralisme. Elle doit interpréter la logique de la production sans la réduire à un schéma mécaniste ou empirique. Le matérialisme dialectique est le contraire de l'évolutionnisme qui est commun aux deux déviations et qui ne peut que déboucher sur une fatalité de l'histoire ou un opportunisme. Le sens est proposé par une lecture dialectique et historique de la logique de la production.

L'accomplissement de la logique de la production est la société sans classes. C'est une mutation radicale de l'histoire et de la logique des modes de production. Il ne s'agit plus de dépasser, « d'évoluer », mais d'accomplir, d'achever : le communisme.

La difficulté, la complexité contradictoire, l'absolu de cette entreprise autorisent et même nécessitent une médiation : le socialisme. C'est le passage au socialisme qui est actuellement le problème révolutionnaire. Et pour préciser la portée de cette affirmation nous dirons que vouloir autre chose, vouloir soit la révolution mondiale soit... le communisme est d'ordre contre-révolutionnaire. Ainsi le gauchisme. L'histoire ne doit être ni forcée ni subie. Ni le volontarisme politique, le révolutionnarisme... utopique, ni l'opportunisme économique, l'engluement dans le réformisme. Mais la ligne juste, qui consiste à répondre au problème posé par la société civile. C'est vouloir le changement, c'est-à-dire la transition. Pas le compromis, mais le passage.

La logique de la production, décidant de l'ordre et du sens, ne peut être réduite à un économisme. Le marxisme étant scientifique, n'est-il pas anti-scientiste et anti-positiviste ? Il doit se préserver au niveau de la théorie comme au niveau de l'action de toute réduction. L'action sur les lois de la matière doit satisfaire l'esprit, puisque le monisme matérialiste se redistribue selon ces deux attributs : la pensée et l'action. L'action sur les déterminismes historiques a comme but la liberté.

Nous ne devons pas craindre de proposer ces valeurs comme valeurs spirituelles (sans spiritualité). Et il faut même leur reconnaître une autonomie relative. Pour alors agir sur ces valeurs au nom de ces valeurs, car elles relèvent aussi de la logique de la production. Pourquoi s'interdire un immense champ d'action et de réalisation ? La rigueur théorique du matérialisme non seulement ne les exclut pas mais prétend même — en une certaine mesure — les accomplir. Et non pas dans une perspective œcuménique, mais au contraire comme vérification de la validité doctrinale du matérialisme.

L'action philosophique peut se réaliser dans le champ scientifique marxiste comme celui-ci peut s'accomplir dans le champ de toutes les valeurs spirituelles. La réconciliation de la philosophie de l'action et de l'action révolutionnaire exige à la fois science et morale. Il faut à la fois l'action sur les lois de l'économie et l'action des valeurs spirituelles pour qu'il y ait une action révolutionnaire. Un lieu d'effectuation et

des fins à effectuer. Un réalisme de l'action et des perspectives humanistes. Voilà ce qu'il faut entendre par logique de la production : la mise en relation dialectique et historique des rapports de production (au sens strict du terme) et des valeurs spirituelles. Car leur lieu commun est l'engendrement historique. Le marxisme a vocation d'universalité, et concrète (l'universel concret). Ni le mécanisme dogmatique ni la spiritualité de la transcendance. Mais la relation dialectique et historique de l'économie politique et de l'économie humaine, ces deux attributs de la logique de la production.

Nous n'avons proposé qu'une définition bien sommaire, schématique de la logique de la production, car, répétons-le, ce n'est pas ici le lieu de développer en termes plus précisément philosophiques sa signification conceptuelle. Mais nous croyons avoir dit l'essentiel, à savoir :

1° La logique de la production permet de dépasser l'aporie (la contradiction apparemment irréductible, qui condamne la doctrine, la théorie) : mécanisme — empirisme ; crédulité scientifique — scepticisme libéral ; dogmatisme — révisionnisme.

2° Elle doit réconcilier l'économie politique et l'économie humaine : les rapports de production doivent s'élargir à la connaissance de l'intersubjectivité.

3. La fin du modèle et la fin... du pathos

Que sera la ligne juste — la bonne lecture de la logique de la production — en termes de stratégie ? Comment appliquer ces lois générales dans la stratégie révolutionnaire qui s'affronte à la société civile, à la stratégie contre-révolutionnaire ? Comment situer la révolution en régime de société civile dans la perspective de la révolution d'Octobre ?

Cela s'est déjà fait, mais d'une manière historique, événementielle, au coup par coup. C'est l'évolution doctrinale de plusieurs partis communistes de l'Ouest européen. Et en particulier celle du PCF (abandon de la notion de dictature du prolétariat, essentiellement, mais aussi le refus du modèle...). Nous allons essayer de théoriser cette évolution en termes de stratégie.

La fin du modèle ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Essentiellement, la fin d'un internationalisme prolétarien qui avait pris la forme de l'inconditionnalité des partis communistes à l'égard de l'Union Soviétique. C'est le sens politique précis de la problématique. Mais à notre avis, cette problématique, de la fin du modèle, doit être élargie et systématisée. Elle doit même dépasser une autre énonciation aussi essentielle, issue de l'interprétation de la révolution d'Octobre : fin du modèle proposé par le Parti bolchevick, par la révolution d'Octobre, par la révolution en un seul pays ? On sait que les clivages doctrinaux de l'après-révolution se sont disposés selon ces trois critères.

Nous proposerons une interprétation qui tient compte évidemment de ces données

mais qui se veut encore plus systématique, globalisante : nous devons dire la stratégie selon la logique de la production.

Il est évident qu'il ne faut pas attendre la répétition événementielle, circonstancielle, de l'histoire. Il est aussi évident que le mode de production qui a fait la société civile est en totale rupture avec le mode de production de la Russie tzariste, d'un pays de l'Est européen encore soumis aux premiers effets de l'abolition du servage.

Mais ce qui nous semble essentiel, pour bien comprendre et admettre « la fin du modèle », c'est de situer la révolution d'Octobre dans la logique de la production. Cette révolution relève d'une part de contingence, celle qui est proposée par l'histoire universelle, par un circonstanciel à la fois nécessaire et contingent.

La révolution en termes de logique de la production, doit être proposée en deux lieux spécifiques de la production capitaliste : le maillon le plus faible et le maillon le plus fort. Dans les pays les plus hautement industrialisés (car lieux de crise exaspérée) et dans les pays en voie de développement. Marx pensait que la révolution se ferait en Angleterre ; Lénine l'a faite à l'Est en un pays en grand mouvement, avec des masses de moujiks.

Cette révolution d'Octobre s'est faite en un circonstanciel favorable, qui tient à la contingence de l'histoire universelle, à l'enchaînement des événements (le pivot étant la guerre de 14), à un concours de circonstances (intérieures et extérieures), tout un ajustement événementiel que l'on ne revoit jamais deux fois. Elle relève de la contingence (de l'histoire) et de la nécessité (de la logique de la production).

Et certes, la contingence de l'histoire universelle relève aussi d'une certaine nécessité ; celle des modes de production, de l'économique. La guerre de 14-18 est une guerre d'hégémonie de nations qui se disputent les monopoles économiques. Mais de là à induire... la révolution d'Octobre ! La causalité économique est très lointaine. Aussi le déroulement événementiel se dispose selon une liberté relative ; il n'est pas l'expression immédiate et mécanique de la logique de la production. Il faut faire leur part au hasard, à la contingence, aux intrigues, aux grands hommes, à la combinatoire infinie des circonstances, à la fonte des neiges, au nez de Cléopâtre.

La fin du modèle (soviétique) est le constat de cette situation. La révolution d'Octobre relève d'une nécessité de la logique de la production — qu'il faut conserver — et d'une contingence historique — qui n'a pas à s'imposer aux stratégies ultérieures. Mais la fin du modèle veut aussi dire que le hasard se fait... nécessité : la révolution d'Octobre est une contingence de l'histoire universelle qui est devenue une nécessité de la logique de la production. Elle a mis en place un nouveau mode de production, lequel joue un rôle énorme dans la nouvelle logique de la production. Maintenant, c'est en termes de mode de production qu'il faut apprécier la révolution d'Octobre.

En termes empiriques, d'histoire universelle, on ne peut évidemment plus faire comme si cette révolution d'Octobre n'avait pas eu lieu. Elle décide, pour le moins, de

la moitié de l'histoire universelle ; c'est dans le géo-politique de la coexistence pacifique que se situent les nouvelles situations révolutionnaires.

La nouvelle stratégie révolutionnaire doit « dépasser », mais reconnaître la révolution d'Octobre : celle-ci ne se répètera pas ; mais c'est *dans* et *par* ses acquis, par le mode de production qu'elle a mis en place, par le nouveau conditionnement géo-politique qu'une *autre* stratégie révolutionnaire est possible.

Un corollaire, souvent négligé, de ce refus du modèle : la fin du *pathos* révolutionnariste, la fin du Grand Soir, de la révolution apocalyptique, revancharde, celle du cinéma⁷³, des médias, de l'imagerie et de l'iconolâtrie révolutionnaire. Car il est vrai que la révolution a été récupérée en esthétique, celle-ci en esthétisme, en contestation. Tout un univers culturel, idéologique, a détourné la révolution en un pathos de la crise de croissance de la bourgeoisie. Et du coup, on a pu considérer que la fin de ce pathos était aussi la fin de la révolution. Le bon côté du gauchisme aura été de proposer une telle inflation de ce pathos qu'il a été, nous semble-t-il, usé à jamais, totalement banalisé, lieu de la mièvrerie adolescente, poncif de média, rhétorique littéraire.

Toute une « mentalité » révolutionnaire, maintenant, date : c'est celle du *volontarisme politique* qui était — qui est encore — le mélange d'un rigorisme doctrinal académique et d'un pathos explosif, celui des « complexes ».

L'humanisme marxiste a été crucifié à la fois par le terrorisme du modèle et la sauvagerie du pathos. Et là aussi on a pu croire que c'était la fin de cet humanisme marxiste, alors que ces deux déviations de complémentarité (c'est le dogmatisme qui fonde le terrorisme) ne font que proclamer sa nécessité.

4. De Yalta à l'euro-communisme

Ces considérations sur le hasard et la nécessité restent spéculatives. Nous avons proposé une introduction qui relève de la philosophie de l'histoire, un peu du point de vue de Sirius. Mais ces considérations permettent une conclusion provisoire : la fin du modèle *est aussi* la reconnaissance du rôle historique de la révolution d'Octobre. Cette phrase en dit trop ou pas assez. Sa première partie est trop péremptoire et la seconde trop vague. Aussi devons-nous en venir à une problématique et à une terminologie consacrées, qui nous permettront d'écarter les équivoques.

On a beaucoup parlé d'euro-communisme. Qu'est-ce que cela voulait dire et peut encore signifier ? Le terme sera pour nous d'abord un repère, une localisation dans le temps, qui nous permettra de délimiter une période (de la révolution d'Octobre à la problématique « euro-communisme ») mais encore et surtout, au-delà de l'acceptation restrictive du terme (sa localisation géo-politique arbitraire) le support qui permettra de définir la nouvelle stratégie révolutionnaire, celle des pays « post-industrialisés », en situation de société civile. Ainsi nous donnerons sa pleine signification à une phrase

(fin du modèle mais reconnaissance du rôle historique de la révolution d'Octobre) encore sybilline, ambiguë.

La première approche de cette nouvelle stratégie sera proposée par la mise en relation de « l'euro-communisme » et de Yalta. Car Yalta est la médiation nécessaire à l'explication. Nous disposerons alors d'une formulation qui permet d'évoquer tout ce qui peut faire problème. Elle aura l'avantage :

1° De proposer un champ géo-politique au problème abstrait et théorique de la fin du modèle ;

2° De donner à ce champ le plus grand contenu historique. Il met en relation les trois termes essentiels : révolution d'Octobre, Yalta, euro-communisme ;

3° De permettre d'apprécier, en fonction de ces trois pôles, le rôle du stalinisme ;

4° De définir en termes concrets, stratégiques, ce qu'est la déstalinisation ;

5° De déduire une philosophie et une morale de la stratégie révolutionnaire.

On sait que certains idéologues de gauche ont proposé une définition de l'euro-communisme qui n'est pas du tout celle du PCF. Cette « différence » est déjà pleine d'enseignements. Ces idéologues veulent que l'euro-communisme se fasse *contre* le modèle soviétique. Il ne s'agit plus d'un éloignement, ou même d'une rupture, mais d'une opposition. Ce serait la mesure de l'authentique déstalinisation. Le nouveau communisme se ferait contre celui de la révolution d'Octobre : parce que le goulag aurait fait de celle-ci une contre-révolution. Tout un processus de perversion se serait enclenché à partir d'un péché originel. Ce n'est pas seulement la faute à Staline, mais à Lénine. (On sait que les nouveaux philosophes sont remontés jusqu'à Marx — et même à Platon : le marxisme en son principe est un totalitarisme ! De même que tout communisme !). L'euro-communisme, au contraire des déviations communes à Staline, et à Lénine, permettrait d'envisager une révolution enfin socialiste et démocratique. Il ne ferait que tirer les leçons de l'histoire.

Nous pensons au contraire que c'est *grâce* à Yalta (mais aussi *contre* Yalta ; les deux moments sont dialectiquement complémentaires) que la nouvelle stratégie révolutionnaire : 1° est possible ; 2° est réalisable. Entre les deux, il y a solution de continuité dans la discontinuité. Car si l'euro-communisme n'est possible que par Yalta, il ne peut être qu'anti-stalinien. C'est parce qu'il y a eu la coexistence pacifique, imposée par l'URSS à l'impérialisme, que la stratégie peut envisager une révolution démocratique et pacifique.

Certes, nous conviendrons que cette dialectique est ambiguë. Pourrait-il en être autrement ? La dialectique n'est pas le jeu formel, en définitive platonique, que le dogmatisme a calqué sur les choses, pour leur faire dire ce que le stalinisme voulait. Au contraire, la dialectique est, comme le disait Lénine, « dans l'essence même des choses ». Elle doit prendre en charge le négatif. Elle est déchirement et contradiction. Pour dépasser, pour se dépasser, elle doit savoir se faire mal, s'amputer de son négatif.

Ce négatif, c'est le stalinisme. Il doit être « assumé ». Ce mot un peu littéraire et

rhétorique doit être pris en son sens plein : réparer la faute et rectifier l'erreur.

Cet aspect moral de l'affaire a été bizarrement traité par bien des adversaires du stalinisme. Ils ont ainsi révélé qu'ils s'en prenaient au marxisme par faute stalinienne interposée. Et ils ont révélé toute la frivolité et l'inconsistance du code moral qu'ils invoquent.

Pour eux, quand il y a faute on doit liquider — et oui, c'est le mot propre — toute la famille. Parce que le stalinisme a été faute et erreur, c'est tout le marxisme qui est faute et erreur. Cela renvoie à une conception morale très archaïque, digne de l'Ancien Testament (mais même celui-ci prévoit le rachat), digne de la pensée primitive, qui punit dans une famille ou un peuple la faute d'un de ses membres. Cette justice primitive et expéditive est curieusement celle de gens qui par ailleurs revendiquent la tolérance et le droit à l'erreur. Cet argument réactionnaire, totalitaire, est celui de bien des libéraux qui condamnent le totalitarisme ! A stalinien, stalinien et demi, stalinien du centre, du marais, du totalitarisme libéral.

Cette morale de justicier, sans pardon, est aussi curieusement unilatérale. Va-t-elle imputer à Walesa les crimes de l'Inquisition ? Au contraire, elle fait du christianisme catholique le front spirituel de l'anti-communisme. Quelle amnésie sélective ! Le marxisme est le mal parce que Staline a fait des fautes et des erreurs ; mais le catholicisme est le bien malgré les crimes de l'Inquisition.

Pour un marxiste, ce serait évidemment grotesque et stupide de reprocher au catholicisme l'Inquisition. Mais pour certains libéraux et catholiques, c'est un devoir de condamner, sans appel, le marxisme au nom des fautes du stalinisme. (Et puis, messieurs les censeurs, êtes-vous aussi sévères à l'égard de vos fils et de vos femmes, qui se vautrent sans la moindre vergogne dans la société permissive ? Si péché il y a, n'est-il pas d'abord celui de votre silence complaisant et de votre clameur hypocrite, éternels philistins...)

Les marxistes doivent « assumer » le stalinisme. Car ils n'ont pas le choix. On est toujours le fils de quelqu'un. (Pourquoi se fait-il que la morale, la spiritualité, le christianisme, reprochent une filiation ? N'est-ce pas le fait du Barbare ?) On ne choisit pas son père. L'anti-stalinisme ne peut être totalement assumé que par les fils de Staline. C'est une honte douloureuse et une faute à réparer. Aussi y aura-t-il deux sortes de fils de ce père coupable. Celui qui prend en charge les fautes du père. Pour réparer. Et nous le pensons profondément, c'est le cas du PCF. Et il y a aussi l'autre fils, celui qui renie le père et rejoint les ennemis de la famille. Pour ainsi ne pas avoir à payer les dettes du père (Einstein).

La nouvelle stratégie révolutionnaire réparera les fautes du stalinisme alors qu'elle n'est possible que par le triomphe... de Staline : Yalta ! Et elle sera anti-stalinienne dans la mesure où elle prolongera (sur un autre plan, certes)... la révolution d'Octobre ! Voilà ce qui doit ressortir du débat sur l'euro-communisme et qui doit présider aux stratégies des pays « post-industrialisés » de société civile. Cette définition est à la fois

anti-stalinienne et anti-révisionniste. Elle aura le privilège de mécontenter les deux camps. L'explication de ces deux formules paradoxales doit faire apparaître la nécessité révolutionnaire de la déstalinisation et sa juste appréciation.

La stratégie révolutionnaire n'est possible que par Yalta et elle doit être anti-stalinienne ? Le monde est actuellement partagé en deux sphères d'influence. Cette situation accomplit, achève un parcours révolutionnaire, celui de la révolution d'Octobre. C'est un triomphe et une impasse. Car ces deux propositions sont également valables : le socialisme a pu s'étendre à la moitié du monde et le socialisme n'a pu s'étendre qu'à la moitié du monde. L'expansionnisme géo-politique débouche sur une situation bloquée. « La Révolution en un seul pays » s'achèverait en une situation géo-politique qui la justifie mais qui aussi marque ses limites.

De plus et surtout, ce territoire socialiste a été le domaine du stalinisme : la victoire militaire sur le fascisme est devenue la révolution importée et l'une et l'autre ont justifié le pouvoir personnel. Trois termes tendent à se confondre : victoire sur le fascisme, révolution importée, pouvoir personnel comme progressive entropie de la révolution d'Octobre. Une contradiction constitutive est apparue, entre le projet et sa réalisation dernière. Un processus révolutionnaire est entré en contradiction avec son prétendu accomplissement stalinien.

Yalta sera le couronnement de l'usurpation stalinienne. Mais Yalta est aussi le triomphe du peuple russe et de la révolution d'Octobre. De celle-ci au stalinisme, il y a toute la différence qui sépare Stalingrad... et Staline, le Staline de Yalta. Stalingrad est la dernière victoire de la révolution d'Octobre. Cette bataille accomplit l'unité du Parti bolchévique et du peuple russe. Alors que la révolution d'Octobre relève d'une certaine contingence, de l'activisme et du volontarisme d'un grand parti révolutionnaire, Stalingrad est la victoire d'un peuple sur la contre-révolution.

Car la révolution d'Octobre n'était qu'un commencement : elle avait vaincu (à quel prix et par quelle longue guerre) à l'intérieur mais suscité la contre-révolution nazie. La guerre de Quarante est la nouvelle guerre civile, élargie à l'Europe (au monde même). Ce n'est que par la victoire sur le nazisme que la victoire sur le tzarisme est définitivement acquise. L'URSS a été en constant état de guerre, de la Révolution d'octobre à Stalingrad. La guerre de Quatorze et celle de Quarante doivent être considérées comme les deux grandes batailles de cette guerre. La victoire contre l'ancien régime ne suffisait pas, il fallait aussi vaincre la contre-révolution.

Yalta est la récupération de Stalingrad par Staline. Cette nouvelle distribution du géo-politique à l'échelle mondiale est alors très ambiguë. Le positif est l'écrasement du nazisme et la délimitation de l'impérialisme américain. Le négatif est dans l'expansion territoriale qui devient révolution importée et même à la limite, libération-occupante. Ce sera Budapest, Prague.

Le passage à la coexistence pacifique, à la détente a permis d'éviter le pire : l'affrontement direct du stalinisme et de l'impérialisme américain. Nous pensons que

l'esprit de la révolution d'Octobre a pu corriger l'essentiel du négatif stalinien.

Cette concurrence pacifique consacre la fin d'une dynamique révolutionnaire. Une page de l'histoire est tournée. La révolution d'Octobre, faite, certes, d'une certaine contingence, est devenue une nécessité de la logique de la production. Elle a gagné les conditions objectives de son existence : le mode de production socialiste. Elle a imposé à l'histoire universelle, au désordre et à la contingence, l'ordre de la logique de la production : maintenant tout prend un sens en fonction du sens de l'histoire. (Sens de l'histoire nié évidemment par les idéologues de droite ou sociaux-démocrates, alors que leur dénégation n'est autre qu'un positionnement dans le champ historique défini par une fondamentale réalisation du sens de l'histoire).

Mais en même temps cette révolution s'achève car elle a épuisé sa dynamique interne : elle a accompli le potentiel de nécessité qu'elle contenait. Son expansion géopolitique a trouvé les limites contenues en son principe : la relation de la nécessité et de la contingence. Il semble que l'URSS ait surmonté le stalinisme « globalement », mais dans le champ de Yalta : la révolution importée, issue de l'écroulement des empires et des nations, s'est objectivée en un géo-politique qui reste très ambigu.

Mais il ne s'agit pas d'une fin : ce n'est qu'un épisode, certes essentiel (de l'histoire révolutionnaire) qui s'achève. Et cela est très dialectique : parce qu'il a créé les conditions d'une autre révolution, en un autre espace géo-politique. Il a assuré la relève et la relance, la suite, la nouvelle stratégie révolutionnaire.

Cette continuité dans la discontinuité, dans l'ailleurs, dans l'autre, est de l'ordre de la logique de la production. Ne pas la reconnaître témoigne d'une méconnaissance totale de la dialectique matérialiste. Car les chroniqueurs, les médias continuent à fonctionner dans le désordre proposé par l'histoire universelle. Comment pourraient-ils établir des rapports dialectiques puisqu'ils nient la logique de la production, puisqu'ils sont incapables de la reconnaître en ses actualisations les plus évidentes ? C'est grave, pour eux, car cela tourne à l'impuissance intellectuelle. Et c'est bon signe, pour les marxistes, car il devient évident que les meilleurs stratèges de l'intelligentsia de droite ou social-démocrate (Jean Daniel, R. Aron, A. Kriegel, pour ne citer que les chefs de file) ne peuvent plus comprendre une histoire universelle de plus en plus soumise à des lois qu'ils récusent.

La coexistence pacifique peut être considérée comme... la neutralisation réciproque des deux adversaires qui établirait un statu quo. Match nul, entre le capitalisme et le communisme. Ce score peut être interprété comme un succès et comme un échec : succès du communisme qui maîtrise la moitié du monde, mais échec du communisme qui achèverait son parcours.

Mais c'est justement ce conditionnement qui favorise l'émergence de la nouvelle stratégie : un autre champ révolutionnaire, acquis et *garanti* par le précédent. C'est dans la situation de *la coexistence pacifique que la révolution pacifique et démocratique est enfin possible*. C'est parce que la coexistence pacifique est à la fois

la neutralisation du stalinisme et de l'impérialisme américain que la paix et la démocratie sont enfin possibles, en tant que conditions *nécessaires*, à priori de la révolution. C'est parce que la révolution d'Octobre est devenue une nécessité de la logique de la production que la dernière révolution de la logique de la production est enfin possible. Autrement dit, de la révolution d'Octobre à la coexistence pacifique, ont été produites les conditions historiques qui doivent enfin permettre... la totale expression du capitalisme, de ses lois ! Mais lois définies par le marxisme, lois du livre *Le Capital* : celles qui établissent les modalités scientifiques et économiques de la fin du capital.

L'essentiel de la stratégie révolutionnaire aura consisté à mettre en place les conditions économiques et politiques de la fin du capital. Une très longue marche pour réduire l'adversaire à ce qu'il est. Pour amener le capitalisme à n'être que les lois de l'économie politique, sans recours extérieur. Sans l'impérialisme. Plus précisément avec un impérialisme américain en peau de chagrin. Alors le capitalisme sera réduit à sa contradiction constitutive, à la crise généralisée de sa fin de parcours.

C'est, enfin possible, la révolution ultime de la logique de la production. Celle du maillon réputé le plus fort. Celle que Marx prévoyait dans les pays les plus industrialisés. Celle qui relève d'une nécessité totale qui réduit l'histoire universelle à une totale contingence. C'est la révolution que le capitalisme ne pourra ni isoler ni contourner. Et pour cause.

Il aura d'abord fallu passer par la révolution « du maillon le plus faible » pour atteindre les conditions objectives de la révolution du maillon le plus fort. Il aura fallu une révolution de pays en voie de développement pour autoriser les conditions d'une révolution en un pays « post-industrialisé ». Il aura fallu une révolution mi-nécessaire, mi-contingente, pour en venir à l'ordre de la pure nécessité. Cette ultime révolution doit être faite par la nouvelle stratégie : *la révolution pacifique et démocratique du mode de production par le mode de production*.

La nouvelle stratégie révolutionnaire, avons-nous dit, sera anti-stalinienne dans la mesure où elle prolongera... la révolution d'Octobre ! Cette continuité n'est pas évidente. Elle est déniée, en particulier, par les partisans de l'euro-communisme opposés au léninisme.

Cette relation, qui passe par la radicale rupture avec le stalinisme, n'est certes pas celle de la cause et de l'effet, mais continuité matérialiste et dialectique du marxisme. La stratégie révolutionnaire pourra réparer ce que la révolution d'Octobre n'a pas pu empêcher (Staline). Elle pourra éliminer ce que Lénine redoutait et accomplir ce qu'il aurait fait.

Mais cette continuité marxiste se réalisera en trompe l'œil. Elle se fera hors zone, en un autre espace géo-politique que celui de la révolution d'Octobre, en une autre sphère, une autre ère. Aussi sera-t-elle recouverte par le changement de plan. Le marxisme s'accomplissant ailleurs que dans le champ léniniste semblera ne plus répondre au

léninisme. Ce sera le meilleur camouflage de sa continuité.

5. De l'euro-communisme à la société civile française — Le grand paradoxe : les meilleures et les pires conditions révolutionnaires

a) *Le creux de la vague — Le recul des conditions subjectives*

Il est vrai que nous sommes au creux de la vague. Entre une dynamique révolutionnaire qui a accompli son champ de réalisation et une autre, qui ne fait que l'entamer. Nous sommes même au plus creux du creux, entre une dynamique révolutionnaire qui s'achève dans l'ambiguïté et une autre, qui se cherche.⁷⁴ Mais ce n'est pas tout : à cet effet négatif, reflux de l'idéologie communiste, remise en question non seulement de sa réalisation mais de son projet, il faut ajouter les énormes effets négatifs spécifiques de la société civile française, ceux de son idéologie et ceux de sa réalisation. Car le CME peut prétendre, maintenant avoir accompli... la logique de la production ! Le CME serait le meilleur des modes de production possible ! La gestion social-démocrate permettrait une social-démocratie libertaire qui garantirait les droits de l'homme ! La crise ne serait qu'un accident, elle est extérieure au système, qui saura la dépasser. L'alternance permettrait l'éternel retour centre-droit, centre-gauche qui garantit une profonde stabilité démocratique. Aussi toute l'histoire peut être relue et réécrite par la philosophie social-démocrate de cet achèvement de la logique de la production.

Il est vrai que le CME, en tant qu'accomplissement des modes de production fondés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, est bien une perfection dans le genre. Il accumule, synthétise et redistribue toutes les modalités de l'aliénation. Il les a réparties selon la stratégie que nous avons décrite (première partie) : oppression économique, permissivité des mœurs, libéralisme politique. Il a balayé toute mémoire d'avant son ascendance ; même l'inconscient collectif tend à véhiculer les modèles de consommation qu'il impose. La nation, l'inter-subjectivité sont devenues les clientèles du marché du désir. C'est toute « une civilisation » qui triomphe, celle que nous avons décrite dans *Le Capitalisme de la séduction*. Car au résultat, c'est « la liberté » : un atome social définitivement coupé du collectif de l'État (en tant que volonté générale) et de la famille. Alors, cet atome est totalement conditionné par un appareil d'État entièrement dévoyé puisqu'il est devenu l'instance superstructurale de la société civile (parfait détournement de fonction).

Ce CME règne par son ascendance et sa dégénérescence. Il est le pourrissement de l'histoire : la société parfaitement bloquée, puisque la dégénérescence n'est plus que le conservatisme des acquis de l'ascendance. Le CME a su concilier les avantages de l'ascendance (du CME) et les inconvénients de la dégénérescence ; la crise est devenue une stratégie de gestion... de la crise.

Plus c'est pourri, mieux ça tient ! Le pourrissement de l'histoire est cet enlèvement qui n'autorise plus aucun élan. La société du scepticisme généralisé est la société de la crise généralisée.

La révolution n'est-elle pas alors la plus difficile qui soit ? C'est dans le meilleur aménagement possible du capitalisme qu'elle doit s'accomplir. Sur le terrain de l'adversaire (la société civile) et selon les règles de son jeu.

Or, dans la perspective marxiste, il s'agit de la révolution finale. Car le CME est le dernier mode de production capitaliste possible. Ce qui veut dire qu'il n'y a pas d'au-delà (capitaliste). Et qu'il ne peut y avoir que deux solutions :

1. Ou bien ce CME triomphe éternellement en son pourrissement stratégique : la société civile ;

2. Ou bien le CME est « l'anti-chambre du socialisme » et va dépérir en proie à ses contradictions internes, sous la pression du monde socialiste.

Les idéologues du CME vont utiliser le creux de la vague, le reflux de la révolution d'Octobre et le flux de la société civile, pour proposer l'ultime idéologie, l'ultime stratégie de la contre-révolution. Reconstituons leur discours⁷⁵, car il nous permettra d'affiner notre stratégie en fonction du projet qu'il révèle.

La seule révolution qui compterait vraiment, qui serait non récupérable et non isolable : la révolution dans le mode de production capitaliste le plus élaboré, serait une révolution impossible. Le CME aurait le pouvoir :

1° D'inverser les lois du progrès à son profit ; le CME serait le dernier mode de production possible.

2° De détourner toutes les révolutions. Il les réduirait à deux grands cas de figures : les récupérables et les isolables.

Dans le premier cas, il s'agirait de révolutions locales, d'une période lointaine de la logique de la production, d'un mode de production que le capitalisme a su dépasser, révolutions alors contournées, rendues inutiles par la croissance capitaliste, révolutions d'un autre temps, d'un blocage accidentel de la croissance par une superstructure bête, archaïque. Et la preuve de cette logique : ces pays sont ensuite récupérés par le capitalisme, qui les aide, leur prête de l'argent, leur vend des machines-outils, etc. Ce serait le cas des pays en voie de développement, au sens large, des pays qui n'ont pas encore accédé à l'industrialisation sous tutelle capitaliste (le Mexique, par exemple).

Le second cas serait essentiellement celui de l'URSS. Une autre révolution archaïque, certes apparue en un pays relativement industrialisé mais encore soumis aux conséquences primitives de l'abolition du servage. Cette révolution serait aussi de l'ordre de l'accident de parcours. Elle ne relèverait que d'un concours de circonstances qui ne se répèteront pas deux fois. L'histoire universelle, bien plus que les lois marxistes du capital, expliquerait un phénomène maintenant réduit à son entropie naturelle et isolable.

La révolution d'Octobre n'a pu que répondre aux besoins révolutionnaires d'un mode

de production révolu : celui d'avant l'industrialisation lourde. Et c'est parce que l'URSS est fixée à une problématique infrastructurale (le sous-développement agricole), que sa superstructure ne lui permet pas de résoudre (alors qu'ailleurs, grâce au capitalisme, ce genre de problème est dépassé), qu'elle est incapable d'accéder à « la société de consommation » qui doit « normalement » succéder à l'industrialisation légère. En tous les cas, la société civile rend incompréhensible une révolution qui ignorerait les droits de l'homme (le Goulag).

Autrement dit, toute révolution n'est qu'un accident de parcours d'une logique de la production que seul le capitalisme peut mener à terme. Et la révolution finale, qui serait faite au niveau de la société civile, serait contradictoire dans les termes, impossible par définition, pour la bonne raison que cette révolution a été faite... par le CME : celui-ci est le mode de production infrastructural le plus progressiste car le marché ainsi autorisé est la meilleure satisfaction libidinale de citoyens devenus des individus radicalement libérés. Le malaise de la société n'est autre que la maladie d'être libre, d'une liberté qui en effet n'a plus à se réinvestir en des conduites de devoir et d'obéissance. Libre pour rien.⁷⁶

b) L'avancée des conditions objectives — Le nouveau schéma stratégique

Le CME est bien « l'anti-chambre du socialisme ». Il porte en lui les lois de ce « dépassement ». Rappelons leur nécessité et leur fonctionnement, d'abord dans les termes les plus formels de la mécanique capitaliste.

Le capitalisme est enfermé en un cycle : expansion-crise-dépression-reprise. La répétition du cycle est la perfection du capitalisme : la contradiction incluse et dépassée. Le capitalisme veut ce cycle. Il est l'éternel retour⁷⁷.

Mais ce cycle est aussi une spirale, une course en avant qui est une course à l'abîme. A chaque cycle la contradiction est dépassée, mais pour proposer une plus grande contradiction ; la crise est surmontée au prix d'une plus grande crise. Le capitalisme peut répéter, mais pas indéfiniment : l'accumulation des contradictions passe du quantitatif au qualitatif. Ce moment est celui de la crise généralisée, insurmontable, ultime moment de l'ultime mode capitaliste : le CME de la dégénérescence. Alors la répétition n'est plus possible : la reprise, la vraie reprise, celle qui serait autre chose que la relance conjoncturelle qui se profile, n'aura pas lieu.

Elle a pu longtemps se faire, cette reprise du cycle, de l'éternel retour, grâce à l'impérialisme. Alors le capitalisme triche avec ses propres lois. Ce n'est plus la pure mécanique du cycle propre aux modes de production, c'est l'intervention d'une cause extérieure qui permet la reprise. Elle se fait par les exactions de l'impérialisme (selon les deux grandes périodes du colonialisme et du néo-colonialisme) : exploitation des matières premières et des sources d'énergie, surexploitation de la main-d'œuvre étrangère et revente des produits manufacturés, des machines-outils, des biens

d'équipements aux pays en voie de développement, dévalorisation massive du travail humain accumulé.

Nous ajouterons à ce tableau classique le marché du désir qui tend à conditionner autant ces pays en voie de développement que les populations occidentales. (Nous pensons d'ailleurs, hypothèse personnelle, que là aussi ce marché a été créé pour compenser la baisse du profit colonial traditionnel). Sans l'impérialisme, la pure logique du cycle de l'Éternel Retour ne serait pas allée bien loin. La logique de la production capitaliste déborde de beaucoup le seul jeu du mode de production, la relation infrastructure-superstructure (dans la formation sociale particulière qu'est un pays soumis au CME). L'économie politique capitaliste ne persévère en son être que par le constant recours à l'impérialisme.

En fin de parcours, la plus grande contradiction : la crise chronique, généralisée. Donc il faudrait la plus grande intervention extérieure, le plus fort impérialisme.

C'est alors qu'apparaissent... les meilleures conditions de la Révolution ! Grâce à cet élément nouveau qu'est la dialectique des deux dynamiques révolutionnaires (celle de la révolution d'Octobre qui s'accomplit en coexistence pacifique et celle *intérieure* au CME). Ces deux dynamiques tendent à s'articuler en un ensemble révolutionnaire dont nous pouvons proposer les lois générales. Un élément nouveau est apparu : *la division du travail révolutionnaire*, une stratégie à la fois locale et mondiale. La coexistence pacifique est la peau de chagrin de l'impérialisme. Ce n'est plus l'expansionnisme sans limite, sauvage, qui a commencé par l'accumulation primitive (la mise en esclavage d'une race et le génocide d'une autre) et qui s'est continué par le pillage du tiers-monde. La fin des empires coloniaux est aussi le commencement de la crise généralisée (Angleterre). Certes tout un néo-colonialisme a permis une relance des économies en crise. Mais pour passer à une autre crise, *la crise*, celle que l'impérialisme ne peut plus rattraper. Il faut bien le souligner : s'il y a crise dans les pays occidentaux c'est que la coexistence pacifique a jugulé — relativement, certes — l'impérialisme.

Alors, le mode de production qu'est le CME est réduit à ses propres lois, à son insurmontable contradiction. Le deuxième moment révolutionnaire peut intervenir *dans* ce mode de production (dans les pays de société civile). La révolution finale est devenue possible : celle de l'ultime mode de production capitaliste. C'est la révolution *dans le mode de production et par le mode de production*. Mais elle n'est possible que dans et par la coexistence pacifique. C'est une révolution possible dans la mesure où la paix et la démocratie sont possibles. (Nous reviendrons longuement sur ce conditionnement à priori de la révolution : la paix et la démocratie).

C'est parce que la coexistence pacifique existe qu'existent les conditions de la révolution intérieure. L'accession à l'indépendance nationale des pays colonisés ou néo-colonisés (d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine) est aussi l'accession aux meilleures conditions de la révolution du mode de production par le mode de

production (des pays en régime de société civile). Le CME maintenant, est pris en tenailles entre la coexistence pacifique et... le CME, entre le dehors et le dedans, entre les pays socialistes et sa propre classe ouvrière, entre la crise du mode de production et la crise... de l'impérialisme.

Ce n'est pas notre propos de définir le nouveau dispositif révolutionnaire à l'échelle mondiale. Il nous suffira d'avoir proposé ses conditions générales, d'avoir établi la complémentarité stratégique de la coexistence pacifique et de la nouvelle stratégie révolutionnaire, de la lutte contre l'impérialisme et de la révolution du mode de production par le mode de production.

Ce qui nous importe, c'est d'établir la stratégie de cette révolution du mode de production par le mode de production en *France*. Son élaboration en est venue à ce moment où nous devons confronter les pires et les meilleures conditions de la révolution, le recul et l'avancée. Nous devons mettre en relations dialectiques un conditionnement contradictoire, un double système de données nouvelles, originales. Et sans pouvoir nous référer à un modèle ! Mais sans tomber dans l'empirisme du coup par coup, de la tactique.

La notion de stratégie permet d'éviter les deux écueils. Plus de modèle, donc, de schéma volontariste pré-établi qu'il faut mécaniquement appliquer en des situations combien nouvelles, mouvantes, contradictoires. Mais pas de navigation à vue, d'empirisme pragmatique collé sur une futurologie incertaine.

Cette stratégie peut être constituée et reconstituée en se référant à un fil conducteur : les décisions prises à chaud, sur le champ de bataille de la guerre idéologique, par le PCF. Il s'agit alors de théoriser un ensemble de décisions politiques, de proposer un projet d'abord implicite qui se dévoile progressivement.

Le PCF a été à l'avancée de *l'actualisation* de la lutte des classes. Il a su dialectiser la prodigieuse accélération de l'histoire que nous vivons et les lois générales du marxisme. Mais, et cela n'est pas un reproche, dans le grand désordre de la péripétie et du circonstantiel. Sans avoir eu le temps de synthétiser l'ensemble. Et pourtant, de l'abandon de la notion de dictature du prolétariat aux péripéties de l'Union et de la désunion de la gauche, que d'explications nécessaires non plus comme justification d'une décision politique mais comme fondement d'une stratégie révolutionnaire.

Trois conditions, donc, de la stratégie révolutionnaire : elle doit actualiser la théorie révolutionnaire ; elle doit rendre compte du conditionnement contradictoire de la société civile (les pires et les meilleures conditions révolutionnaires) ; elle écarte à la fois l'empirisme et le modèle. Nous devons proposer un *projet* révolutionnaire qui se construit en une situation contradictoire, qui est une prospective fondée sur une réalité.

Constatons que toute une terminologie s'avère inadéquate ou platonique ou formelle. Ainsi la notion de... situation révolutionnaire. La France est dans une situation révolutionnaire : ça lui fait une belle jambe, peut-on ironiser. Car elle est aussi dans une situation contre-révolutionnaire. Et que veut dire révolution, quand il n'y a plus de

modèle révolutionnaire ! Tout le problème est de savoir ce que l'on peut faire d'une situation révolutionnaire. Elle dit une virtualité, un champ de possibles ; elle fonde le projet. Mais du possible au probable puis du probable au réalisable, il y a l'espace infini qui sépare... le capitalisme du socialisme, la puissance et l'acte, l'en-soi et le pour-soi.

Aussi devons-nous reprendre « la situation révolutionnaire » pour la prolonger en une prospective qu'elle justifie mais qu'elle n'inclut pas, qu'elle suggère mais sans que la réalisation lui appartienne.

Révolution du mode de production par le mode de production à partir d'une situation révolutionnaire ?... Mais comment ? Comment prolonger une situation par un projet ? Comment réaliser ce projet ? Une réalité socialiste est en cours. Comment la continuer ? Comment la changer... en elle-même, comment passer de la puissance à l'acte, de l'en-soi au pour-soi ?

B. — LA RÉVOLUTION DU MODE DE PRODUCTION PAR LE MODE DE PRODUCTION

1. La stratégie socialiste : ses axes, son originalité et ses conditions à priori : la paix et la démocratie

La contradiction entre l'infrastructure et la superstructure de ce mode de production qu'est le CME est telle qu'elle propose « une situation révolutionnaire ». Mais le changement n'a pas attendu : cette contradiction s'est déjà dépassée, en fait, et *dans* le CME. Elle est en voie de dépassement, paradoxalement, *par* le CME. C'est dans et par le CME que le dernier mode de production capitaliste glisse vers le socialisme. Le CME engendre sa négation de par son propre fonctionnement.

Parce que l'infrastructure, pour répondre aux nécessités de la production du CME, s'est... socialisée de plus en plus, de telle manière qu'elle est devenue une quasi-réalité socialiste. Parce que la superstructure, à force de chercher à contourner la gauche, a été retournée de telle manière qu'elle est le moyen du changement. Parce que le travailleur peut alors établir la médiation entre superstructure et infrastructure par l'autogestion. Parce que le travailleur collectif peut s'allier aux couches moyennes et que le peuple de France peut se reconnaître en se réappropriant sa production nationale.

Tels sont les axes de la stratégie, les redistributions locales du projet global. Toutes ces parties tendent à reconstituer un tout, tous ces éléments tendent à se synthétiser dans le socialisme. Mais leur développement est inégal. Nous allons les étudier isolément pour bien établir ce cheminement qui repose tantôt sur des réalisations, tantôt sur des résolutions. Pour montrer la diversité des voies et des lieux du socialisme et leur profonde unité.

Mais au préalable nous voulons souligner l'originalité de la révolution du mode de production par le mode de production. C'est enfin la *révolution des travailleurs*. Elle ne se fait plus par catégories, personnes, appareils interposés ou délégués. Elle ne se fait plus au nom des travailleurs mais par les travailleurs. C'est leur révolution.

Nous serions tenté de dire que son cheminement est... mystérieux, terme provocateur, évidemment, qui veut mettre en relief une certaine indétermination du processus. En effet, il s'agit d'apprécier un comportement de masse (le travailleur collectif), mais de masse très diversifiée, émiettée en des secteurs de la production très disparates. Aussi on ne connaît pas encore les lois de cette « psycho-sociologie » des masses ! Ces lois existent-elles, d'ailleurs ? Ce serait une grave erreur de les calquer sur les comportements électoraux, sur des sondages d'opinions, sur la psycho-sociologie des sciences humaines scientistes et positivistes, sur les idées reçues à propos du peuple, des masses, etc. Il s'agit du *travailleur collectif*, d'une réalité encore peu étudiée, peu élaborée. Mais surtout : il s'agit d'un concept dont la valeur opérationnelle échappe aux mesures qui ne sont pas à sa dimension. La révolution du travailleur collectif ne relève

plus du circonstanciel et de l'événementiel du modèle (venu de la révolution d'Octobre). Elle créera ses propres modalités, essentiellement sur le lieu de travail, dans l'entreprise, par l'autogestion. Il s'agit d'une révolution du procès du travail, celle de « la gestion autogestionnaire » de la production, de sa distribution... de sa consommation.

On pourrait presque dire que les autres révolutions, essentiellement la Révolution d'Octobre, étaient des révolutions pré-autogestionnaires. La dimension politique, alors nécessaire, mais unique dimension, occultait, renvoyait à plus tard la révolution *dans* et *par* le travail *du* travail. Il faut tout un conditionnement historique et économique pour en venir à cette ultime phase révolutionnaire qui, paradoxalement, est souvent considérée comme un complément, une chose allant de soi, une détermination subsidiaire de la Révolution avec un grand R, alors qu'elle est le principe et la finalité de la révolution. La Révolution culturelle maoïste a bien montré comment la révolution du seul *environnement du travail* (les conditions superstructurelles, la culture, le discours hyper-politisé et volontariste) s'achevait en contre-révolution. Tout le pathos révolutionnaire du volontarisme politique n'est alors que redondance, impuissance à s'investir dans le procès du travail. Il est en fait le fondement d'un néo-mandarinate, d'un nouvel encadrement du travail et des travailleurs, par une nouvelle caste qui monopolise le langage (pour en faire l'ordre idéaliste du signifiant).⁷⁸ Alors le travailleur qui est le lieu même de la production et de la création, puisque son discours est son faire et ce faire l'être de la cité, est dirigé par l'ordre du signifiant, du mot qui est une consigne, du verbe qui est un ordre.

L'autogestion doit rendre la révolution au travailleur et sur le lieu du travail. C'est une révolution *silencieuse*. Elle se fait derrière les médias, en dehors du pathos et du volontarisme politique, sans péripétie et sans circonstance dignes de la une, sans flash, sans scoop.

Et c'est l'ironie de l'histoire : les médias, devenus le langage de la contre-information et de la désinformation, ne pourront pas l'atteindre. Tous les autres terrains sont plus ou moins contaminés par ces médias (politique, culture, etc...). Sauf le travail en tant que procès de production. Aussi, en toute logique, la révolution se fera dans ce procès du travail (par ses agents, en son lieu, en son organisation).

Face aux médias et à la révolution culturelle : l'autogestion. Ce sont les ultimes rapports de force, la mise en situation de l'idéologie dominante et de la stratégie révolutionnaire. Mais que les adversaires de l'autogestion ne réduisent pas cette révolution à un ouvriérisme. Notre dénonciation du signifiant est celle de l'anti-culture qui veut empêcher l'expression de la classe ouvrière et des travailleurs, qui est le pouvoir d'un certain langage contre le savoir, contre la science, contre l'investissement de la science dans la technologie, contre l'intellectuel collectif qui opère dans et par le travailleur collectif. Car le savoir, la culture (la méditation même) sont dans le procès de production. La division du travail, depuis longtemps a rendu la science et même la

recherche fondamentale constitutives de la production. L'innovation et le progrès dépendent essentiellement de l'intervention de ces forces productives directes.

Par ailleurs, nous avons assez dit⁷⁹ que la culture relevait de valeurs spirituelles et de traditions collectives que justement la culture anti-culture cherche à réduire et même à ridiculiser. La culture est devenue la chasse gardée de nouvelles castes issues des nouvelles couches moyennes, leur exercice de style, le moyen de privatiser, là aussi, les acquis des cultures populaires, celles de la Vieille France. Si nous dénonçons le signifiant et la Révolution culturelle c'est bien pour rendre la parole à ceux qui ont à dire qu'ils font l'être de la cité, l'anti-signifiant.

Enfin, répétons encore que si cette révolution des travailleurs par les travailleurs est enfin possible, c'est par la paix et la démocratie. Ce sont les deux conditions a priori de l'autogestion. Elles ne lui sont pas extérieures, comme une rhétorique surajoutée. Elles sont constitutives de la révolution du mode de production par le mode de production. L'autogestion est d'abord un combat pour la paix et la démocratie, pour les conditions de sa réalisation.

Elles permettent de mettre en relation la coexistence pacifique (l'ordre international) et le changement vers le socialisme (l'ordre national). Elles établissent et garantissent le lieu commun entre tous les socialismes. Leur importance est telle qu'elles proposent un combat prioritaire ; la paix et la démocratie sont devenues des forces productives directes du socialisme.

Et c'est sa meilleure propagande. Le socialisme doit être d'une totale transparence. C'est un anti-machiavélisme : totale adéquation de la fin et des moyens. La meilleure preuve de la déstalinisation est bien cette stratégie de l'autogestion qui exige paix et démocratie.

La déstalinisation peut être un pur discours, un acte de contrition, un aveu. Pour devenir une rhétorique qui cache un néo-stalinisme. Elle peut être une pratique, un acte, par le combat des communistes pour l'autogestion et ses conditions nécessaires : la paix et la démocratie.

Cette vérité est une propagande, propagande de la vérité, preuve pratique de la déstalinisation. Tout néo-stalinisme serait pire qu'un crime : une faute, une balourdise stratégique, une contre-révolution. Il ne ferait qu'empêcher le nouveau cycle révolutionnaire, le nouveau processus du passage au socialisme. La preuve par l'absurde de la fin du stalinisme, c'est... son inefficience dans le nouveau contexte révolutionnaire, inefficience qui tournerait au sabotage, à la division, à la contre-révolution. Les communistes ne sont pas staliniens car c'est leur intérêt. Et cet intérêt est une vérité de valeur universelle : la paix et la démocratie.

Aussi doit-on considérer la paix et la démocratie comme le combat prioritaire du socialisme. La progression de ces valeurs universelles permet d'élargir le combat socialiste. Le socialisme progresse en même temps que recule le stalinisme.

2. La socialisation de l'infrastructure

L'infrastructure du CME a déjà entamé un processus de socialisation, paradoxalement pour répondre aux exigences du mode de production capitaliste. La stratégie doit exploiter au maximum ce lieu de réalisation objective. Pour accélérer le processus et exaspérer la contradiction avec l'appareil superstructural du CME.

Les forces productives, ainsi que les moyens de production, sont devenus le lieu de l'accumulation des révolutions technologiques et scientifiques. Aussi, alors que ces forces productives sont soumises à une radicalisation de l'oppression économique, elles ont accompli ce saut qualitatif : la socialisation effective d'une grande partie de l'appareil infrastructural. Situation combien paradoxale : le capitalisme est pris au piège de son progressisme technologique. Du CCL au CM, du CM au CME, c'est une course accélérée au progrès technologique et scientifique. Celui-ci est le moyen de la concurrence et de la concentration. Le progrès est le lieu du combat « à la loyale » entre les « libres » entreprises.

En une phrase, proposons la définition de cette infrastructure : le taylorisme et le fordisme ont permis le travail à la chaîne et celui-ci la production de série des biens de subsistance et d'équipements (collectifs et des ménages). Cette formule permet de dire à la fois la nouvelle aliénation et le principe du socialisme. Celui-ci est un ensemble à trois dimensions révolutionnaires :

- 1° Une production de série, qui bouleverse la nature du travail social productif ;
- 2° « Une consommation » (nous avons dit pourquoi le mot « utilisation » serait préférable) enfin de masse ;
- 3° Utilisation technologiquement *garantie* : les masses ne sont plus soumises aux aléas de la nature, à la panique, à la famine.

Mais, en même temps, c'est le détournement et même l'inversion de ces trois conquêtes révolutionnaires par les nouveaux rapports de production. D'un côté, la révolution de la production et de la consommation ; de l'autre, les six oppressions économiques (établies dans la première partie du livre) qui radicalisent l'aliénation du travailleur.

Telle est la nouvelle situation révolutionnaire spécifique du mode de production qu'est le CME. C'est une situation très nouvelle, originale : le socialisme est une *réalité* acquise en son principe, en son infrastructure. Il est là, ici et maintenant. Et en même temps, il est empêché, dérobé, falsifié, absent à lui-même, détourné et récupéré contre lui-même. Le socialisme est devenu une réalité et un projet nécessaire, d'adéquation d'une infrastructure révolutionnaire et d'une superstructure encore en retrait, soumise au CME.

Cette infrastructure *acquise* est une mutation fondamentale dans l'histoire des modes de production. Nous dirons même que l'histoire de l'humanité est faite de l'avant et de l'après de la production de série et de la consommation de masse *garantie*, de la nouvelle dialectique de la consommation et de la production. Deux univers combien

différents !

Avant, le socialisme est une idée, un projet, un concept, un idéal. Il n'a pas de lieu, d'infrastructure. Il n'est pas opérationnel. Après, il devient une production et une consommation infrastructurales. Le socialisme est devenu *organique*. On est passé d'une problématique philosophique, celle des rapports humains, à la réalité des rapports de production. Le socialisme peut enfin opérer sur son terrain. L'éthique socialiste peut maintenant réaliser ce que l'éthique avait toujours éludé : prendre en charge l'économie politique. L'économie humaine, celle de l'éthique, peut organiser cette économie politique.

Le socialisme a conquis les moyens de sa réalisation, les moyens de ses fins (éthiques). Le projet est devenu une réalité : une *nature sociale* qui s'interpose entre la nature et la culture bourgeoise (culture au sens fort, celle qui fait l'être de classe). Cette nature sociale a vaincu le manque (de l'état de nature) et doit vaincre le manque (de l'état de culture) imposé par le CME. Tels sont la réalité et le projet du socialisme.

On ne l'a pas assez montré : cette infrastructure révolutionnaire, socialiste, a déjà totalement modifié l'être même de la cité. L'acquis socialiste est bien plus qu'une nouvelle nature sociale. Il s'agit d'un nouvel univers, intégré, homogène, qui est un lieu de vie essentiel et naturel. Evidemment, tout le travail idéologique de la contre-révolution, de la société civile consiste à falsifier cet acquis socialiste, à le dévaloriser ou à le récupérer. Le procès de production, l'infrastructure, la cause sont relégués dans l'inconscient. On ne retiendra que les effets immédiats, superficiels. Ainsi la dialectique révolutionnaire de la production de série et de la consommation de masse sera occultée par l'idéologie de la société de consommation, l'interprétation la plus fallacieuse, qui peut aller jusqu'à prétendre que le principe de la pollution et des nuisances est... dans le progrès technologique. (Allons vivre à la campagne en pratiquant l'artisanat d'art, en ne consommant que de ce super-Fauchon, super-épicerie fine, qu'est le produit mercantile de l'écologie.)

Un *nouvel échange* est apparu, un nouveau système de relations humaines. Et qui a créé ses infrastructures et superstructures, qui a donc suscité de nouveaux besoins. C'est tout un nouveau système de communication et d'information. Mais alors que celles-ci sont outils de la collectivisation, en leur nature, elles seront récupérées en leur usage par l'idéologie dominante. C'est le paradoxe des médias, de l'audio-visuel.

Cette demande entraîne l'expansion accélérée des biens d'équipements collectifs. Ceux-ci, d'abord spécifiques de l'infrastructure tendent à s'élargir dans le domaine « réservé » à la culture bourgeoise. (Éducation nationale bien sûr, mais aussi tout le para-éducatif.) De par leur propre dynamique collectiviste, ces biens d'équipements s'étendent dans les secteurs du privé : la santé. Enfin, ils deviennent même des biens de loisir.

Autrement dit, ces nouveaux biens collectifs ont créé une autre collectivité, une autre société, une autre nature sociale. La consommation de masse des biens collectifs est

déjà le socialisme. Un socialisme qui s'est engendré par la seule dynamique productive, situation de fait, qui a d'abord cheminé marginalement à la société bourgeoise traditionnelle pour ensuite se dilater en une autre société qui tend à absorber cette société de la privatisation de tout (et qui ainsi... se privait des biens collectifs que nous venons de citer).

Cette société crée une autre spatio-temporalité, une autre pratique du temps et de l'espace, d'autres rythmes sociaux, du temps et du loisir, un autre système de relations sociales nées de ces pratiques. Ce nouvel échange (engendré par la dialectique élémentaire de la production de série et de la consommation de masse) d'abord excroissance infrastructurelle recouvre maintenant les rapports de production et l'encadrement spatio-temporel de ces rapports. Il tend à devenir l'être de la cité, l'ordre « naturel », ordre collectivisé, car pratique des biens collectifs.

Telle est la nouvelle situation révolutionnaire : un être social, une réalité organique se sont créés — par la production infrastructurelle — et sont devenus l'être même de la cité, organisme aux besoins immenses, infinis... comme sont illimités, infinis les moyens de production, le progrès technologique, le pouvoir de la science. Le projet socialiste ne fait que « refléter », reprendre cette situation objective. Il doit :

1° Mettre en rapport d'expression immédiat la production (de série) et la consommation (de masse) ;

2° Augmenter indéfiniment la consommation de masse (des biens collectifs et des ménages) ;

3° Par conséquent augmenter indéfiniment la production de série ;

4° Pour ce faire augmenter indéfiniment l'investissement scientifique dans la technologie ;

5° Augmenter indéfiniment la recherche fondamentale.

Alors que les moyens de production et le potentiel technologique et scientifique autoriseraient l'augmentation de la consommation de masse, la satisfaction des besoins créés, en constante extension, les rapports de production de CME empêchent leur utilisation, le plein emploi. Le projet socialiste est tout d'abord le réajustement, l'adéquation de la production et de la consommation, du bien et du besoin... de l'offre et de la demande. Il n'est qu'une réponse de bon sens à la réalité ; il ne force pas la nature des choses. Ce n'est pas un projet bizarre ou chimérique. Il est dans la logique de la production ; il est devenu la prise en charge de la logique de la production, logique voulue, en son développement et en son ascendance par... le capitalisme. Car c'est bien par la production de série et le plein emploi que le capitalisme a obtenu « les miracles » de la croissance. Aussi pourquoi bloquer l'expansion, ne pas réinvestir, empêcher le plein usage des forces productives ? A cause de la crise ?

Mais justement la réponse est dans le projet socialiste : la relance de la production par la consommation... et relance de la consommation par la production. Il récupère à son profit la loi de l'offre et de la demande du capitalisme de l'ascendance : plus il y

aura de la demande et plus il y aura de l'offre, plus il y aura de l'offre et plus il y aura de la demande ; biens et besoins s'engendrent réciproquement.

La socialisation de l'infrastructure (la dialectique production de série-consommation de masse) a profondément modifié le jeu politique et la nature du pouvoir. Nous avons déjà montré (dans la première partie) que le discours sur le pouvoir, de l'idéologie dominante, était idéaliste. C'est une spéculation sur une essence sur-déterminante, une hypostase métaphysico-freudienne. Nous avons rappelé que tout pouvoir n'est que la dernière instance de l'économique, et parfois effectivement si lointaine que l'on « oublie » d'établir les médiations qui font la continuité. Le système de ces médiations est devenu, maintenant, la *gestion* (nous l'avons montré en définissant la techno-bureaucratie). Cette nature réelle du pouvoir semble avoir échappé, pour l'essentiel, à l'idéologie ambiante. Cette ignorance (cette désinformation) permet alors de camoufler involontairement, d'occulter la vraie nature du nouveau pouvoir de classe : la gestion.

Avant la production de série, avant le capitalisme même, la problématique de la gestion de l'appareil infrastructural et de ses effets n'était qu'un problème subsidiaire du pouvoir politique. L'appareil infrastructural n'avait pas accompli les progrès quantitatifs qui ont autorisé le saut qualitatif de sa gestion. Il était embryonnaire, les moyens de production réductibles à un très simple outillage : la faucille et le marteau. La gestion des moyens de production et des forces productives était résolue par le pouvoir politique sur les hommes et non par la gestion de l'outillage, de l'appareil productif. Le pouvoir économique n'était qu'un effet du pouvoir politique ; ce dernier, par lui-même, contrôlait toute l'économie. Maîtriser le forgeron était gouverner la campagne. Le crépuscule des dieux commence par la révolte du forgeron : une autogestion encore impossible.

Mais le corporatisme sera une première révolution, une première prise du pouvoir par la gestion, une « autogestion », du producteur. La maîtrise des corporations est le gouvernement de la ville. Mais l'État-nation va surdéterminer ce pouvoir de gestion pour en faire un pouvoir réactionnaire, qui empêche le progrès des moyens de production.

Maintenant, le pouvoir politique doit compter avec une infrastructure quasi autonome en son fonctionnement, avec « un pratico-inerte » qui est une nouvelle nature sociale, avec une ontologie qui a ses propres lois d'existence, avec un projet socialiste qui n'est autre que l'achèvement d'une réalité socialiste.

Aussi, le pouvoir politique est partagé. D'un côté, il n'est que par le pouvoir de gestion. Nous l'avons vu : le management est devenu une médiation nécessaire, entre le capital et le travail, le politique et l'économique, la production et la consommation. Il a engendré son appareil de gestion : la techno-bureaucratie, qui est devenue l'appareil superstructural du pouvoir capitaliste.

De l'autre, le pouvoir est une réalité fonctionnelle, ontologique, qui n'a pas le pouvoir de gestion de son être. Le pouvoir socialiste, le pouvoir révolutionnaire sera

fondamentalement cette récupération, cette réappropriation de l'en soi en pour soi, de la réalité socialiste par la gestion de cette réalité.

Tel est le lieu du combat politique, doublement délimité : par la gestion superstructurale et par la réalité infrastructurale, par la techno-bureaucratie et par le bloc chaînes de production-consommation de masse, par la social-démocratie gestionnaire et par la socialisation de la vie élémentaire — subsistance et équipements — élargie à une première socialisation de l'échange.

Le politique n'est plus que le combat pour la gestion. Il a perdu son autonomie relative, son pouvoir spécifique de décision. Il est coincé entre la social-démocratie gestionnaire et la réalité socialiste. Le rapport des forces et la nature du combat des classes sont totalement modifiées par cette situation.

3. Comment la crise permet la participation des communistes au pouvoir superstructural

Le CME est l'anti-chambre du socialisme, non seulement par son infrastructure mais aussi par sa superstructure, par le jeu politique qu'il a lui-même organisé. Le CME va progressivement être pris à son propre jeu, il va s'empêtrer dans ses contradictions superstructurelles et se piéger lui-même.

Il a imposé un économisme radical qui recouvre la société globale et qui a investi toutes les catégories traditionnelles du politique. Celui-ci n'est plus que le pouvoir de gestion. Ce politique est soumis à une autre nécessité : la démocratie formelle, celle des démocraties bourgeoises. Le régime présidentiel est la synthèse de la gestion économique et de la démocratie formelle.

Cet ensemble permet l'expansionnisme du CME mais aussi l'insère en des règles du jeu qu'il ne peut plus éluder, en des instances représentatives que l'adversaire peut conquérir. Le CME a « inventé » la gestion et le régime présidentiel a « re-inventé » la démocratie formelle. Le socialisme peut utiliser « ces inventions » à son profit, se glisser en des institutions qui n'étaient pas faites pour lui mais qui ne peuvent le récuser ; il peut les récupérer d'abord localement et partiellement mais suffisamment pour proposer le support superstructural... et même gouvernemental qui permettra (nous le verrons) l'autogestion.

Mais pour quelle raison profonde, structurale, et par quel cheminement le capitalisme, tout CME qu'il soit, doit consentir à cette situation ? A l'origine de ce processus, la contradiction constitutive du capitalisme. Au début, elle permet le cycle de la croissance. A la fin, elle oblige à la gestion social-démocrate... puis socialiste !

Le cycle expansion-crise-dépression-reprise permet l'Éternel Retour. Alors la contradiction est incluse et dépassée. Le capitalisme progresse *grâce* à la crise. Mais au prix d'une plus grande crise à venir. Les cycles sont en spirale... aspirée par le bas, par la dégénérescence, car les effets de la contradiction ne font que s'accumuler. En

termes plus précis, mesurables, en termes d'économie politique la contradiction s'énonce et se résoud par le processus de suraccumulation-dévalorisation du capital. Cela est objectivement mesurable selon certains paramètres et procédés que la science marxiste a pu établir. Il nous suffira, dans notre perspective, d'indiquer que cette détermination de la contradiction structurale du capital débouche maintenant sur « la crise généralisée ».

Longtemps, le capitalisme a pu éluder, circonscrire, déplacer, excentrer, distribuer les effets de ce phénomène de néantisation des richesses, véritable cataclysme interne, qui dévaste la loi du profit... et la morale capitaliste, par une espèce de justice immanente qui fait que le bien mal acquis ne profite jamais.⁸⁰ En faisant payer les riches à la façon capitaliste. Alors le processus de suraccumulation-dévalorisation fonctionne comme une purge du capital. Et la morale capitaliste va même s'y retrouver : les faillis étant les chefs d'entreprise qui n'ont pas le mérite suffisant pour s'en sortir, les autres (qui ont ce mérite) pouvant légitimement profiter de ces faillites, pour une plus grande richesse, accumulation. Le cataclysme économique qu'est la suraccumulation-dévalorisation permet en définitive la concentration du capital, le passage du CCL au CM. Ainsi la crise traditionnelle peut s'insérer dans un cycle, pour une autre croissance, cycle qui maintenant n'est plus possible.

Car la crise mondiale de vingt-neuf a été un tournant : la première crise en voie de généralisation, qui ne trouve plus de régulation par le seul jeu de l'économie « libérale » traditionnelle et qui ne peut se résoudre que par une intervention extérieure, étatique, dirigiste : le fascisme et le keynésianisme.

Le fascisme est « valable » en un pays où le secteur industriel n'a pas encore recouvert la totalité de l'économie, où le nationalisme peut voler au secours du capitalisme, où l'expansionnisme militaire, territorial prime sur l'expansionnisme de la conquête de marché. Le fascisme allemand a été une conjoncture historique très particulière, la rencontre d'une crise économique et du pan-germanisme, d'une tradition historique et d'une modernité économique. Il n'est pas une réalité structurale du capitalisme, mais une réalité qui relève bien plus du conditionnement de l'histoire universelle que des déterminismes de l'économie capitaliste. Le fascisme n'est pas une solution économique à la crise, mais une solution politique. L'économie du fascisme a été une économie de guerre. L'intendance n'a fait que suivre.

Cette réponse au coup par coup peut avoir valeur de modèle pour des pays en situation analogique, pour des pays d'avant la société civile, pays en voie de développement qui proposent à la fois une structure nationaliste et une économie en crise. Mais ce n'est pas une solution structurale. La preuve : le Chili qui, après le coup d'État fasciste, est passé au néo-libéralisme... de l'impérialisme américain !

Le keynésianisme est la première réponse qu'une économie de société civile, de société civile en voie de développement, plus précisément, peut proposer, efficacement, à la première et encore relative crise généralisée.

C'est qu'un marché généralisé à la société globale peut permettre la relance. C'est qu'une société de salariat est suffisamment développée pour autoriser la politique des revenus. Mais ne cherchons pas plus longtemps les raisons du succès de Keynes : il a greffé une démocratisation et massification du marché sur l'impérialisme américain. Alors que le fascisme n'est pas une économie de marché, car économie de guerre, le keynésianisme a su inventer le marché qui a fait la relance. Cela ne pouvait que bien marcher, au pays d'une accumulation primitive telle (mode de production esclavagiste et génocide) que les surprofits ont pu circuler sans problème, du primaire au secondaire, pour créer ou développer les chaînes de la production des biens de série, ceux qui font la relance.

Le keynésianisme va pouvoir se reconduire, se prolonger en Europe, dans le développement du CME en sa phase d'ascendance. Mais adapté à la spécificité des pays européens contrôlés par ce CME. Le principe de la fusion sera la synthèse du keynésianisme et du réformisme, d'une stratégie économique et d'une stratégie politique.

La crise, celle du type que nous venons d'étudier, semble alors définitivement dépassée. En effet, comme nous avons essayé de l'établir, le marché s'élargit d'un marché des biens de production au marché des biens de consommation et de celui-ci au marché du désir. Et ces marchés, par la société du salariat généralisé (et en particulier l'expansion des couches moyennes) recouvrent la société globale, permettant les surprofits des multinationales.

Toute une évolution politique est immanente à cette mutation économique : les régimes politiques évoluent selon les étapes de la nécessité, de la logique de cette économie politique. Il y aura un rapport d'expression immédiat entre le politique et l'économique, entre l'extension du marché (« sa démocratisation » et sa massification) et le glissement à gauche. On peut proposer les tableaux de ce processus. Ce ne seront que des schémas, des résumés, car il nous suffira d'indiquer la dynamique tendancielle, pour en venir au problème qui nous préoccupe : le glissement à gauche qui... glisse vers le socialisme. Mais ces schémas seront situés dans une perspective totalisante, des origines à nos jours.

Premier tableau :

- De l'Ancien Régime (la réaction radicale) ;
- Au premier libéralisme politique (la droite éclairée) ;
- De celui-ci à la démocratie bourgeoise (gérée par la droite de cette démocratie : conservateurs, républicains, chrétiens-démocrates...).

Ce modèle s'applique particulièrement à l'Angleterre, le pays de la première industrialisation.

Second tableau :

- De la démocratie bourgeoise (d'avant Keynes)
- A la social-démocratie européenne qui tend à synthétiser keynésianisme et

réformisme.

Ce modèle pourrait s'appliquer aux Pays scandinaves. *Troisième tableau* : la société civile proprement dite.

— De la gestion partielle et occasionnelle social-démocrate au monopole (majorité absolue) du pouvoir politique social-démocrate (partiellement et tendanciellement le cas des Pays scandinaves et en une certaine mesure l'évolution de l'Allemagne) ;

— Du monopole social-démocrate à la participation nécessaire et complémentaire des partis dits socialistes, d'intitulé socialiste ;

— De celle-ci au monopole de ces partis.

Quatrième tableau : deux cas de gestion des partis d'intitulé socialiste :

— Ils peuvent gouverner sans les communistes ;

— Ils doivent consentir à une participation communiste.

Ces tableaux suscitent deux ordres de commentaires.

1° Nous ne saurions trop répéter que cette gestion politique n'est pas d'ordre contingent, une couverture démagogique surajoutée au fonctionnement économique ou un complément d'âme, ou une redistribution généreuse du profit. L'évolution économique et l'évolution politique sont en rapport d'expression : le développement du capitalisme a besoin (jusqu'au 3e tableau et même jusqu'à la première partie du 4e tableau) de la progressive et radicale émancipation politique.

Tel est l'ordre politique immanent au déploiement capitaliste qui triomphe dans et par la société civile : du despotisme au libéralisme, de celui-ci à la démocratie bourgeoise, de celle-ci à la social-démocratie, de celle-ci au réformisme, de celui-ci au réformisme radicalisé. La gestion politique du capitalisme a dû devenir libéralisme économique, puis libéralisme politique, puis social-démocratie, puis réformisme et même réformisme radicalisé. Mais de par cette dynamique elle a dû consentir à la dernière figure du dernier tableau : la participation des communistes au pouvoir ! Ce qui pouvait être considéré comme une cynique ironie du capitalisme tout d'un coup capote et se révèle une fatalité de la gestion politique. Une évolution « naturelle » a subi un saut qualitatif. A force d'accumulations, un saut qualitatif s'est accompli : un autre ordre de gestion.

Répetons-le : cette évolution (participation communiste exclue) est une stratégie plus que nécessaire : « fatale ». Car stratégie de la croissance et de la gestion de la crise, gestion du cycle et de la contradiction interne du capitalisme. Le capitalisme est fait de... révolutions, technologiques et scientifiques. Il a besoin du marché des biens d'équipements et surtout du marché du désir, qui est le lieu de compensation de toutes les baisses tendanciennes du taux de profit. Aussi, à partir de Keynes, son économie politique est devenue une « économie humaine ». Le capitalisme a « fait du social » parce que ce social était une nouvelle source de profits qui permettait de colmater la crise. Et il a même fait du permissif, et de la libéralisation massive des mœurs, pour élargir au maximum son marché. Le capitalisme, fatalement, se développe dans le

libéralisme, puis dans le social, enfin dans le permissif : trois étapes de son marché, trois compensations de la baisse du taux de profit, trois solutions de la crise.

2° Un autre ordre de commentaires doit être proposé comme corollaire de la définition de l'ordre politique. La stratégie capitaliste a prévu cette évolution et sa *régulation*. C'est le régime présidentiel. Celui-ci propose *l'alternance* comme principe du nouveau fonctionnement démocratique. Alternance qui a comme rôle économique de gérer la crise.

Le système présidentiel est l'arme suprême du capitalisme : il intègre toute l'évolution « progressiste » et tourne sa fatalité en une stratégie de régulation. Car alors certaines lois peuvent fonctionner, lois propres au système électoral (présidentiel) :

- Bipolarisation,
- Réduction des extrêmes (PC),
- Légère oscillation centre-droit, centre-gauche qui fait une alternance centre-droit, centre-gauche. Le pays ne peut plus être gouverné qu'au centre, par le Marais, plus précisément. Chaque déplacement excessif dans un sens ou dans un autre est « rattrapé » par le gouvernement d'après. L'Éternel Retour est passé du cycle économique à l'ordre politique. Le régime présidentiel est la régulation absolue qui permet le plein épanouissement des dernières lois du capitalisme : synchronisme et alternance.

Ainsi le système présidentiel peut bloquer l'évolution de l'histoire en gérant éternellement la crise éternelle. Le système présidentiel pense avoir écarté les communistes du pouvoir. Répétons-le : il bipolarise, entraîne le pouvoir vers le centre, réduit les extrêmes. C'est un *verrouillage* apparemment parfait, une purge radicale de la vie politique, l'intégration du progrès dans l'Éternel Retour.⁸¹ Mais voilà les communistes au gouvernement ! Le verrouillage n'a pas fonctionné. Le suprême dispositif de régulation a montré ses lacunes. Certes, cette participation des communistes au pouvoir ne modifie que relativement — encore — le jeu politique imposé par le capitalisme. Mais c'est le *principe* qui est significatif : les communistes peuvent participer au pouvoir dans et par le régime présidentiel. Ce qui avait été fait contre eux va donc pouvoir leur servir, devenir l'instrument de leur gestion. Le verrouillage final n'ayant pas fonctionné, en fait, ne fonctionnera plus, en droit. Une faille, une béance même est apparue au cœur même de ce qui était le meilleur rempart. Cela infirme toute la stratégie du capitalisme. Les conséquences en sont immenses. Car il s'agit de l'ultime étape, de la dernière possibilité stratégique du capitalisme. Le piège qu'il a proposé se referme sur lui-même.

Car la France était le dernier pays où il fallait imposer l'ordre présidentiel ! De Gaulle a été trop malin⁸². On n'importe pas un régime présidentiel. Car il n'est pleinement valable que dans le pays de l'impérialisme économique triomphant. C'est son garde-fou, sa marge de sécurité. Car Démocrates et Républicains, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Mais ce n'est pas le cas pour Giscard et Mitterrand.

Car cette alternance a lieu, maintenant, en un pays de tradition républicaine et...

socialiste (Front populaire, Résistance). Dans un pays où les communistes ont déjà participé au gouvernement ! L'histoire universelle, cette histoire universelle qui apporte le coup de pouce favorable ou défavorable aux mutations de la logique de la production, aux révolutions ou aux contre-révolutions, est maintenant favorable au socialisme. C'est selon des acquis sociaux, des traditions socialistes, des situations irréversibles que l'alternance se réalise.

Aussi pouvons-nous donner sa pleine signification au mot *changement* qui est bien plus que l'évolution politicienne à laquelle certains — de gauche — voudraient le réduire. Ce changement n'est autre que la rencontre, la convergence de trois dynamiques, de trois ensembles :

— La logique de la production, celle du sens de l'histoire, du passage au socialisme ;

— L'histoire particulière de la France, celle qui est issue du Front Populaire et de la Résistance ;

— L'évolutionnisme stratégique de la gestion politique du CME.

Et ces flux sont tels que les deux premiers bousculent, débordent, enveloppent... récupèrent le dernier. Ce n'est pas faire preuve de présomption militante ou de vanité cocardière de constater et de se féliciter que la France soit le premier pays (de « l'euro-communisme ») qui accède à ce changement.

Revenons au dernier tableau que nous avons proposé : deux cas de gestion des partis d'intitulé socialiste :

— Ils peuvent gouverner sans les communistes.

— Ils doivent consentir à une participation communiste.

Ce dernier cas est celui de l'actuel gouvernement. Cela veut dire, tout d'abord, que le CME est arrivé à la limite de son glissement gestionnaire à gauche. Comme la crise est radicale, généralisée, il faut la gestion la plus à gauche possible. L'alternance est celle du réformisme radicalisé. Mais cela veut dire aussi que ce réformisme, pour accéder au pouvoir et le gérer, a eu besoin, a besoin, aura besoin du PC. Deux ordres de nécessité contradictoires se rencontrent en un lieu commun : le gouvernement. Le capitalisme a besoin du réformisme radicalisé mais celui-ci a besoin des communistes !

Ce dernier énoncé fait sauter le verrouillage final prévu par la stratégie du néo-capitalisme. Et ce capitalisme doit y consentir. Il n'a plus de stratégie de rechange. Il est allé jusqu'au bout de sa ruse gestionnaire, qui se tourne contre lui.

On peut pourtant citer un précédent : le régime parlementaire avait su, Plan Marshall à l'appui, « vider » les communistes que la France de la Résistance avait imposés au gouvernement. Mais les circonstances étaient totalement différentes. Le capitalisme était alors en pleine dynamique, au moment de la relance : reconstruire la France.

Maintenant la France est en pleine crise. Et ce n'est plus une crise de cycle, incluse dans une croissance, qui trouve sa solution dans le passage à un autre mode de production ; ce n'est pas non plus, la crise radicale d'un capitalisme qui avait pu

trouver une solution dans le fascisme ou le keynésianisme. C'est une crise de fin de parcours, de fin de la logique de la production, de fin des cycles : fin de l'Éternel Retour. Et le capitalisme ne peut plus avoir recours aux deux solutions « traditionnelles ».

C'est que le CME est déjà... un keynésianisme généralisé et radicalisé ! Il semble qu'il ait épuisé toutes les possibilités, les technologies, plus ou moins artificielles, des relances économiques. Il semble qu'il n'y ait pas d'au-delà à cet opportunisme économique, qui a su jouer sur les paramètres différents et même opposés du néo-capitalisme, et qui a usé, jusqu'à la corde, tous les trucs de l'économisme et du monétarisme. Et puis, comment faire, après le 10 Mai ?

Il ne peut y avoir de recours au fascisme. Car celui-ci, en termes de solution économique, n'était qu'une marche forcée vers l'étatisation d'une économie de CCL et de CM en crise, que le dirigisme étatique a achevé de liquider, au profit de certains monopoles qui avaient cyniquement joué la carte du militarisme nationaliste : le bloc militaro-industriel. Le fascisme, en termes d'économie, ne fait que précipiter une étatisation monopoliste. Aussi, que pourrait-il ajouter à l'étatisation forcenée qu'est le CME ?

Serait-ce un paradoxe de dire que le CME en sa « perfection » est la monstrueuse synthèse du fascisme économique et du keynésianisme, d'une concentration étatique et d'une distribution « démocratique », d'une production combien oppressive et d'une consommation ultra-libérale ?

Le fascisme est une solution de la crise d'avant la société civile. Maintenant la conquête et la défense du marché relèvent d'un expansionnisme libre-échangiste totalement opposé, en Europe, à l'autarcisme ou à la conquête de marché comme conquête territoriale. « Le libre échangisme » des multinationales ne peut souhaiter un retour à un capitalisme ultra-nationaliste, qui prétend combattre l'Internationale capitaliste.

Le dispositif des classes sociales est totalement différent. La société civile est à la fois une relative socialisation du procès de production et de consommation (l'ensemble production de série-consommation de masse) et l'hyper-libéralisme du marché du désir. Il s'agit d'une autre nature du corps social. Où sont les hobereaux qui pourraient s'insurger contre cette socialisation ?

La classe moyenne traditionnelle qui, en Allemagne, avait été un des supports du nazisme, ne relève plus, en France, du même conditionnement historique et économique. Elle a gagné (elle aussi) la guerre ! (Alors que l'Allemagne nazie était hyper-revancharde). Elle a vaincu (elle aussi) le nazisme. Elle a reconstruit la France. Elle est le produit de l'expansionnisme économique ; elle a participé à la dynamique du CME et elle conserve un rôle important dans l'économie nationale. Aussi le poujadisme et le CIDUNATI ne sont que des accidents de parcours, ceux d'un corporatisme qui date et qui n'a d'ailleurs que des revendications... fiscales, qui ne veut qu'un plus grand profit.

C'est une colère de commerçant, qui ne peut même pas s'organiser en fronde corporative.

Mais ce qui est déterminant, c'est l'énorme masse moyenne (qui est au résultat de la stratégie de classe unique) qui est le pur produit de la société civile et sa pure émanation idéologique. Elle est à la rencontre de la relative socialisation, du libéralisme politique, de la permissivité des mœurs. C'est un univers totalement différent qui n'a plus rien de commun avec une Allemagne vaincue aux classes sociales venues du XIX^e siècle.

Aussi, que faire ? le capitalisme doit aller jusqu'au bout de sa stratégie, celle de la société civile. Il est condamné à sa logique par sa propre logique. La gestion réformiste radicale est sa seule possibilité. Le réformisme doit gérer la crise. Pour la bonne raison que le libéralisme avancé ne pouvait plus le faire.

L'alternance permettrait ensuite le recours à une nouvelle expansion, lorsque l'austérité solidariste l'aurait permis. On reviendrait au bon vieux cycle, celui de l'Éternel Retour. Et ainsi de crise en relance, de gestion social-démocrate de gauche à gestion social-démocrate de droite, de réformisme à néo-libéralisme (horizon Chirac), la société civile se répéterait éternellement, en son pourrissement.

Le prochain coup de balancier serait le néo-libéralisme. Nous avons dit que le CME n'était en fait que la monstrueuse synthèse d'un aspect essentiel du fascisme et du keynésianisme : oppression radicalisée sur les travailleurs, libéralisme permissif de la consommation. Le néo-capitalisme doit conserver ces deux données (nous avons montré leur complémentarité). Et il doit encore les exaspérer. C'est le néo-libéralisme (comme ils disent).

Ce sont des régimes économique-politiques très bizarres. Cette stratégie de la production oppressive et de la consommation libérale et permissive n'est pas comprise, évidemment, de ceux qui ne disposent pas de l'appareil théorique (le marxisme) qui permet de reconstituer sa dialectique (comme nous avons essayé de le faire). Aussi est-elle réduite à une nouvelle doctrine économique. On l'imputera à un homme (Reagan), à une École (École de Chicago⁸³), à des cas d'espèces (la Dame de fer). Mais on sera incapable de proposer le néo-libéralisme comme un sous-mode de production, celui qui prolongerait le CME, l'impérialisme économique, au-delà du... CME. On ne pourra même pas comprendre que c'est la dernière stratégie de l'impérialisme (voir Reagan). Celle du total synchronisme. Comme au Chili, où l'État fasciste de la plus implacable contre-révolution non seulement a coexisté avec le libéralisme économique mais l'a voulu et l'a développé vers « la société de consommation », comme on dit.

Chirac ferait un néo-libéralisme à la française : la société civile ne serait pas remise en question. Au contraire. Encore une fois : ne pas penser une radicale contre-révolution comme un retour au fascisme. La contre-révolution doit se faire, ne peut se faire, que dans les structures du CME. Elle doit préserver avant tout le marché du désir, cette invention du CME, qui a permis d'atteindre la radicalisation du marché libéral. Et

pour se faire elle doit exaspérer l'oppression économique sur la classe ouvrière. Et cela, évidemment, dans le champ de l'impérialisme américain. Mais répétons-le : dans le système présidentiel, démocratique. En jouant le jeu légal de l'alternance.

Mais voilà : les communistes au pouvoir ! Voilà une gauche, des socialistes, des communistes avertis, qui savent :

1° Qu'il faut jouer le jeu de l'alternance, démocratique et légal... ;

2° Pour empêcher la contre-révolution du néo-libéralisme.

Voilà les deux principes de l'unité. Les socialistes ont besoin des communistes car il n'y a plus, pour un parti socialiste sérieux, d'alliance possible avec des libéraux qui ne veulent qu'un éternel retour, qui ne peuvent qu'adhérer à l'ultime stratégie du libéralisme : le néo-libéralisme à la Reagan. Pour les communistes, il ne s'agit pas d'une alliance occasionnelle, opportuniste. Le changement est bien plus que le changement : il est l'identification de la logique de la production et de l'histoire de France : le passage au socialisme.

4. Au cœur de la stratégie : l'autogestion

a) De la gestion à l'autogestion

Nous venons de proposer les conditions de l'autogestion. Il faut un certain seuil de socialisation de l'infrastructure et un certain seuil de socialisation de la superstructure (de ses instances, du jeu politique) pour que cette autogestion soit enfin possible. Elle sera la nécessaire médiation entre infrastructure et superstructure, la synthèse qui raccorde les acquis révolutionnaires encore juxtaposés. Elle sera le processus de l'interaction des deux domaines, pour une autre dynamique. Elle doit achever ce que ces deux ensembles ne peuvent accomplir par eux-mêmes. Le changement ne peut se réaliser que par l'autogestion. Le dispositif « révolutionnaire » ne peut prendre sens et forme que par cette autogestion.

Nous pensons que le livre de Philippe Herzog, *L'Économie à bras-le-corps*⁸⁴, est d'une importance capitale : la gestion est la « Bastille à prendre ». Il explicite un ensemble de processus jusqu'alors non unifiés. Il en fait un usage synthétique qui atteint le statut de notion opérationnelle. L'empirisme politique peut alors se dépasser en un projet stratégique. L'autogestion est devenue un concept clé de la stratégie révolutionnaire.

En notre propre terminologie : elle est le moyen de la révolution du mode de production par le mode de production.

C'est que la gestion est devenue l'effectivité politique. Le pouvoir n'est plus dans le politique. Celui-ci, sans l'économique, n'est qu'une forme vide. Le pouvoir est le politique lorsqu'il peut intervenir sur l'économique. Nous avons essayé de le montrer avec la techno-bureaucratie, qui est un appareil de gestion relativement autonome, qui

est l'effectivité du pouvoir, son lieu de réalisation.

Le capitalisme monopoliste d'État est le monopole de la gestion. En son hyper-réalisme, le capitalisme ne joue que sur trois forces : le capital, le travail, la gestion. (De là, trois principes de classe sociale : les travailleurs, les gestionnaires, les capitalistes. Et puis tout le reste, masses sociologiques réduites au rôle de satellites).

Mais ce serait une grave erreur... marxiste de réduire la gestion à un effet superstructural : le procès de production du CME contient, en son infrastructure, un processus de gestion qu'il faut considérer comme *constitutif du travail* lui-même. Celui-ci n'est plus l'acte de production constitué d'une série de gestes et d'outils maîtrisée par un même individu, comme a pu l'être le travail de l'artisan de la corporation ou du paysan d'avant la mécanisation. Maintenant, le travail est en miettes, dispersé en une division du travail extrêmement sophistiquée. Il est devenu celui du travailleur collectif, réparti en de multiples sous-ensembles. Il est le travail organisé par les révolutions technologiques et scientifiques. Toutes ces déterminations de la nouvelle nature du travail social rendent la gestion *immanente* au procès du travail lui-même. Elle est devenue un à priori à tout travail social, une programmation de série ou de plusieurs séries ; elle est avant, pendant, après... le travail.

Le CME se propose alors selon deux types de gestion : celle qui est immanente au procès du travail et qui est devenue nécessaire à l'organisation de ce travail et celle, débarquée de la superstructure, qui prétend organiser cette organisation, gérer cette gestion. Tels sont les enjeux de la gestion : ou bien l'infrastructure gère totalement le procès du travail, imposant son ordre à la superstructure qui devient son émanation, ou bien la techno-bureaucratie continue à imposer sa gestion superstructurale. Le problème de la gestion a donc comme solution, pour les marxistes, l'autogestion.

Nous proposerons une première approche philosophique de cette notion. Pour bien situer son importance. Elle est le processus de réappropriation, de reconnaissance, par le producteur, de sa production. Elle doit permettre de dépasser « l'aliénation » du travailleur, la situation de dédoublement, de dualité propre au travail en régime capitaliste. Alors qu'une large part de l'infrastructure et de la vie sociale est déjà socialisée, le travailleur particulier et le travailleur collectif restent étrangers à leur œuvre ! Ils ne la reconnaissent pas. Le travailleur est dédoublé ; dualité du travail et de son œuvre, de la puissance et de l'acte, de l'en soi et du pour soi. Il y a une totale confiscation du sens et de la finalité du travail. Le travailleur ignore à la fois l'économie de son travail et son économie politique : il n'est qu'un outil de travail et un citoyen sans pouvoir.

Aussi, l'acquis socialiste semble octroyé. Il est récupéré au profit de la social-démocratie. Et mieux : il est grevé d'une négativité qui se propose comme une fatalité qui permet même de récuser ce progrès. Les nuisances et les pollutions, qui ne sont pourtant que l'environnement... de la loi du profit, seront vécues comme le fatal environnement du progrès.

L'autogestion doit permettre la reconquête de l'identité du travailleur. Elle est re-connaissance de soi-même, reappropriation de son œuvre. Elle est ainsi conscience de classe.

Conscience de classe en tant que pratique de classe. Car si la notion de conscience de classe a longtemps fait problème (et gros problème, pour en venir à une aporie de la gauche, celle de l'idéalisme objectif de Luckacs et de l'idéalisme subjectif du Sartre de la *Critique de la raison dialectique*) c'est que ces deux auteurs ont « oublié » le procès du travail. La conscience de classe doit être définie comme un acte, une pratique. Elle est l'identification de deux pratiques, de deux procès : celui du travail et celui du politique. Ces deux procès ont dû être séparés, doivent être séparés pour atteindre la plus grande efficacité militante. Mais ainsi le combat ouvrier et de tout travailleur a quitté son « lieu naturel » comme dirait Aristote : celui du combat *dans* l'entreprise, *par* et *pour* l'entreprise, dans l'environnement urbanistique, sociologique, familial. Évidemment, ce n'était pas facile ! Mais maintenant, pour les raisons que nous avons citées, cela est possible.

Ce retour du militantisme sur le lieu du travail est la reconquête du procès du travail. Au sens large, celui qui est proposé par l'actuelle division du travail et par le travailleur collectif qui l'assume. L'autogestion se fait dans l'entreprise mais aussi en amont et en aval du procès de production de cette entreprise. Elle est *dans* mais aussi *vers*. Elle est re-connaissance des travailleurs de l'entreprise mais aussi de tous les autres travailleurs inclus dans le procès de production.

La conscience de classe sera conscience militante parce que acte productif. La connaissance du procès de production porte en elle le nécessaire aménagement de cette production. Et répétons-le, c'est... le moment : le travailleur dispose (nous l'avons vu et nous allons encore y revenir) des conditions infrastructurales et superstructurales de ce comportement qui doit devenir comportement sociologique : « naturel ».

C'est d'autant plus le moment que, en termes dialectiques, l'adversaire a lui-même constitué l'appareillage de la gestion, au profit exclusif du capitalisme, évidemment : la techno-bureaucratie (que nous avons décrite). C'est la citadelle à prendre. Le capitalisme témoigne de la nécessité de la gestion. Il a imposé un procès de production constamment médiatisé par la gestion. Et du coup, il a créé les conditions objectives de l'autogestion, le nouveau champ révolutionnaire. A gestion, gestion et demi : l'appareil techno-bureaucratique doit être conquis, *détruit* par une totale inversion de sens : la gestion sera la gestion directe de la gestion incluse dans le procès du travail et non la gestion imposée du sommet et de l'extérieur, d'une manière artificielle et arbitraire par l'oligarchie de la gestion capitaliste. Alors, les révolutions technologiques et scientifiques qui avaient permis et qui permettent encore le pouvoir de la techno-bureaucratie seront reconquises pour fonder le pouvoir autogestionnaire.

L'autogestion doit permettre la définitive reconnaissance du travailleur et de son travail, du travailleur et du militant, de la classe ouvrière et du PCF.

b) Le champ autogestionnaire : les libertés et les nationalisations

Nous pouvons maintenant proposer les modalités d'un projet réalisable, d'une stratégie qui dispose de tous ses moyens. L'autogestion n'est plus une utopie. Et nous dirons même que ce projet est réalisable car il est l'anti-utopie autogestionnaire. Il dénonce par sa réalisation tout le conventionnel, l'imaginaire, le contingent, l'inactuel de l'utopie fabriquée par l'idéologie.

Une utopie dangereuse, car essentiellement anti-étatique, ce qui permet d'amalgamer État capitaliste et État socialiste, ce qui permet de confondre étatisation de la production et nationalisation dans la même opprobre. Utopie d'essence libertaire, donc, avant tout anti-communiste. Nous dirons au contraire que si le projet autogestionnaire n'est plus une utopie c'est grâce à l'État (socialiste), aux acquisitions superstructurales.

Autre illusion de l'utopie autogestionnaire : elle se voulait une espèce d'ilôt isolé, non compromise dans l'économie dominante, extérieure au procès de production national, hyper-coopérative fonctionnant en un sous-secteur de l'économie. Le projet autogestionnaire au contraire se situe au cœur même de l'économie nationale et même internationale. Et il n'est possible qu'en mettant en relation la systématique des termes de l'économie capitaliste.

L'utopie autogestionnaire ignore les principes élémentaires de la logique de la production. Elle enracine ses illusions dans les modes de production antérieurs au CME, ceux des petites unités productives (ainsi l'atelier) qui, au niveau de la libre entreprise, par exemple, ont pu être autonomes. C'est la libre entreprise... inversée ! L'utopie autogestionnaire est fondamentalement réactionnaire : elle veut refaire la libre entreprise, la restaurer par des réformes... réformistes. Elle est la bouée de secours du libéralisme. Par définition cette autogestion ne serait possible que dans... le CCL. L'utopie est irréalisable par définition.

C'est le CME qui rend le projet autogestionnaire réalisable. La logique de la production veut que commence l'autogestion où s'achève le CME. Le mode de production socialiste se fait en défaisant le mode de production capitaliste. Le CME est bien l'anti-chambre du socialisme : il propose le procès de production qui rend possible l'autogestion.

Il a fallu d'abord les conditions infrastructurales, celles que nous avons proposées dans le chapitre précédent : l'autogestion est maintenant en puissance, virtuelle au procès de production⁸⁵. Elle intervient en tant que nécessité productive, avant le choix politique. Elle n'est pas une idée qui coiffe arbitrairement l'ordre de la production, un volontarisme moral qui force les lois de l'économie. Au contraire : elle ne fait que reproduire ce que contient le travail, comme principe de l'organisation du travail.

Mais pour que le projet autogestionnaire soit possible, il faut aussi les conditions superstructurales. Ce qui n'existe en aucune manière dans les modes de production antérieurs au CME. Maintenant l'autogestion dispose de *l'État* (de la légalité), *d'un*

gouvernement socialo-communiste, des libertés. Le terme « dispose » est proposé pour rendre compte de toute l'ironie de la situation, de son renversement. Maintenant c'est l'État lui-même qui garantit les libertés syndicales et politiques ! C'est lui qui propose les meilleures conditions du combat révolutionnaire : au nom de la loi.

L'instrument du combat contre la classe ouvrière est devenu son meilleur allié. L'État, qui a tellement combattu les libertés, est devenu leur garant ! Il propose même les lois qui vont au-delà des actuelles libertés : il ouvre des créneaux dans l'entreprise... Et inversement, il ratifie les conquêtes ouvrières. De cette dialectique, naît un nouvel espace de liberté et de légalité. Le décret d'exécution et le projet de loi sont à la disposition des travailleurs, aux libertés de les aménager. Car le décret de ratification de la loi peut ne pas suivre. Il y a loin de la coupe aux lèvres ; les libertés peuvent rester formelles. L'autogestion est le pouvoir d'exécuter, enfin, la loi. Et l'application doit découvrir les espaces sociaux qui peuvent profiter de ces lois. Ainsi s'instaure une dialectique progressiste et démocratique, de la loi et des libertés, qui tend à réduire le champ du capitalisme.

Les *libertés* syndicales et politiques sont le premier lieu autogestionnaire. C'est le combat de toujours de la classe ouvrière. L'intellectuel se bat pour la *liberté*, la classe ouvrière pour les *libertés*. Les couches moyennes pour la *libéralisation*.

Les intellectuels⁸⁶ confondent très vite liberté et *libéralisme*. Et la classe unique fait de ce libéralisme la libéralisation. Trois étapes d'une entropie, les trois avatars de la notion de liberté dans le mode de production capitaliste. Autrement dit, la liberté est récupérée. Alors qu'au contraire les libertés sont le lieu du sérieux de la liberté : celle-ci n'est pas une essence éternelle ; elle n'est qu'un projet, un concept historiquement apparu, une production. Le rationalisme, puis les Lumières, la Révolution française enfin, ont défini ce concept et proposé des réalisations partielles et locales. La classe ouvrière a pu aménager dans ce processus historique certaines de ses conditions de travail. A quel prix, par quelles luttes !

Les libertés sont la liberté arrachée par les travailleurs à la bourgeoisie et au capitalisme. Elles objectivent les rapports de force entre l'État, la classe ouvrière, le réformisme. Elles sont devenues un consensus. Celui de l'arrière-pensée stratégique du néo-capitalisme : n'ayant pu empêcher les libertés, il cherche à les récupérer et à les manipuler par social-démocratie interposée. Mais du coup, il les ratifie, il les légalise. Aussi les libertés ont acquis un grand pouvoir opérationnel. Elles ont déjà le pouvoir de remettre à leur place les notions de liberté récupérées par le libéralisme (la libéralisation, en particulier). Elles peuvent s'élargir, chacune en son domaine. Et tendre à se rencontrer en cet espace commun que sera la liberté.

Ce processus est celui de l'autogestion : l'aménagement réciproque des espaces sociaux dont la classe ouvrière et les travailleurs se sont rendus maîtres. Sans les libertés, l'autogestion immanente au procès de production (du CME) reste virtuelle. Sans cette réalité du travail, les libertés restent platoniques. Les données objectives de

l'autogestion sont en place. Aux travailleurs de les aménager.

Mais il faudra du temps sans doute, pour bien assimiler ces nouvelles données stratégiques, celles du combat révolutionnaire légal, au nom de la loi. Pourquoi, par exemple, condamner l'État en son essence, alors qu'il permet, en son actuelle réalité, d'organiser la stratégie révolutionnaire ? La gauche, les socialistes, les communistes eux-mêmes sauront-ils abandonner les mentalités d'un autre âge (celle de l'utopie autogestionnaire ennemie de l'État, celle de l'état socialiste ennemi de l'autogestion) pour *profiter* totalement de ces nouvelles conditions objectives de la stratégie révolutionnaire ?

Maintenant, celle-ci peut prendre en tenailles la gestion capitaliste, son appareil techno-bureaucratique. Elle dispose de l'infrastructure et de suffisamment de moyens superstructuraux. La techno-bureaucratie peut être prise en tenailles, par la base et le sommet, l'ouvrier et le ministre, la réalité socialiste et le projet socialiste, le travail et la loi. L'appareil techno-bureaucratique peut être défait pour faire l'autogestion. Celle-ci n'a plus qu'à réorganiser, redistribuer. Elle dispose des matériaux essentiels, fabriqués par l'adversaire. Elle peut proposer de substituer à la dynamique descendante de la techno-bureaucratie la dynamique montante de la base.

L'autogestion ne peut intervenir qu'à un moment très élaboré de la lutte des classes, à un moment décisif. Elle permet la synthèse de tout un ensemble d'acquisitions progressistes et surtout leur *effectuation*, leur efficacité, leur intervention au plus intime du mode de production, dans le procès du travail. (Ce processus est tout le contraire de celui de l'utopie autogestionnaire qui voudrait s'extraire du mode de production.) Il est un processus synthétique qui met en relation infrastructure et superstructure, État, libertés, techno-bureaucratie. C'est le contraire de l'autogestion conçue en une cellule rétractée, celle de l'utopie. L'autogestion peut intervenir dans le procès de production lui-même parce qu'elle est l'interaction synthétique de tous les éléments progressistes (gouvernement, libertés, lois...). Elle fait, par leur synthèse, ce que ces éléments ne peuvent réaliser. Ils se révèlent des outils, des moyens d'une finalité que seule l'autogestion peut accomplir.

L'autogestion, c'est bien plus que l'autogestion : c'est le processus révolutionnaire qui peut défaire le mode de production capitaliste en refaisant un autre mode de production, socialiste. Elle atteint le CME en son seul lieu vulnérable. Nous avons montré que le CME avait un énorme pouvoir d'intégration et de récupération. Mais avec l'autogestion, il se heurte au non-intégrable et au non-récupérable, par définition.

De même que les libertés sont le moyen de l'autogestion, les *nationalisations* doivent être considérées comme le premier territoire conquis, comme le modèle macro-social de l'autogestion. Modèle macro-social... de l'autogestion ? Cette phrase est une nouvelle phase de la polémique contre l'utopie autogestionnaire qui voudrait réduire l'autogestion à une cellule micro-sociale, livrée à la créativité spontanéiste des personnes qui la composent.

L'autogestion est avant tout... anti-capitaliste ! (Faut-il le rappeler ?). La nationalisation est le passage de... l'étatisation, du monopole d'État capitaliste, à la gestion de la nation. Celle-ci accède alors à l'autogestion de son appareil de production. Le processus autogestionnaire, embryonnaire dans notre description de l'usage des libertés, est ici accompli. C'est une dépossession capitaliste et une réappropriation socialiste. Une collectivité accède à la possession de ses moyens de production. C'est la définition de l'autogestion : la gestion par les travailleurs de leur outil de travail.

Mais, effectivement, gestion médiatisée, non directe. Peut-il en être autrement de la gestion d'entreprises nationales qui articulent d'immenses réseaux de production et de distribution ? Tout un système de correspondances est sur-déterminant (c'est évident, par exemple, pour les transports). La nationalisation est l'effectuation politique de la socialisation de l'infrastructure. Elle est son acquisition fondamentale. Elle n'est pas un acte politique volontariste, mais le constat d'un procès de production collectivisé par le seul fonctionnement productif. Elle accomplit ainsi ce qui est virtuel dans les autres secteurs, étatisés ou « libres », dans les petites et moyennes entreprises. Elle est le modèle de la nécessaire adéquation des conditions infrastructurales et des moyens superstructuraux. Elle est le lieu privilégié de l'unité de l'entreprise, de l'unification d'un collectif qui dispose de tous ses moyens.

Mais il est vrai que les actuelles nationalisations ne sont pas une perfection autogestionnaire, loin s'en faut. Bien des régimes de nationalisation autorisent encore une large intervention capitaliste. Et bien des secteurs nationalisables ne l'ont pas été. Aussi l'autogestion à la base — sur le lieu de travail — doit doublement intervenir. Alors tout le processus précédemment décrit doit permettre *l'union à la base*. C'est l'action autorisée par le jeu des libertés, la dialectique des libertés et de la loi. Tout ce domaine appartient à l'action directe des travailleurs (ainsi chez Peugeot et chez Renault).

Venons en à l'autre bout de l'autogestion : celle des cellules productives, essentiellement les PME, du secteur de la libre entreprise. C'est le lieu de référence de l'utopie autogestionnaire, qui ne fait que refléter, reflet inversé, la libre entreprise du CCL. Cette utopie n'est que le passage du patronat individuel au patronat collectif. Alors des entreprises faussement collectivisées se disputent le marché de l'économie capitaliste.

Le CME impose une toute autre définition de l'autogestion de l'unité productive venue du CCL. Car, nous l'avons dit, il n'y a plus d'homogénéité de la libre entreprise, des PME, de la classe moyenne. Cet ensemble est fait, maintenant, d'une contradiction constitutive, il est surdéterminé par l'économie des multinationales et du CME. Bien de ces entreprises ne disposent plus des moyens nécessaires à la production de leurs moyens de production. Elles sont en situation d'expropriation réelle ou latente. Aussi cet ensemble est très disparate.

Le processus autogestionnaire doit alors intervenir dialectiquement, différemment, et même contradictoirement au processus défini dans le nationalisé et le nationalisable, pour voler au secours... du secteur privé ! Alors l'État socialiste peut aider, assister les entreprises en difficulté. Il va de soi, alors, que le socialisme est en droit d'attendre une contre-partie, ne serait-ce que l'association des travailleurs aux décisions. Le problème devient alors un problème... de gestion ! Et les modalités de la gestion de cette autogestion sont multiples, très diversifiées. Elles doivent s'organiser en toute liberté des libertés : aide de l'État, défense de l'outil de production, aménagement de l'environnement, intervention des pouvoirs locaux, des municipalités de gauche, etc. La concertation et la négociation doivent être les grands principes communs aux chefs d'entreprises et aux travailleurs, pour faire face à la crise, au chômage, au déficit du commerce extérieur, pour faire face à la concurrence sauvage. Au résultat, il doit y avoir une profonde réforme de l'entreprise, une démocratisation de l'entreprise qui doit permettre les meilleures conditions de l'aménagement du travail.

Telle est la double face de l'autogestion : d'un côté, elle nationalise, de l'autre, elle défend la petite et moyenne entreprise. Tel est le double processus de la révolution du mode de production par le mode de production.

5. Les alliances politiques : union à la base ; union du travailleur collectif et des couches moyennes ; union du peuple de France

a) *La stratégie immédiate*

Mais, si l'enjeu du jeu politique est devenu celui de la gestion (techno-bureaucratie capitaliste ou démocratie autogestionnaire), il faut aussi savoir dire le projet autogestionnaire selon ses aspects plus précisément politiques. La problématique de l'autogestion doit être transposée en termes *d'alliances* de classes.

Le corollaire immédiat de l'autogestion est l'alliance du travailleur collectif et des couches moyennes. C'est l'alliance du producteur du procès de production et du corps social spécifiquement produit par le CME, de l'axe vertical et des couches moyennes, du sens venu de la base et de la disponibilité créée par le CME. Mais ce système d'alliances doit encore s'élargir en un bien plus vaste ensemble : l'union du peuple de France.

La stratégie des alliances va donc se disposer à trois niveaux : union à la base (autogestion), du travailleur collectif et des couches moyennes, du peuple de France. Autrement dit, les alliances réalisées au niveau de l'entreprise, du travail, doivent s'élargir d'une part dans la société civile et d'autre part dans la nation traditionnelle. A partir du support qu'est le procès de production, la dynamique politique doit gagner la France de la modernité et la France de la tradition. (Rappelons que cette distinction est capitale : ne pas confondre couches moyennes et classe moyenne, même et surtout si la

stratégie du CME consiste à les confondre en une classe unique.)

L'autogestion est une alliance sur le tas, dans l'entreprise. Nous la définirions comme « travailliste » si le mot ne s'était pas compromis dans le réformisme. L'alliance du travailleur collectif et des couches moyennes est mixte : mi« travailliste », mi-politique. L'union du peuple de France relève des catégories politiques mais aussi (et surtout) spirituelles. Il s'agit donc de trois systèmes de valeurs et d'actions spécifiques, de trois niveaux du processus unitaire : le travail, le politique, la culture.⁸⁷ Notre conclusion va consister à proposer ce qui nous semble être l'essentiel de ces trois systèmes unitaires.

Nous pouvons maintenant accomplir notre démarche. Nous pouvons en venir à l'opposition au coup par coup, point par point, et constituer la stratégie révolutionnaire en son ultime phase : une anti-stratégie. L'autogestion doit se battre contre la technobureaucratie qui veut soumettre la France à une techno-structure. Le travailleur collectif doit s'opposer au projet de classe unique. L'union du peuple de France doit défaire la société civile. Tels sont les trois combats, aux enjeux spécifiques, du projet révolutionnaire.

Nous ne reviendrons pas sur la stratégie de l'autogestion, amplement traitée. Elle nous permettra une nouvelle approche de la notion de travailleur collectif. Car les deux termes sont définissables selon une relation de réciprocité, une complémentarité de perspectives. Ils ne sont possibles qu'à un certain moment de la dégénérescence du CME, dans certaines circonstances historiques (en particulier le gouvernement socialo-communiste). Ils ne peuvent progresser que selon un engendrement réciproque. L'autogestion n'est possible que parce que certaines alliances ont pu se réaliser. Et inversement.

Pour définir le travailleur collectif, nous serions tentés de reprendre une phrase célèbre : « Qu'est-il ? Rien ! Que veut-il être ? Tout. » Car le travailleur collectif a le même rôle, pour la révolution socialiste, que le Tiers-État l'a eu pour la révolution bourgeoise.

Mais il est vrai qu'il n'est rien, en termes philosophiques, sociologiques, moraux, politiques. Il n'a pas d'instance représentative ; il n'a pas été l'objet de thèses universitaires qui préfigureraient sa conceptualisation. C'est un terme qui est apparu dans le langage des communistes, et qui doit devenir un concept de base de la stratégie révolutionnaire (en régime de société civile).

Il n'est rien alors qu'il est déjà tout : le producteur du procès de production. Peu de termes, aussi essentiels, auront été aussi « négligés ». Cela signifie, de la part de l'intelligentsia qui nous gouverne un dédain profond de... la réalité. Cela signifie aussi un surgissement très récent de cette réalité (contemporaine au CME) qui n'a pas encore pu être conceptualisée par les marxistes, l'oiseau de Minerve ne s'envolant qu'à la nuit, la réflexion théorique n'apparaissant qu'après la réalité.

Le travailleur collectif produit le procès de production : un ensemble cohérent et homogène, organisé selon une causalité et une finalité spécifiques du mode de

production (et de ce mode de production « parfait » qu'est le CME). En tant que tel il est un *corps organique*⁸⁸ (l'anticorps de la classe unique et même de la société civile). Mais ce corps organique est aliéné : il ne se connaît pas lui-même, car il est divisé, déchiré. Les alliances politiques consistent à établir les processus de *la reconnaissance* entre les éléments constitutifs de cet ensemble.

Nous avons montré que ce travail de reconnaissance était aussi celui de l'autogestion. Mais cantonné au lieu de travail, alors que le travailleur collectif se constitue selon d'autres catégories, d'autres valeurs, celles qui sont spécifiques d'un corps social. Il permet un autre système de relations, essentiellement celles de l'unification :

- 1° Du travail intellectuel et du travail manuel ;
- 2° De la classe ouvrière et des couches moyennes.

Nous avons vu que les couches moyennes sont le support de la stratégie contre-révolutionnaire, social-démocrate : elles contiennent l'essentiel de la technobureaucratie d'exécution, elles proposent l'essentiel de la clientèle de l'idéologie et du marché du désir. Elles sont le lieu des deux ségrégations fondamentales qui déchirent le travailleur collectif et doivent interdire son unification. Il faut donc procéder à un véritable renversement d'alliances. Le travailleur collectif peut maintenant réaliser ce projet stratégique : faire basculer les couches moyennes en leur majorité politique et sociologique, vers la classe ouvrière.

Et pour ce faire, il faut exploiter la situation voulue par l'adversaire : la classe unique. Il faut profiter d'une certaine homogénéité des masses qui la constituent pour proposer une *inversion de la tendance* telle que cette classe unique moyenne préfigurera... « la société sans classes » ! Entendons-nous : une société sans classes métaphorique, dans le CME, dans la hiérarchie de classes, mais selon une homogénéisation de situations qui tend à de communes revendications sociales, à un front commun, à un front de classes.

Fonction publique, employés, bien des éléments des professions libérales, mais aussi et surtout tous les métiers nouveaux nécessaires à la médiation, à l'actuelle division du travail : autant de statuts sociaux et de professions qui peuvent et doivent se rallier à la cause du travailleur collectif issu de la base.

Car c'est lui qui les fait vivre, c'est lui le patron, le créateur d'emplois, la nécessité productive ! Le travailleur collectif, répétons-le, est le producteur du procès de production : il est la nécessité, l'ensemble fonctionnel et finalisé qui permet le mode de production. Aussi c'est par lui que ce qui est contingence due au capitalisme peut être reconverti en dignité de l'emploi et du statut social.

Mais l'essentiel du renversement de la tendance doit se faire au cœur du procès de production et de par la nature même du nouveau travail productif. Cela se fera par le *technicien* qui est la spécificité productive du mode de production (le CME). Car ce technicien est *à la fois* classe ouvrière et couches moyennes. Il est la synthèse, l'unité

productive qui ne peut qu'accomplir l'unité des classes.

C'est lui le pont, l'union, le lieu commun. Le travailleur collectif est un technicien. Il est l'ordre de la production, celui de la nécessité que les artificielles ségrégations de la division du travail capitaliste, de la stratégie de division du corps social ont pu occulter, recouvrir. Mais la nécessité productive ne peut que chercher les meilleures conditions de la production, de la rentabilité... Le travailleur collectif doit écarter et balayer ce qui les gêne et les empêche, essentiellement la techno-bureaucratie, la superstructure capitaliste qui après avoir créé les meilleures conditions de la production (sous tutelle capitaliste) tend maintenant à imposer... les pires. Ce qui compte, c'est la qualification professionnelle, ce qui vaut cher sur le marché du travail, ce qui permet la rentabilité, le plein emploi, la concurrence, les entreprises performantes, les exportations. La qualification professionnelle est devenue le critère décisif des économies politiques modernes. Si chômage il y a, c'est à cause du manque de formation professionnelle. Si exportation il y a, c'est à cause de la formation professionnelle.

Le capitalisme doit être pris à son propre jeu : la techno-bureaucratie n'est pas qu'un autoritarisme, une hiérarchie de commandement. Elle doit non seulement mettre la main à la pâte mais diriger, savoir faire et mieux faire que les autres, et... laisser faire, quand elle y gagne.

Le sigle ITC dit bien cette confusion des deux ordres : l'encadrement doit être aussi ingénierie, haute technicité productive. Des chefs, on peut en trouver à la pelle (Et pourquoi faire ?) Mais des techniciens, des ingénieurs qui sont à la pointe de la recherche et de l'application technicienne, c'est autre chose.

Aussi la formation professionnelle (qui est devenue la formation permanente) doit être un combat privilégié du travailleur collectif. Car elle doit permettre de réduire de beaucoup la ségrégation manœuvre, OS, OQ, technicien supérieur, ingénieur pour reconstituer une continuité productive, pour accéder à une meilleure production, une rentabilité meilleure de l'entreprise, pour réduire la techno-bureaucratie à un empêchement, à une incompetence, au rôle de la mouche du coche.

Il faut amener l'ITC à cette situation, à cette interrogation : la contradiction entre la qualification professionnelle et le rôle d'encadrement autoritaire du personnel. De telle manière qu'il ressente cette dualité comme un dilemme, que le rôle du cadre lui apparaisse même comme un empêchement du métier d'ingénieur, et que la loi du profit soit pour lui l'interdit de la recherche, de la création. Il faut l'inciter à préférer le corps social de la plus haute compétence productive, créatrice, au corps contingent et parasitaire de l'encadrement techno-bureaucratique.

Le travailleur collectif doit en venir à cette nécessaire ironie, immanente au sérieux de la production : dénoncer le gaspillage, l'incurie, la contingence parasitaire, tous les métiers inutiles, et qui coûtent cher, de l'encadrement (autoritaire) et de la revente (du concessionnaire), tous les non-productifs qui coûtent si cher à l'économie nationale... et

capitaliste ! Que d'économies à faire ! A division du travail, division et demie ; à gestion techno-bureaucratique gestion (et demie) du travailleur collectif ! Celui-ci devrait proposer ce slogan : recycler l'encadrement, substituer aux métiers d'encadrement des métiers qui rapportent ! La rigueur gestionnaire doit inverser la tendance, se substituer à l'austérité qui visait essentiellement le travail productif et la fonction publique. C'est ainsi que le travailleur collectif progressera vers son unité.

Ce changement de rôle doit être proposé comme une bonne affaire, économique, politique, sociale. L'ITC restera un corps d'élite, au bon sens du terme. Il gagnera une reconnaissance — dans le procès de production — qui doit compenser l'abandon du pouvoir administratif. Un bon usage de la politique des revenus devrait même permettre un certain prolongement de la situation de privilégié du CME à celle de « privilégié »... du socialisme ! (Cela fait partie du réalisme de la stratégie, ne craignons pas de le dire).

Formation professionnelle, formation permanente, politique des revenus, pression de la crise (chômage des cadres), lutte contre... l'improductif, le gaspillage : autant de moyens et de raisons qui permettront de neutraliser progressivement la techno-bureaucratie. Le travailleur collectif est « compétitif » à cette techno-bureaucratie car il propose non seulement la bonne mais la meilleure gestion. Car il s'agit bien de lutter contre le déficit du commerce extérieur, l'endettement, les charges, le chômage, la crise ? Une dynamique venue de la base tend à faire la leçon (d'efficacité et de pragmatisme) à la techno-bureaucratie élitaire. L'ITC est au carrefour de ce combat. C'est un champ de bataille décisif.

Si l'ITC peut être considéré comme la tête du travailleur collectif (le lieu où l'infrastructure peut intervenir sur la superstructure) le corps de ce travailleur collectif tend à se constituer par l'unification classe ouvrière traditionnelle et travailleurs des couches moyennes, et là aussi tous les clivages du procès du travail s'avèrent artificiellement surajoutés. Deux lois fondamentales du procès de production tendent à homogénéiser des corps sociaux encore politiquement différents. C'est, d'une part, la pénibilité qui tend à diminuer de par l'augmentation technique. Plus le travail relève des révolutions techniques et scientifiques, moins il est pénible. C'est, d'autre part, l'intellectualisation progressive du travail manuel qui exige, à tous les niveaux, une qualification professionnelle immédiatement investie dans la production. Ce qui faisait l'isolement de la classe ouvrière — l'homme de peine d'autant plus productif qu'il en sait moins, l'ouvrier dont le corps n'est qu'un outil de production — s'efface par la mécanisation, l'automatisation, l'informatique. Inversement, ce qui faisait la spécificité du travail intellectuel — son non-investissement dans la production — s'efface aussi dans la technicité et le scientifique du travail des couches moyennes.

Classe ouvrière et couches moyennes se définissent tendanciellement par le même genre de travail, technique et intellectuel, certes selon des différences marquées, mais qui ne sont plus les antagonismes qui pouvaient justifier les ségrégations de classes. La

formation professionnelle permanente doit autoriser une mutation et une circulation de l'emploi qui recouvriront de plus en plus classe ouvrière et couches moyennes.

L'extrême division du travail du CME doit être le paradoxal moyen de l'unification du travailleur collectif. Classe ouvrière et couches moyennes sont en réciprocité productive : chacune est devenue nécessaire au travail de l'autre (certaines grèves-bouchon ont même prouvé qu'un maillon apparemment subsidiaire est nécessaire à l'ensemble). La complémentarité est la loi qui fait du travail en miettes une œuvre collective.

Notre conclusion (sur ces deux premières stratégies) en termes théoriques : « *Le travail vivant* » peut prétendre échapper au capital, à sa gestion techno-bureaucratique. Il n'est plus la chose du capital, la matière... morte du « *capital variable* ». Le travailleur collectif réanime le procès de production. Il est le pivot de deux stratégies révolutionnaires : l'autogestion — sur le lieu de travail — et l'alliance politique — de la classe ouvrière et des couches moyennes. La convergence de ces deux stratégies doit permettre cette loi : « La baisse tendancielle du taux de profit » aura comme corollaire l'augmentation du revenu national et du revenu du travailleur collectif. Baisse tendancielle alors irrécupérable.

En termes plus concrets (ironiques et réalistes) nous dirons que la politique des revenus... a un bel avenir ! Cet appareil de gestion social-démocrate peut être retourné contre le capitalisme : il a servi à diviser et à intégrer, il peut permettre d'intégrer dans... le travailleur collectif et de diviser les diviseurs. Il doit permettre l'unification progressive et prudente du travailleur collectif. C'est tout un programme gouvernemental (que l'auteur n'a pas à proposer, n'occupant pas encore de fonction ministérielle).

b) L'accomplissement stratégique

L'union du peuple de France doit achever le travail révolutionnaire de l'autogestion et du travailleur collectif. Seule, l'union du peuple de France pourra renverser la société civile, en finir avec le système capitaliste. Il s'agit alors de l'accomplissement du projet stratégique.

Celui-ci se dispose donc selon des niveaux — travail, politique, culture — qui sont aussi des étapes. (Mais chaque étape contient aussi les autres niveaux, dialectiquement disposés.) Si l'union du peuple de France peut accomplir le projet révolutionnaire, c'est qu'elle aura été mise en place par l'autogestion et le travailleur collectif. (La causalité créée par la réalisation des deux premières étapes inscrira ses effets au troisième niveau.)

Une certaine conception du combat politique, imposée par les médias, la politique des partis, l'opinion journalistique, a pu faire perdre de vue les vrais enjeux du politique. Les communistes, eux aussi, ont été pris dans le tourbillon des événements, de la politique spectacle. Ils ont dû se soumettre à la mise en scène des médias. Car ils ont

dû répondre. Car tout cela était fait contre eux et seule leur mobilisation a pu limiter les dégâts de la guerre idéologique déclenchée par la contre-révolution.

Mais du coup, en ce combat du coup pour coup, la théorie court après la péripétie et prend un retard directement proportionnel à l'accélération de l'histoire. Aussi faut-il actualiser l'union du peuple de France. Nous reprendrons l'essentiel des définitions historiquement proposées, tout d'abord en fonction des récents événements électoraux mais aussi et surtout en fonction des deux « énormes » mutations de la société française (que nous avons longuement décrites) au niveau historique et au niveau de la lutte des classes.

Cette actualisation sera une théorisation : nous reconstituerons cet ensemble historique en un système à quatre dimensions : politique, sociologique, historique, « travailliste ». Quatre France, qui chacune propose, selon sa nature spécifique, une mise en ordre dialectique des autres France. Aussi peuvent-elles être en relation de complémentarité mais aussi de conflit. L'union du peuple de France doit être définie selon la totalité de ce jeu dialectique.

Dans cette perspective d'ensemble, il va apparaître que le politique, celui qui est défini par le jeu des partis dans le régime présidentiel et par le jeu des médias, ne doit pas être surestimé pour définir les vrais rapports de forces. Il est vrai qu'il a comme finalité de « coincer » le PC. Tout cet ensemble a un but très précis : isoler le PC et réduire son influence. Mais ce consensus doit être situé dans la totalité du sociologique, de l'historique, du travail. Il n'est qu'un code, un système de signifiants, qui certes a l'énorme privilège d'imposer la mise en forme et en scène des contenus historiques et du procès du travail mais qui ne doit pas être confondu avec la réalité de la praxis. Entre la mise en forme et cette praxis, il n'y a pas de rapport immédiat, mais au contraire un énorme espace.

Car *l'effet présidentiel* est bien plus que l'effet électoral. Il est le pouvoir de sur-détermination de cette superstructure qu'est le régime présidentiel, non seulement sur l'électorat mais sur le jeu politique. Mais cet effet superstructural n'est lui-même qu'un élément de l'ensemble, de la combinatoire superstructurale faite du jeu des partis et des médias dans le régime présidentiel.

Cette constellation superstructurale impose une mise en forme du politique artificielle et conventionnelle, qui réduit, force, manipule les contenus de l'histoire et du travail. Aussi l'écart est-il devenu énorme, entre la mise en scène politique et la réalité de la France de la praxis.

Cette France politico-sociologique (celle qui fabrique les questions et les réponses) n'est qu'une façade, une mise en forme qui a fonction d'empêcher l'expression de la réalité. C'est la France récente, celle de la modernité, des parvenus, de la société civile, des médias, de la social-démocratie. C'est la France superficielle, mais qui relève d'une profonde stratégie. C'est la France qui se montre et que l'on montre. Elle est un ordre d'expression et de manifestation qui dit l'ici et le maintenant, sans

l'ailleurs et l'avant. Elle est ce « dasein », cette présence au monde qui n'est que présence sans histoire et histoire sans lieu « naturel », géo-politique. Le lieu naturel est devenu les médias, une mise en forme qui transcende toutes les déterminations et les significations dans l'égalitarisme de l'image, du « visionnement », de la mise en spectacle qui est une mise en passivité.

La France des médias et la France du régime présidentiel se sont réciproquement engendrées. Elles sont en rapport d'expression immédiat. Aussi il y a une sorte « d'ontologisme » de ces deux France, de cette double mise en forme, de ce double conditionnement. Et bien des gens — presque tous les intellectuels, ceux de l'intelligentsia — se laissent vivre en cet univers, dans une inflation infinie du signifiant qui devient alors l'insignifiance de leur culture. C'est le triomphe de la représentation sans l'être, d'un temps sans mémoire, d'un discours sans praxis. L'imagerie de l'actualité a le pouvoir de déclencher l'avenir, comme si le passé, la praxis, la réalité étaient mis entre parenthèses. Cette actualisation superficielle du politique — qui relève donc d'une profonde stratégie — permet de cacher ce qu'il y a derrière, toute la profondeur du champ de la praxis, de l'histoire et du travail.

Entendons-nous : ce n'est pas seulement un problème de répartition du temps d'antenne. Nous proposons une critique éthique et socialiste du pouvoir de l'image. C'est une critique de l'essence des médias.

Car nous pensons que l'enjeu du combat doit être le dépassement de cette culture. Cela doit se faire en deux étapes. La première est la reconquête des médias, reconquête du temps d'antenne contre la désinformation, l'intox, la manipulation par l'image. Mais ce n'est pas pour soumettre la France du travail et de l'histoire à un nouveau pouvoir des médias. Ce serait le pire, à désespérer de tout, que cette ultime récupération de la praxis par l'image, que cette fin de l'histoire et du travail dans une lénifiante et édifiante imagerie.

La deuxième étape devra dépasser les médias, les réduire à une technologie d'appoint, le message des médias ayant achevé son parcours idéologique. Il ne s'agit évidemment pas d'interdire la télé. Mais d'en faire un objet sans aucun contenu idéologique. Il faut réduire les médias à ce qu'elles sont : une imagerie anodine, banale.

Mais cela n'est possible que dans un autre champ culturel, qui « libérera l'imaginaire » en proposant la *réalité* de l'histoire et du travail. Car l'imaginaire des médias, qui interdit la praxis, est bien pauvre ! C'est un imaginaire de convention, qui ressasse sa rhétorique en des effets de montage et de démontage.

Et il est vrai que l'imaginaire fabriqué par les médias et le sociologisme — la France de la société du spectacle — ne peut imaginer un autre imaginaire. Ce n'est que par la dynamique de la praxis qu'autre chose est possible, le chant profond de la Vieille France et du travailleur collectif, l'épopée de leur réconciliation et de leur alliance.

Nous proposerons l'alliance des deux France de la praxis, contre le signifiant du sociologisme et des médias, contre la vie superficielle et factice, contre l'aliénation à

laquelle la société civile cherche à soumettre les masses. Cette alliance est le complément dialectique de l'alliance du travailleur collectif et des couches moyennes, alliance des deux modernités en ce qu'elles ont de positif.

On peut constater que le travailleur collectif est le pivot de ces stratégies. C'est par lui que doit se faire la médiation du passé et de l'avenir, de telle manière que l'actualisation du passé sera une anti-restauration et que le modernisme deviendra progressiste.

Le travailleur collectif doit jouer dialectiquement du clavier des contradictions de la société voulue par le CME (la société civile). Il peut se concilier une importante partie de la France de la tradition, de l'avoir, du mérite, de la morale, en proposant la juste critique des excès de la modernité, de la société civile. Il peut proposer le discours théorique sur les causes de la décadence, de la crise des valeurs (car ce sont celles de la dégénérescence du mode de production capitaliste). Il peut expliquer l'idéologie du désir et le marché qui l'accomplit. Il peut désigner les causes du cynisme, du scepticisme, de la prétention culturelle des parvenus. Il peut dénoncer la stratégie du pourrissement de l'histoire, révéler le sens stratégique de la pré-délinquance et de la petite délinquance.

L'humanisme marxiste doit intégrer, « récupérer » les valeurs de la morale du travail et de la tradition. Certes, cette morale est, en son principe, au service de l'avoir et de l'accumulation. Mais de moins en moins, pour une partie importante de la classe moyenne traditionnelle (à la ville et à la campagne) soumise de plus en plus, elle aussi, à l'économie du CME, à la déqualification et paupérisation. Aussi éthique prolétarienne et morale du travail convergent vers un lieu commun, de résistance, et doivent se rencontrer en un front unitaire des travailleurs, celui de la définitive réconciliation des entreprises familiales, des petites et moyennes entreprises et du travailleur collectif, alliance des processus du travail des modes de production du capitalisme (CCL, CM, CME).

D'une manière symétrique et complémentaire, le travailleur collectif doit réaliser la même opération sur les couches moyennes. Il peut se concilier une grosse partie de ces couches en dénonçant les valeurs rétrogrades, réactionnaires, archaïques encore revendiquées par une partie de la classe moyenne traditionnelle. Il doit désigner ce qui est morale répressive, conformisme intellectuel. Ainsi le modernisme se fait progressisme, car médiatisé et corrigé par le sens que la praxis donne à cette critique. De même l'actualisation des valeurs de la tradition n'est pas une restauration, car ces valeurs reprennent un autre sens, celui qui est proposé par le travailleur collectif.

Cette stratégie des alliances « tous azimuts » — à droite, à gauche ; devant, derrière ; en haut, en bas — doit permettre :

1° De diviser chacun des deux grands blocs antagonistes (du passé et de la modernité, des valeurs de la société traditionnelle et de celles de la société civile) ;

2° D'isoler deux sous-ensembles irréductibles, réactionnaire et moderniste. Il s'agit

de casser, en leur principe, la France réactionnaire et la France social-démocrate ;

3° D'unifier, par la médiation du travailleur collectif, la vieille France et la France moderne.

Ainsi l'ensemble classe ouvrière couches moyennes classe moyenne traditionnelle doit progressivement se construire en dé-construisant la société civile, de par le jeu des contradictions nouvelles instauré par cette société civile. C'est, paradoxalement, « grâce » à la société civile, à la classe unique voulue par la stratégie du néo-capitalisme que l'union du peuple de France se fera. C'est en inversant la tendance que l'ensemble « classe unique » sera renversé pour engendrer son contraire. Il ne s'agit plus d'abolir mais d'accomplir. La stratégie révolutionnaire ne cherche plus à faire table rase du passé, à détruire le vieux monde. Elle doit profiter des changements auxquels le capitalisme a dû consentir et qu'il a effectivement récupérés à son profit : la société civile, la gestion social-démocrate. Car ainsi le néocapitalisme a créé les meilleures conditions de l'union du peuple de France, au niveau de la crise généralisée.

La stratégie révolutionnaire ne peut s'accomplir qu'en tenant les... trois bouts : les valeurs spirituelles de la tradition (contradictoires, d'ailleurs : les deux Vieilles France ouvrière et paysanne ; mais aussi la France de la classe moyenne traditionnelle) ; les valeurs de l'éthique du travail (celles de la classe ouvrière, du travailleur collectif) ; les valeurs de la modernité (celles de la légitime émancipation, mais émancipation due au progrès).

Un projet d'une telle envergure doit reposer sur une théorie. Et celle-ci exige des fondements anthropologiques, philosophiques, éthiques, esthétiques. L'entreprise est très ambitieuse, énorme, car il faut :

1° Proposer une critique des valeurs de telle manière que toutes les créatures et leurs référentiels, implicites ou explicites, soient concernés.

2° Construire une synthèse des trois ensembles (Vieille France, travailleur collectif, modernité).

3° Diriger le tout selon le sens et l'unité de la praxis.

Proposer les fondements théoriques de l'union du peuple de France, c'est « refaire le monde » ! Toute l'anthropologie, la philosophie, l'éthique, l'esthétique sont à revoir, à refaire. Le vieux monde pourrit, « Dieu est mort », le scepticisme triomphe : ce sont les meilleures conditions de l'entreprise philosophique ! Car tout est à dire, tout est à faire.

Apparaissent maintenant les meilleures conditions de l'interrogation spirituelle : qu'en est-il de l'Être, de la subjectivité, de la liberté... de Dieu, de l'amour ? Que signifient ces questions ?

Tout est consommé, au double sens du terme, que la société civile aura confondus (sens spirituel et sens économique). Aussi une autre vie, autre que celle de cette consommation, est enfin possible.

Nous avons déjà proposé une première approche de cette recherche des fondements anthropologiques, philosophiques, esthétiques de l'union du peuple de France : *le*

Frivole et le Sérieux. Notre prochain livre sera une critique systématique et radicale du fondement de l'idéologie libérale et social-démocrate : le *néo-kantisme*, idéologie de la société civile, de Sartre, Aron, Lévi-Strauss, Foucault, Barthes, Lacan, etc.⁸⁹ Nous proposerons la philosophie de la praxis, où l'axiologie est immanente à l'ontologie, ontologie produite par le procès de production. Le Noumène⁹⁰ est en nous « plus nous-mêmes que nous », il est ce que l'homme a produit de si beau qu'il n'ose plus le reconnaître et se l'approprier.

Mars 1983.

N° d'Édition : 2087. N° d'Impression : 729-529. Dépôt légal : mai 1983.

Michel Clouscard est professeur de sociologie à l'université de Poitiers. Il a déjà publié *l'Etre et le Code* (Mouton, 1972) ; *Néo-fascisme et Idéologie du désir* (Denoël, 1973) ; *le Frivole et le Sérieux* (Libres-Hallier, 1978). L'originalité et la perspicacité de ses démarches ont été particulièrement remarquées lors de la sortie du *Capitalisme de la séduction* (Editions sociales, 1982) qui a été un important succès de librairie.

Notes

1

Cf. *Le capitalisme de la séduction. Critique de la social-démocratie libertaire*, Éditions sociales, Paris 1982, 250 p.

2

On distingue trois grandes périodes de l'expansion capitaliste, trois grands modes de sa production : le capitalisme concurrentiel libéral (CCL) qui de par les lois de la concurrence capitaliste devient le capitalisme des monopoles (le CM) lequel s'étatise pour donner le capitalisme monopoliste d'État (le CME) qui comprend deux phases : celle de l'ascendance et celle de la dégénérescence. Nous reviendrons sur ces définitions pour les expliciter en fonction de notre problématique.

3

Cette dénonciation du dogmatisme consiste avant tout à reconstituer le mécanisme de son fonctionnement, à montrer comment une notion marxiste utilisée d'une manière non dialectique et historique se tourne contre le marxisme. L'imputation à des personnes n'est qu'un corollaire et, pour nous, subsidiaire. Mais nous n'éluderons pas cet aspect du problème : nous pensons que le PCF a été, à un certain moment de son histoire, dogmatique mais que le dogmatisme a toujours été dans le trotskysme, le maoïsme, le gauchisme en général et le terrorisme en particulier, et que sa meilleure représentation actuelle est dans le théoricisme de l'althussérisme.

4

Cf. *Le Frivole et le Sérieux. Vers un nouveau progressisme*, Éditions Hallier-Albin Michel, Paris 1978, p. 190.

5

Cf. *Le Frivole et le Sérieux*.

6

Encore mieux : « Le gouvernement avec nous ».

7

Constat fait par Georges Marchais lui-même : Rapport du projet de résolution du XXIV^e Congrès, *l'Humanité* du 4-02-82.

8

Au sens hégélien.

9

La France de Charles Trénet.

10

Le Frivole et le Sérieux, op. cit.

11

La fin de la philosophie d'Aristote (qui avait proposé l'Un de l'unité grecque) est le moment où cette problématique apparaît. Deux héritiers : le stoïcisme et l'épicurisme, proposent des éléments anthropologiques. Quels sont les besoins nécessaires et suffisants ? Mais la solution débouche sur une aporie : soit la jouissance, soit la privation, soit l'extinction des besoins, soit leur développement. Nous en sommes encore là : le freudisme s'est développé en ce champ anthropologique qui, antérieurement, était celui de la morale occidentale. Or énoncé et solution sont d'ordre idéaliste. Le matérialisme dialectique montre que les biens relèvent d'un procès de production. Ils ne sont pas « naturels ». Il en est de même des besoins... Telles sont les données de base d'une approche scientifique d'une anthropologie non idéaliste.

12

Le désir est (le) désir du mode de production.

13

Cf. *L'Être et le Code. Le procès de production d'un ensemble pré-capitaliste*, Éditions Mouton, Paris-La Haye 1972, 630 p.

14

Cette démarche nous semble être une anthropologie « des profondeurs » aussi... profonde que la psychanalyse. Elle seule permet de distinguer l'éros et la psyché, la fin des fins du désir. Mais cela est presque une autre histoire, que le positivisme scientifique des Barthes, Foucault, Lacan, Lévi-Strauss, Althusser ne peut entendre. (Aussi faudra-t-il attendre des jours meilleurs pour que certaines vérités puissent être envisagées.)

15

Cf. *Le Capitalisme de la séduction, op. cit.*

16

Ce sont eux qui sont vieux jeu, qui refusent le progrès en l'identifiant à son négatif, nuisances et pollutions, par exemple. Ils sont incapables de reconnaître cette loi pourtant élémentaire : toute libération apporte une nouvelle aliénation, mais moindre que l'originelle. Leur refus de la dialectique les renvoie à une conception évolutionniste

du progrès. Si celui-ci n'est pas une totalité sans ombre, ils le refusent.

17

Récupération des lois sociales du Front populaire et de la Résistance.

18

En son principe, la social-démocratie est la récupération du progrès et des lois sociales conquises par les travailleurs.

19

Il ne semble pas avoir grand-chose de commun avec le désir de la psychanalyse, alors qu'il le subsume, qu'il propose les conditions objectives de l'intention subjective, conditions objectives combien ignorées du psychanalyste, ce qui nous a fait dire qu'il faut dévoiler « l'inconscient de l'inconscient » qui n'est autre que le procès de production que nous établissons. Car ce conditionnement objectif du désir de classe prédétermine beaucoup du désir subjectif. La disponibilité qui surgit est devenue indifférente aux besoins élémentaires (de subsistance, d'équipement, de communication, d'information). Ils sont *oubliés*. Le désir subjectif est le non-su du désir de classe dans lequel et par lequel il peut s'accomplir ; il est le non-su des conditions objectives de sa généalogie et de sa réalisation. Et du coup, une autre relation, une autre intentionnalité sont possibles. Autre relation à l'objet et à l'autre.

Cette relation à l'autre en tant que dénégation de l'ordre de la production est le *signifiant*, l'univers combien idéaliste de la psychanalyse. Autrement dit, le désir de classe ne doit pas être pensé comme la subjectivation d'un besoin objectif. Il est, au contraire, l'autre du besoin, ce que le besoin n'est pas mais ce que la satisfaction du besoin peut autoriser. Il est la fin du besoin, l'après-besoin. Mais quel que soit le processus terroriste (le signifiant) qui permet d'écarter l'être du besoin : la classe ouvrière, celle-ci, qui est l'autre par lequel le désir accède à son existence, reste la menace suprême, un principe de réalité qui fait de la psychanalyse le discours (inconscient) de sa dénégation, qui fait de la psychanalyse la névrose objective du savoir de classe.

20

Le Frivole et le Sérieux, op. cit.

21

Cf. *Le Capitalisme de la séduction, op. cit.*

22

Cf. *Le Capitalisme de la séduction, op. cit.*

23

Le relationnel connaît donc plusieurs niveaux. D'abord celui de l'usage naïf des biens d'équipements. La valeur d'usage l'emporte sur la valeur d'échange en ce sens que le relationnel créé est celui de l'utilisation des fruits du travail, de la production. Puis le relationnel se détache de cet ensemble pour devenir le relationnel du consommateur qui ne produit pas sa consommation. Ce relationnel est à deux niveaux, de la valeur d'échange. Dans le marché traditionnel, la valeur d'échange l'emporte sur la valeur d'usage. Le relationnel est encore dépendant du fonctionnel, mais il tend à le soumettre. Avec le marché du désir, la valeur d'échange devient le signifiant. Le relationnel devient homogène et autonome. Il peut définitivement occulter le signifié et le référent, c'est-à-dire la valeur d'usage et le procès du travail, pour proposer un code nominaliste qui recrée une ontologie, celle de l'être de classe. Une totale inversion de sens s'est accomplie. Le signifiant est le moment où la forme marchande a acquis une telle quintessence qu'elle peut se proposer radicalement transcendante aux rapports de production, alors qu'elle n'est que leur pure émanation. La forme marchande quintessenciée recouvre maintenant la totalité de l'échange. C'est le moment parfait de la société civile.

24

Si le rêve américain est dans le principe mercantile, il n'en est pas de même de l'idéologie du désir. Mais de l'aveu même des maîtres de cette idéologie, elle a été « récupérée » (ce serait le grand malheur de l'époque). Donc nous pouvons légitimement mettre sur le même plan mercantile le rêve américain importé et l'idéologie du désir « récupérée ». Précisons cependant que le terme récupération dit, à notre avis, le contraire de ce que les idéologues du désir ont voulu lui faire dire : s'il y a récupération, c'est que c'était récupérable.

Cependant, nous conviendrons que le rêve américain importé et l'idéologie du désir récupérée ne sont pas totalement homogènes. Le premier est à la fois idéologie et marchandise tandis que l'idéologie du désir, en son principe, est un pur produit idéologique qui ne fait que proposer les modalités *a priori* du nouvel échange mercantile sans être encore un objet mercantile. Nous nous expliquerons sur ce paradoxe.

25

Cf. *Le Capitalisme de la séduction, op. cit.*

26

De même que la paix romaine était l'apogée de l'impérialisme de Rome.

27

Cf. *Le Capitalisme de la séduction, op. cit.*

28

Cf. *La Peau*, de Malaparte.

29

C'est l'époque de *la Nausée*, de l'existentialisme et des pièces noires d'Anouilh. Le désespoir qui s'abat sur les jeunes gens venus de la Vieille France a des conditions objectives que ceux qui ont critiqué « les fossoyeurs de la littérature » n'ont pas su expliquer, ni même comprendre.

30

Cf. *Le Capitalisme de la séduction*, *op. cit.*

31

Cf. *Le Capitalisme de la séduction*, *op. cit.*

32

Les casseurs seront... « les tuteurs » ; Cohn-Bendit deviendra un éducateur.

33

Métaphore hégélienne qui désigne l'ultime avatar de la société civile.

34

Le chapitre consacré à l'oppression économique.

35

A partir du 1^{er} Plan.

36

En termes technologiques, scientifiques.

37

De cette volonté découle la Défense nationale (intérieure et extérieure) celle-ci n'étant qu'un corollaire évident, la condition nécessaire de la persévérance dans l'être, de la pérennité.

38

La petite et pré-délinquance de la société civile a mission de miner cette civilité républicaine.

39

Au nom de l'anti-américanisme.

40

La psychanalyse est la science de cette volonté de ne pas savoir, volonté de méconnaissance inconsciente.

41

La politique des revenus, par exemple.

42

Petites et moyennes entreprises et ingénieurs, techniciens, cadres.

43

Cette grande bourgeoisie existe en France, bien avant la Révolution française et avant... le CCL.

44

Cette proposition a d'énormes implications philosophiques. Nous les proposerons dans notre prochain livre. Ce sera la critique radicale de l'althussérisme et de toutes les dérives, marxistes et non marxistes, du néo-kantisme.

45

Dans *Néo-fascisme et idéologie du désir* nous avons proposé les éléments de base de cette étude. Ceux-ci ont pu servir le sociologisme mou et universitaire, sans perspective politique, du néo-mandarinateur des sciences humaines. Si nous reprenons nos premières définitions, c'est justement pour dénoncer cette sociologie descriptive et illustrée qui en dernière instance ne sert qu'à noyer le poisson tout en découvrant la lune.

46

La culture romanesque a bien dit cette inquiétude, cette quête d'un sujet qui se dérobe dès qu'il se nomme, d'un sujet qui n'est qu'un effet de structure. De même, la psychanalyse, par le jeu du cela, du sur-moi et du je, dit un « dasein », une présence au monde, inconsistante, contradictoire, faite d'arbitraires relations excentriques déposées dans le corps.

47

Cf. dans *Le capitalisme de la séduction* le moment de cette réconciliation : la maison de campagne.

48

Cette période se clôt avec le giscardisme, mais ses effets se prolongent après le 10 mai

1981.

49

Nous verrons, lorsque nous définirons la stratégie révolutionnaire, comment celle-ci peut utiliser, récupérer, cette logique.

50

Une variante, de l'arrivisme opportuniste, est celle du scribe nourri dans le sérail et qui fait une révolution de palais. Venu du mandarinat littéraire, Petit Chose d'abord préposé aux écritures, ce commis monte dans la hiérarchie, de gestion du capitalisme en gestion de l'État, gagne la confiance du chef et se retrouve Premier ministre. C'est le destin de Pompidou, technocrate tellement éclairé qu'il peut même supplanter le vieux chef.

51

Cf. François De Closets, *Toujours plus*.

52

On dit maintenant AP (pour agent de production).

53

Précisons que notre distinction du chef d'entreprise et du PDG ne prend pas en considération la fiction juridique que sont les SARL, qui permet à un chef de petite et moyenne entreprise d'être aussi le PDG de cette entreprise. Il s'agit de profiter des lois sociales : un hommage intéressé que la libre entreprise rend à la socialisation du travail.

54

Nous reviendrons, bien entendu, sur cette conception du management.

55

Nous verrons, en termes plus politiques, que cette stratégie de neutralisation veut un jeu constant du renversement des alliances. Ce qui définit la social-démocratie comme une alternance et un syncrétisme.

56

L'Être et le Code, Éditions Mouton, Paris-La Haye 1972, 630 p.

57

Tartuffe, la Cerisaie.

58

Il faut bien distinguer le travail à la chaîne, qui est un progrès technologique décisif, qui permet de « dépasser » la pénibilité et la récupération de ce progrès par le productivisme, les cadences infernales et la parcellisation extrême du travail.

59

On peut devenir AP : agent de production ! On a changé le sigle, mais pas la fonction. C'est la même parcellisation extrême du travail.

60

Agent de maîtrise ou OS.

61

En un tout autre ordre de réalisation, le *Toujours plus* de François de Closets nous semble être une parfaite illustration de cette idéologie poujado-coluchienne. (... qu'est-ce que c'est, que ces privilégiés qui viennent manger le pain des privilèges du capitalisme !). Et son audience, à droite et même à gauche, témoigne d'un courant de pensée assez inquiétant.

62

Ces déterminations fondamentales du psychisme, nous en conviendrons, ne sont pas encore scientifiquement définies : l'anthropologie historique marxiste reste à faire, de A jusqu'à Z. Ne craignons pas d'en indiquer le principe. Ces déterminations relèvent du patrimoine de l'humanité, de la structuration acquise par l'homme, de l'hominisation par le procès de production. Le principe de réalité est construit par le procès du travail. Mais elles relèvent aussi d'une structuration idéologique, d'une hominisation de classe (si l'on peut dire), d'un processus qui permet aux classes dominantes (et idéologies) de récupérer à leur profit ces données de base (alors le principe de plaisir, qui est une construction de classe). Ces normes et régulations sont mi-objectives/mi-subjectives, mi-contraindantes/mi-consenties, mi-emploi du temps/mi-temps de l'emploi. (Les sciences humaines à base explicite ou implicite de freudo-marxisme, ou de freudisme tout court, ont fonction d'interdire ces recherches en imposant « une nature humaine » issue du désir et des statuts métaphysiques de l'homme et de la femme, de l'adulte et du jeune qui surdéterminent, alors, le procès de production et le procès de consommation. La psychanalyse, en particulier, propose une structure de conscience et d'inconscient — le je, le sur-moi, le cela — , un « dasein » qui écarte à priori les champs et structures de conscience et d'inconscient produits par le procès de production).

63

Avant la médiation c'est Madame Bovary ; après, c'est Gisèle Halimi.

64

Cf. *Le Capitalisme de la séduction*.

65

Ce jeu des différences, par lui-même, est une arme stratégique qui, sans atteindre l'idéale intégration, est très efficace. Il permet d'étendre l'hétérogénéité des petites différences, toute une culture alors de la différence, sur l'homogénéité des situations historiques et sociologiques des classes traditionnelles. Alors celles-ci sont neutralisées, occultées.

66

La pire, celle qui s'est « humanisé » par la gestion social-démocrate.

67

Alfred Grosser, *le Monde*, 3 décembre 1982.

68

Ibidem.

69

Ibidem.

70

Ibidem.

71

Ibidem.

72

Énorme problème, problème fondamental de la connaissance. Problème philosophique, qui sera l'objet de notre prochain livre.

73

Celle du *Cuirassé « Potemkine »* comme celle de Malraux.

74

Soufflons la formule à Jean Daniel : le communisme entre le Goulag et Carillo.

75

Discours en fragments, implicite, non théorisé.

76

Sartre est l'idéologue de la société civile.

77

C'est le principe réactionnaire qui, par la répétition, peut surmonter le progrès en l'intégrant (Cf. Nietzsche).

78

Cette contre-révolution a culminé à Vincennes dans la synthèse du maoïsme et du lacanisme. Certains ne se seront rien refusé.

79

Cf., en particulier, *Le Frivole et le Sérieux, op. cit.*

80

Enfin, pas toujours...

81

Il a trouvé la formule que Nietzsche a cherchée toute sa vie.

82

On lui a parfois reproché, à tort, la vieille droite (celle qui est la plus bête du monde), d'être le fourrier du communisme. Mais jamais au sujet du régime présidentiel. L'ironie de l'histoire aura voulu que l'arme suprême de l'anti-communisme permette l'accès des communistes au gouvernement.

83

Celle-ci passe pour être opposée à Keynes. Mais cette opposition ne rend compte que d'une querelle doctrinale, purement économiste. Les deux doctrines sont au service de l'hégémonie économique américaine, tantôt « démocratique », tantôt « néo-libérale ». Elles ne font que rendre compte d'une autre alternance (Républicains-Démocrates) ; elles signifient les deux moments du même opportunisme.

84

Paru aux Éditions sociales, Paris 1982.

85

Mais réalité recouverte par la gestion techno-bureaucratique.

86

Ceux de l'intelligentsia.

87

Au sens large : l'éthos, les mœurs.

88

Le travailleur collectif est donc bien autre chose que l'unité syndicale, mais celle-ci est évidemment un moment essentiel de sa généalogie.

89

Louis Althusser est aussi un néo-kantien qui a proposé une lecture mécaniste et réductrice du marxisme.

90

Lieu (kantien) de la transcendance, de l'absolu.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

© 1983, Messidor/Éditions sociales, Paris

ISBN : 2-209-05531-8

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été initialement fabriquée par la société FeniXX au format ePub (ISBN 9782402079433) le 08 avril 2016.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

